

Collection Outils et Méthodes

Lignes directrices n° 6

**Intégrer l'environnement et le changement
climatique dans la coopération internationale
de l'Union européenne**

Vers un développement durable



Lignes directrices n° 6

Intégrer l'environnement et le changement
climatique dans la coopération
internationale de l'Union européenne

Vers un développement durable

Direction générale de la coopération internationale et du développement
Commission européenne

Bruxelles • Luxembourg, février 2016

Traduction finalisée en octobre de 2018

1^{er} édition

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2018

© Union européenne, 2018

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

Print	ISBN 978-92-79-96385-8	doi:10.2841/806005	MN-BA-16-002-FR-C
PDF	ISBN 978-92-79-96389-6	doi:10.2841/864119	MN-BA-16-002-FR-N

Crédits photos pour la page de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir de l'image supérieure gauche) : Luxerendering/Shutterstock ; Bernard Crabbé ; Yusuf Ahmad, ICRAF ; programme Euro-Solar. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

REMERCIEMENTS

Ces lignes directrices sont publiées par la Direction générale de la Coopération internationale et du développement (DEVCO) avec le soutien de consultants externes.

Elles s'appuient sur des versions antérieures des lignes directrices et sur l'expérience issue de leur mise en œuvre. Le document original, et sa version actualisée, s'inspirent de consultations avec le personnel de la Commission européenne, des délégations de l'Union européenne et d'autres parties prenantes. Il s'est enrichi de ces discussions et des contributions reçues.

Abréviations et acronymes

APD	Aide publique au développement	OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE	ODD	Objectifs de développement durable
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
CE	Commission européenne	PANA	Programme d'action national d'adaptation [au changement climatique]
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction	PEP	Profil environnemental de pays
C(P)DN	Contribution (prévue) déterminée au niveau national	PER	Profil environnemental régional
CPEIR	Climate Public Expenditure and Institutional Review (Revue des institutions et des dépenses publiques en matière de changement climatique)	PGE	Plan de gestion environnementale
EES	Évaluation environnementale stratégique	PGRC	Plan de gestion des risques climatiques
EIE	Évaluation des incidences (ou étude d'impact) sur l'environnement	PIB	Produit intérieur brut
ERC	Évaluation des risques climatiques	PIN	Programme Indicatif National
FED	Fonds Européen de Développement	PIP	Programme indicatif pluriannuel
GES	Gaz à effet de serre	PNA	Plan national d'adaptation
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
IPE	Initiative Pauvreté-Environnement	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
MAAN	Mesures d'atténuation appropriées au niveau national	QRG	Quality Review Group (Groupe d'examen de la qualité)
		RDPE	Revue des dépenses publiques liées à l'environnement
		SOR	Suivi orienté sur les résultats
		TdR	Termes de référence
		UE	Union européenne

Table des matières

Abréviations et acronymes	iv
1 Objectif et contexte	1
1.1 Pourquoi ces lignes directrices ?	1
1.2 En quoi consiste le « mainstreaming » de l'environnement et du changement climatique ?	1
2 Pourquoi intégrer l'environnement et le changement climatique ?	3
2.1 Engagements juridiques et politiques de l'UE	3
2.2 Le Programme de développement durable à l'horizon 2030	5
2.3 Répondre aux besoins des populations pauvres	10
2.4 Arguments économiques en faveur de l'intégration de l'environnement et du changement climatique	11
3 Le mainstreaming de l'environnement et du changement climatique en pratique	13
3.1 Phase de programmation	13
3.2 Phase d'identification et de formulation	19
3.3 Phase de mise en œuvre	28
3.4 Phase d'évaluation	33
3.5 Mainstreaming et nouveaux instruments financiers	34
Annexes	37
1 Agenda 2030 : Objectifs et cibles de développement durable pertinents pour le mainstreaming	39
2 Termes de référence pour un Profil environnemental de pays (PEP/CEP)	46
3 Examen préalable (« screening ») des questions relatives à l'environnement et au changement climatique	58
4 Guide pour l'intégration des aspects relatifs à l'environnement et au climat dans les études d'identification et de formulation	78
5 Termes de référence pour une Évaluation environnementale stratégique (EES/SEA)	90
6 Termes de référence pour une Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE/EIA)	102
7 Suivi et indicateurs	116
8 Marqueurs de Rio et d'aide à l'environnement	123
9 Termes de référence pour une Évaluation des risques climatiques (ERC/CRA)	132
Références	147
Publications	147
Sites internet	148

Liste d'encadrés

2.1	Calcul de la valeur des services écosystémiques	12
2.2	Aspects économiques de la dégradation des terres	12
3.1	EES, EIE et ERC	17
3.2	Étude de cas : Programme indicatif national 2014–2020 du Lesotho	18
3.3	Étude de cas : EES du secteur agricole au Rwanda	26
3.4	Étude de cas : Intégrer l'environnement dans l'appui budgétaire au secteur de l'eau en Bolivie	27
3.5	Rendre les marchés publics plus verts	30
3.6	Étude de cas : Soutien au secteur de l'énergie en Égypte 2007–2013	32
3.7	Financements mixtes, promotion des investissements et mainstreaming	35
3.8	Fonds fiduciaires de l'UE et mainstreaming	36

Liste de figures

1.1	Organisation des lignes directrices	1
2.1	Quatre bonnes raisons d'intégrer l'environnement et le changement climatique	11
3.1	Cycle des programmes et projets de l'UE	13
3.2	Approche d'intégration de l'Initiative Pauvreté-Environnement du PNUD-PNUE	16
3.3	Étapes de la démarche d'intégration en phase d'identification et de formulation	21

Liste de tableaux

3.1	Points d'entrée, actions et outils pour la phase de programmation	14
3.2	Points d'entrée, actions et outils pour la phase d'identification et de formulation	20
3.3	Points d'entrée, actions et outils pour la phase de mise en œuvre	29
3.4	Points d'entrée, actions et outils pour la phase d'évaluation	34

CHAPITRE 1

Objectif et contexte

1.1 Pourquoi ces lignes directrices ?

Ces lignes directrices proposent un cadre qui renforcera la contribution au développement durable des politiques de l'Union européenne (UE) en matière de coopération internationale et de développement en intégrant les considérations relatives à l'environnement et au changement climatique dans les différentes phases du cycle des programmes et projets de l'UE. Elles sont destinées au personnel de la Commission européenne (CE), aux délégations de l'UE et aux institutions partenaires. Elles actualisent les lignes directrices publiées en 2009.

Les lignes directrices sont présentées en trois chapitres et complétées par diverses ressources (voir la figure 1.1) :

- Un résumé publié séparément ;
- Neuf annexes contenant des outils et des exemples, notamment des modèles de termes de référence ;
- Des notes sectorielles (en cours d'élaboration) et une série de scénarios sectoriels sur le changement climatique, disponibles sur le site [Capacity4Dev](#),

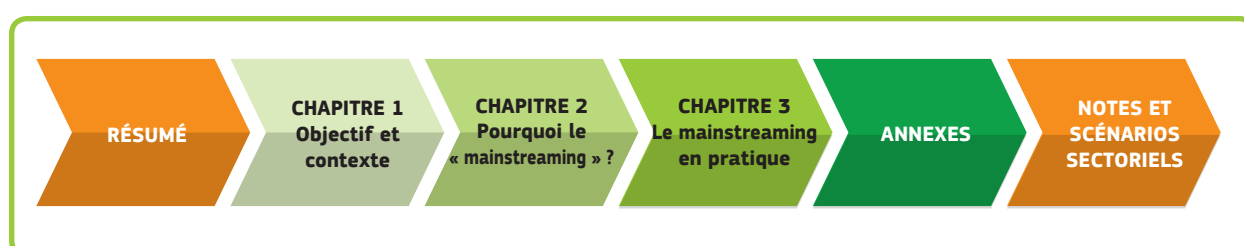
qui illustrent et fournissent des exemples concrets d'intégration des questions relatives à l'environnement et au changement climatique dans des secteurs spécifiques.

1.2 En quoi consiste le « mainstreaming » de l'environnement et du changement climatique ?

Le **développement durable** intègre systématiquement les objectifs économiques, sociaux et environnementaux pour répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins, garantissant ainsi une meilleure qualité de vie pour les générations présentes et futures.

Le « **mainstreaming** » de l'environnement et du changement climatique joue un rôle essentiel dans le développement durable. Le mainstreaming est défini par la CE comme « le processus d'intégration systématique d'une valeur, d'une idée ou d'un thème particulier dans tous les domaines de la coopération au développement, en vue de promouvoir des objectifs de développement spécifiques (transposer

FIGURE 1.1 Organisation des lignes directrices



les idées, influencer les politiques) ou généraux » (CE, 2004). Il implique un processus itératif d'évolution de la culture et des pratiques des institutions. Dans la coopération au développement de l'UE, un mainstreaming réussi se traduit par l'**intégration** systématique de l'environnement et du changement climatique dans le cycle des programmes et projets afin de parvenir à un équilibre entre les objectifs environnementaux, économiques et sociaux et de contribuer au développement durable.

Dans ces lignes directrices :

- L'**environnement** est défini comme comprenant les ressources biophysiques et les conditions dont dépendent la vie et les activités humaines, lesquelles exercent à leur tour une influence sur cet environnement ;
- Le **changement climatique** est une variation de l'état du climat que l'on peut déceler par des modifications de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés, et qui persiste durant une longue période, soit généralement des décennies, voire plus (GIEC, 2014).

CHAPITRE 2

Pourquoi intégrer l'environnement et le changement climatique ?

2.1 Engagements juridiques et politiques de l'UE

Plusieurs traités et engagements politiques de l'UE appellent à intégrer l'environnement et le changement climatique dans la définition et la mise en œuvre des interventions de coopération internationale et de développement de l'Union, afin de promouvoir le développement durable.

TRAITÉS DE L'UE

Les traités européens suivants définissent le mainstreaming de l'environnement comme une obligation légale.

- L'**Acte unique européen** (1986), qui révisé le **Traité de Rome** de 1957, jette les bases légales d'une politique environnementale à l'échelle de la Communauté et formule l'objectif d'intégration dans d'autres politiques.
- Le **Traité de Maastricht** (1992, Article 130r) énonce le principe d'intégration des aspects environnementaux dans l'ensemble des politiques de la Communauté.
- Le **Traité d'Amsterdam** (1997) et le **Traité de Lisbonne sur le fonctionnement de l'Union européenne** (2007) disposent que « Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union, en particulier afin de promouvoir le développement durable ».

ENGAGEMENTS POLITIQUES DE L'UE

- Le **Consensus européen pour le développement (2005)** note que la protection de l'environnement doit être incluse dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques communautaires, en particulier en vue de promouvoir le développement durable. Il déclare également que « des évaluations environnementales stratégiques et des analyses d'impact en termes d'égalité hommes-femmes seront effectuées de manière systématique, y compris dans le cadre d'appuis budgétaires (« mettre du vert dans le budget ») et sectoriels ». Il appelle à un « renforcement de l'approche du 'mainstreaming' » et à soutenir les efforts des pays partenaires (gouvernements et société civile) pour intégrer les préoccupations d'ordre environnemental dans le développement.
- Le Conseil de l'UE a adopté les conclusions du **Document de travail des services de la Commission consacré à l'amélioration de l'intégration de la dimension environnementale dans la coopération au développement** (2009), qui souligne l'importance du mainstreaming de l'environnement et du changement climatique. Le document note également que la CE et les États membres sont confrontés à des défis similaires lorsqu'il s'agit d'intégrer l'environnement dans leur aide au développement, défis accrus par les menaces posées par le changement climatique.
- Le **Programme pour le changement** (2011) reconnaît les liens entre environnement, gestion des ressources naturelles, réduction de la pauvreté et croissance. Il fait remarquer que le développement n'est pas durable s'il porte atteinte à l'environnement, à la biodiversité et aux

ressources naturelles et s'il réduit la résilience aux catastrophes naturelles. Il affirme que la politique de développement de l'UE doit contribuer à améliorer la capacité des pays en développement à résister aux conséquences du changement climatique, et doit promouvoir une « économie verte » capable de générer de la croissance, de créer des emplois et de contribuer à la réduction de la pauvreté en valorisant le capital naturel et en investissant dans celui-ci.

ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT

L'Union européenne est signataire des trois conventions de Rio de 1992 et soutient activement la mise en œuvre de ces accords multilatéraux sur l'environnement à travers divers instruments de financement extérieur, dont l'Instrument de coopération au développement et son programme thématique « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent ».

- La [Convention sur la diversité biologique](#) vise à conserver la diversité biologique, à promouvoir l'utilisation durable de ses éléments et à partager de manière juste et équitable les avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.
- La [Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#) (CCNUCC) vise à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.
- La [Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification](#) a pour but de mettre en place un partenariat mondial visant à enrayer et prévenir la désertification et la dégradation des terres et à atténuer les effets de la sécheresse dans les zones touchées afin de concourir à la réduction de la pauvreté et au respect durable de l'environnement.

En plus des trois conventions de Rio, l'UE est signataire d'un grand nombre d'accords multilatéraux sur l'environnement, notamment la Convention de Ramsar pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, la Convention de Bonn sur la conservation des

espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination, la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Une liste complète des accords multilatéraux sur l'environnement signés par l'Union européenne est disponible sur les [pages du site internet de la Commission consacrées à l'environnement](#).

ENGAGEMENTS FINANCIERS RELATIFS AU CLIMAT ET À LA BIODIVERSITÉ

- Le document de la Commission européenne [Un budget pour la stratégie Europe 2020](#) (2011) précise que les objectifs de l'Action pour le climat représenteront au moins 20% des dépenses de l'UE pour la période 2014–2020. La communication explique que :

L'UE, en sa qualité de premier pourvoyeur d'aide au monde et de pionnier dans les mécanismes basés sur le marché, dispose de compétences uniques à faire partager. En octroyant des contributions financières et en participant aux organes directeurs des instruments et fonds internationaux, l'UE conservera son rôle de premier plan dans la définition des futures politiques internationales sur le climat. L'UE est déterminée à tenir ses engagements internationaux en matière de financement de la lutte contre le changement climatique...

La politique sur le climat sera intégrée et renforcée dans les instruments géographiques d'action extérieure en vue d'augmenter sensiblement les financements en rapport avec le climat octroyés dans le cadre de la rubrique Actions extérieures. En ce qui concerne les instruments thématiques de la coopération au développement, l'UE devrait consacrer au moins 25% des dépenses du Programme pour les biens publics mondiaux aux objectifs en matière de changement

climatique et d'environnement. Le budget de l'UE contribuera au financement international de la lutte contre le changement climatique prévu par les négociations de la CCNUCC pour les pays en voie de développement d'ici à 2020 (100 milliards USD par an). (CE, 2011a : 16).

- L'UE a également intégré l'**objectif d'Hyderabad** de doubler, d'ici à 2015, le total des flux internationaux de ressources financières allouées à la biodiversité dans les pays en développement par rapport à la moyenne des années 2006–2010, et d'au moins maintenir le soutien apporté à ce niveau jusqu'en 2020 (PNUE, 2014).
- L'**Accord de Paris sur le changement climatique** conclu lors de la 21^e Conférence des parties à la CCNUCC est le premier accord climatique mondial à vocation universelle et concernant l'ensemble des pays. L'accord reflète une vision et une ambition communes fortes de s'engager dans un processus de transformation vers un développement sobre en carbone et résilient au climat. Il confirme l'objectif collectif des pays développés de consacrer 100 milliards de dollars US par an d'ici à 2020 aux activités liées au climat dans les pays en développement, en provenance de toutes les sources y compris des investissements du secteur privé. Un nouvel objectif plus élevé devrait être fixé d'ici à 2025. L'accord exige de renforcer l'accent mis sur l'intégration des aspects liés au changement climatique dans tous les secteurs de coopération de l'UE afin de soutenir l'adaptation et l'atténuation du changement climatique dans les pays partenaires, et d'atteindre l'objectif de l'UE de consacrer au moins 20% de ses dépenses au climat d'ici à 2020.

2.2 Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

En septembre 2015, la communauté internationale a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ou « Agenda 2030 »), qui fixe 17 objectifs de développement et 169 cibles associées. L'ensemble des 17 objectifs comprennent des considérations environnementales. Les **Objectifs de développement durable** (ODD) à l'horizon 2030

appellent donc à une accélération radicale de l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans l'ensemble des politiques et programmes de développement. L'**annexe 1** met en évidence les cibles pour lesquelles l'intégration de l'environnement joue un rôle particulièrement central.

L'Agenda 2030 insiste sur le fait que les ODD sont intégrés, indissociables, et concilient les trois dimensions (économique, sociale et environnementale) du développement durable. Reflétant cette approche intégrée, les objectifs et cibles de développement sont étroitement interconnectés et intègrent de nombreux éléments transversaux. Ces interdépendances et la nature intégrée des ODD revêtent une importance cruciale pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. C'est dans cette perspective qu'il faut concevoir le mainstreaming de l'environnement et du changement climatique comme un élément essentiel de la réalisation de cet agenda.

Cette section illustre comment le mainstreaming doit contribuer à la mise en œuvre du nouveau programme mondial. La reconnaissance de l'**interaction du développement économique, social et environnemental** est en effet au cœur du développement durable.



Objectif 1 — Pas de pauvreté

Le mainstreaming :

- Contribue à la résilience aux catastrophes naturelles liées au changement climatique telles que les sécheresses, inondations, tempêtes et attaques de ravageurs qui affectent les communautés les plus pauvres et vulnérables ;
- Accroît les possibilités d'exploiter l'économie verte inclusive au bénéfice des populations pauvres ;
- Améliore les moyens de subsistance et les revenus des populations pauvres en inversant le déclin de la productivité des ressources naturelles.

L'éradication de la pauvreté est l'objectif central de la coopération au développement de l'UE. La dégradation des conditions environnementales, et son exacerbation par le changement climatique (GIEC, 2014), ont un impact direct sur la pauvreté et les populations pauvres

sont souvent exposées de manière disproportionnée à un environnement malsain (eau insalubre, pollution de l'air et produits chimiques toxiques). Les effets de la pauvreté et de la dégradation environnementale se renforcent souvent mutuellement.



Objectif 2 — Faim « zéro »

Le mainstreaming :

- Renforce la résilience au changement climatique, aux conditions climatiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations, aux tempêtes et aux nuisibles ;
- Renforce la durabilité et la productivité à long terme des systèmes de production agricole en améliorant la gestion de l'eau et des ressources foncières ;
- Contribue à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance en sauvegardant les biens et les services écosystémiques.

À long terme, une agriculture durable et résistante aux aléas climatiques améliore la production alimentaire, la productivité agricole et les revenus ruraux. Elle est donc reconnue comme essentielle pour créer un monde sans faim. Pour atteindre les ODD, les systèmes agricoles mondiaux devront être plus productifs et plus économes en ressources. Les pratiques agricoles et les systèmes alimentaires, tant en ce qui concerne la production que la consommation, doivent être envisagés selon une perspective complète et intégrée ([Plateforme de connaissances sur le développement durable, Objectif 2](#)).



Objectif 3 — Bonne santé et bien-être

Le mainstreaming :

- Favorise l'adoption de mesures réglementaires et autres pour créer un environnement sain, sans produits chimiques dangereux ni pollution de l'air, de l'eau et du sol ;
- Crée des capacités d'adaptation au changement climatique et minimise ses impacts sur la santé ;
- Encourage la sensibilisation à l'assainissement environnemental et au changement des comportements.

Une gestion inadaptée des déchets et la présence de matériaux toxiques ont un effet grave et direct sur la santé humaine. Le changement climatique est susceptible d'allonger les saisons de transmission de certaines maladies vectorielles (OMS, 2015). La

biodiversité, les écosystèmes et les services essentiels qu'ils fournissent (nourriture, médicaments, eau propre, énergie) ont des conséquences directes et indirectes sur la santé et le bien-être, et jouent un rôle important dans les efforts visant à lutter contre les maladies infectieuses et non transmissibles (OMS et CDB, 2015).



Objectif 4 — Éducation de qualité

Le mainstreaming :

- Encourage et intègre les connaissances et les compétences en matière d'environnement, de changement climatique, de développement et de styles de vie durables dans les écoles et autres établissements d'enseignement ;
- Renforce les systèmes de valeur et l'engagement des générations futures envers le développement durable ;
- Développe les compétences essentielles pour promouvoir le développement durable et exploiter l'économie verte.

La consommation et la production durables dépendent de systèmes de valeurs qui peuvent être renforcés à travers l'éducation. L'intégration de l'environnement et du changement climatique dans l'éducation crée des générations futures impliquées dans le développement d'un monde équitable et durable ([Plateforme de connaissances sur le développement durable, Objectif 4](#)). Un environnement scolaire sans pollution et bénéficiant d'un approvisionnement adéquat en eau, en assainissement et en énergie est essentiel pour une éducation de qualité.



Objectif 5 — Égalité entre les sexes

Le mainstreaming :

- Réduit la charge inégale qui pèse sur les femmes et les enfants en assurant une meilleure gestion de l'eau et du bois de chauffe ;
- Réduit les risques et le fardeau supportés par les femmes en raison des migrations économiques et dues au climat en améliorant l'accès aux ressources naturelles et leur productivité ;
- Introduit des technologies environnementales et des systèmes qui accroissent l'efficacité et réduisent les impacts sexospécifiques du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

L'intégration de l'environnement et du changement climatique permet de renforcer l'égalité des sexes. Les programmes et projets offrent souvent des possibilités de faire face aux impacts environnementaux et climatiques sexospécifiques et de les prendre en compte. L'utilisation du biogaz plutôt que du bois de chauffe illustre comment des actions pour intégrer l'environnement et le changement climatique peuvent réduire la charge de travail des femmes et enrichir leurs compétences.



Objectif 6 — Eau propre et assainissement

Le mainstreaming :

- Contribue à la gestion durable des ressources hydriques et améliore l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ;
- Contribue à protéger et à restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les forêts, les cours d'eau et les zones humides, ce qui améliore la disponibilité et la qualité de l'eau ;
- Favorise des infrastructures plus résilientes au climat et une meilleure préparation aux catastrophes permettant de garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

L'eau polluée et le manque d'assainissement adéquat nuisent à la santé de tous et causent des retards de croissance chez les enfants. L'intégration des considérations environnementales et climatiques dans les décisions et les pratiques relatives à la gestion des terres peut améliorer l'accès à une eau propre. La gestion durable de l'eau est également essentielle pour développer une économie verte, dynamique et prospère (Forum économique mondial, 2015).



Objectif 7 — Énergie propre

Le mainstreaming :

- Encourage la transition vers les énergies renouvelables ;
- Encourage l'efficacité énergétique ;
- Réduit la pollution de l'air, les émissions de GES, les problèmes liés à la santé humaine et la dégradation environnementale associés à la génération et à l'utilisation des énergies fossiles.

Les efforts pour atténuer le changement climatique dépendent d'une énergie propre, sachant que la

production et l'utilisation de l'énergie représentent deux tiers des émissions de GES mondiales. L'intégration de la dimension environnementale est cruciale : dans le monde en développement, plus de 50% de la population dépend du bois, du charbon, du charbon de bois ou des déchets animaux pour son approvisionnement en énergie, respirant des fumées toxiques qui causent des cancers du poumon et tuent presque 2 millions de personnes par an, femmes et enfants pour la plupart.



Objectif 8 — Travail décent et croissance économique

Le mainstreaming :

- Conserve l'environnement naturel pour qu'il puisse soutenir les activités économiques (par ex. en fournissant des ressources, des services écosystémiques et des matières premières) ;
- Soutient la transformation vers une économie verte plus économe en ressources et sobre en carbone ;
- Offre des possibilités en matière d'emploi sûr et décent, en créant des emplois à valeur ajoutée élevée dans des industries nouvelles et existantes.

La prospérité économique et l'emploi dépendent d'un climat stable et d'écosystème sains. Les emplois qui contribuent à la protection de l'environnement donnent aux citoyens un intérêt tangible dans l'économie verte. L'intégration de l'environnement et du changement climatique facilite la transition vers une économie respectueuse de l'environnement et sobre en carbone qui crée de l'emploi et réduit les disparités sociales (OIT, 2013).



Objectif 9 — Industrie, innovation et infrastructures

Le mainstreaming :

- Encourage le développement et l'adoption de technologies et processus industriels propres et écologiques ;
- Favorise l'innovation dans les infrastructures dans le sens d'une pollution réduite et d'émissions de GES neutres ou faibles ;
- Crée des capacités en matière d'adaptation aux impacts climatiques et de construction d'infrastructures résilientes au climat.

L'investissement dans des infrastructures et des méthodes de production industrielles écologiques peut nettement réduire la dégradation de l'environnement. L'intégration de l'environnement et du changement climatique peut encourager l'innovation et le développement d'industries vertes proposant des biens et services environnementaux. L'engagement en faveur de modèles de production durables est logique d'un point de vue entrepreneurial. Il réduit le gaspillage de ressources coûteuses et contribue à une plus grande compétitivité (ONUDI, 2015).



Objectif 10 — Inégalité réduites

Le mainstreaming :

- Favorise la création d'emplois dans l'économie verte, avec possibilités de générer de nouvelles sources de revenus ;
- Réduit les inégalités à long terme dans l'accès aux ressources naturelles ;
- Réduit les inégalités en matière de qualité de vie et d'accès à un environnement sain.

Bon nombre des inégalités les plus flagrantes trouvent leur origine dans un accès inégal aux biens et aux services environnementaux et à un environnement sain. Par exemple, 70% de la population africaine souffre toujours d'un manque d'accès à des services d'assainissement améliorés, et de vastes régions ont un accès limité à l'énergie. Une approche inclusive dans le cadre de l'économie verte offre une nouvelle voie vers la prospérité pour les pays qui ont été défavorisés par le passé.



Objectif 11 — Villes et communautés durables

Le mainstreaming :

- Améliore la qualité de vie dans les agglomérations urbaines grâce à une meilleure gestion des déchets et de la pollution et des systèmes de transport plus durables ;
- Crée des capacités en matière d'adaptation aux impacts du changement climatique et de construction d'infrastructures vertes résilientes au climat ;
- Encourage le développement intégré d'infrastructures environnementales concernant l'eau, l'assainissement, le drainage et la gestion des déchets.

La plupart des régions en développement connaissent une urbanisation rapide et une détérioration concomitante de la qualité de vie, en particulier pour les pauvres. Pour créer des villes et communautés durables, notamment face au changement climatique, il faut nettement améliorer la mobilité urbaine, construire des logements durables, assurer une gestion adéquate des déchets et de l'eau, et minimiser l'imperméabilisation des sols et l'occupation des terres. Même si l'empreinte carbone des villes augmente, il existe des moyens efficaces d'atténuer les émissions de GES, par exemple en construisant des bâtiments moins gourmands en énergie ([United Smart Cities](#)).



Objectif 12 — Consommation et production responsables

Le mainstreaming :

- Favorise une croissance économique et une prospérité durables en dissociant la croissance économique de la dégradation de l'environnement ;
- Sensibilise la société civile et les consommateurs aux avantages d'une consommation responsable ;
- Soutient l'innovation technologique dans les secteurs productifs menant à une production et une consommation plus propres.

Avec la croissance démographique et un niveau de vie plus élevé, la pression sur l'environnement va augmenter, ce qui nécessitera une transition vers des modèles de consommation et de production plus durables. Les succès émergents de l'économie verte, de l'utilisation efficace des ressources, de l'économie circulaire et des efforts pour informer les consommateurs — à travers l'étiquetage écologique, des marchés publics plus écologiques (voir [encadré 3.4](#)) et d'autres initiatives — mettent en lumière les avantages sensibles de l'intégration des préoccupations environnementales et climatiques dans la production et la consommation ([Plateforme de connaissances sur le développement durable, Objectif 12](#)).

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Objectif 13 — Lutte contre le changement climatique

Le mainstreaming :

- Renforce la sensibilisation politique et sociale au changement climatique et à ses impacts, ainsi qu'aux enjeux et opportunités associés (par ex. en matière de création d'emploi ou de croissance économique) ;
- Encourage les efforts d'atténuation du changement climatique aux niveaux mondial, régional, national et sectoriel ;
- Encourage les efforts d'adaptation au niveau sectoriel, par ex. en matière de protection des infrastructures contre les aléas climatiques et de lutte contre la désertification.

Le changement climatique est reconnu par les Nations Unies comme l'un des grands défis de notre époque, qui met en péril la capacité de tous les pays à parvenir à un développement durable et à réduire la pauvreté. La survie de nombreuses sociétés et de la diversité biologique est en jeu. L'Accord de Paris ouvre la voie à une réponse plus intensive et plus collective ([Plateforme de connaissances sur le développement durable, Objectif 13](#)).

14 VIE AQUATIQUE



Objectif 14 — Vie aquatique

Le mainstreaming :

- Encourage l'adoption de réglementations et de pratiques sectorielles qui atténuent la pollution et les impacts négatifs sur les écosystèmes marins et côtiers ;
- Renforce la résilience des écosystèmes marins et côtiers au changement climatique ;
- Encourage l'extraction et l'utilisation durables des ressources naturelles.

Trois milliards de personnes dépendent des ressources marines et côtières pour leur subsistance. Les océans accueillent d'immenses réservoirs de biodiversité. L'intégration de l'environnement et du changement climatique peut alléger les pressions environnementales qui menacent les océans et les régions côtières et inverser leur dégradation ([Plateforme de connaissances sur le développement durable, Objectif 14](#)).

15 VIE TERRESTRE



Objectif 15 — Vie terrestre

Le mainstreaming :

- Contribue à protéger, restaurer et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres, réduisant ainsi la perte de biodiversité ;
- Favorise l'adoption de systèmes durables de gestion des forêts et des terres, contribuant ainsi à la lutte contre la désertification et à l'inversion de la dégradation des terres et de la perte de biodiversité ;
- Favorise la réduction des émissions de GES associées aux pratiques d'utilisation des terres.

Une bonne gestion des terres apporte des avantages économiques et sociaux considérables. Elle est essentielle à l'agriculture durable et contribue à des écosystèmes sains et à la lutte contre le changement climatique. La neutralité en matière de dégradation des terres est l'un des objectifs majeurs à atteindre à travers la lutte contre la désertification et en restaurant les terres dégradées. L'intégration de l'environnement et du changement climatique et la gestion efficace des catastrophes peuvent renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés qui en dépendent ([Plateforme de connaissances sur le développement durable, Objectif 15](#)).

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Objectif 16 — Paix, justice et institutions efficaces

Le mainstreaming :

- Joue un rôle important dans la réduction des conflits et l'amélioration des conditions propices à la paix et à la sécurité ;
- Réduit le changement climatique et la dégradation de l'environnement, qui comptent parmi les causes des migrations de populations.

La concurrence pour l'accès à des ressources environnementales rares et précieuses, souvent exacerbée par le changement climatique, peut susciter des tensions, de l'instabilité, des conflits violents, une migration non contrôlée et la violation des droits humains. En allégeant la pression sur des ressources rares et en améliorant la gouvernance de

biens environnementaux précieux, l'intégration de l'environnement et du changement climatique peut avoir un effet préventif, donner des moyens d'agir aux détenteurs de droits et responsabiliser les porteurs de devoirs.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



Objectif 17 — partenariats

Le mainstreaming :

- Renforce la solidarité internationale et la coopération mondiale en favorisant la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement ;
- Renforce la solidarité internationale et la coopération mondiale en promouvant la réalisation des objectifs d'atténuation du changement climatique ;
- Encourage la bonne gouvernance et la gestion collective des ressources partagées.

La promotion du développement durable à travers l'intégration de l'environnement et du changement climatique encourage la bonne gouvernance, la stabilité politique et la sécurité. Elle renforce également la cohérence des politiques, nécessaire pour une action extérieure efficace. À travers le mainstreaming et son programme thématique « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent », l'UE soutient des partenariats dynamiques en faveur du changement et du développement durable (CE, 2014).

2.3 Répondre aux besoins des populations pauvres

Une eau propre, un air propre, un sol fertile, des forêts saines : l'existence humaine dépend des ressources naturelles pour l'alimentation, les combustibles, les moyens de subsistance et le bien-être. L'environnement fournit également des services de base tels que la régulation du climat et le stockage du carbone (dans la couverture végétale et dans les sols), la mise en place de défenses naturelles contre la mer et l'érosion côtière, la régulation des crues, la régulation des nuisibles et des maladies, ainsi que des services esthétiques et culturels. Toutefois, la dégradation de l'environnement et le changement climatique peuvent compromettre la disponibilité de ces produits et services essentiels. De plus, la croissance économique peut entraîner

une dégradation de l'environnement, par exemple en raison de la pollution, de la dégradation des terres et de la surexploitation des ressources naturelles. Le changement climatique exacerbe les tendances à cette dégradation. Les effets du changement climatique sur les variables climatiques — se traduisant notamment par des précipitations plus intenses, des sécheresses plus longues et plus fréquentes, un décalage des saisons, une augmentation des températures, la fonte des glaces et l'élévation du niveau de la mer — ont généralement des conséquences négatives pour les populations et le développement et affectent souvent les populations pauvres de manière disproportionnée.

L'intégration de l'environnement et du changement climatique dans le développement peut contribuer à réduire la pauvreté et générer des bienfaits importants pour les populations pauvres dans tous les secteurs.

- Un développement qui renforce le capital naturel et les services écosystémiques contribue à la subsistance des communautés pauvres qui dépendent de l'agriculture, des produits forestiers et des stocks de poissons pour leur alimentation et leurs revenus.
- Un développement qui améliore la qualité des ressources en eau, réduit la pollution de l'air et améliore la fertilité du sol contribue à améliorer la qualité de la vie, la santé et les revenus des populations pauvres.
- Un développement qui encourage une consommation et une production plus efficaces et durables ralentit l'épuisement des ressources rares et crée de l'emploi et de nouvelles perspectives économiques pour les populations pauvres.

La réduction des GES contribue à un bien public mondial important qui bénéficie largement aux plus pauvres. L'atténuation du changement climatique ouvre également la voie à un développement sobre en carbone et à la transition vers une économie verte. Cependant, le changement climatique constitue une menace directe pour la lutte contre la pauvreté. Il est important d'allier les considérations relatives au changement climatique et au développement afin de concevoir des interventions efficaces tant pour la protection de l'environnement que pour la réduction de la pauvreté.

L'adaptation aide les sociétés et les systèmes naturels à faire face au changement. En situation d'incertitude, il faut accorder la priorité aux **mesures « à faible regret » et « sans regret »** ⁽¹⁾. Ces mesures impliquent souvent des interventions de développement.

La figure 2.1 résume les principales raisons pour lesquelles l'intégration est essentielle pour la promotion du développement durable.

2.4 Arguments économiques en faveur de l'intégration de l'environnement et du changement climatique

Dans les pays à faibles revenus, le capital naturel — l'environnement — représente en moyenne 30% de la richesse totale, soit une part plus importante que celle du capital produit. Dans les pays à revenus élevés, le capital naturel représente en moyenne 2% de la richesse totale (Banque mondiale, 2011). La gestion durable des ressources naturelles doit donc être une composante clé des stratégies de développement.

⁽¹⁾ Les mesures « sans regret » et « à faible regret » sont rentables dès à présent et dans le cadre de divers scénarios d'évolution du climat.

L'investissement dans la gestion de l'environnement peut générer des avantages importants, bénéficiant pour la plupart aux populations pauvres dont les moyens d'existence dépendent souvent de la qualité et de la disponibilité des ressources naturelles, et qui sont moins à même de faire face aux risques et aux impacts associés à l'environnement et au changement climatique (partenariat Pauvreté-Environnement, 2005). Par exemple, une étude menée au Burkina Faso a utilisé l'approche mise au point par **l'initiative sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB)** pour illustrer que la valeur des écosystèmes et des biens et services écosystémiques qu'ils fournissent dépassent de loin la seule valeur des productions agricoles (voir encadré 2.1).

Lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique bénéficie à l'économie, aux entreprises et aux populations. La dégradation de l'environnement entraîne des pertes économiques (voir l'encadré 2.2). Des études de cas indiquent que la dégradation de l'environnement en Afrique du Nord peut causer une perte de produit intérieur brut (PIB) comprise entre 2 et 7% (Banque mondiale, 2010). Certaines études indiquent que le PIB mondial pourrait se trouver réduit de 23% à l'horizon 2100 en raison du changement climatique (Seaman, 2015). En 2016, le Forum économique mondial a identifié le changement climatique comme la menace la plus importante pour l'économie mondiale (Forum économique mondial, 2016).

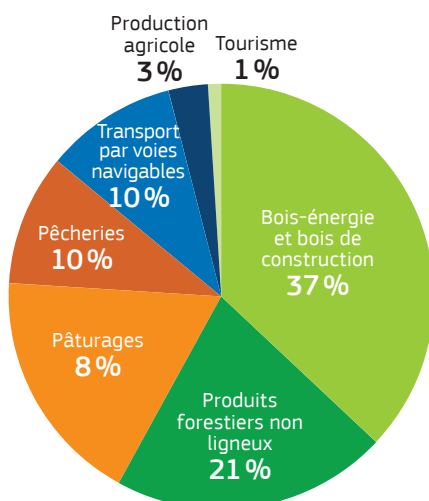
FIGURE 2.1 Quatre bonnes raisons d'intégrer l'environnement et le changement climatique



ENCADRÉ 2.1 Calcul de la valeur des services écosystémiques

Les politiques de développement au Burkina Faso s'attachent traditionnellement à exploiter le potentiel agricole des zones humides de la Vallée du fleuve Sourou. Les résultats préliminaires d'une évaluation des zones humides indiquent cependant que l'agriculture ne représente que 3% de la valeur totale des multiples services générés par ces zones (voir schéma). Ces résultats, qui ont suscité un débat entre les décideurs politiques sur la manière dont les services écosystémiques peuvent être intégrés dans les politiques de développement au niveau local et national, ont révélé la pleine mesure de l'importance des zones humides.

Contribution des services écosystémiques à l'économie de la Vallée du Sourou



Source : Somda et Nianogo, 2010.

Le coût de l'inaction face au changement climatique en termes de dégradation d'actifs a été estimé à 4 200 milliards de dollars US en valeur actualisée

ENCADRÉ 2.2 Aspects économiques de la dégradation des terres

À l'échelle mondiale, entre 10 et 20% des terres arides et 24% des terres productives sont dégradées. Les conséquences, alarmantes, incluent l'insécurité alimentaire, la pauvreté, la disponibilité réduite de l'eau propre et une vulnérabilité accrue des zones affectées au changement climatique. On estime qu'un milliard et demi de personnes dans le monde sont déjà directement affectées par la dégradation des terres au niveau de leurs revenus et de leur sécurité alimentaire. Selon les estimations, les pertes économiques annuelles dues à la dégradation des terres et à la déforestation atteignent entre 3,3% et 7,5% du produit intérieur brut mondial (2008).




Source : Economics of Land Degradation (ELD).

(The Economist Intelligence Unit, 2015). Faire face aux défis environnementaux et au changement climatique stimule le développement de l'économie verte et peut faire progresser la technologie, créer de nouveaux emplois et contribuer de manière significative à la santé (Agence européenne pour l'environnement, 2015). Une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources et la mise en œuvre de solutions d'économie circulaire améliorent la compétitivité des entreprises et des économies et créent de nouvelles opportunités de croissance sur les marchés verts. Selon le célèbre rapport Stern, le marché des produits énergétiques à faibles émissions de carbone devrait représenter au moins 500 milliards de dollars US par an d'ici à 2050 (Stern, 2007). Les études les plus récentes indiquent qu'en 2016, ce marché est estimé à 600 milliards de dollars et poursuit sa croissance (Goldman Sachs, 2015).

CHAPITRE 3

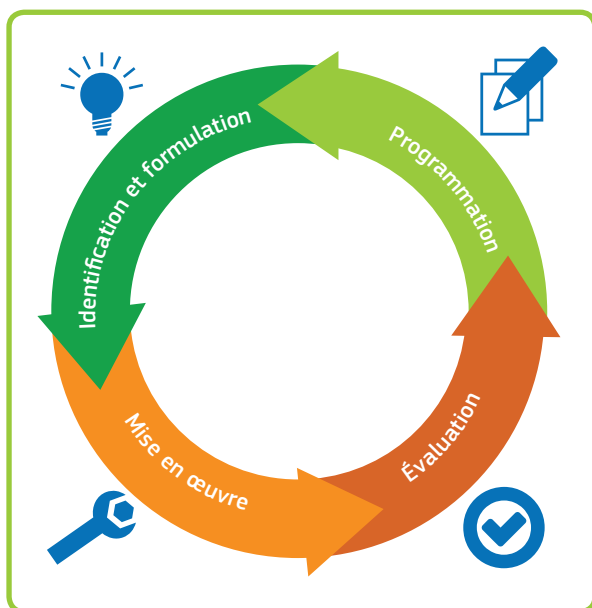
Le mainstreaming de l'environnement et du changement climatique en pratique

Il existe des possibilités d'intégrer les questions liées à l'environnement et au changement climatique tout au long du cycle des programmes et projets de l'UE (voir la figure 3.1), que l'on ait recours à la modalité de projet ou d'appui budgétaire. Pour chaque phase du cycle, ce chapitre propose des orientations concernant :

- Les principaux points d'entrée  pour l'intégration ;
- Les actions  qui peuvent être mises en œuvre pour assurer l'intégration ;
- Les outils  qui peuvent être utilisés pour orienter le processus.

Le mainstreaming doit faire **partie intégrante de la gestion** de la programmation à l'évaluation,

FIGURE 3.1 Cycle des programmes et projets de l'UE



plutôt qu'être entrepris de manière isolée, comme un exercice distinct faisant appel à des outils et techniques spécifiques. L'Union européenne doit systématiquement chercher à soutenir les efforts de ses pays partenaires en vue d'incorporer les considérations environnementales dans les politiques, plans et programmes de développement.

Les orientations fournies ici pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans la coopération et les interventions de développement de l'UE au niveau des pays peuvent également être adaptées aux programmes régionaux de l'UE.

3.1 Phase de programmation

L'intégration de l'environnement et du changement climatique dans la phase de programmation pluriannuelle influence toutes les phases ultérieures du cycle des programmes et projets. Les principaux points d'entrée, y compris les actions et outils pertinents, pour l'intégration des considérations relatives à l'environnement et au changement climatique durant la phase de programmation sont identifiés au tableau 3.1. L'encadré 3.2, à la fin de cette section, propose une étude de cas sur le mainstreaming en action lors de cette phase.

1^{ER} POINT D'ENTRÉE : ANALYSE DE LA SITUATION DU PAYS

L'analyse de la situation du pays est le premier point d'entrée pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans la phase de programmation. Étant donné que la programmation pour la période 2014–2020 est achevée, l'analyse

TABLEAU 3.1 Points d'entrée, actions et outils pour la phase de programmation

POINT D'ENTRÉE ✖		ACTION 🎬 OU OUTIL CLÉ ⚙
1. Analyse de la situation du pays	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Analyser le contexte du pays en ce qui concerne l'environnement et le changement climatique
	⚙	<ul style="list-style-type: none"> Profil environnemental de pays (PEP)
2. Rédaction des documents de programmation	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer l'environnement et le changement climatique dans le Programme indicatif pluriannuel Identifier les outils spécifiques d'évaluation de l'environnement et du changement climatique à utiliser lors de l'identification et de la formulation et/ou de la mise en œuvre Inclure dans le cadre d'intervention des indicateurs qui reflètent les principales préoccupations relatives à l'environnement et au changement climatique
	⚙	<ul style="list-style-type: none"> PEP
3. Dialogue politique	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique Impliquer les pouvoirs publics et les principales parties prenantes, y compris la société civile

de la situation du pays peut être mise à jour au moment de la revue à mi-parcours des documents de programmation ou en vue de la préparation des cycles de programmation ultérieurs.

Analyser le contexte du pays en ce qui concerne l'environnement et le changement climatique

Dans le cadre du cycle de programmation, de préférence avant le début de celui-ci, la délégation de l'UE prépare une analyse du contexte du pays en matière d'environnement et de changement climatique et une analyse de la coopération passée et présente de l'UE sur ces questions (y compris en ce qui concerne le mainstreaming). L'analyse porte sur les principaux enjeux et opportunités relatifs à l'environnement et au climat, la façon dont ils sont pris en compte dans le plan national de développement et d'autres politiques, et les implications pour la coopération et le dialogue politique futurs de l'UE. Elle vient aussi éclairer l'examen des documents de politique nationale sur lesquels la programmation sera fondée, le dialogue politique, la préparation de la réponse de l'UE (le Programme indicatif pluriannuel) et sa mise en œuvre. L'évaluation doit s'appuyer, dans la mesure du possible, sur les analyses et données existantes. Elle est présentée dans un document : le **Profil**

environnemental de pays (PEP). Le processus d'analyse doit inclure des contacts avec les principales parties prenantes concernées par l'environnement et le changement climatique.

L'analyse des questions relatives à l'environnement et au changement climatique s'appuie sur les informations disponibles, dont la validité et la cohérence doivent être déterminées. La collecte de données brutes lors de l'analyse reste en dehors du champ de l'étude, mais lorsque des données clés ne sont pas disponibles, il convient de le mentionner.

Le coût et la quantité de travail impliqués dans la préparation du PEP dépendront de l'existence d'un PEP antérieur, de sa qualité et de la disponibilité d'autres analyses (réalisées par d'autres que l'UE)⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Citons par exemple les rapports nationaux sur l'état de l'environnement ; les analyses environnementales de pays de la Banque mondiale (voir Pillai, 2008 ; et Banque mondiale, 2008) ; les analyses environnementales de pays de la Banque asiatique de développement (<http://www.adb.org/search/series/country-sector-and-thematic-assessments/subject/environment>) ; et les profils environnementaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement (<http://gridnairobi.unep.org/chm/roa/Country%20Profiles/>), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<http://www.fao.org/countryprofiles/default.asp?lang=en>) et de l'Institut des ressources mondiales (www.earthtrends.wri.org/).

Dans certains cas, si d'autres documents sont déjà disponibles, il n'est pas forcément nécessaire d'entreprendre une étude spécifique. Il est cependant recommandé de synthétiser l'information provenant de différentes sources afin de la rendre accessible aux responsables de programmes (souvent fort occupés), et de formuler des recommandations adaptées à l'action de l'UE dans le pays. Dans certains cas, la préparation de profils environnementaux régionaux peut se justifier.

Dans la mesure du possible, le PEP doit être réalisé dans le cadre d'un exercice conjoint avec les partenaires nationaux et d'autres partenaires de développement, conformément à la Déclaration de Paris et au Programme d'action d'Accra. L'[annexe 2](#) propose un modèle de termes de référence pour la préparation d'un PEP.



2^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : RÉDACTION DES DOCUMENTS DE PROGRAMMATION

Intégrer l'environnement et le changement climatique dans le Programme indicatif pluriannuel

L'analyse de la situation du pays décrite ci-dessus servira à approfondir la compréhension des efforts menés par le pays pour intégrer l'environnement et le changement climatique, ainsi que des actions d'autres partenaires de développement.

En portant l'attention sur l'environnement et le climat durant la phase de programmation⁽²⁾, l'UE doit envisager les secteurs dans lesquels son soutien peut contribuer à renforcer les impacts environnementaux positifs, améliorer la résilience au changement climatique et contribuer à un développement durable et sobre en carbone. Ces secteurs permettent souvent à l'UE d'ajouter de la valeur en apportant systèmes, expérience et expertise. L'environnement et le changement climatique doivent être considérés dans la stratégie de réponse comme des questions transversales qui influencent des interventions

spécifiques dans les secteurs de concentration de l'aide et d'autres. Ils peuvent également être considérés comme un secteur de concentration à part entière.

Les documents de programmation doivent garantir, le cas échéant, que les objectifs, résultats attendus et indicateurs proposés tiennent compte des préoccupations relatives à l'environnement et au climat et soutiennent des options politiques respectueuses de l'environnement et résilientes au climat, ainsi que la transition vers une économie verte.

Là où l'environnement et le changement climatique sont sélectionnés comme secteurs de concentration (ou lorsque l'UE envisage d'inclure dans un secteur une composante visant à soutenir les efforts d'un pays partenaire en vue d'intégrer l'environnement et le changement climatique), l'approche développée, avec le soutien de l'UE, par **l'Initiative Pauvreté-Environnement** du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (IPE du PNUD-PNUE) peut donner des orientations utiles. Cette approche est décrite dans la figure 3.2 et dans un [manuel](#) portant sur le renforcement du mainstreaming de l'environnement et du changement climatique dans les processus de planification et de budgétisation (IPE PNUD-PNUE, 2015).

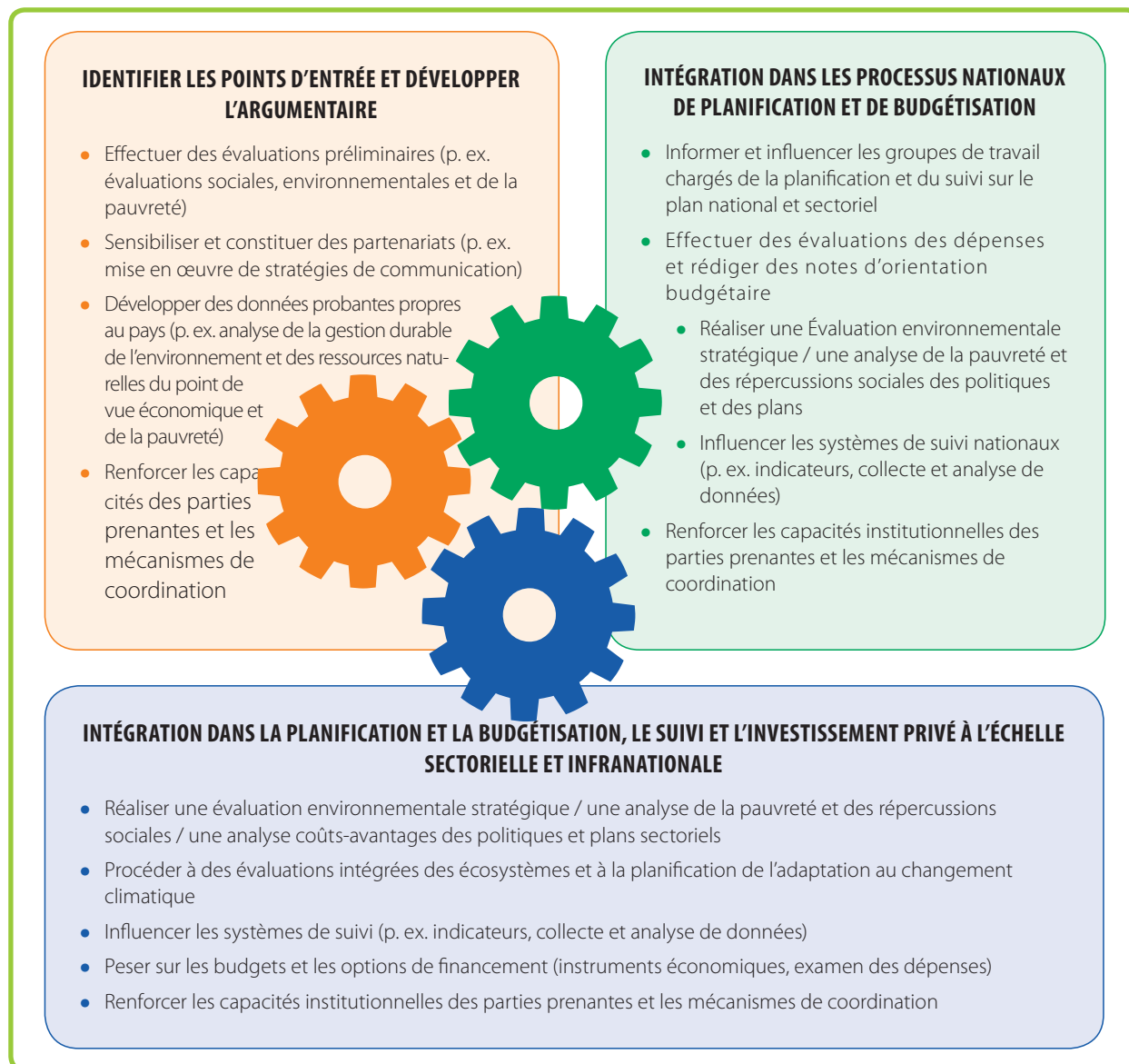
Identifier les outils spécifiques d'évaluation de l'environnement et du changement climatique à utiliser lors de l'identification et de la formulation et/ou de la mise en œuvre

Trois outils principaux sont utilisés pour analyser en détail les relations entre un programme ou projet et l'environnement et le changement climatique :

- **L'Évaluation environnementale stratégique (EES)**, qui s'applique à l'appui budgétaire et aux programmes/projets qui apportent un appui au niveau stratégique ;
- **L'Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**⁽³⁾, applicable à des projets ou investissements spécifiques ;

⁽²⁾ Etant donné que la programmation pour la période 2014–2020 est achevée, les orientations présentées ici s'appliquent à la revue à mi-parcours des documents de programmation et aux cycles de programmation futurs.

⁽³⁾ Également appelée étude d'impact sur l'environnement, ou encore évaluation de l'impact environnemental.

FIGURE 3.2 Approche d'intégration de l'Initiative Pauvreté-Environnement du PNUD-PNUE

Source : IPE PNUD-PNUE, 2015.

■ **L'Évaluation des risques climatiques (ERC),** applicable aux projets.

Ces outils, présentés plus en détail dans l'encadré 3.1, contribuent à identifier et à analyser :

- Les impacts potentiels d'une politique/d'un programme/d'un projet sur la vulnérabilité environnementale et climatique ;
- Les impacts d'options alternatives en matière de politiques, stratégies et investissements ;

- Les effets de la dégradation de l'environnement et du changement climatique sur une politique, un programme ou un projet ;

- Les mesures appropriées pour minimiser les risques et impacts et exploiter au mieux les possibilités de contribuer à la durabilité environnementale et au développement à faible émissions de carbone et résilient au climat.

ENCADRÉ 3.1 EES, EIE et ERC

Qu'est-ce qu'une EES ?

Une EES évalue les implications environnementales d'une proposition de politique, plan ou programme et permet d'en apprécier les effets cumulatifs. L'EES évalue la mesure dans laquelle une politique, un plan ou un programme (i) apporte une réponse adaptée aux défis liés à l'environnement et au changement climatique ; (ii) est susceptible d'avoir un effet négatif sur l'environnement et la résilience au changement climatique ; et (iii) offre des possibilités de renforcer l'état de l'environnement et de contribuer à un développement sobre en carbone et résilient au climat. Idéalement, l'EES doit être intégrée au processus d'élaboration des politiques, plans et programmes dès les premières étapes, et le processus d'élaboration de ces documents doit tenir compte de ses recommandations. Une EES peut également être entreprise à une étape ultérieure en vue d'informer et d'orienter la mise en œuvre des politiques et le développement de réglementations en aval.

Qu'est-ce qu'une EIE ?

Selon la définition de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (<https://stats.oecd.org/glossary>), une EIE est un processus d'analyse qui examine systématiquement les conséquences possibles pour l'environnement et le changement climatique de la mise en œuvre d'un projet. L'EIE permet d'évaluer les principales questions de manière efficace et transparente, et indique comment atteindre des objectifs environnementaux plus larges, en particulier ceux liés au changement climatique et à la biodiversité. On réalise une EIE pour de nouveaux projets susceptibles d'avoir un impact négatif important sur l'environnement. Le promoteur du projet mène l'étude avant de réaliser l'investissement et la soumet aux autorités réglementaires concernées dans le cadre des procédures d'autorisation. Après examen du dossier, les autorités accordent l'autorisation, ordonnent le rejet du projet ou exigent des mesures d'atténuation des impacts. L'EIE doit être de bonne qualité et prendre en considération des alternatives

qui minimisent les incidences sur l'environnement et maximisent les avantages potentiels. Sur la base de l'EIE, un Plan de gestion environnementale (PGE) est élaboré et permet d'assurer le suivi des actions d'atténuation.

Qu'est-ce qu'une ERC ?

L'ERC est une évaluation *ex ante* d'un projet qui débouche sur des recommandations en vue de l'adoption de mesures visant à réduire une série de risques liés au climat et à optimiser la contribution du projet à la durabilité environnementale et économique face au changement climatique. Une ERC envisage également la possibilité qu'un projet puisse contribuer à une « maladaptation » sociétale plus large au changement climatique. Sur la base de l'ERC, un plan de gestion des risques environnementaux (PGRE) est rédigé et permet d'assurer le suivi des actions d'atténuation. Dans de nombreux cas, il est possible de réaliser une ERC simplifiée sur la base d'un examen préalable rapide faisant appel aux éléments de preuve disponibles.

Dans le cas des programmes (ou des projets qui apportent un appui au niveau stratégique⁽⁴⁾, il faut déterminer si une EES a déjà été réalisée (par ex. par le gouvernement, l'UE ou d'autres donateurs) en vue de renforcer la politique, la stratégie ou le plan concerné

(ci-après dénommé « document de stratégie »). Dans le cas contraire :

- Soit on entreprendra un examen préalable à l'EES (« screening ») lors de la programmation pour déterminer si une telle étude est nécessaire ;
- Soit on mentionnera dans le document de programmation qu'un examen préalable à l'EES (voir l'annexe 3) sera effectué ultérieurement (en général durant la phase d'identification et de formulation ou, si l'on souhaite plutôt influencer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques à une échéance plus lointaine, durant la phase mise en œuvre).

⁽⁴⁾ Souvent, les projets apportent un appui sectoriel à un niveau stratégique, auquel cas l'EES est l'outil qui convient pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique. On considère qu'il y a appui au niveau stratégique notamment lorsque le projet soutient l'élaboration de politiques et plans sectoriels, le renforcement de l'environnement institutionnel et du cadre réglementaire d'un secteur, ou des investissements dans des infrastructures multiples.

Si l'on envisage de financer des projets, le document de programmation doit indiquer qu'ils seront soumis à un examen environnemental préalable (« screening », voir l'[annexe 3](#)) et, le cas échéant, à une EIE et/ou une ERC (les EIE sont généralement requises pour les projets d'infrastructure de grande envergure).

Une flexibilité, un budget et un temps adéquats doivent être prévus durant la phase d'identification et de formulation pour permettre la réalisation des étapes d'intégration de l'environnement et du changement climatique, y compris l'examen préalable des questions liées à ces thèmes, la réalisation d'éventuelles évaluations environnementales, et la mise en œuvre de leurs recommandations (par ex. mesures d'atténuation des incidences sur l'environnement).

Inclure dans le document de programmation des indicateurs qui reflètent les principales préoccupations relatives à l'environnement et au changement climatique

La Direction générale de la Coopération internationale et du développement — EuropeAid (DEVCO) de la CE a mis au point un nouveau [cadre de résultats](#) (2015) et des [orientations sur les indicateurs sectoriels dans le cadre de la programmation](#) (2013), qui fournissent une liste d'indicateurs pouvant être utilisés dans chaque secteur. Le cadre de résultats et ses indicateurs seront progressivement alignés sur le cadre d'indicateurs des ODD. Les [notes sectorielles](#) proposent également des exemples d'indicateurs spécifiques aux secteurs concernés. Dans tous les cas, il convient de prendre en compte les indicateurs qui font déjà partie des systèmes de suivi et d'évaluation de la performance des pays partenaires. Dans certains cas, il est opportun d'envisager dans quelle mesure les systèmes de comptabilité environnementale ou verte mis en place au niveau national ou par des partenaires pourraient être une source d'indicateurs appropriés. Dans tous les cas, les indicateurs choisis doivent être pertinents par rapport aux principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat identifiés dans le cadre des efforts d'intégration menés à ce stade.

ENCADRÉ 3.2 Étude de cas : Programme indicatif national 2014–2020 du Lesotho



L'énergie est l'un des domaines de coopération prioritaires identifiés dans le Programme indicatif national (PIN) 2014–2020 du Lesotho. Le PIN envisage de soutenir le secteur de l'énergie au moyen d'un contrat de réforme sectorielle recourant à la modalité d'appui budgétaire. Le PIN mentionne et prend en compte les recommandations formulées dans le Profil environnemental de pays (PEP) préparé en 2012. Le PEP recommandait que l'appui au secteur énergétique privilégie des actions visant à réduire la dépendance au bois comme source d'énergie domestique et à développer les sources de bois-énergie gérées de manière durable. Il recommandait également de soutenir la cohérence entre la future politique relative aux énergies renouvelables et la politique forestière nationale, et de réaliser une EES de la politique énergétique devant faire l'objet d'un appui.

Le PIN a suivi ces recommandations, et repris la suggestion du PEP relative à un indicateur pour le contrat de réforme du secteur de l'énergie, à savoir « Utilisation réduite de la biomasse pour la consommation domestique (cuisson) — Base de référence 75,6 % de la population rurale (2010) ». La réalisation d'une EES du secteur de l'énergie et l'adoption de l'indicateur relatif à la biomasse constituent des mesures structurelles importantes qui garantiront l'intégration à long terme de l'environnement et du changement climatique dans la coopération de l'UE dans le secteur énergétique au Lesotho.

Sources : UE, 2012b ; UE, 2014b.



3^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : DIALOGUE POLITIQUE

Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique

L'expérience a montré qu'en se contentant d'appliquer des outils tels que les EES, EIE ou ERC, on ne suscite pas nécessairement des changements qui améliorent la performance des secteurs concernés en matière d'environnement et de climat, en particulier si les

études sont menées par des donateurs dans des conditions d'appropriation nationale minimale ou nulle. C'est là qu'intervient le dialogue politique. Il joue un rôle central dans la promotion de l'agenda d'intégration de l'environnement et du changement climatique, et prend place tout au long du cycle des programmes et projets. L'intégration de l'environnement et du changement climatique doit faire partie intégrante de ce dialogue. Le dialogue politique est le plus efficace lorsqu'il repose sur des preuves et est nourri par des informations telles que des données, études et exemples d'expériences antérieures.

Impliquer les pouvoirs publics et les principales parties prenantes, y compris la société civile

La phase de programmation implique une mobilisation active du gouvernement et des parties prenantes. Il importe de mettre l'environnement et le changement climatique au programme des activités et de faire participer les acteurs concernés, y compris la société civile, afin d'encourager un processus d'intégration mené au niveau national. L'analyse de la situation du pays doit informer ce dialogue. Lorsqu'un appui budgétaire est envisagé, un dialogue de haut niveau sera généralement de mise tant au niveau sectoriel que national.

Du point de vue de l'intégration de l'environnement et du changement climatique, les principaux résultats du dialogue politique mené lors de la phase de programmation, qui peuvent être revisités et actualisés aux phases ultérieures, sont repris ci-dessous :

- Les parties prenantes et groupes cibles concernés, y compris la société civile, sont identifiés, de même que les plateformes et canaux de communication les plus appropriés pour faire progresser l'intégration de l'environnement et du changement climatique.
- Des informations pertinentes sur les enjeux liés à l'environnement et au climat orientent la sélection des secteurs de concentration et secteurs non-focaux, ainsi que la programmation du soutien de l'UE aux secteurs choisis.
- Des canaux de communication sont mis en place avec des sources d'information sur les pratiques,

priorités et plans d'action nationaux en matière d'intégration.

- Lorsque l'UE n'est pas le principal donateur, une coordination étroite est établie avec le partenaire de développement « chef de file » et ceux qui partagent la même vision sur les questions environnementales et climatiques.
- Les partenaires nationaux, les partenaires de la coopération au développement et le personnel de la délégation de l'UE se familiarisent avec les programmes et projets thématiques et régionaux de l'UE qui soutiennent le mainstreaming de l'environnement et du changement climatique, par exemple le programme thématique « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent ».
- L'appropriation nationale de l'intégration de l'environnement et du changement climatique est consolidée et soutenue.

3.2 Phase d'identification et de formulation



L'identification et la formulation d'un programme/projet débutent par une analyse de la situation, dans laquelle les préoccupations et opportunités relatives à l'environnement et au climat doivent être prises en compte. Au stade de la formulation, la conception du programme/projet est étoffée. Dans la mesure du possible et si cela se justifie, il faut envisager des mesures visant à minimiser les impacts environnementaux négatifs et les risques climatiques et à exploiter au mieux les possibilités d'améliorer l'état de l'environnement et de contribuer à un développement sobre en carbone et résilient au climat.

Étant donné que le soutien de l'UE tend à se concentrer sur un nombre de plus en plus réduit de secteurs, il prend majoritairement la forme de programmes sectoriels. Ces programmes offrent de nombreuses possibilités d'apporter un appui à plus long terme et plus approfondi à l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans les politiques, plans et programmes des secteurs de concentration. Les [notes sectorielles](#) fournissent des informations sur la manière

dont l'intégration de l'environnement et du changement climatique peut contribuer à différents secteurs.

Le tableau 3.2 identifie des points d'entrée, des actions et des outils pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique durant la phase d'identification et de formulation. La figure 3.3 présente un arbre de décision qui montre la séquence de prise de décisions en matière d'intégration à cette phase, depuis l'analyse des problèmes jusqu'à la formulation de l'action, en passant par l'examen préalable et l'évaluation. Les encadrés 3.3 et 3.4 à la fin de cette section présentent des études de cas sur le mainstreaming en action lors de cette phase.



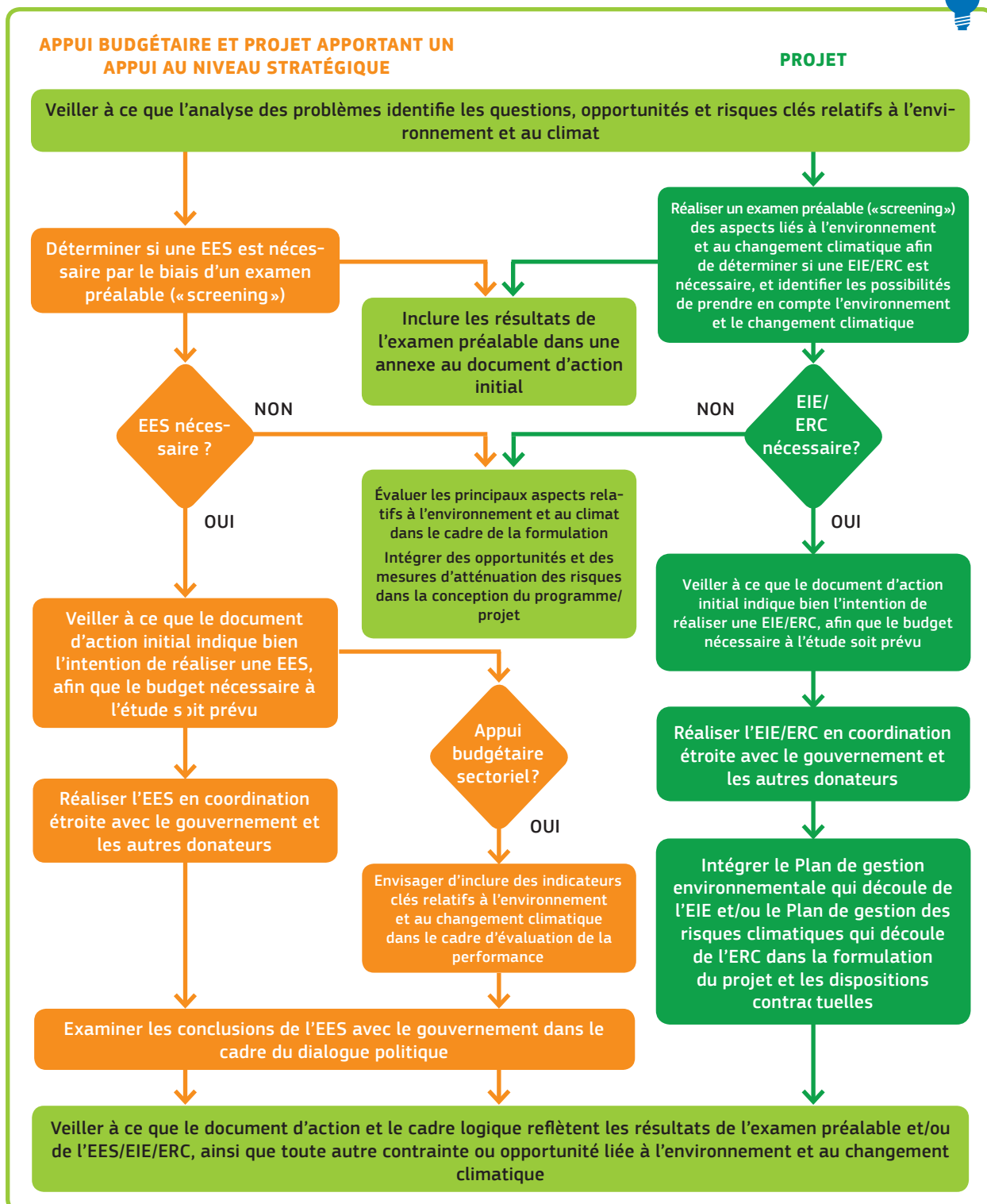
1^{ER} POINT D'ENTRÉE : ANALYSE DES PROBLÈMES

Identifier les questions relatives à l'environnement et au changement climatique dans l'analyse des problèmes et des parties prenantes

À ce stade, la démarche d'intégration de l'environnement et du changement climatique initiée lors de la phase de programmation est approfondie et adaptée au(x) secteur(s) concerné(s). Les [notes sectorielles](#) fournissent

TABLEAU 3.2 Points d'entrée, actions et outils pour la phase d'identification et de formulation

POINT D'ENTRÉE ✖		ACTION 🎬 OU OUTIL CLÉ ✖
1. Analyse des problèmes	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les questions relatives à l'environnement et au changement climatique dans l'analyse des problèmes et des parties prenantes
2. Examen préalable (« screening ») et évaluation des risques liés à l'environnement et au climat	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser un examen préalable des risques afin de déterminer si le programme/projet est sensible d'un point de vue environnemental ou climatique, et donc susceptible de requérir une analyse détaillée pour identifier les risques et opportunités liés à l'environnement et au climat Si nécessaire, réaliser une EES, EIE ou ERC
	✖	<ul style="list-style-type: none"> Procédures d'examen préalable à l'EES/EIE/ERC Termes de référence pour une EES/EIE/ERC
3. Préparation du document d'action	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que les préoccupations et opportunités relatives à l'environnement et au changement climatique soient reflétées dans la conception du programme/projet, que des mesures soient prises pour y répondre de manière appropriée, qu'un budget adéquat soit prévu et que des indicateurs pertinents soient inclus Évaluer si l'action justifie un marqueur environnemental ou de Rio et contribue aux objectifs de l'UE en matière de financement de l'action climatique ou de la biodiversité
	✖	<ul style="list-style-type: none"> EES/EIE/ERC Marqueurs de Rio
4. Cadre d'évaluation de l'appui budgétaire	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer si la politique ou la stratégie soutenue intègre de manière adéquate les considérations relatives à l'environnement et au climat Identifier des mesures complémentaires qui permettent de répondre aux enjeux et opportunités liés à l'environnement et au climat Élaborer des indicateurs de performance et des critères de décaissement pertinents en tenant compte, le cas échéant, des objectifs clés relatifs à l'environnement et au climat
	✖	<ul style="list-style-type: none"> EES
5. Dialogue politique	🎬	<ul style="list-style-type: none"> Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique Utiliser l'EES pour soutenir l'élaboration des politiques
	✖	<ul style="list-style-type: none"> EES

FIGURE 3.3 Étapes de la démarche d'intégration en phase d'identification et de formulation

des informations sur les questions typiquement et communément soulevées dans divers secteurs et illustrent comment on peut y répondre. L'adoption d'un focus sectoriel dans la démarche d'intégration permet d'assurer l'ancrage du lien entre l'analyse des problèmes et l'environnement / le changement climatique dans les réalités nationales et régionales. Les documents suivants peuvent apporter les éclairages nécessaires :

- Les **documents de politique** — tels que les politiques, stratégies et plans sectoriels pour l'environnement, le changement climatique et le secteur en question — peuvent donner un aperçu des défis liés à l'environnement et au changement climatique dans le pays et le secteur concernés. Ils peuvent aussi inclure des objectifs et activités spécifiques à la protection de l'environnement et à l'adaptation/l'atténuation du changement climatique qui sont pertinents pour le secteur.
- Les **communications nationales** préparées dans le cadre de la CCNUCC, les **plans nationaux d'adaptation** (PNA) et les **contributions déterminées au niveau national** (CDN) proposent une vue d'ensemble de la vulnérabilité du pays au changement climatique et de ses émissions de GES. Ils fixent également des objectifs et stratégies et définissent comment le pays compte contribuer à limiter les émissions de GES et s'adapter au changement climatique.
- Les **programmes d'action nationaux et rapports** préparés dans le cadre de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification et de la Convention sur la diversité biologique fournissent des informations détaillées sur les actions entreprises au niveau national ou régional pour mettre en œuvre ces conventions.

Le **dialogue politique** et l'implication des partenaires et parties prenantes au niveau national permettront également d'approfondir la compréhension et l'exploration des liens entre l'analyse des problèmes et l'environnement et le changement climatique. Les **éclairages apportés par l'économie politique** peuvent contribuer à comprendre les moteurs de l'intégration de ces thèmes et les entraves à celle-ci.

Les analyses des problèmes et des parties prenantes peuvent éclairer le choix des partenaires, en particulier pour les programmes et projets. Le dialogue politique, l'analyse des questions environnementales et climatiques pertinentes pour le pays et d'autres évaluations permettront d'identifier quels partenaires sont les mieux indiqués pour promouvoir l'intégration, à travers l'identification des alliés du processus et des parties prenantes qui n'y sont pas nécessairement favorables mais peuvent l'influencer.



2^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : EXAMEN PRÉALABLE ET ÉVALUATION DES RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT ET AU CLIMAT

Réaliser un examen préalable (« screening ») des risques afin de déterminer si le programme/projet est sensible d'un point de vue environnemental ou climatique, et donc susceptible de requérir une analyse détaillée pour identifier les risques et opportunités liés à l'environnement et au climat

La phase de formulation implique d'étoffer la conception de l'appui de l'UE et d'analyser sa faisabilité. Les facteurs environnementaux et climatiques peuvent compromettre cette faisabilité et requièrent donc la plus grande attention. Comme le montre la figure 3.3, la prise de décisions suit une succession simple d'étapes, décrites ci-dessous :

- **Examen préalable (« screening »)** : Lors de la phase d'identification, l'examen préalable des questions environnementales et climatiques fournit une évaluation préliminaire des problèmes et/ou opportunités liés à l'environnement et au climat dans le cadre de l'action/du secteur d'intervention et indique les mesures à prendre lors de la formulation pour examiner ces aspects plus en détail et assurer leur prise en compte. La première étape consiste à examiner le programme/projet proposé afin de déterminer si une évaluation formelle plus détaillée est nécessaire (EES, EIE, ERC).

- Pour les programmes (ou les projets qui apportent un appui au niveau stratégique⁽⁵⁾), la nécessité de réaliser une EES est déterminée par un processus d'examen préalable (voir l'[annexe 3, partie A](#)).
 - Une EES peut concerner un secteur dans son ensemble ou être plus ciblée, par exemple en se focalisant sur un sous-secteur. Le processus d'examen préalable à l'EES contribuera à identifier le type d'EES requis.
 - Pour les projets ou certains investissements individuels consentis dans le cadre d'un projet, la nécessité de réaliser une EIE est généralement déterminée par la législation nationale. Elle peut également être déterminée sur la base du processus d'examen préalable à l'EIE (voir l'[annexe 3, partie B](#)).
 - La nécessité d'entreprendre une ERC est déterminée par l'examen préalable des risques climatiques (voir l'[annexe 3, partie C](#)).
- **Si l'examen préalable conclut qu'une évaluation formelle est nécessaire**, des dispositions doivent être prises pour réaliser l'évaluation pertinente. Les [annexe 5](#), [annexe 6](#) et [annexe 9](#) proposent des modèles de termes de référence pour la préparation d'une EES, EIE et ERC, respectivement.
- **Si l'examen préalable conclut qu'une évaluation formelle n'est pas nécessaire**, cela ne signifie pas pour autant que l'environnement et le changement climatique peuvent être oubliés. Dans la plupart des cas, une intégration efficace de ces thèmes est nécessaire lors de la conception et de la mise en œuvre de l'action afin d'assurer

la durabilité environnementale et la résilience au changement climatique et de contribuer au développement durable. Souvent, l'examen préalable identifiera les questions à prendre en compte et qui nécessitent une analyse plus approfondie même si une étude formelle telle que l'EES, l'EIE ou l'ERC ne se justifie pas.

Un résumé des résultats de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au changement climatique (voir l'[annexe 3](#)) **doit** être rédigé à l'issue de la phase d'identification, annexé au document d'action initial et soumis au Groupe d'examen de la qualité (Quality Review Group, QRG).

Si le **secteur est sensible du point de vue de l'environnement**, il est fortement recommandé que l'EES porte sur le secteur dans son ensemble et formule des recommandations concernant tant les politiques sectorielles que les appuis au secteur (qu'il s'agisse d'appui budgétaire ou de projets).

L'EIE porte généralement sur les incidences d'un projet sur l'environnement ; elle n'examine pas toujours (en fonction des réglementations du pays concerné) les risques encourus par le projet lui-même en raison de facteurs environnementaux et liés au changement climatique. Ces facteurs doivent être identifiés et explorés dans les études d'identification et de formulation ou, lorsque l'examen préalable met en évidence des risques climatiques sont importants, dans le cadre d'une ERC.

L'ERC examine les impacts du changement climatique et de la variabilité du climat sur le projet, ainsi que les impacts du projet sur la vulnérabilité au climat des populations et systèmes naturels clés. Dans de nombreux cas, une ERC simplifiée suffit.

- Lorsqu'une EIE est nécessaire mais qu'une ERC spécifique ne l'est pas, toute question relative aux risques climatiques peut être examinée dans le cadre de l'EIE.
- Lorsqu'une ERC est nécessaire mais qu'une EIE ne l'est pas, l'ERC peut examiner les impacts du projet sur la vulnérabilité au changement climatique des ressources et systèmes environnementaux en conjonction avec d'autres pressions (impacts qui

⁽⁵⁾ L'examen préalable à l'EES est l'outil approprié lorsqu'un projet apporte un appui de type principalement stratégique : c'est le cas lorsqu'un appui est apporté au développement/à la révision du cadre politique, réglementaire et/ou institutionnel du secteur et/ou que le projet prévoit la mise en œuvre de projets multiples qui pris ensemble peuvent avoir des effets cumulatifs importants sur l'environnement (par ex. projets d'infrastructure ou projets nécessitant un changement d'utilisation des terres ou une utilisation intensive de ressources naturelles).

pourraient autrement être pris en considération dans une EIE).



3^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : PRÉPARATION DU DOCUMENT D'ACTION

Veiller à ce que les préoccupations et opportunités relatives à l'environnement et au changement climatique soient reflétées dans la conception du programme/projet, que des mesures soient prises pour y répondre de manière appropriée, qu'un budget adéquat soit prévu et que des indicateurs pertinents soient inclus

Les considérations relatives à l'environnement et au climat identifiées dans l'analyse des problèmes doivent être intégrées comme il convient dans l'analyse du contexte, dans les risques et hypothèses, dans les sections relatives aux enseignements tirés et/ou à la complémentarité, dans les sections portant sur les questions transversales, les objectifs du programme ou projet, les résultats attendus, la description des activités prévues, et dans le cadre logique ou cadre d'évaluation de la performance et les critères de décaissement. Les [notes sectorielles](#) contiennent des suggestions spécifiques quant aux sources d'information disponibles et aux possibilités d'intégration de l'environnement et du changement climatique dans les secteurs concernés, et donnent des liens vers les sources référencées. Par ailleurs, la participation d'experts en environnement et climat dans la préparation de l'action peut contribuer de manière importante à renforcer la durabilité environnementale et la pertinence par rapport aux enjeux du changement climatique.

Même dans le cas de programmes et projets « non sensibles » (ceux qui ne nécessitent pas d'EES, d'EIE ou d'ERC), l'évaluation des aspects clés relatifs à l'environnement et au changement climatique doit faire partie intégrante de la conception de l'action. L'[annexe 4](#) donne des conseils pratiques et inclut un modèle de termes de référence pour l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat dans les études d'identification et de formulation. L'[annexe 7](#) apporte un éclairage supplémentaire concernant l'inclusion d'indicateurs « verts » dans les cadres de

résultats et systèmes de suivi des programmes et projets.

Évaluer si l'action justifie un marqueur environnemental ou de Rio et contribue aux objectifs de l'UE en matière de financement de l'action climatique ou de la biodiversité

À cette étape, les **marqueurs** — pertinents — notamment les **marqueurs de Rio** mis au point par le Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (CAD de l'OCDE) — doivent être sélectionnés à la première page du document d'action. L'UE utilise ces marqueurs pour assurer le suivi des contributions financières à la biodiversité, à la lutte contre la désertification et à l'action climatique (atténuation et adaptation). Les marqueurs doivent donc être sélectionnés de manière cohérente et rigoureuse. Si un thème est considéré comme un objectif important (valeur du marqueur = 1) ou principal (valeur du marqueur = 2), 40% ou 100% du budget de l'action, respectivement, sont considérés comme pertinents par rapport à ce thème. L'[annexe 8](#) fournit des informations détaillées sur les marqueurs de Rio et leur utilisation.



4^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : CADRE D'ÉVALUATION DE L'APPUI BUDGÉTAIRE

Évaluer si la politique ou la stratégie soutenue intègre de manière adéquate les considérations environnementales et climatiques

Pour toutes les interventions, il faut évaluer les politiques ou les stratégies qui seront soutenues. Cette évaluation revêt une importance particulière lorsque l'UE apporte un appui budgétaire. La politique, la stratégie ou le programme soutenu doit être évalué(e) du point de vue de l'intégration des considérations liées à l'environnement et au climat. Cette évaluation doit faire référence aux politiques et stratégies nationales relatives à l'environnement, au changement climatique et à d'autres thèmes pertinents, tels que le développement durable ; ainsi qu'aux engagements qui y sont liés, tels que ceux décrits dans la contribution déterminée au niveau national, qui peuvent ou non être bien intégrés dans

la politique ou la stratégie faisant l'objet d'un appui. Il faut également évaluer les capacités institutionnelles nécessaires à l'intégration effective de l'environnement et du changement climatique.

Si les thèmes relatifs à l'environnement et au climat sont bien intégrés et que les capacités institutionnelles dans ce domaine sont adéquates, le soutien de l'UE contribuera à des activités et des résultats durables. Dans ce cas, il faut avant tout s'attacher à refléter la durabilité environnementale et climatique dans le cadre d'évaluation de la performance. Si des faiblesses sont identifiées, une EES peut aider à renforcer la prise en compte de ces aspects de la durabilité dans la politique ou stratégie soutenue. Un appui spécifique au renforcement des capacités des institutions concernées dans le domaine de l'environnement et du changement climatique doit être sérieusement envisagé comme un aspect à inclure dans les mesures complémentaires.

Identifier des mesures complémentaires qui permettent de répondre aux enjeux et opportunités liés à l'environnement et au climat

Dans certains cas, les opérations d'appui budgétaire — en particulier les contrats de réforme sectorielle — bénéficieront d'actions complémentaires visant à répondre aux enjeux et opportunités liés à l'environnement et au changement climatique. Les ministères sectoriels peuvent être intéressés et disposés à renforcer l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans le cadre de réformes sectorielles plus larges. Pour certains secteurs et processus de réforme, une telle intégration sera au cœur des réformes — ou constituera une condition nécessaire à leur durabilité. Dans ces cas, le processus de réforme peut être accéléré ou amélioré en identifiant des mesures complémentaires axées sur la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et sur l'adaptation et/ou l'atténuation du changement climatique. Ces mesures peuvent consister à sensibiliser, à développer les capacités, à apporter une assistance technique, à accélérer l'adoption de nouvelles réglementations ou lignes directrices, ainsi qu'à mettre en œuvre des projets de démonstration.

Si pour une raison quelconque une EES est considérée comme utile mais n'a pas été menée lors de la phase de formulation, sa réalisation et l'intégration de ses recommandations dans les politiques, stratégies et systèmes de suivi visés peuvent être entreprises dans le contexte des mesures complémentaires.

Élaborer des indicateurs de performance et des critères de décaissement pertinents en tenant compte, le cas échéant, des objectifs clés relatifs à l'environnement et au climat

L'évaluation de l'éligibilité et le développement ultérieur d'indicateurs sont essentiels dans le cadre de l'appui budgétaire. En effet, les indicateurs et critères de décaissement constituent l'outil de base pour s'assurer que l'appui apporté par l'UE porte ses fruits. L'[annexe 4](#) fournit des informations complémentaires sur la manière d'assurer une évaluation exhaustive des critères d'appui budgétaire — ce qui est particulièrement important pour les pays où la richesse nationale et le budget public sont dominés, ou peuvent l'être potentiellement, par les revenus issus de l'environnement et des ressources naturelles.

Les [revues des dépenses publiques liées à l'environnement \(RDPE\)](#) and [revues des institutions et des dépenses publiques en matière de changement climatique \(CPEIR\)](#) peuvent, s'ils sont disponibles, fournir des informations et une justification pour le développement d'indicateurs adaptés⁽⁶⁾. Ces examens des dépenses spécifiques à l'environnement et au climat peuvent également fournir des informations précieuses pour l'évaluation des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire.

S'il existe des préoccupations environnementales et/ou climatiques majeures associées au secteur (par ex. celles qui ressortiraient d'une EES), le cadre

⁽⁶⁾ Lorsque l'intégration de l'environnement ou du changement climatique dans un secteur est l'un des objectifs de l'appui de l'UE, l'approche de l'Initiative Pauvreté-Environnement du PNUD-PNUE décrite plus haut est pertinente. En vertu de cette approche, une étude du type RDPE ou CPEIR est parfois entreprise afin de disposer d'une base pour impulser la transformation.

ENCADRÉ 3.3 Étude de cas : EES du secteur agricole au Rwanda

Une EES a été préparée en 2012 à l'initiative de la Délégation de l'Union européenne, en collaboration avec le Gouvernement du Rwanda et d'autres donateurs, lors de la formulation du programme d'appui budgétaire à la mise en œuvre du Second programme stratégique du Rwanda pour la transformation de l'agriculture (PSTA-2).

Parmi les recommandations, on retiendra la promotion de la conservation des sols et des eaux en tant que politique prioritaire ; le suivi objectif de l'érosion des sols avec mise en place de rapports comparables à travers le pays ; l'accent mis sur l'augmentation des rendements par l'utilisation optimale des intrants plutôt que l'application renforcée d'engrais inorganiques, ainsi que la gestion de l'acidité et l'utilisation optimale des engrais selon les besoins en nutriments ; et l'introduction d'une plus grande flexibilité dans le programme d'intensification des cultures afin de renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique. Certaines recommandations, comme l'amélioration du système national d'EIE, dépassent le « périmètre » des institutions de base du secteur agricole.

Les recommandations spécifiquement adressées à la Délégation de l'UE portent notamment sur la sélection



d'indicateurs de performance pour le décaissement des tranches variables, sur l'harmonisation des indicateurs environnementaux pertinents pour le secteur agricole à travers divers secteurs, et sur la mise en œuvre du Programme d'appui à la politique sectorielle pour les routes de desserte rurales.

L'évaluation et les recommandations ont largement contribué à informer l'élaboration du contrat de réforme sectorielle de 200 millions d'euros portant sur le renforcement de l'utilisation durable des terres et des ressources en eau par le secteur agricole, la création de valeur et une contribution à la sécurité nutritionnelle. L'EES s'est également imposée comme une référence importante pour les investissements au niveau central et des districts

dans les routes de desserte et pour l'élaboration de la politique et de la stratégie de développement des routes secondaires.

Cette étude de cas illustre l'utilisation réussie d'une EES réalisée en collaboration avec les pouvoirs publics et la communauté des bailleurs de fonds au sens large, qui a permis de promouvoir une meilleure intégration des préoccupations relatives à l'environnement et au changement climatique dans la formulation de programmes d'appui de l'UE ainsi que dans les processus de planification sectorielle propres au gouvernement. L'appropriation de l'instrument par les institutions concernées et son utilisation aux premières étapes du processus de planification et de formulation ont été essentielles à son succès.

Source : Pratt, **Palerm et Gakuba, 2012 ; photo par J. Pratt.**

d'évaluation de la performance doit inclure des indicateurs qui reflètent ces préoccupations, par exemple en lien avec les tranches variables. Les [notes](#)

[sectorielles](#) fournissent des exemples d'indicateurs qui peuvent être utiles notamment pour les contrats de réforme sectorielle.

ENCADRÉ 3.4 Étude de cas : Intégrer l'environnement dans l'appui budgétaire au secteur de l'eau en Bolivie



L'objectif global de l'appui de l'UE au Programme bolivien pour l'eau et l'assainissement dans les zones périurbaines est « d'améliorer les conditions de vie de la population des zones périurbaines... grâce à une gestion durable des ressources en eau ». L'appui vise à mettre en œuvre des technologies appropriées pour rationaliser l'utilisation de l'eau et renforcer la résilience au changement climatique. À cette fin, les indicateurs suivants ont été mis en place : (i) augmentation annuelle des connexions au réseau d'approvisionnement en eau dans les zones périurbaines (systèmes conventionnels et systèmes comportant des mesures d'adaptation au changement climatique) ; et (ii) augmentation annuelle des connexions au réseau d'assainissement dans les zones périurbaines (systèmes conventionnels et systèmes comportant des mesures d'adaptation au changement climatique).

Les systèmes comportant des mesures d'adaptation au niveau

de l'approvisionnement en eau comprennent : (i) les connexions d'installations de plomberie domestiques à faible consommation, qui contribuent à l'utilisation rationnelle de l'eau ; et ii) les connexions à des systèmes d'eau potable conçus et mis en œuvre pour minimiser les risques futurs liés au changement climatique (soit des systèmes capables de résister aux inondations et sécheresses prolongées). Les systèmes comportant des mesures d'adaptation au niveau de l'assainissement comprennent : i) les connexions d'installations basées sur un assainissement écologique avec système de collecte des déchets ; ii) les connexions aux égouts d'installation de plomberie à faible consommation et déchargeant leurs eaux à destination d'une station d'épuration des eaux usées conforme aux normes en vigueur ; iii) les connexions dans lesquelles les eaux usées traitées par la station d'épuration sont utilisées pour l'agriculture, en conformité avec les normes relatives à la qualité des eaux traitées.

Le document de formulation reconnaît que puisque la dimension du changement climatique n'est pas encore intégrée dans les normes industrielles, de nouvelles variables prenant ces aspects en compte devront être ajoutées aux systèmes de suivi nationaux. La formulation a donc intégré l'environnement et le changement climatique en :

- Veillant à ce que le climat et l'environnement soient mentionnés dans la déclaration d'objectifs ;
- Introduisant explicitement des améliorations des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement allant dans le sens de l'adaptation au changement climatique dans la définition des résultats attendus ;
- Intégrant la performance en matière d'adaptation au changement climatique dans la définition des indicateurs de décaissement ;
- Introduisant la mesure de la performance en matière d'adaptation au changement climatique dans les systèmes de suivi nationaux.

Sources : DEVCO, 2012 ; UE, 2010 ; UE, 2012a ; UE, 2014a.

5^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : DIALOGUE POLITIQUE

Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique

La phase d'identification et de formulation est essentielle dans le processus de dialogue politique car la forme que prendra l'appui de l'UE est au départ indéterminée, et des propositions concrètes sont avancées qui ouvrent la voie à une discussion détaillée et riche en contenu. Lorsqu'un appui budgétaire est envisagé, un dialogue de haut niveau

sera généralement de mise tant au niveau sectoriel que national.

Le dialogue politique a un rôle important à jouer pour mettre en lumière les avantages de la durabilité environnementale et de la résilience au changement climatique⁽⁷⁾, et pour identifier des indicateurs adaptés

⁽⁷⁾ L'information sur les coûts économiques de la dégradation de l'environnement, de la perte de biodiversité et de l'incapacité à s'adapter au changement climatique peut utilement soutenir le dialogue politique sur les avantages du suivi des performances environnementales et liées au climat.

faisant l'objet d'une bonne appropriation au niveau national.

Utiliser l'EES pour soutenir l'élaboration des politiques

Si une EES a été réalisée, ses conclusions et recommandations peuvent être utilisées pour éclairer l'élaboration des politiques. Le dialogue politique avec le gouvernement partenaire est un canal important pour assurer l'intégration des conclusions de l'EES dans les politiques et stratégies nationales.

Du point de vue de l'intégration de l'environnement et du changement climatique, les principaux résultats du dialogue politique mené durant la phase d'identification et de formulation, qui peuvent être revisités et actualisés aux phases ultérieures, sont :

- L'approfondissement et la confirmation de la compréhension des enjeux d'économie politique et l'identification des moteurs sous-jacents et des obstacles relatifs à l'environnement et au changement climatique ;
- La confirmation des parties prenantes et des plateformes de communication à impliquer dans l'intégration de ces aspects ;
- L'identification et la discussion des options de politique les plus pertinentes pour faire face aux enjeux liés à l'environnement et au changement climatique ;
- La reconnaissance mutuelle :
 - de l'importance de prendre en compte les coûts économiques de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, et d'inclure les considérations relatives à l'environnement et au climat dans les politiques, plans et systèmes de budgétisation sectoriels ;
 - de la nécessité et de la valeur du suivi de la performance environnementale et de la résilience au climat du secteur pour assurer une prise de décisions mieux informée ;

- de la nécessité d'élaborer des options d'atténuation des impacts négatifs que peut avoir l'état de l'environnement sur le secteur, de renforcer la résilience du secteur face au changement climatique et de tirer parti des avantages sociaux et économiques résultant de l'intégration de ces thématiques ;
- des contraintes et opportunités liées à la sensibilisation, aux capacités et aux institutions.

3.3 Phase de mise en œuvre

Durant la phase de mise en œuvre, il existe encore d'importantes possibilités d'améliorer la performance environnementale et liée au climat des programmes et projets. Cette performance doit faire l'objet d'un suivi pour s'assurer que :

- Le programme/projet ne génère pas d'incidences inacceptables sur l'environnement et n'accroît pas la vulnérabilité au climat ;
- Les résultats du programme/projet, ou leur durabilité, ne soient pas menacés par le changement climatique ou la dégradation de l'environnement ;
- Des mesures appropriées d'atténuation des risques et impacts soient adoptées lorsque cela s'impose.

Il est également important de saisir toutes les occasions qui se présentent de renforcer les impacts environnementaux positifs, d'améliorer la résilience au changement climatique et de contribuer à un développement durable et sobre en carbone.

Concernant l'intégration de l'environnement et du changement climatique, les programmes et projets s'inscrivent dans l'un des deux scénarios suivants :

- **Scénario 1** : L'environnement et le changement climatique ont été correctement intégrés dans la formulation du programme ou projet.
- **Scénario 2** : L'environnement et le changement climatique n'ont pas été correctement intégrés.

Lorsque l'environnement et le changement climatique ont été bien intégrés, les points d'entrée potentiels et la gamme d'actions et outils à déployer durant la phase de mise en œuvre s'appuient sur les analyses antérieures (voir le tableau 3.3).

Lorsque l'intégration de ces thèmes a été insuffisante⁽⁸⁾, des évaluations supplémentaires et/ou des ajustements visant à renforcer la durabilité peuvent être nécessaires.

Dans tous les cas, opter pour des technologies et des pratiques vertes, économes en ressources ou à faibles émissions dans la mise en œuvre des actions offre d'importantes possibilités de renforcer la durabilité environnementale et de faire face au changement climatique. L'encadré 3.6, à la fin de cette section, présente une étude de cas sur le mainstreaming en action lors de cette phase.

⁽⁸⁾ Comme cela peut ressortir des conclusions d'une mission de suivi orientée sur les résultats, d'une revue conjointe, d'une évaluation à mi-parcours, ou encore d'informations collectées dans le contexte d'opérations de suivi ordinaires.



1^{ER} POINT D'ENTRÉE : PRÉPARATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Poursuivre l'intégration des considérations relatives à l'environnement et au climat et incorporer un PGE ou PGRC et d'autres mesures dans les contrats et conventions

Ce point offre d'importantes possibilités de poursuivre l'intégration des considérations relatives à l'environnement et au climat dans les termes de référence, la description détaillée du projet, le budget et le cadre logique annexé aux contrats, conventions et/ou devis-programmes. Si le programme ou projet a fait l'objet d'une EES, EIE ou ERC, il faut veiller à ce que le PGE et/ou le PGRC correspondant soit incorporé dans les contrats et conventions concernés, et ensuite mis en œuvre et soumis à un suivi.

- Le PGE est l'un des produits de l'EIE. Il spécifie comment les mesures d'atténuation identifiées seront mises en œuvre (par qui, quand, où et à quel coût estimé) et comment leur exécution et leur efficacité à minimiser les incidences négatives sur l'environnement feront l'objet d'un suivi.

TABLEAU 3.3 Points d'entrée, actions et outils pour la phase de mise en œuvre

POINT D'ENTRÉE		ACTION OU OUTIL CLÉ
1. Préparation des documents contractuels		<ul style="list-style-type: none"> ● Poursuivre l'intégration des considérations relatives à l'environnement et au climat et incorporer un Plan de gestion environnementale (PGE) ou de gestion des risques climatiques (PGRC) et d'autres mesures dans les contrats et conventions
		<ul style="list-style-type: none"> ● PGE/PGRC
2. Suivi, évaluation et mécanismes de pilotage		<ul style="list-style-type: none"> ● Veiller à ce que des indicateurs appropriés relatifs à l'environnement et au changement climatique soient inclus dans le système de suivi de l'action, les plans et rapports, le suivi orienté sur les résultats et autres revues et évaluations (telles que les revues conjointes du secteur ou de l'appui budgétaire) ● Veiller à ce que les résultats pertinents du point de vue de l'environnement et du changement climatique fassent régulièrement l'objet d'une discussion par les parties prenantes concernées et par l'organe de pilotage
		<ul style="list-style-type: none"> ● Rapports de suivi
3. Dialogue politique		<ul style="list-style-type: none"> ● Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique ● Lorsque l'environnement et le changement climatique n'ont pas été correctement intégrés dans la formulation du programme ou projet, s'accorder sur les éventuelles mesures correctives à adopter



- Le PGRC est l'un des produits de l'ERC. Il identifie les actions nécessaires à la mise en œuvre des recommandations de l'ERC sous la forme d'un plan opérationnel.

En cas d'accord sur l'adoption de mesures supplémentaires, issues par exemple des recommandations d'une EES ou d'autres analyses, ces mesures doivent également être dûment incorporées dans les conventions de mise en œuvre.



2^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : SUIVI, ÉVALUATION ET MÉCANISMES DE PILOTAGE

Veiller à ce que des indicateurs appropriés relatifs à l'environnement et au changement climatique soient inclus dans le système de suivi de l'action, les plans et rapports, le suivi orienté sur les résultats et autres revues et évaluations

Si l'environnement et le changement climatique ont été bien intégrés dans le programme/projet lors de la phase d'identification et de formulation, la phase de mise en œuvre s'attachera à : (i) suivre les mesures correspondantes incorporées dans la conception du programme/projet ; et (ii) assurer le suivi des plans de gestion issus de l'EIE/ERC (ainsi que d'autres mesures, le cas échéant).

Le suivi des mesures concernées doit être incorporé dans le système de suivi de l'action en s'assurant de l'utilisation d'indicateurs appropriés qui puissent : (i) aider à identifier si les préoccupations et opportunités clés liées à l'environnement et au changement climatique ont bien été prises en compte ; (ii) assurer le suivi de l'efficacité et de l'efficacité des mesures d'intégration ; et (iii) permettre une identification rapide des impacts environnementaux et liés au climat négatifs qui peuvent survenir, ce qui permet d'adapter ou de réviser le programme/projet en conséquence.

Dans la mesure du possible, l'UE doit s'aligner sur les cadres de mesure des résultats du pays partenaire. La phase de démarrage du programme/projet offre souvent des opportunités du point de vue de l'intégration de l'environnement et du changement

climatique, en particulier lors de la préparation du cadre logique détaillé, du plan de mise en œuvre et/ou de l'étude de référence.

Faire les choix stratégiques et techniques judicieux, en particulier dans les contrats pour la réalisation de travaux de grande envergure ou la passation de marchés, a également un impact important sur la performance en matière d'environnement et de climat. Le cas échéant, il faut envisager d'inclure des critères environnementaux dans les processus de marchés publics (voir l'encadré 3.5). Les [notes sectorielles](#) illustrent les mesures et indicateurs qui peuvent être adoptés durant la phase de mise en œuvre pour améliorer la performance en la matière.

Les partenaires nationaux et les organisations de mise en œuvre sont responsables du suivi de la conformité avec les plans de gestion issus des EIE/ERC. Lors de la période d'exécution du programme ou projet, les délégations de l'UE reçoivent des rapports de suivi, et peuvent donc apporter un appui supplémentaire et aider à renforcer le suivi interne réalisé au niveau national. Au terme des opérations de soutien financier, la délégation de l'UE n'est (en principe) plus partie au suivi de la conformité des conditions environnementales et liées au changement climatique. Par conséquent, la capacité des partenaires nationaux à assurer ce type de suivi doit absolument être renforcée durant la période de mise en œuvre.

ENCADRÉ 3.5 Rendre les marchés publics plus verts

Lorsque des produits, services ou travaux sont acquis via une procédure de marché public avec l'appui de fonds de l'UE, l'autorité d'adjudication doit inclure, le cas échéant, des critères environnementaux (par ex. concernant la gestion durable des forêts, l'efficacité énergétique, l'écoconception, l'absence de substances dangereuses, le niveau d'émissions ou encore l'utilisation efficace des ressources). La Commission européenne a mis au point des [critères en matière de marchés publics verts](#). Ils devraient être pris en compte dans la formulation des critères environnementaux, en tenant compte du contexte spécifique des marchés publics du pays concerné.

Les revues, en particulier celles entreprises conjointement par le gouvernement et les partenaires de développement, offrent d'autres possibilités d'évaluer la performance d'un programme ou projet en matière d'environnement et de climat. Quoi qu'il en soit, la délégation de l'UE peut sélectionner des indicateurs pertinents pour que son propre système de suivi puisse améliorer la mesure de la performance des programmes et projets dans ce domaine.

Veiller à ce que les résultats pertinents du point de vue de l'environnement et du changement climatique fassent régulièrement l'objet d'une discussion par les parties prenantes concernées et par l'organe de pilotage

La participation des parties prenantes dans les activités de suivi doit être encouragée, et les résultats du suivi doivent faire l'objet de discussions afin que ces résultats soient bien compris et que des actions complémentaires de suivi puissent le cas échéant être convenues et menées à bien.

Lorsqu'ils sont en place, les comités de pilotage constituent un forum particulièrement adapté à de telles discussions, tout comme les exercices conjoints de revue et évaluation.



3^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : DIALOGUE POLITIQUE

Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique

Le dialogue politique est une composante permanente de la phase de mise en œuvre. Il s'inspire de l'agenda et des questions déterminés durant les phases de programmation et d'identification/formulation. Dans les opérations d'appui budgétaire, un dialogue de haut niveau sera généralement de mise tant au niveau sectoriel que national.

Du point de vue de l'intégration de l'environnement et du changement climatique, les principaux résultats du dialogue politique mené durant la phase de mise en œuvre, qui peuvent être revisités et actualisés lors d'autres phases, sont :

- L'approfondissement des partenariats et de la compréhension mutuelle entre les acteurs nationaux et les partenaires de développement quant aux meilleurs moyens d'intégrer l'environnement et le changement climatique, et l'émergence d'enseignements tirés de l'expérience ;
- La mise en avant de conclusions et informations issues des opérations de suivi apportant un éclairage utile aux choix politiques futurs, et l'apport d'un soutien aux options politiques qui répondent le plus efficacement aux défis liés à l'environnement et au climat et contribuent au développement durable ;
- L'identification de nouvelles voies permettant d'approfondir et d'étendre l'intégration de ces thèmes et, le cas échéant, de susciter la transformation.

Lorsque l'environnement et le changement climatique n'ont pas été correctement intégrés dans la formulation du programme ou projet, s'accorder sur les éventuelles mesures correctives à adopter

À quelque stade que soit dans le processus, la performance d'un programme/projet en matière d'environnement et de climat peut généralement être renforcée. En évaluant les activités existantes ou planifiées, il est possible d'identifier des moyens de renforcer la performance relative à l'environnement et au changement climatique ; certaines activités peuvent alors être réorientées, ou des activités complémentaires être entreprises. Ces changements peuvent entraîner des ajustements au niveau des activités, du budget de l'action, du planning, du cadre logique ou du cadre d'évaluation de la performance.

Les opérations en cours peuvent être évaluées selon quatre dimensions :

- La nécessité de faire face aux **risques et contraintes** liés à l'environnement et au climat qui entravent la bonne marche des programmes et projets de l'UE ;
- L'existence d'**opportunités d'engranger des bénéfices à plus long terme** en matière de

ENCADRÉ 3.6 Étude de cas : Soutien au secteur de l'énergie en Égypte 2007–2013



L'UE a apporté un appui à l'Égypte pour la mise en place et l'exécution d'un programme de réformes du secteur de l'énergie et soutenu la mise en œuvre d'un partenariat stratégique pour l'énergie visant à améliorer la sécurité énergétique et promouvoir le développement durable. L'environnement et le changement climatique ont été intégrés dans le programme d'appui aux politiques du secteur de l'énergie, mais l'engagement national à adopter des réformes nécessaires mais impopulaires était initialement faible. Ce manque de volonté a entravé les progrès et limité l'impact dans des domaines clés tels que la réforme des tarifs énergétiques, qui étaient essentiels pour intégrer l'environnement et le changement climatique par le biais d'une incitation à l'adoption de mesures d'efficacité énergétique. Néanmoins, l'UE et ses partenaires ont continué à collaborer avec les autorités égyptiennes à travers un dialogue politique soutenu, la fourniture d'une assistance technique et le suivi d'indicateurs.

En 2012–2013, la priorité accordée par les partenaires nationaux à l'environnement et au changement climatique a évolué. Ce changement a entraîné une augmentation significative des tarifs énergétiques

(de plus de 30%, avec la perspective d'autres hausses de prix à l'avenir) ; la création de conventions d'achat d'électricité et tarifs de rachat avantageux ; et un intérêt renforcé du secteur privé pour le développement des énergies renouvelables, qui a débouché sur un appel à projets du secteur privé dans ce domaine. L'augmentation des tarifs de l'électricité a été une étape particulièrement importante pour l'intégration à plus long terme de l'environnement et du changement climatique dans le secteur de l'énergie. En effet, l'Égypte est l'une des économies qui subventionnent le plus la consommation d'énergie, avec pour résultat un très faible niveau d'efficacité énergétique, l'absence d'incitations à développer des sources d'énergie alternatives, ainsi que des pénuries d'énergie et un accès restreint à cette ressource. Les augmentations de tarifs ont été réalisées de manière graduelle afin de protéger les pauvres ; la structure des coûts de l'énergie et les arguments justifiant la nécessité d'augmenter les tarifs de l'électricité ont été rendus publics et soumis à examen.

Quatre facteurs semblent avoir contribué au succès de l'Égypte dans l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans

le secteur : (i) la dégradation de la sécurité énergétique avec le déclin des gisements de gaz, qui rend les énergies renouvelables plus attrayantes ; (ii) l'assistance technique, qui a mis au point des outils efficaces et réalisé les études requises, produisant notamment un schéma-directeur complet pour les énergies renouvelables ; (iii) le choix des indicateurs pour l'appui budgétaire au secteur ; et (iv) le dialogue politique. L'appui budgétaire sectoriel a créé une plateforme renforcée pour le dialogue politique, qui a été consolidée par le plaidoyer cohérent, bien coordonné et complémentaire des bailleurs de fonds.

À bien des égards, la mise en œuvre du programme a dépassé les attentes exprimées dans les documents de conception. Les autorités égyptiennes reconnaissent que les processus soutenus par l'UE ont favorisé un degré élevé de préparation à l'intégration de l'environnement et du changement climatique — ce qui a permis de renforcer la dynamique enclenchée, de profiter pleinement de l'évolution des mentalités politiques, et d'assurer la crédibilité des réformes grâce à une réponse opportune et de qualité.

Sources : CE, 2011b et discussions avec la Délégation de l'UE en Égypte et les autorités nationales.

développement socioéconomique et de transition vers une économie verte ;

- La nécessité d'identifier, d'éviter et d'**atténuer tout impact nuisible** de la coopération au développement de l'UE sur l'environnement et le climat ;

- L'existence de **possibilités de contribuer aux politiques de l'UE** en matière d'environnement et de changement climatique.

Les missions de suivi orientées sur les résultats et/ou l'évaluation à mi-parcours sont l'occasion idéale de proposer des changements plus substantiels si

nécessaire. Lors de la mise en œuvre, il est également possible — et requis, dans le cas d'investissements sensibles du point de vue de l'environnement ou du climat — d'entreprendre les examens préalables (« screening ») et évaluations environnementales décrits en lien avec la phase d'identification et de formulation.

Des activités complémentaires telles que le renforcement des capacités et la sensibilisation peuvent améliorer la capacité des gouvernements partenaires et des parties prenantes à intégrer l'environnement et le changement climatique. Les [notes sectorielles](#) fournissent des exemples de mesures complémentaires pouvant être adoptées lors de la mise en œuvre.

3.4 Phase d'évaluation

Lors de la phase d'évaluation, la performance relative à l'environnement et au changement climatique des programmes et projets peut être évaluée et des enseignements tirés pour les opérations futures. L'évaluation a lieu à deux moments spécifiques : à mi-parcours, et à la fin du programme ou projet. Le tableau 3.4 identifie les points d'entrée potentiels, ainsi que les actions et outils disponibles pour l'intégration durant la phase d'évaluation.



1^{ER} POINT D'ENTRÉE : ÉVALUATIONS À MI-PARCOURS ET FINALE

Veiller à ce que les critères et questions d'évaluation intègrent les préoccupations relatives à l'environnement et au changement climatique

La phase d'évaluation peut aborder les aspects relatifs à l'environnement et au climat, et notamment examiner :

- Si les enjeux, risques et opportunités liés à l'environnement et au climat ont été dûment pris en compte dans les études d'identification et de formulation ;
- Si une EES, EIE ou ERC était nécessaire et, si oui, si elle a été réalisée, si elle présentait le degré de

qualité requis et si les mesures identifiées ont été mises en œuvre ;

- Si le programme/projet a pris en compte les questions relatives à l'environnement et au changement climatique de manière **pertinente** — c'est-à-dire si les questions et options les plus importantes ont été identifiées dans l'analyse des problèmes et si les activités ont été conçues de manière appropriée pour y répondre (par ex. mise en œuvre de techniques de conservation des sols et des eaux dans les régions menacées par la désertification et la dégradation des terres) ;
- Si les actions du programme/projet ont encouragé de manière **efficace** des pratiques et technologies écologiques et résilientes au climat ;
- Si le programme/projet a utilisé les ressources de manière **efficiente** ou a encouragé une telle utilisation (par ex. en minimisant l'utilisation de substances et matériaux polluants, en minimisant l'utilisation de l'eau et en promouvant l'éco-efficacité) ;
- Si le programme/projet a contribué à l'atténuation du changement climatique, à un développement sobre en carbone (énergies renouvelables, efficacité énergétique, boisement, ...) ou à l'adaptation/la résilience au changement climatique (par ex. agriculture intelligente face au climat, gestion des bassins versants) ;
- Si le programme/projet a eu un **impact positif** en termes de contribution au développement durable — notamment en renforçant le capital naturel, la durabilité environnementale, la qualité des sols, la quantité et qualité de l'eau disponible, la réduction de la pollution de l'air (par ex. bienfaits pour la santé générés par l'introduction d'appareils de cuisine et de chauffage améliorés) ;
- Si le programme/projet a eu un **impact négatif** direct ou indirect sur l'environnement et la résilience au changement climatique (par ex. perte de biodiversité, déforestation ou dégradation des terres résultant de la monoculture ou de l'expansion agricole) ;

TABLEAU 3.4 Points d'entrée, actions et outils pour la phase d'évaluation

POINT D'ENTRÉE ✖		ACTION 🎬 OU OUTIL CLÉ ⚙
1. Évaluations à mi-parcours et finale	🎬	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les critères et questions d'évaluation intègrent les préoccupations relatives à l'environnement et au changement climatique. • Veiller à ce que les résultats de l'évaluation informent la poursuite du programme/projet et les futurs programmes et projets
2. Dialogue politique	🎬	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique et renforcer l'engagement

■ Si la **durabilité** du programme/projet, ou de ses résultats, est menacée par la dégradation de l'environnement et/ou le changement climatique (par ex. approvisionnement en énergie hydroélectrique menacé par des flux hydriques réduits et la prolifération de plantes invasives dans les réservoirs).

Pour garantir que les éléments ci-dessus soient abordés comme il se doit dans les évaluations : (i) les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être clairement reflétés dans les termes de référence de l'évaluation ; et (ii) l'équipe d'évaluation doit inclure une expertise pertinente en matière d'environnement et de changement climatique. L'expérience a montré qu'en l'absence de ces facteurs, l'évaluation des questions relatives à l'environnement et au climat a tendance à être superficielle et est peu susceptible de traiter les problèmes et opportunités associés à ces thèmes de manière adéquate.

Veiller à ce que les résultats de l'évaluation informent la poursuite du programme/projet et les futurs programmes et projets

Les résultats de l'évaluation à mi-parcours doivent faire l'objet de discussions et les changements nécessaires être intégrés dans le programme/projet en vue de renforcer sa performance en matière d'environnement et de climat. Les enseignements tirés de l'évaluation finale concernant ces domaines doivent être diffusés en vue d'éclairer la conception des programmes et projets futurs. Les résultats de

l'évaluation peuvent également informer le dialogue politique et les politiques futures.

✖ 2^{ÈME} POINT D'ENTRÉE : DIALOGUE POLITIQUE

Mettre l'environnement et le changement climatique à l'agenda du dialogue politique

Les résultats des évaluations doivent faire l'objet de discussions et, le cas échéant, des messages clés doivent être intégrés dans l'agenda du dialogue politique et portés auprès des partenaires nationaux. Ces messages clés sont susceptibles d'être mieux compris lorsque les partenaires nationaux ont été activement impliqués dans l'évaluation.

3.5 Mainstreaming et nouveaux instruments financiers

L'intégration de l'environnement et du changement climatique doit également être envisagée dans les actions et programmes des **institutions financières internationales** en charge des **opérations de mixage prêts-dons et/ou d'investissement** (voir l'encadré 3.7) et des **fonds fiduciaires de l'UE** dans les pays ou régions où ils ont été mis en place (voir l'encadré 3.8). Les activités de mixage et celles des fonds fiduciaires ouvrent de nouvelles voies pour la mise à l'échelle de l'intégration de l'environnement et du changement climatique.

ENCADRÉ 3.7 Financements mixtes, promotion des investissements et mainstreaming

Le mixage est un instrument qui permet d'atteindre les objectifs de politique extérieure de l'Union européenne en complément d'autres modalités d'aide. Il combine des dotations de l'UE avec des prêts ou des apports de fonds propres consentis par des organismes de financement publics et privés. L'UE ajoute de la valeur en concédant des dotations ou dons qui ouvrent la porte aux prêts, ou à d'autres formes d'investissements (notamment là où les règles du Fonds monétaire international requièrent des niveaux minimums de financement concessionnel). Ces dotations permettent également la réalisation d'investissements plus importants et plus viables ; et elles vont de pair avec une assistance technique et d'autres types de soutien visant à améliorer la qualité des projets, encourager l'innovation et les projets pilotes, corriger les lacunes de l'information et les défaillances du marché. En outre, elles soutiennent des projets qui génèrent des externalités positives importantes et des biens publics substantiels.

L'une des utilisations les plus communes et importantes des dons est l'appui à l'incorporation de normes environnementales et d'objectifs

d'atténuation du changement climatique plus exigeants (additionalité). La conception et la spécification des projets incombent au partenaire national et à l'institution de financement internationale chef de file. Si l'on travaille en dehors des systèmes nationaux, c'est l'institution financière qui décidera s'il convient d'utiliser l'EES, l'EIE, l'ERC et d'autres outils, et comment.

Les délégations de l'UE et les services compétents sont consultés dans le cadre du processus de demande de financements mixtes et jouent un rôle important dans la promotion et le suivi des investissements. Ils peuvent encourager l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans les projets ainsi financés en :

- S'assurant que les systèmes nationaux d'évaluation environnementale et des aspects liés au climat soient utilisés ou, le cas échéant, améliorés ;
- Commentant la mesure dans laquelle la conception du projet encourage l'amélioration des performances relatives à l'environnement et au changement climatique (adaptation et atténuation) ;

- Recherchant les possibilités pour les projets à financement mixte de compléter et de soutenir les objectifs plus larges des politiques de l'UE en matière d'environnement, d'économie verte et circulaire, de changement climatique et de développement durable, en particulier si l'UE soutient le même secteur à travers des instruments géographiques ou thématiques tels que le programme « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent » ;
- Examinant les rapports de suivi du point de vue de la performance en matière d'environnement et de climat ;
- Explorant les possibilités d'encourager des actions, investissements et mesures complémentaires qui améliorent la pertinence des investissements eu égard aux enjeux environnementaux et climatiques ;
- S'assurant de l'utilisation appropriée d'indicateurs pour effectuer le suivi des impacts liés à l'environnement et au changement climatique.

Source : CE, 'Instruments financiers innovants (mixage)'.

ENCADRÉ 3.8 Fonds fiduciaires de l'UE et mainstreaming

Les fonds fiduciaires de l'UE offrent des possibilités de promouvoir et d'harmoniser les approches d'intégration de l'environnement et du changement climatique. Les fonds fiduciaires dans l'action extérieure de l'UE sont des fonds mis en commun par plusieurs donateurs, notamment l'UE, ses États membres, des pays tiers, des organisations internationales et des bailleurs de fonds privés tels que des fondations et citoyens, pour apporter un appui à des objectifs convenus. Dans les situations de fragilité et de conflit, les fonds fiduciaires permettent à l'UE et à d'autres donateurs de répondre de manière collective, sur base d'une répartition claire des tâches et en réalisant des économies d'échelle, aux besoins immédiats en matière de coopération politique et de sécurité là où peu d'autres pays disposent d'ambassades ou de bureaux de leurs propres agences de développement. Dans ces circonstances, les fonds fiduciaires cherchent à faire le

lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement et à répondre aux besoins immédiats, tout en renforçant la résilience et en luttant contre les causes persistantes et à plus long terme de conflit et de fragilité.

Dans la mesure où bon nombre de ces causes revêtent une dimension liée à l'environnement et au changement climatique, il est possible d'améliorer la performance et la durabilité des actions des fonds fiduciaires en y intégrant les aspects relatifs à ces thèmes. Les délégations de l'UE peuvent soutenir l'intégration en :

- S'assurant que les systèmes nationaux d'évaluation de l'environnement et des questions liées au climat soient utilisés, renforcés ou améliorés selon les besoins ;
- Veillant à ce que le fonds fiduciaire ait accès aux analyses et aux informations relatives

à l'environnement et au changement climatique au niveau national et régional, par ex. en ce qui concerne l'importance d'une approche basée sur les écosystèmes dans les régions fragiles sur le plan environnemental ;

- Veillant à ce que des processus adaptés d'examen préalable, d'évaluation et d'intégration des questions relatives à l'environnement et au changement climatique soient prévus dans les procédures de fonctionnement du fonds fiduciaire ;
- Explorant les possibilités d'encourager les actions, investissements et mesures complémentaires qui contribuent à la durabilité environnementale et à la lutte contre le changement climatique ;
- Veillant à l'utilisation appropriée d'indicateurs pour effectuer le suivi des impacts liés à l'environnement et au changement climatique.

Annexes

[Annexe 1](#) : Objectifs et cibles de développement durable pertinents pour le mainstreaming

[Annexe 2](#) : Termes de référence pour un Profil environnemental de pays (PEP/CEP)

[Annexe 3](#) : Examen préalable (« screening ») des questions relatives à l'environnement et au changement climatique

[Annexe 4](#) : Guide pour l'intégration des aspects relatifs à l'environnement et au climat dans les études d'identification et de formulation

[Annexe 5](#) : Termes de référence pour une Évaluation environnementale stratégique (EES/SEA)

[Annexe 6](#) : Termes de référence pour une Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE/EIA)

[Annexe 7](#) : Suivi et indicateurs

[Annexe 8](#) : Marqueurs de Rio et d'aide à l'environnement

[Annexe 9](#) : Termes de référence pour une Évaluation des risques climatiques (ERC/CRA)

Plusieurs outils accompagnent ces lignes directrices pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans la coopération internationale de l'Union européenne. Certains sont présentés dans les annexes qui suivent, alors que d'autres sont disponibles sur [Capacity4Dev](#), notamment les scénarios sectoriels sur le changement climatique et les projets de notes sectorielles.

Ces annexes sont des documents en évolution, qui seront actualisés et ajustés afin de tenir compte des nouveaux développements et de l'expérience acquise. Les termes de référence pour un PEP, une EES, une EIE et une ERC sont conçus pour des évaluations exhaustives. Dans de nombreux cas, selon le contexte spécifique et l'action concernée, une évaluation plus légère se justifie et les termes de référence de ces missions peuvent être simplifiés.

Pour en savoir plus et recevoir une aide dans l'utilisation de ces lignes directrices, veuillez contacter les unités DEVCO C2 (Environnement, ressources naturelles, eau) et C6 (Énergies durables et changement climatique) à l'adresse courriel suivante : EuropeAid-C2-MAINSTREAMING@ec.europa.eu.

ANNEXE 1

Agenda 2030 : Objectifs et cibles de développement durable pertinents pour le mainstreaming

Les Objectifs de développement durable sont présentés ci-dessous avec une sélection des cibles les plus pertinentes pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique.

OBJECTIF	CIBLE PERTINENTE POUR L'INTÉGRATION
1. Mettre un terme à la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance
	1.5 D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental
2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles
	2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols
	2.5 D'ici à 2020, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, et favoriser l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale
	Accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure rurale, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés
3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge	3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles
	3.9 D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol

OBJECTIF	CIBLE PERTINENTE POUR L'INTÉGRATION
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable
5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	5.a Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne
6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable
	6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable
	6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau
	6.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau
	6.5 D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontalière selon qu'il convient
	6.6 D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs
	6.a D'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, la désalinisation, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation
	6b Appuyer et renforcer la participation de la population locale à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	7.2 D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial
	7.3 D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique
	7.a D'ici à 2030, renforcer la coopération internationale en vue de faciliter l'accès à la recherche et aux technologies relatives à l'énergie propre, notamment l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies relatives aux combustibles fossiles propres, et promouvoir l'investissement dans l'infrastructure énergétique et les technologies relatives à l'énergie propres
	7.b D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent

OBJECTIF	CIBLE PERTINENTE POUR L'INTÉGRATION
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	8.4 Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme prévu dans le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et à la production durables, les pays développés montrant l'exemple en la matière
	8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité
	9.2 Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés
	9.4 D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, chaque pays agissant dans la mesure de ses moyens
	9.a Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	11.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées
	11.3 D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays
	11.4 Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial
	11.5 D'ici à 2030, réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire considérablement le montant des pertes économiques qui sont dues directement à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut mondial, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable
	11.6 D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets
	11.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs
	11.a Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale
	11.b D'ici à 2020, accroître considérablement le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, de l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en œuvre, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux
	11.c Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux

OBJECTIF	CIBLE PERTINENTE POUR L'INTÉGRATION
12. Établir des modes de consommation et de production durables	12.1 Mettre en œuvre le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables avec la participation de tous les pays, les pays développés montrant l'exemple en la matière, compte tenu du degré de développement et des capacités des pays en développement
	12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles
	12.3 D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte
	12.4 D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement
	12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation
	12.6 Encourager les entreprises, en particulier les grandes et les transnationales, à adopter des pratiques viables et à intégrer dans les rapports qu'elles établissent des informations sur la viabilité
	12.7 Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales
	12.8 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature
	12.a Aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques qui leur permettent de s'orienter vers des modes de consommation et de production plus durables
	12.b Mettre au point et utiliser des outils de contrôle des impacts sur le développement durable, pour un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux
	12.c Rationaliser les subventions aux combustibles fossiles qui sont source de gaspillage, en éliminant les distorsions du marché, selon le contexte national, y compris par la restructuration de la fiscalité et l'élimination progressive des subventions nuisibles, afin de mettre en évidence leur impact sur l'environnement, en tenant pleinement compte des besoins et de la situation propres aux pays en développement et en réduisant au minimum les éventuels effets pernicieux sur le développement de ces pays tout en protégeant les pauvres et les collectivités concernées
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat
	13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales
	13.3 Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide
	13.a Mettre en œuvre l'engagement que les pays développés parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont pris de mobiliser ensemble auprès de multiples sources 100 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement en ce qui concerne les mesures concrètes d'atténuation et la transparence de leur mise en œuvre et rendre le Fonds vert pour le climat pleinement opérationnel en le dotant dans les plus brefs délais des moyens financiers nécessaires

OBJECTIF	CIBLE PERTINENTE POUR L'INTÉGRATION
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	13.b Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis notamment sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés
14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	14.1 D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments
	14.2 D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans
	14.3 Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets, notamment en renforçant la coopération scientifique à tous les niveaux
	14.4 D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir un rendement constant maximal compte tenu des caractéristiques biologiques
	14.5 D'ici à 2020, préserver au moins 10% des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles
	14.6 D'ici à 2020, interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce
	14.7 D'ici à 2030, faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme
	14.a Approfondir les connaissances scientifiques, renforcer les capacités de recherche et transférer les techniques marines, conformément aux Critères et principes directeurs de la Commission océanographique intergouvernementale concernant le transfert de techniques marines, l'objectif étant d'améliorer la santé des océans et de renforcer la contribution de la biodiversité marine au développement des pays en développement, en particulier des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés
	14.b Garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés
	14.c Améliorer la conservation des océans et de leurs ressources et les exploiter de manière plus durable en application des dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui fournit le cadre juridique requis pour la conservation et l'exploitation durable des océans et de leurs ressources, comme il est rappelé au paragraphe 158 de « L'avenir que nous voulons »

OBJECTIF	CIBLE PERTINENTE POUR L'INTÉGRATION
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	15.1 D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux
	15.2 D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître considérablement le boisement et le reboisement au niveau mondial
	15.3 D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols
	15.4 D'ici à 2030, assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable
	15.5 Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction
	15.6 Favoriser le partage juste et équitable des bénéfices découlant de l'utilisation des ressources génétiques et promouvoir un accès approprié à celles-ci, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale
	15.7 Prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme au braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées et s'attaquer au problème sous l'angle de l'offre et de la demande
	15.8 D'ici à 2020, prendre des mesures pour empêcher l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, atténuer sensiblement les effets que ces espèces ont sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires
	15.9 D'ici à 2020, intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité
	15.a Mobiliser des ressources financières de toutes provenances et les augmenter nettement pour préserver la biodiversité et les écosystèmes et les exploiter durablement
16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes	15.b Mobiliser d'importantes ressources de toutes provenances et à tous les niveaux pour financer la gestion durable des forêts et inciter les pays en développement à privilégier ce type de gestion, notamment aux fins de la préservation des forêts et du reboisement
	15.c Apporter, à l'échelon mondial, un soutien accru à l'action menée pour lutter contre le braconnage et le trafic d'espèces protégées, notamment en donnant aux populations locales d'autres moyens d'assurer durablement leur subsistance
	16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux
	16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions
	16.8 Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial
	16.10 Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux
	16.b Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable

OBJECTIF	CIBLE PERTINENTE POUR L'INTÉGRATION
17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser	17.3 Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement
	17.7 Promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement, à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord
	17.9 Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les Objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire
	17.14 Renforcer la cohérence des politiques de développement durable
	17.15 Respecter la marge de manœuvre et l'autorité de chaque pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application des politiques d'élimination de la pauvreté et de développement durable
	17.16 Renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les Objectifs de développement durable
	17.17 Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière
	17.19 D'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement

ANNEXE 2

Termes de référence pour un Profil environnemental de pays (PEP/CEP)

Dans le cadre du cycle de programmation, de préférence avant le démarrage de la programmation, la délégation de l'Union Européenne prépare une analyse du contexte du pays en matière d'environnement et de changement climatique, couvrant également la coopération passée et présente de l'UE sur ces questions (y compris en ce qui concerne l'intégration). L'analyse, souvent appelée Profil environnemental de pays (PEP), porte sur les principaux enjeux et opportunités liés à l'environnement et au climat, la façon dont ils sont pris en compte dans le plan national de développement et d'autres politiques, et les implications pour la coopération et le dialogue politique futurs de l'UE. Cette analyse apporte un éclairage utile pour l'évaluation des documents de politique nationale sur lesquels la programmation sera basée, le dialogue politique, ainsi que la préparation de la réponse de l'UE (le Programme indicatif pluriannuel), sa mise en œuvre et son évaluation à mi-parcours.

Cette annexe propose des termes de référence (TdR) pour une analyse exhaustive des questions relatives à l'environnement et au changement climatique. Ces TdR doivent être adaptés aux besoins de la délégation de l'UE, en fonction notamment de la disponibilité d'autres analyses similaires et de la portée souhaitée de l'analyse.

Trois cas de figure peuvent se présenter :

1. Il n'existe pas d'analyses équivalentes récentes, ou les sources d'information disponibles ne sont

pas fiables : dans ce cas, il est recommandé de préparer un PEP complet sur la base de ces TdR ;

2. Des analyses équivalentes récentes sont disponibles et peuvent inspirer l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans la programmation : dans ce cas, l'analyse peut se limiter à compléter les informations pertinentes manquantes au regard de ces TdR (notamment l'aperçu de l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans la coopération au développement de l'UE dans le cadre des programmes et projets passés et en cours) et à analyser les informations disponibles pour formuler des recommandations pour une meilleure intégration de l'environnement et du changement climatique dans la programmation de l'UE ;
3. Une analyse conjointe de l'environnement et du changement climatique, sous la forme d'un PEP ou document équivalent, est préparée en collaboration avec d'autres donateurs : dans ce cas, le document devrait couvrir tous les aspects importants de ces TdR, y compris (en particulier) l'analyse et les recommandations pour une meilleure intégration de l'environnement et du changement climatique dans la programmation.

Les explications ou passages à compléter en fonction du contexte particulier sont indiqués en italiques. Afin d'aider à la préparation des TdR et à la gestion du processus, un guide proposant des exemples de PEP conformes aux bonnes pratiques par rapport à divers critères est disponible.

Termes de référence pour la préparation du Profil environnemental de pays du/de *(nom du pays)*

1. CONTEXTE

Décrire brièvement le pays ; sa situation sociopolitique ; l'expérience de la coopération de l'UE en ce qui concerne les principales questions environnementales, et les réponses apportées par le gouvernement et/ou d'autres donateurs ; les objectifs et la justification de l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans l'analyse de la situation du pays menée par l'UE et dans les documents de programmation ; et le calendrier du processus de programmation pluriannuelle.

2. OBJECTIF

L'objectif principal du Profil environnemental est d'identifier et d'évaluer les questions relatives à l'environnement et au changement climatique à prendre en compte lors de la préparation du programme de pays, qui influencera directement ou indirectement la coopération de l'UE avec celui-ci. Le Profil environnemental de pays doit fournir aux décideurs du pays partenaire et de l'UE des informations claires sur les principaux enjeux et opportunités relatifs à l'environnement et au changement climatique, y compris pour la mise en œuvre du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la transition vers une économie verte. Il doit couvrir le cadre politique, réglementaire et institutionnel actuel, ainsi que les stratégies et programmes (notamment ceux de l'Union et d'autres donateurs) pour y répondre. L'analyse a pour but d'éclairer la préparation du programme de coopération de l'UE, d'orienter l'intégration des questions et objectifs relatifs à l'environnement et au changement climatique dans les politiques et programmes soutenus par l'UE, et de mettre en place les mesures de sauvegarde nécessaires dans toutes les activités de coopération entreprises dans le pays. Le Profil doit décrire les principaux liens entre l'environnement, y compris le changement climatique, et la réduction de la pauvreté. Il constituera une source importante d'information de référence, et contribuera à cibler le dialogue politique et la coopération avec le pays sur les principaux domaines critiques, notamment le développement durable, ainsi qu'à sensibiliser les responsables politiques.

3. RÉSULTATS

La préparation du Profil devra déboucher sur les résultats suivants :

- Une évaluation de l'état de l'environnement et des principaux facteurs et tendances liés à l'environnement, y compris en ce qui concerne le changement climatique, qui influencent le développement durable et la stabilité du pays ;
- Une évaluation des principaux liens entre l'état de l'environnement, le changement climatique et le développement humain dans ses multiples dimensions (revenus, consommation, santé, sécurité, vulnérabilité, etc.) ;
- Une évaluation des politiques, de la législation et des réglementations, des institutions et capacités nationales en matière d'environnement et de changement climatique, ainsi que de l'implication de la société civile dans les questions ayant trait à l'environnement et au changement climatique (y compris dans les domaines pertinents pour la transition vers une économie verte) ;
- Une évaluation des analyses disponibles sur les impacts potentiels de la variabilité croissante du climat et du changement climatique sur différents secteurs clés, et des stratégies et processus en place ou en cours de développement pour y répondre ;
- Une évaluation de l'intégration des considérations relatives à l'environnement et au changement climatique dans les politiques et secteurs de développement (y compris un aperçu des dispositifs institutionnels existants pour assurer l'intégration au niveau des secteurs) ;

- Un aperçu de la coopération internationale passée et présente (notamment celle de l'UE) en matière d'environnement et de changement climatique, en tant que domaine de coopération et du point de vue de l'intégration de ces questions ;
- Des recommandations et, dans la mesure du possible, des orientations ou critères pour intégrer les considérations relatives à l'environnement et au changement climatique (adaptation et atténuation) dans les domaines de coopération. Ces recommandations devront aider à la préparation de la programmation nationale et inclure des orientations ou critères à utiliser pour faciliter l'intégration des questions relatives à l'environnement et au changement climatique dans les phases ultérieures du cycle des opérations.

4. QUESTIONS À TRAITER

Les aspects suivants devraient être analysés en utilisant les sources d'information disponibles et en tenant compte des points de vue des principales parties prenantes. La préparation du Profil ne devrait pas nécessiter la collecte de données originales.

Les subdivisions ci-après sont calquées sur le format-type du document de Profil.

4.1. ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, TENDANCES ET PRESSIONS

Ce chapitre doit identifier l'**état** et les **tendances** des principales ressources ou composantes environnementales présentes dans le pays, notamment celles indiquées ci-après (selon leur pertinence et sans nécessairement s'y limiter) :

THÈMES	ASPECTS
1. Terres	<ul style="list-style-type: none"> • Érosion et dégradation des sols • Désertification • Utilisation des sols, terres arables, pertes dues à l'urbanisation ou à la construction d'infrastructures
2. Eau	<ul style="list-style-type: none"> • Régime des eaux • Eaux souterraines • Qualité des eaux
3. Qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité de l'air dans les zones urbaines • Qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments
4. Forêts, végétation, écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture forestière et son évolution • Pâturages • État d'écosystèmes particuliers (par ex. savanes, mangroves, récifs coralliens)
5. Biodiversité et faune	<ul style="list-style-type: none"> • Statut local des espèces et habitats menacés à l'échelle mondiale • Espèces exotiques envahissantes • Stocks halieutiques • Espèces présentant une valeur particulière
6. Ressources minérales et géologie	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources minérales • Risques géologiques (sismiques, volcaniques et associés)
7. Paysages	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité esthétique et valeur culturelle des paysages

THÈMES	ASPECTS
8. Conditions de vie dans les zones de peuplement humain	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité de l'air et de l'eau • Assainissement • Bidonvilles • Santé environnementale • Vulnérabilité aux catastrophes
9. Tendances climatiques	<ul style="list-style-type: none"> • Températures • Précipitations • Fréquence des événements météorologiques extrêmes, catastrophes naturelles liées au climat

Les **impacts attendus du changement climatique** doivent faire l'objet d'une description axée sur les principaux impacts (directs et indirects) qui affectent le développement national et sectoriel. La description doit comprendre un aperçu de la vulnérabilité au climat des principaux secteurs du développement, y compris l'identification des groupes sociaux particulièrement vulnérables au changement climatique en raison de leur exposition, de leur sensibilité ou de leurs capacités d'adaptation particulières.

Cette section mettra également en lumière les effets du changement climatique dans l'exacerbation des pressions environnementales ainsi que les liens entre la dégradation de l'environnement (services écosystémiques) et la vulnérabilité, en mettant l'accent sur les groupes sociaux les plus pauvres et les plus exposés.

L'évaluation prendra en compte les études nationales ou sous-régionales existantes sur les effets attendus du changement climatique, ainsi que les réponses proposées, lesquelles peuvent inclure des composantes techniques, politiques et institutionnelles.

Les implications globales du changement climatique sur les domaines de concentration de la coopération doivent être évaluées, y compris les mesures de sauvegarde ou études supplémentaires à réaliser afin de garantir que les investissements soient adaptés à la variabilité croissante du climat et aux effets attendus du changement climatique.

Les **pressions** sur l'environnement et la vulnérabilité au climat qui expliquent les principales tendances négatives devraient être identifiées, de même que celles qui contribuent aux problèmes environnementaux globaux et à la concentration de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, en utilisant le tableau suivant comme liste de vérification.

PRESSIONS SUR L'ENVIRONNEMENT ET/OU VULNÉRABILITÉ AU CLIMAT	ASPECTS À CONSIDÉRER
1. Exploitation minière, extraction d'hydrocarbures	<ul style="list-style-type: none"> • Extraction, traitement et transport de minerais et d'hydrocarbures, ainsi que la pollution et les déchets qui en résultent
2. Utilisation et gestion de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Prélèvements d'eau (de surface et souterraine) • Évacuation des eaux usées et traitement des eaux • Usages de l'eau
3. Utilisation et gestion des terres	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement du territoire, y compris les implications stratégiques pour l'environnement ; changements dans l'utilisation des terres et émissions de GES qui en résultent, conversion des terres à grande échelle.

PRESSIONS SUR L'ENVIRONNEMENT ET/OU VULNÉRABILITÉ AU CLIMAT	ASPECTS À CONSIDÉRER
4. Exploitation forestière, chasse, pêche et biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Déforestation et dégradation des forêts et émissions de GES qui en résultent • Extraction des produits forestiers ; exploitation illégale des forêts • Pratiques de gestion des forêts et des pêcheries • Activités de chasse et de pêche ; braconnage • Trafic d'espèces sauvages • Utilisation des produits forestiers non ligneux • Feux de forêt • Introduction d'espèces exotiques
5. Élevage	<ul style="list-style-type: none"> • Surpâturage • Gestion des parcours, utilisation du feu, hydraulique pastorale • Gestion des déchets et pollutions liés à l'élevage
6. Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Expansion des terres agricoles • Culture itinérante • Intensification • Irrigation et utilisation de l'eau • Contrôle des ravageurs • Pratiques agricoles, gestion des sols • Gestions des déchets agricoles et pollutions agricoles
7. Approvisionnement énergétique et utilisation de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Sources d'énergie • Déchets et émissions liés à l'approvisionnement et la génération • Consommation d'énergie et émissions associées • Efficacité énergétique
8. Émission de GES	<ul style="list-style-type: none"> • Émissions des principaux GES et leurs sources
9. Urbanisation, infrastructures et industrie	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance et prolifération urbaines, urbanisme • Digue et barrages, routes, ports et autres infrastructures majeures • Industries polluantes, tourisme
10. Transports	<ul style="list-style-type: none"> • Transport de marchandises • Transport de personnes
11. Élimination et gestion des déchets	<ul style="list-style-type: none"> • Production de déchets • Gestion des déchets • Comportements et pratiques publics • Gestion des déchets dangereux

Dans la mesure du possible, les **facteurs** qui génèrent ces pressions doivent être identifiées, telles que les mesures d'incitation économiques et fiscales (notamment celles qui affectent la transition vers une économie verte), la pression démographique, la demande grandissante de produits de base, les systèmes de production non durables, la gouvernance des ressources naturelles, les droits d'accès aux ressources naturelles et les systèmes fonciers.

Les tendances de l'environnement doivent être évaluées au regard de leur impact social et économique, y compris :

- L'impact sur l'économie ;
- Le déclin de production ou de productivité (par ex. dans l'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche) ;
- Les menaces pour la santé humaine ;

- L'exposition humaine aux catastrophes environnementales (par ex. inondations, sécheresses, glissements de terrain) ;
- Les conflits et les problèmes de sécurité ;
- L'impact sur la pauvreté, l'impact différencié sur les femmes et les hommes, l'impact sur les groupes vulnérables (y compris les enfants et les peuple autochtones) ;
- La durabilité de l'utilisation des ressources ;
- Les valeurs culturelles.

Ce chapitre devrait déboucher sur un résumé des principaux problèmes identifiés, décrits sous la forme de situations ou de tendances jugées indésirables en raison de leurs conséquences socioéconomiques actuelles (telles que la baisse de productivité, les problèmes de santé, les risques naturels, les crises sociales, les conflits), de leurs conséquences futures (telles que le déclin des ressources naturelles, les pollutions cumulées) ou de leur contribution aux problèmes environnementaux mondiaux. Les principaux liens entre l'environnement, le changement climatique et le développement humain (dans ses multiples dimensions : revenus, consommation, santé, sécurité, vulnérabilité, etc.) doivent être soulignés, éventuellement sous la forme d'un tableau ou d'un « arbre à problèmes ».

Selon les possibilités, le consultant mentionnera des indicateurs environnementaux et liés au changement climatique permettant de suivre l'évolution des principaux paramètres dans le pays concerné. Dans la mesure où les données sont disponibles, les tendances relatives aux objectifs, cibles et indicateurs de développement durable doivent être décrites ; les tendances d'autres indicateurs liés aux enjeux environnementaux spécifiques au pays peuvent également être mentionnées, si elles sont disponibles, pour souligner les évolutions les plus importantes.

Si cela paraît approprié, l'information peut être organisée selon un découpage éco-géographique tenant compte de l'échelle (régionale, nationale, locale) des enjeux concernés.

4.2. CADRE POLITIQUE, RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL LIÉ A L'ENVIRONNEMENT ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Une brève description et analyse doit être donnée des réponses du gouvernement aux principaux enjeux relatifs à l'environnement et au changement climatique et de ses efforts pour promouvoir le développement durable. Cette section doit analyser les forces et faiblesses et porter sur les aspects suivants.

ASPECTS	EXEMPLES DE QUESTIONS À TRAITER
1. Politiques ⁽¹⁾	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de politiques, stratégies et plans d'action pour l'environnement au niveau national, y compris l'éventuelle stratégie nationale de développement durable, la stratégie nationale sur le changement climatique, le plan d'action national pour l'environnement, le plan national d'adaptation (PNA), les stratégies de développement sobre en carbone, de développement de l'économie verte ou de croissance verte • Réponses politiques aux enjeux mondiaux, aux enjeux de durabilité (épuisement des ressources naturelles) et aux enjeux spécifiques relatifs à l'environnement et au changement climatique identifiés plus haut • Cohérence entre les politiques • Politiques relatives aux questions de genre et environnement • Mesures importantes adoptées par le gouvernement pour faire face aux préoccupations liées à l'environnement et à la vulnérabilité climatique, et types d'instruments politiques utilisés pour leur mise en œuvre • Efficacité dans la réalisation des objectifs

ASPECTS	EXEMPLES DE QUESTIONS À TRAITER
2. Cadre réglementaire, y compris la législation relative à l'Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) et l'Évaluation environnementale stratégique (EES)	<ul style="list-style-type: none"> Statut de ratification et de mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement tels que les conventions sur le changement climatique, la biodiversité et la désertification (avec référence à tous plans, programmes, communications ou rapports officiels préparés dans le contexte de ces conventions) Adéquation de la législation environnementale, notamment en matière de foncier et de réforme foncière, d'accès aux ressources naturelles, de gestion de ces ressources, de règles relatives aux évaluations environnementales telles que les EIE et EES, de contrôle de la pollution et du développement Dispositions et procédures pour la participation citoyenne aux décisions impliquant des questions environnementales Application effective de la législation Utilisation d'autres instruments (non législatifs) tels que les budgets verts, la réforme fiscale favorable à l'environnement, le recours à des mécanismes de marché, les systèmes volontaires (systèmes de gestion de l'environnement, étiquetage écologique, accords volontaires entre l'industrie et le gouvernement) Impacts potentiels de législations non environnementales
3. Institutions investies de responsabilités en matière d'environnement et de changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Identité et qualité des institutions impliquées dans l'élaboration des politiques, ainsi que dans le processus législatif, la planification, la protection de l'environnement, le suivi et la mise en application des réglementations Niveau de coordination et décentralisation Force et capacités de ces institutions Influence sur d'autres institutions Pratiques de bonne gouvernance Capacités, moyens et fonctionnement des services environnementaux Principaux organismes tels que les ONG, instituts ou autres groupements impliqués dans la gestion ou les politiques relatives à l'environnement et au changement climatique
4. Participation citoyenne	<ul style="list-style-type: none"> Transparence et accès à l'information environnementale Rôle des ONG et de la société civile dans les décisions liées à l'environnement Niveau de participation effective Participation des femmes et des groupes traditionnellement moins représentés Accès à la justice en matière d'environnement
5. Services et infrastructures environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> Aires protégées : nombre, surface, pertinence, efficacité des mécanismes de protection Infrastructures d'assainissement et de traitement des déchets Systèmes de réduction des risques de catastrophe Mécanismes de réponse d'urgence
6. Système de suivi de l'environnement et de la résilience au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Pertinence des indicateurs suivis, en particulier ceux qui sont liés aux cibles des ODD Mesure des indicateurs : périodicité, fiabilité Intégration de l'environnement et du climat dans les indicateurs de développement général

⁽¹⁾ Notons que les politiques et stratégies liées au climat peuvent être brièvement décrites ici mais sont également traitées plus en détail à la section 4.3.

4.3. INTÉGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES POLITIQUES ET SECTEURS CLÉS

L'analyse doit examiner dans quelle mesure l'environnement et le changement climatique sont pris en compte dans la politique de développement générale et dans les politiques sectorielles, en particulier celles qui pourraient

être choisies pour faire l'objet d'un appui de l'UE, compte tenu des secteurs de concentration dans l'actuel document de programmation, ainsi que de toute option éventuellement déjà identifiée comme pouvant faire l'objet d'une coopération future.

Cette section doit examiner si des évaluations environnementales stratégiques (ou autres évaluations similaires) ont été réalisées pour la stratégie nationale de développement ou de réduction de la pauvreté et au niveau des secteurs concernés. Si de telles EES existent, il faudra en donner une brève description, avec présentation de leurs recommandations principales. La législation en vigueur, les principaux dispositifs institutionnels et mesures environnementales clés dans les secteurs concernés, en particulier ceux visant les aspects identifiés à la section 4.1 ci-dessus, doivent être examinés.

4.4. COOPÉRATION DE L'UE AVEC LE PAYS DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cette section doit brièvement passer en revue l'expérience passée et présente relative aux interventions de coopération portant sur l'environnement, la gestion des ressources naturelles, le changement climatique et l'économie verte, ainsi que les actions entreprises pour intégrer l'environnement dans les autres domaines de coopération (par ex. préparation d'EES ou d'EIE dans le cadre des programmes et projets financés par l'UE). Lorsque l'information est disponible, les incidences environnementales ou risques possibles de la coopération passée et présente doivent être identifiés en vue d'améliorer les actions futures. Les résultats et conclusions d'évaluations existantes doivent être résumés.

4.5. COOPÉRATION DES AUTRES DONATEURS DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cette section doit passer en revue l'implication passée et présente des autres bailleurs de fonds (en particulier les États membres de l'UE, mais également les autres bailleurs importants) et leur expérience dans le pays, et comprendre une liste de projets/programmes récents et envisagés centrés (ou ayant un impact anticipé important) sur l'environnement, le changement climatique et/ou l'économie verte. Les mécanismes de coordination entre les donateurs et l'UE concernant l'environnement, le changement climatique et l'économie verte doivent être évalués.

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les principaux aspects relatifs à l'environnement et au changement climatique dans le pays (état, tendances et pressions), ainsi que les opportunités et défis liés aux politiques, aux réglementations et aux institutions, doivent être exposés de manière aussi claire que possible, en indiquant comment ils affectent le développement national et sectoriel et la vulnérabilité. Ces aspects clés peuvent être présentés dans une matrice croisant les préoccupations relatives à l'environnement et au changement climatique et les secteurs ou politiques concernés.

Sur la base d'une analyse de l'ensemble des informations disponibles et de consultations avec les parties prenantes, des conclusions et recommandations doivent être formulées quant à la meilleure façon dont le pays partenaire et l'UE peuvent relever les défis liés à l'environnement et au changement climatique, renforcer le capital naturel et promouvoir l'économie verte dans la programmation et la mise en œuvre de la coopération de l'UE, compte tenu des programmes actuels et des options déjà identifiées pour la coopération future. Les conclusions et recommandations doivent pouvoir être intégrées dans l'analyse du contexte national, la stratégie de réponse et éventuellement l'identification des secteurs de concentration de la coopération. Elles doivent notamment traiter des aspects suivants (sans nécessairement s'y limiter) :

- La justification et les possibilités d'envisager l'environnement ou le changement climatique comme un domaine de coopération, et/ou (plus fréquemment) la nécessité d'intégrer des objectifs, des mesures de protection et des actions complémentaires en matière d'environnement dans d'autres secteurs de

coopération, de manière à apporter une réponse appropriée aux contraintes et opportunités liées à l'environnement et au changement climatique, y compris pour favoriser la transition vers une économie verte. Les mesures préconisées peuvent inclure, par exemple, des propositions pour le renforcement des institutions et des capacités (notamment l'amélioration du cadre réglementaire et des capacités de mise en application), particulièrement en ce qui concerne les programmes sectoriels et programmes d'appui budgétaire dans les secteurs sensibles du point de vue de l'environnement et du climat. Ainsi, des systèmes de production durables et économes en ressources peuvent être soutenus, de même que des plans et programmes de développement sobre en carbone ;

- Les recommandations pour s'assurer que les projets et programmes soient adaptés à la variabilité croissante du climat et aux effets attendus du changement climatique, et puissent dès lors générer des avantages pour le développement de manière soutenue. Les déficits d'information qui entravent ce travail doivent être identifiés ;
- Les possibilités de coordination avec d'autres donateurs sur les questions d'environnement et de changement climatique, en recherchant la complémentarité et des synergies en vue d'atteindre plus efficacement les objectifs de développement ;
- Des propositions d'indicateurs liés à l'environnement et au changement climatique pouvant être utilisés dans le Programme indicatif pluriannuel ou considérés lors de la formulation des actions de coopération. Dans la mesure du possible, il convient d'utiliser des indicateurs issus des cadres de résultats du pays partenaire et des indicateurs liés aux Objectifs de développement durable, compte tenu de la disponibilité des données et des capacités effectives à suivre leur évolution. Le rapport devrait préciser si les indicateurs proposés font partie du cadre d'évaluation de la performance des stratégies et programmes nationaux (par ex. plan national de développement, stratégie de réduction de la pauvreté) ou sectoriels.

Les diverses recommandations doivent être clairement articulées et mises en relation avec les problèmes à résoudre, tout en étant regroupées selon les secteurs ou partenaires institutionnels concernés. Leur priorité relative doit être indiquée, ainsi que les éventuels obstacles à leur mise en œuvre.

Toute contrainte relative à la disponibilité de l'information qui aurait été rencontrée lors la préparation du Profil doit être mentionnée.

6. PLAN DE TRAVAIL

Le plan de travail doit notamment inclure les activités suivantes :

- Des consultations avec les responsables pays (« desks ») et autres fonctionnaires de la Commission européenne, la délégation de l'UE, les autorités nationales chargées des questions d'environnement et de changement climatique, diverses autres autorités nationales et locales, les principaux donateurs internationaux, ainsi que les principaux acteurs (nationaux et internationaux) de la société civile opérant dans le domaine de l'environnement, du changement climatique et de l'économie verte ;
- Un examen des documents et rapports clés, y compris (*mentionner ici une liste de documents clés déjà identifiés par la délégation de l'UE*) le document de programmation de l'UE pour le pays ; les rapports d'évaluation ; les évaluations environnementales existantes portant sur les projets et/ou programmes sectoriels financés par l'UE (en particulier celles qui ont trait aux domaines pressentis comme futurs secteurs de concentration) ; les documents nationaux pertinents (tels que les rapports sur l'état de l'environnement) ; les précédents profils environnementaux de pays et/ou analyses environnementales de pays ou rapports analytiques similaires ; la littérature traitant de l'environnement et du changement climatique ; les politiques, la législation et les réglementations relatives à l'environnement et au changement climatique ; les données relatives au suivi de l'environnement et du changement climatique ; et les indicateurs de performance dans ces mêmes domaines ;
- Des visites de terrain sur des sites présentant un intérêt particulier du point de vue de l'environnement ou du changement climatique

- Dans la mesure du possible, l'organisation d'un atelier national regroupant les autorités nationales, les partenaires de développement, des experts et des représentants de la société civile, avec pour objectif de clarifier et de valider les principales préoccupations relatives à l'environnement, au changement climatique et à l'économie verte.

Sur base de cette ébauche de plan de travail et du calendrier esquissé dans ces termes de référence, un plan de travail détaillé doit être proposé.

7. EXPERTISE REQUISE

La mission proposée doit être réalisée par une équipe d'experts (généralement au nombre de deux) présentant le profil suivant :

- Un expert ayant au moins 10 années d'expérience relative aux questions environnementales, y compris les aspects institutionnels, les politiques et la gestion environnementales internationales, les méthodes d'évaluation environnementale, le changement climatique ; pouvant aussi justifier d'une expérience en matière d'évaluation rapide de l'information et de rédaction de recommandations. Il/elle prendra la tête de l'équipe ;
- Un expert avec 10 années d'expérience, ayant un profil et une expérience en matière d'environnement et de changement climatique complémentaires à ceux du chef d'équipe.

De plus :

- Au moins l'un des experts devra avoir une expérience de travail dans le pays ou la région ;
- L'équipe doit pouvoir démontrer d'excellentes capacités d'analyse et de synthèse ;
- Le fait d'avoir déjà réalisé des analyses relatives à l'environnement et au changement climatique et participé à la préparation de programmes de développement sera considéré comme un avantage ;
- Une bonne connaissance des pratiques de l'Union européenne est souhaitable en ce qui concerne la programmation, les stratégies de pays, la gestion du cycle de projet, l'articulation des diverses politiques (« policy mix »), et l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans d'autres domaines ;
- Une expérience en matière de politiques d'économie verte sera considérée un atout ;
- Une expérience dans le domaine des processus de planification participatifs et des questions de genre sera également considérée comme un avantage.

Les experts doivent avoir d'excellentes capacités de communication dans le domaine de (spécifier) et de (spécifier). (La connaissance de (spécifier) sera considérée comme un atout.) (Spécifier la langue) est la langue de travail ; le rapport final sera présenté en (spécifier la langue).

8. RAPPORTS

Tous les rapports doivent être imprimés recto-verso sur du papier recyclé ou certifié FSC, et remis également en version électronique (Microsoft Word pour la version provisoire, PDF pour la version finale). Les résultats de l'étude doivent être présentés selon le format donné à la section 10 de ces TdR. Le rapport provisoire, en (nombre) exemplaires, sera remis au plus tard le (date). Les autorités concernées et l'UE soumettront leurs commentaires dans un délai de (nombre) semaines. Les consultants tiendront compte de ces commentaires dans la préparation du rapport final (maximum 45 pages hors annexes). Le rapport final en (langue) et en (nombre) exemplaires devra être remis au plus tard le (date).

9. PLAN INDICATIF D'ACTIVITÉS ET PERSONNES-JOURS REQUIS

	Expert I	Expert II
Examen des documents, y compris le briefing du chef d'équipe à (<i>lieu</i>)	5	2
Phase de terrain, y compris les déplacements et l'éventuel atelier	15-20	15-20
Finalisation du rapport (projet)	3	2
Débriefing à (<i>lieu</i>) — au plus tard le (<i>date</i>)	1	
Rapport final (<i>date</i>)	1	1
Nombre total de jours	25-30	20-25

10. FORMAT-TYPE DU RAPPORT DE PROFIL ENVIRONNEMENTAL DE PAYS

Longueur maximum (à l'exclusion des annexes) : 45 pages.

Le texte suivant apparaîtra sur la deuxième de couverture du rapport :

Ce rapport est financé par l'Union européenne et présenté par (*nom du consultant*) pour (*institution nationale*) et l'Union européenne. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de (*institution nationale*) ou de l'Union européenne.

Structure du rapport :

1. Résumé

(Le résumé présente de manière succincte et claire les principales questions décrites dans le profil selon l'ordre des titres 2 à 6 ci-dessous. Le résumé ne doit pas dépasser 6 pages.)

2. État de l'environnement / du changement climatique, tendances et pressions
3. Cadre politique, réglementaire et institutionnel relatif à l'environnement et au changement climatique
4. Intégration des questions relatives à l'environnement et au changement climatique dans les politiques et secteurs clés
5. Coopération de l'UE et d'autres donateurs avec le pays du point de vue de l'environnement, du changement climatique et de l'économie verte
6. Conclusions et recommandations

(Conclusions et recommandations dérivées des principales questions présentées aux sections 2 à 6 ci-dessus, à l'exclusion de la section 7, présentées en 4 pages maximum.)

7. Annexes techniques

- a. Cartes (par ex. relatives aux variables environnementales, aux projections climatiques)
- b. Liste de référence des documents de politique, déclarations et plans d'action relatifs à l'environnement et au changement climatique
- c. Liste de référence des documents législatifs et réglementations relatifs à l'environnement et au changement climatique
- d. Autres informations techniques pertinentes

8. Autres annexes

- a. Méthodologie de l'étude/plan de travail (1-2 pages)
- b. Programme et calendrier de la mission (1-2 pages)
- c. Liste des personnes/organisations consultées, avec leur affiliation et leurs coordonnées
- d. Liste des participants à l'atelier (le cas échéant)
- e. Liste des documents consultés
- f. Curriculum vitae des consultants (une page par personne)
- g. Termes de référence

ANNEXE 3

Examen préalable (« screening ») des questions relatives à l'environnement et au changement climatique

L'examen préalable (« screening ») des questions relatives à l'environnement et au changement climatique est conçu pour guider, lors de la phase de préparation, l'évaluation préliminaire des aspects environnementaux et climatiques liés à l'action envisagée et pour décider des mesures à prendre durant la phase de formulation pour traiter ces aspects. Il aide à déterminer si une action de coopération internationale ou de développement de l'UE est susceptible d'avoir un impact négatif important sur l'environnement, ou si elle est exposée à des risques importants en raison du changement climatique. Si c'est le cas, une analyse plus détaillée de ses implications relatives à l'environnement et/ou au changement climatique peut être nécessaire sous la forme d'une Évaluation environnementale stratégique (EES), d'une Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) et/ou d'une Évaluation des risques climatiques (ERC).

Cette annexe décrit la marche à suivre pour effectuer l'examen préalable à l'EES ([Partie A](#)), à l'EIE ([Partie B](#)) et à l'ERC ([Partie C](#)), et inclut un résumé de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au changement climatique à soumettre au QRG ([Partie D](#)). Les sous-annexes donnent des sources d'information sur les impacts du changement climatique et l'adaptation ([sous-annexe A](#)) et des exemples de mesures d'adaptation ([sous-annexe B](#)).

Le résumé des résultats de l'examen préalable des questions liées à l'environnement et au changement climatique ([Partie D](#)) doit être rédigé à l'issue de la phase d'identification, annexé au document d'action initial et soumis au QRG (en tant que composante du formulaire d'évaluation des questions transversales). Toute mise à jour ou modification des réponses apportées, en particulier aux questions de conclusion, doit être annexée au document d'action complet préparé en vue du QRG.

Dois-je effectuer un examen préalable à l'EES, l'EIE et/ou l'ERC ?

La première étape consiste à déterminer quel est l'instrument pertinent, en fonction de la nature de l'action (appui budgétaire ou projet).

L'**examen préalable à l'EES** est l'outil approprié pour l'intégration de l'environnement si :

- Un appui budgétaire sectoriel est envisagé sous la forme d'un contrat de réforme sectorielle (CRS) ; ou
- S'il s'agit d'un projet, il est prévu qu'il apporte un appui au secteur au niveau stratégique. On considère qu'il y a appui au niveau stratégique lorsque le projet soutient l'élaboration ou la révision du cadre politique, réglementaire et/ou institutionnel du secteur ; et/ou est appelé à soutenir la mise en œuvre (ou créer le cadre pour la mise en œuvre) de projets multiples qui peuvent avoir des impacts cumulatifs importants sur l'environnement (par ex. multiples projets d'infrastructure ou projets nécessitant un changement d'utilisation des terres ou une utilisation intensive de ressources naturelles).

Les **examens préalables à l'EIE et à l'ERC** sont nécessaires pour tous les projets.

L'EIE n'est jamais l'outil pertinent pour les programmes d'appui budgétaire. Par contre, tant l'EES que l'EIE peuvent être pertinentes pour certains projets. Ce sera le cas si un projet inclut à la fois un appui au niveau stratégique et d'autres types d'interventions ou d'investissements susceptibles de générer des incidences directes sur l'environnement.

PARTIE A. EXAMEN PRÉALABLE À L'EES

L'examen préalable à l'EES est utilisé pour identifier la nécessité et la pertinence d'une évaluation détaillée des implications environnementales associées à une politique, un plan ou un programme sectoriel national (*document de stratégie*) en vue de renforcer la performance environnementale de la stratégie sectorielle ainsi que du programme ou projet de l'UE appelé à soutenir sa mise en œuvre.

Il est recommandé de mener l'examen préalable à l'EES et, surtout, de préparer l'étude d'EES en étroite collaboration avec le gouvernement partenaire et les autres donateurs impliqués dans le secteur. Dans la mesure du possible, il faut encourager la réalisation d'EES conjointes.

Une EES permettra d'identifier les possibilités pour la politique, la stratégie ou le programme sectoriel :

- D'apporter une réponse adéquate aux défis liés à l'environnement et au changement climatique susceptibles de nuire à la performance du secteur ;
- D'éviter ou de minimiser les incidences environnementales négatives associées à sa mise en œuvre ; et
- D'intégrer les opportunités pour le secteur de contribuer à un développement sobre en carbone et/ou à l'économie verte et à un environnement plus durable.

L'examen préalable à l'EES repose sur l'utilisation d'une liste des secteurs sensibles et d'un questionnaire.

Quand effectuer l'examen préalable à l'EES ?

Une EES permet d'identifier les possibilités d'améliorer la performance environnementale d'un secteur. Pour cette raison, il est fortement recommandé que l'examen préalable à l'EES ait lieu lors de la **programmation**. Cela permet d'assurer la prise en compte simultanée de l'ensemble des implications environnementales potentielles de l'appui au secteur.

Si l'examen préalable à l'EES n'a pas eu lieu lors de la programmation ou s'il est préférable de reprendre le processus (par ex. en cas de développements nouveaux ou de lacunes dans l'information disponible lors de l'examen préalable antérieur), l'examen préalable à l'EES doit être effectué lors de l'**identification**. Dans ce cas, il est important de tenir compte non seulement des implications environnementales potentielles du programme ou projet envisagé, mais également de celles d'autres programmes ou projets qui apportent un appui au même secteur.

Une EES est requise dans les cas suivants :

1. Lorsqu'un appui budgétaire doit être apporté à des secteurs sensibles du point de vue de l'environnement (voir la liste ci-dessous) ;
2. Lorsqu'un projet doit apporter un appui stratégique à un secteur sensible du point de vue de l'environnement, ou soutenir la mise en œuvre d'une large portion de la stratégie sectorielle nationale ;
3. Dans le cas de secteurs non sensibles du point de vue de l'environnement, pour :
 - a. les programmes d'appui budgétaire appelés à soutenir des stratégies sectorielles susceptibles d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ou dont l'efficacité et la durabilité pourraient être affectées par des tendances environnementales négatives, comme déterminé par le questionnaire d'examen préalable à l'EES (voir ci-dessous) ;
 - b. les projets qui apportent un appui au niveau stratégique ou soutiennent la mise en œuvre d'une large portion d'une stratégie sectorielle, lorsque celle-ci est susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ou de voir son efficacité et sa durabilité affectées par des tendances environnementales négatives, comme déterminé par le questionnaire d'examen préalable à l'EES.

(Si une EES récente de la stratégie sectorielle du gouvernement a déjà été préparée (par le gouvernement, l'UE ou un autre donateur), et que la portée de l'analyse et les résultats apparaissent comme pertinents et d'une qualité satisfaisante, l'exercice peut être limité à un examen des conclusions de l'EES et à leur intégration dans le programme ou projet d'appui de l'UE ;

Si l'une des activités d'un projet consiste à élaborer ou réviser la politique ou stratégie d'un secteur sensible du point de vue de l'environnement, la réalisation d'une EES peut être incluse dans cette activité en appui au processus d'élaboration des politiques et de planification, et mentionnée explicitement dans le document d'action. Dans ce cas, l'EES sera réalisée durant la phase de mise en œuvre.)

Liste des secteurs sensibles du point de vue de l'environnement

Les secteurs de coopération suivants sont considérés comme « sensibles du point de vue de l'environnement » :

- L'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire ;
- L'énergie ;
- L'eau et l'assainissement ;
- Les infrastructures ;
- Les transports ;
- Le développement du secteur privé ;
- La gestion des ressources naturelles (y compris l'exploitation forestière, la pêche et la gestion des déchets).

Questionnaire d'examen préalable à l'EES

Pour les secteurs non sensibles du point de vue de l'environnement, une EES n'est en principe pas requise. Cependant, les particularités du secteur dans le pays ou la région concernée, ainsi que de la politique, de la stratégie ou du programme sectoriel devant faire l'objet d'un appui, peuvent justifier la réalisation d'une EES.

Une réponse positive à au moins une des questions suivantes suggère qu'il convient de préparer une EES :

1. L'état de l'environnement a-t-il une influence négative importante sur la performance du secteur (par ex. taux élevés d'abandon scolaire associé à l'épuisement des ressources naturelles, incidences notables de la pollution de l'eau ou de l'air sur la santé) ?
2. La réalisation des objectifs du programme ou de la stratégie dépend-elle directement et dans une large mesure de la disponibilité de ressources naturelles rares ?
3. La mise en œuvre du programme ou de la stratégie sectorielle est-elle susceptible d'entraîner des changements majeurs dans l'utilisation des terres ?
4. La mise en œuvre du programme ou de la stratégie sectorielle est-elle susceptible d'entraîner la réalisation d'un grand nombre de projets de catégorie A ou B qui pourraient interagir pour produire des incidences environnementales cumulatives importantes (par ex. routes, retenues d'eau, infrastructures pour la production d'énergie) ?
5. La mise en œuvre du programme ou de la stratégie sectorielle est-elle susceptible de promouvoir l'utilisation à grande échelle de substances nuisibles (par ex. utilisation à grande échelle d'insecticides pour le contrôle des moustiques, utilisation d'herbicides pour le contrôle des plantes aquatiques envahissantes).

PARTIE B. EXAMEN PRÉALABLE à l'EIE

Une EIE est requise pour tous les projets, ou pour des interventions individuelles au sein d'un projet, susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, comme déterminé par le processus d'examen préalable.

Une EIE est requise pour :

- Toute intervention qui nécessite une EIE en vertu de la réglementation nationale ou des normes des codonateurs ;
- Toute intervention de catégorie A ;
- Toute intervention de catégorie B susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement sur la base des critères définis ci-dessous.

Interventions de catégorie A qui nécessitent une EIE dans tous les cas

1. Construction de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance et d'aéroports dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur d'au moins 2 100 mètres ;
2. Construction d'autoroutes et de voies rapides ;
3. Construction d'une nouvelle route à quatre voies ou plus, ou alignement et/ou élargissement d'une route existante à deux voies pour en faire une route à quatre voies ou plus, lorsque la nouvelle route ou la section de route alignée et/ou élargie a une longueur ininterrompue d'au moins 10 km ;
4. Voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes ;

5. Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exception des quais pour transbordeurs) accessibles aux bateaux de plus de 1 350 tonnes ;
6. Centrales thermiques et autres installations de combustion d'une puissance calorifique d'au moins 300 MW ;
7. Installations industrielles de grande envergure ;
8. Installations d'élimination des déchets dangereux par incinération, traitement chimique ou mise en décharge ;
9. Installations d'élimination des déchets non-dangereux par incinération ou traitement chimique d'une capacité de plus de 100 tonnes par jour ;
10. Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines lorsque le volume annuel d'eaux à capter ou à recharger atteint ou dépasse 10 millions de mètres cubes ;
11. Ouvrages servant au transvasement de ressources hydrauliques entre bassins fluviaux lorsque :
 - a. cette opération vise à prévenir d'éventuelles pénuries d'eau et que le volume annuel des eaux transvasées dépasse 100 millions de mètres cubes ;
 - b. le débit annuel moyen du bassin de prélèvement dépasse 2 000 millions de mètres cubes et que le volume des eaux transvasées dépasse 5% de ce débit ;

Dans les deux cas, les transvasements d'eau potable amenée par canalisation sont exclus.

12. Installations de traitement des eaux résiduaires d'une capacité supérieure à 150 000 équivalents-habitants ;
13. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de façon permanente, lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker dépasse 10 millions de mètres cubes ;
14. Pipelines d'un diamètre supérieur à 800 mm et d'une longueur supérieure à 40 km :
 - a. Pour le transport de gaz, de pétrole ou de produits chimiques ;
 - b. Pour le transport de flux de dioxyde de carbone (CO₂) en vue de leur stockage géologique, y compris les stations de compression associées ;
15. Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus :
 - a. de 85 000 emplacements pour poulets, 60 000 emplacements pour poules ;
 - b. de 3 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg) ; ou
 - c. de 900 emplacements pour truies
16. Construction de lignes aériennes pour le transport d'énergie électrique d'une tension de 220 kV ou plus et d'une longueur de plus de 15 km
17. Installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques ou de produits chimiques d'une capacité de 200 000 tonnes ou plus
18. Toute modification ou extension des projets énumérés dans cette liste, lorsque la modification ou l'extension en elle-même atteint les seuils éventuellement fixés dans cette liste.

Interventions de catégorie B pouvant nécessiter une EIE sur la base de critères de sélection

1. Agriculture, sylviculture et aquaculture :
 - a. Projets de remembrement rural ;

- b. Projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive ;
 - c. Projets d'hydraulique agricole, y compris projets d'irrigation et de drainage de terres ;
 - d. Premier boisement (afforestation) et déboisement (déforestation) en vue de la reconversion des sols ;
 - e. Installations d'élevage intensif (hors catégorie A) ;
 - f. Pisciculture intensive ;
 - g. Récupération de territoires sur la mer ;
2. Industrie énergétique :
- a. Installations industrielles destinées à la production d'énergie électrique, de vapeur et d'eau chaude (hors catégorie A) ;
 - b. Installations industrielles destinées au transport de gaz, de vapeur et d'eau chaude ; transport d'énergie électrique par lignes aériennes (hors catégorie A) ;
 - c. Stockage aérien de gaz naturel ;
 - d. Stockage souterrain de gaz combustibles ;
 - e. Stockage aérien de combustibles fossiles ;
 - f. Agglomération industrielle de houille et de lignite ;
 - g. Installations destinées à la production d'énergie hydroélectrique ;
 - h. Installations destinées à l'exploitation de l'énergie éolienne pour la production d'énergie (parc éoliens).
3. Industrie chimique (hors catégorie A) :
- a. Traitement de produits intermédiaires et fabrication de produits chimiques ;
 - b. Fabrication de pesticides et de produits pharmaceutiques, de peinture et de vernis, d'élastomères et de peroxydes ;
 - c. Installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques et chimiques ;
4. Industrie alimentaire :
- a. Industrie des corps gras animaux et végétaux ;
 - b. Conserverie de produits animaux et végétaux ;
 - c. Fabrication de produits laitiers ;
 - d. Brasserie et malterie ;
 - e. Fabrication de confiseries et de sirops ;
 - f. Installations destinées à l'abattage d'animaux ;
 - g. Féculeries industrielles ;
 - h. Usines de farine et d'huile de poisson ;
 - i. Sucrieries.
5. Projets d'infrastructure :
- a. Travaux d'aménagement de zones industrielles ;
 - b. Travaux d'aménagement urbain, y compris la construction de centres commerciaux et de parkings ;

- c. Construction de plates-formes ferroviaires et intermodales et de terminaux intermodaux (hors catégorie A) ;
 - d. Construction d'aérodromes (hors catégorie A) ;
 - e. Construction de routes, de ports et d'installations portuaires, y compris de ports de pêche (hors catégorie A) ;
 - f. Construction de voies navigables intérieures (hors catégorie A), ouvrages de canalisation et de régularisation des cours d'eau ;
 - g. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable (hors catégorie A) ;
 - h. Tramways, métros aériens et souterrains, lignes suspendues ou lignes analogues de type particulier servant exclusivement ou principalement au transport des personnes ;
 - i. Installation d'aqueducs sur de longues distances ;
 - j. Ouvrages côtiers destinés à combattre l'érosion et travaux maritimes susceptibles de modifier la côte par la construction, par exemple, de digues, de jetées et d'autres ouvrages de défense contre la mer, à l'exclusion de l'entretien et de la reconstruction de ces ouvrages ;
 - k. Dispositifs de captage et de recharge artificielle des eaux souterraines (hors catégorie A) ;
 - l. Ouvrages servant au transvasement des ressources hydriques entre les bassins fluviaux (hors catégorie A).
6. Autres projets :
- a. Installations d'élimination des déchets (hors catégorie A) ;
 - b. Installations de traitement des eaux résiduaires (hors catégorie A) ;
 - c. Sites de dépôt de boues ;
 - d. Stockage de ferraille, y compris les ferrailles provenant de véhicules.
7. Tourisme et loisirs :
- a. Ports de plaisance ;
 - b. Villages de vacances et complexes hôteliers à l'extérieur des zones urbaines et aménagements associés ;
 - c. Terrains de camping et de caravanning permanents.
8. Toute modification ou extension des projets figurant dans la catégorie A ou B, s'agissant de projets déjà autorisés, réalisés ou en cours de réalisation, pouvant avoir des incidences négatives importantes sur l'environnement (modification ou extension non incluse dans les projets de catégorie A).
9. Projets de catégorie A qui servent exclusivement ou essentiellement à la mise au point et à l'essai de nouvelles méthodes ou produits et qui ne sont pas utilisés pendant plus de deux ans.

Interventions de catégorie C pour lesquelles une EIE n'est pas nécessaire

- 1. Appui institutionnel ;
- 2. Formation et développement des capacités ;
- 3. Activités de sensibilisation ;
- 4. Développement de services ;
- 5. Subventions et bourses ;

6. Élaboration et revue de politiques, réglementations et normes ;
7. Acquisition d'équipements et de matériel ;
8. Organisation d'événements, communication et mise en réseau ;
9. Transferts de fonds, microcrédits, programmes de travaux publics (à l'exception des projets de catégorie A ou B) ;
10. Constructions de petite échelle (par ex. entrepôts, cliniques, écoles) ;
11. Mesures de conservation de l'énergie (y compris foyers améliorés) et d'efficacité énergétique (à l'exception des projets de catégorie A ou B) ;
12. Conservation de l'eau (hors catégorie A) ;
13. Entretien des infrastructures ;
14. Reboisement et agroforesterie (hors catégorie B) ;
15. Systèmes de biogaz domestiques ;
16. Protection des infrastructures contre les aléas climatiques (à l'exception des interventions de catégorie A ou B) ;
17. Lutte antivectorielle ;
18. Petites installations d'énergie renouvelable (par ex. panneaux solaires photovoltaïques) (hors catégorie B) ;
19. Suivi et évaluation, compilation de statistiques ;
20. Cadastre foncier.

Critères de sélection permettant de déterminer si une intervention de catégorie B nécessite une EIE

Pour les interventions de catégorie B, les critères ci-dessous doivent être pris en compte pour déterminer la mesure dans laquelle le projet est susceptible d'avoir des incidences négatives importantes sur l'environnement. Des orientations sur les aspects dont il faut tenir compte lors de l'examen des critères sont également proposées.

CRITÈRES	QUESTIONS D'ORIENTATION SUPPLÉMENTAIRES
1. Caractéristiques des interventions	
Les caractéristiques des projets doivent être considérées, en particulier en ce qui concerne :	
<p>a. La taille et la conception d'ensemble de l'intervention ;</p> <p>b. Le cumul avec d'autres interventions existantes et/ou approuvées ;</p> <p>c. L'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité ;</p> <p>d. La production de déchets ;</p> <p>e. La pollution et les nuisances ;</p> <p>f. Le risque d'accidents et/ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné, y compris ceux causés par le changement climatique, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques ;</p> <p>g. Les risques pour la santé humaine (par ex. en raison de la contamination de l'eau ou de la pollution de l'air).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'intervention est-elle susceptible de nécessiter (durant ou après sa mise en œuvre) de grandes quantités d'eau, de bois, de matériaux ou d'autres ressources naturelles ? (Notons que la disponibilité, la productivité ou la régénération de ces ressources peut se trouver menacée par les effets du changement climatique) • L'intervention est-elle susceptible de produire des quantités importantes de déchets, en particulier de déchets dangereux ? • L'intervention est-elle susceptible de produire des quantités importantes d'effluents liquides ou de polluants de l'air, y compris les gaz à effet de serre ? Les quantités et les concentrations de ces émissions sont-elles susceptibles de dépasser les normes environnementales nationales et internationales ? • L'intervention est-elle susceptible d'affecter d'importants cours ou plans d'eau, ou d'affecter de manière significative le régime des eaux (par ex. en raison de prélèvements d'eau intensifs, de la production d'effluents polluants, de l'enlèvement de végétation qui augmenterait la charge sédimentaire des cours d'eau) ? • L'intervention est-elle susceptible d'engendrer des besoins importants en logements ou infrastructures de services pour la main-d'œuvre (pendant et après la construction) ? • L'intervention est-elle susceptible de nécessiter une utilisation importante d'engrais, de pesticides ou d'autres produits chimiques ? • L'intervention est-elle susceptible d'impliquer l'introduction d'organismes génétiquement modifiés ou d'espèces exotiques ? • L'intervention est-elle susceptible d'attirer ou de déplacer une population et des activités économiques importantes ? • L'intervention est-elle susceptible de favoriser de nouvelles installations humaines (par ex. associées à la construction de routes) ? • L'intervention est-elle susceptible de causer une érosion ou une dégradation importante des sols, compte tenu de ses activités et de sa localisation sur des pentes escarpées ou des sols vulnérables ? (Notons que cela pourrait accentuer la vulnérabilité locale aux éventuels effets combinés du changement climatique et d'autres pressions) • L'intervention est-elle susceptible d'affecter de manière significative des écosystèmes particuliers tels que des forêts, des zones humides, des récifs coralliens ou des mangroves ? (Notons que cela pourrait affaiblir la résilience des écosystèmes face aux éventuels effets combinés de la variabilité du climat et du changement climatique) • D'autres interventions envisagées dans la même zone sont-elles susceptibles d'affecter les mêmes variables environnementales et socioéconomiques que celles susceptibles d'être affectées par l'intervention considérée ? • L'intervention constituera-t-elle un risque pour l'environnement et la population aux alentours (par ex. risque d'explosion, risque de rejet accidentel de substances polluantes ou dangereuses).

CRITÈRES	QUESTIONS D'ORIENTATION SUPPLÉMENTAIRES
2. Localisation géographique des interventions	
La sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par les projets doit être considérée, eu égard en particulier à :	
<ul style="list-style-type: none"> a. L'utilisation existante et approuvée des terres ; b. L'abondance relative, la disponibilité, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles (y compris le sol, les terres, l'eau et la biodiversité) de la zone et de son sous-sol ; c. La capacité de charge de l'environnement naturel, en accordant une attention particulière aux zones suivantes : <ul style="list-style-type: none"> i. les zones humides, rives et estuaires ; ii. les zones côtières et l'environnement marin ; iii. les zones de montagnes et de forêts ; iv. les réserves et parcs naturels ; v. les zones classées ou protégées en vertu de la législation nationale ; vi. les zones ne respectant pas ou considérées comme ne respectant pas les normes de qualité environnementale fixées par la législation et pertinentes pour le projet ; vii. les zones à forte densité de population ; viii. les paysages et sites importants du point de vue historique, culturel ou archéologique. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'intervention est-elle située au sein ou à proximité d'une aire protégée ou d'autres zones répertoriées comme vulnérables ? Est-elle susceptible d'affecter directement ou indirectement son intégrité et sa qualité ? (Par exemple, les routes peuvent faciliter l'accès à des ressources naturelles précieuses et ainsi faciliter le braconnage ; les projets d'infrastructures linéaires telles que les routes et lignes électriques peuvent interrompre des corridors biologiques ; les rejets d'effluents et le ruissellement de substances polluantes telles que les pesticides et les engrais peuvent affecter la qualité de l'eau et les écosystèmes en aval) • L'intervention est-elle compatible avec l'utilisation existante et approuvée des terres ? • L'intervention est-elle susceptible de nécessiter l'acquisition ou la conversion de surfaces relativement étendues jouant un rôle important dans la fourniture de services écosystémiques (par ex. conservation des sols et des eaux, habitats, régulation des inondations, défenses naturelles contre la mer, loisirs) ? • L'intervention sera-t-elle située dans une zone où elle peut affecter de manière sensible les eaux de surface ou souterraines (en quantité et/ou en qualité) ? • L'intervention sera-t-elle située dans une zone à forte densité de population, tout en étant susceptible de produire des nuisances significatives telles que la pollution de l'air, la pollution sonore, des vibrations et des odeurs ? • L'intervention sera-t-elle située dans ou près d'un site de haute valeur culturelle ou paysagère ?

CRITÈRES	QUESTIONS D'ORIENTATION SUPPLÉMENTAIRES
3. Types et caractéristiques de l'impact potentiel	
<p>Les incidences notables probables qu'un projet pourrait avoir sur l'environnement doivent être considérées par rapport aux critères énumérés aux points 1 et 2 ci-dessus, en ce qui concerne les incidences du projet sur les facteurs suivants :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> a. la population et la santé humaine ; b. la biodiversité ; c. les terres, le sol, l'eau, l'air et le climat ; d. les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ; e. l'interaction entre ces facteurs ; 	
<p>en tenant compte :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> a. de l'ampleur et de l'étendue spatiale de l'impact (par ex. zone géographique et taille de la population susceptible d'être touchée) ; b. de la nature de l'impact ; c. de la nature transfrontalière de l'impact ; d. de l'intensité et de la complexité de l'impact ; e. de la probabilité de l'impact ; f. du début, de la durée, de la fréquence et de la réversibilité attendus de l'impact ; g. du cumul de l'impact avec celui d'autres interventions existantes et/ou approuvées ; h. de la possibilité de réduire l'impact de manière efficace. 	

Les réponses au questionnaire ci-dessus doivent donner une idée globale des incidences environnementales attendues du projet et, dès lors, de la nécessité et de la pertinence de la préparation d'une EIE.

PARTIE C. EXAMEN PRÉALABLE À L'ERC

L'objectif de l'examen préalable des risques climatiques est d'identifier les risques liés au changement climatique susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs du projet. Les conclusions de cet exercice aideront à déterminer si une évaluation plus détaillée des risques climatiques (ERC) est nécessaire.

Veuillez répondre au questionnaire d'examen préalable ci-après.

EXPOSITION DU PROJET			
1	Le projet comportera-t-il des activités dans l'un des domaines de coopération suivants ?	Oui	Non
	Si oui, le(s)quel(s) :		
	• Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris la foresterie et la biodiversité		
	• Infrastructures et transports, y compris le développement urbain et la gestion des déchets		
	• Eau et énergie, y compris les aspects d'approvisionnement et de gestion		
	• Développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire		
	• Gestion des risques de catastrophe		
	• Gestion des risques de catastrophe		

2	Si la réponse est positive pour au moins un des domaines de coopération mentionnés ci-dessus : compte tenu de leur nature et de leur situation géographique, les activités du projet sont-elles susceptibles d'être affectées par les aléas naturels associés au changement climatique ?	Oui	En partie seulement	Non
	• Sécheresse			
	• Inondations (y compris les celles causées par la vidange brutale de lacs glaciaires)			
	• Tempêtes, cyclones et ouragans			
	• Autres événements climatiques extrêmes (par ex. vagues de chaleur, vagues de froid et tempêtes violentes)			
	• Intrusion d'eau salée			
	• Évolution des principales tendances climatiques (par ex. changement des températures moyennes, décalage des saisons, modification du régime des moussons, etc.)			

Le tableau ci-dessus doit être rempli sur la base de l'information disponible concernant la vulnérabilité au changement climatique et les scénarios possibles au niveau national et régional ; la [sous-annexe A](#) identifie les principales sources d'information à cet égard. Les documents suggérés décrivent les aléas liés au changement climatique et peuvent servir de base à l'évaluation initiale. ⁽¹⁾

Interprétation des réponses initiales

Si la réponse à la question 1 est négative ou si toutes les réponses à la question 2 le sont, et que l'équipe d'identification estime que les risques liés au changement climatique sont limités, le projet présente des risques faibles à nuls face au changement climatique et une Évaluation des risques climatique (ERC) n'est pas nécessaire. Dans ce cas, les préoccupations relatives au changement climatique éventuellement identifiées lors du processus d'examen préalable doivent être traitées dans le cadre des études de formulation.

Dans tous les autres cas, l'équipe d'identification du projet considèrera celui-ci comme présentant des risques potentiels face au changement climatique, en fonction du degré d'exposition de chacune de ses composantes.

Si tel est le cas, l'équipe d'identification **répondra aux questions 3 à 5 ci-dessous** pour permettre une appréciation initiale des impacts potentiels et des capacités existantes de gestion des risques. Les réponses seront utiles pour préparer le résumé des résultats de l'examen préalable des risques climatiques.

IMPACTS POTENTIELS				
3	Certains des impacts attendus du changement climatique présentés ci-dessous sont-ils susceptibles d'affecter la réalisation des résultats attendus du projet ? Si oui, le(s)quel(s) :	Oui	En partie seulement	Non
	• Impacts sur les écosystèmes et la biodiversité : par ex. perte d'habitats, perturbations de l'écologie des populations animales et végétales, perte de forêts, feux de forêt ou de brousse, épidémies et prolifération de ravageurs, propagation d'espèces envahissantes, acidification des océans, blanchiment des coraux affectant les écosystèmes coralliens			
	• Impacts sur les ressources terrestres : par ex. glissements de terrain, accélération des processus de désertification et d'érosion des sols			

⁽¹⁾ Ils contiennent également des informations génériques illustrant les implications de la variabilité extrême du climat et du changement climatique pour des domaines de coopération donnés.

	<ul style="list-style-type: none"> Impacts sur les zones côtières : par ex. élévation du niveau de la mer, augmentation des phénomènes d'érosion côtière entraînant la perte de terres (notamment sur les îles), fortes marées 			
	<ul style="list-style-type: none"> Impacts sur les ressources d'eau douce : par ex. moindre disponibilité de l'eau, changements dans le régime des cours d'eau, fonte des glaciers, intrusions d'eau salée, contamination par des produits chimiques, fonte rapide et précoce des neiges au printemps et en été, dégradation de la qualité de l'eau 			
	<ul style="list-style-type: none"> Impacts sur l'agriculture et la pêche : par ex. déclin des stocks halieutiques, du rendement des cultures, de la production forestière, de la productivité de l'élevage et de l'aquaculture 			
	<ul style="list-style-type: none"> Autres impacts affectant les communautés locales et notamment les groupes vulnérables : par ex. prévalence accrue de certaines maladies, déplacement de populations, dégâts aux infrastructures 			

PRÉPARATION DU PROJET ET OUTILS DISPONIBLES				
4	Les documents relatifs au projet envisagé prennent-ils explicitement en compte les risques climatiques ?	Oui	En partie seulement	Non
	<p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'analyse des problèmes met clairement en évidence l'existence d'une sensibilité aux risques climatiques et à leur potentiel d'impact négatif, tout au long de la durée de vie du projet ; Les documents du projet font référence à des mesures nationales et/ou régionales de renforcement de la résilience et d'atténuation des risques, et il apparaît assez certain qu'elles seront mises en œuvre dans le projet ; Des plans de prévention et de préparation aux catastrophes (par ex. système d'alerte précoce, de suivi et d'analyse) ont été mis en place dans la zone de l'intervention et sont opérationnels ; Des projets d'adaptation sont en cours (par ex. dans le cadre du Plan national d'adaptation) ; La description du projet prévoit des mesures spécifiques pour renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité, notamment par l'amélioration des connaissances relatives aux risques climatiques (par ex. renforcement des capacités, formation et sensibilisation, implication des parties prenantes), y compris des mesures ciblant les groupes vulnérables ; La conception du projet prend explicitement en compte ou réserve des moyens financiers pour la gestion des risques climatiques ou la mise en œuvre de mesures d'adaptation (par ex. dimensionnement adéquat des infrastructures, utilisation explicite de bonnes pratiques environnementales ou des meilleures techniques disponibles). 	Veuillez expliquer, si nécessaire		

PRÉPARATION DU PROJET ET OUTILS DISPONIBLES				
5	Dispose-t-on d'indications que les partenaires de mise en œuvre ont les capacités nécessaires pour assurer le suivi et faire face aux risques climatiques ?	Oui	En partie seulement	Non
	<p>Par exemple, les partenaires de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> Disposent d'informations actualisées dans le domaine de la gestion des risques climatiques, de la prévention et de la préparation aux risques de catastrophe ; Ont adopté des politiques et/ou mis en place des plans de réponse aux risques climatiques ; Utilisent ou ont alloué des ressources pour la mise en œuvre de ces politiques et plans (y compris pour la collecte d'informations, la gestion des risques et l'implication des parties prenantes), au bénéfice notamment des groupes vulnérables ; Ont mis en place des dispositifs institutionnels et organisationnels pour faire face au changement climatique, et développé les capacités du personnel en matière de gestion des risques climatiques, de prévention et de préparation aux risques de catastrophe ; Garantissent l'accès à l'information et aux analyses sur la gestion effective des risques. 	Veuillez expliquer, si nécessaire		

Analyse des résultats et suivi en phase de formulation

Les **réponses aux questions 3 à 5** donnent des indications sur les aspects à traiter ou à approfondir durant de la phase de formulation et sur d'éventuelles mesures supplémentaires à adopter, en particulier les mesures sans regret⁽²⁾, les mesures visant à remédier aux causes de la vulnérabilité et celles destinées à renforcer les capacités à gérer les risques climatiques. La **sous-annexe B** donne des exemples de types de mesures d'adaptation associées aux principaux domaines de coopération⁽³⁾.

Si un niveau de risque élevé subsiste et nécessite une analyse plus poussée, l'équipe d'identification peut :

1. Avoir recours à d'autres outils pour renforcer l'évaluation des risques

*(Plusieurs méthodes et outils élaborés et testés au sein de la communauté du développement peuvent aider les gestionnaires de projets à mieux fonder leurs décisions ; un échantillon de ces outils et méthodes est présenté en **sous-annexe A**, notamment l'outil ADAPT, disponible en ligne : <http://climatescreeningtools.worldbank.org/start-screening>*

Alternativement, l'appui des unités thématiques de la DG DEVCO en charge de l'environnement (C2) et du changement climatique (C6) peut être sollicité.)

2. S'engager dans la réalisation d'une Évaluation des risques climatiques

(Un modèle de termes de référence est disponible à l'annexe 9 de ces lignes directrices.)

⁽²⁾ Les mesures « sans regret » ou « à faibles regret » sont des mesures qui s'avèrent bénéfiques indépendamment de la survenance des impacts annoncés du changement climatique et de la façon dont ils se matérialiseront.

⁽³⁾ Des notes d'information (« scénarios sectoriels ») sur le changement climatique et le développement sont également disponibles et illustrent les implications du changement climatique dans des domaines de coopération spécifiques. Elles suggèrent des options politiques, institutionnelles et techniques qui peuvent soutenir les objectifs d'adaptation et d'atténuation. Elles concernent l'agriculture et le développement rural ; l'éducation ; l'énergie ; la santé ; les infrastructures (y compris les transports) ; la gestion des déchets solides ; le commerce et l'investissement ; l'approvisionnement en eau et l'assainissement ; la biodiversité et les écosystèmes.

Les deux options sont utiles pour identifier les mesures d'adaptation les plus appropriées, particulièrement en ce qui concerne les investissements à long terme dans des infrastructures ou les décisions d'aménagement du territoire. L'option d'abandonner les projets à haut risque peut également être envisagée à ce stade si les options de gestion des risques / d'adaptation s'avèrent non réalistes.

PARTIE D RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'EXAMEN PRÉALABLE DES QUESTIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT ET AU CLIMAT POUR LA MODALITÉ DE PROJET ET L'APPUI BUDGÉTAIRE

(Partie à compléter durant la phase d'identification)

Action à l'appui d'une politique / d'un programme sectoriel

Résultat de l'examen préalable à l'EES (Évaluation environnementale stratégique)

(Cocher la case appropriée)

- ☐ Une EES sera entreprise ;
- ☐ Les principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat seront traités durant la formulation ;
- ☐ Aucune action supplémentaire n'est requise.

Expliquez brièvement sur quelle base cette décision a été prise.

Si aucune action supplémentaire n'est exigée (troisième option), justifiez clairement pourquoi.

Si une évaluation supplémentaire doit être entreprise durant la formulation (première ou deuxième option ci-dessus), décrivez brièvement les principaux aspects qui devront faire l'objet d'une telle évaluation

Action dans le cadre de la modalité de projet, non basée sur le secteur

1. Résultat de l'examen préalable à l'EIE (Évaluation des incidences sur l'environnement)

(Cocher la case appropriée)

- ☐ Projet de catégorie A : Une EIE sera entreprise ;
- ☐ Projet de catégorie B pour lequel une EIE sera entreprise ;
- ☐ Projet de catégorie B ne nécessitant pas d'EIE mais dont les aspects environnementaux seront abordés durant la formulation ;
- ☐ Projet de catégorie C : Aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire.

Expliquer sur quelle base cette décision a été prise.

Si l'option C semble appropriée, justifiez clairement pourquoi.

Si une évaluation supplémentaire doit être entreprise durant la formulation, décrivez brièvement les principaux aspects qui devront faire l'objet d'une telle évaluation. Notez que ces aspects peuvent éventuellement inclure l'atténuation du changement climatique (options de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou d'augmentation de la séquestration du carbone).

2. Résultat de l'examen préalable des risques climatiques

(Cocher la case appropriée)

☐ Projet à risque

- ☐ Une évaluation supplémentaire sera entreprise lors de la formulation ;
- ☐ Les aspects pertinents seront abordés en tant qu'éléments de l'EIE (si une telle étude est requise) ;
- ☐ La réalisation d'une évaluation détaillée des risques climatiques sera envisagée ;

☐ Risque nul ou faible : Aucune autre prise en considération des risques liés au climat n'est nécessaire.

Expliquez sur quelle base cette décision a été prise, en notant que le but de l'examen préalable des risques climatiques est d'identifier dans quelle mesure le projet est potentiellement vulnérable aux risques liés au climat, et non d'évaluer s'il est susceptible de générer des émissions significatives de gaz à effet de serre.

Si l'option « risque nul ou faible » semble appropriée, justifiez clairement pourquoi.

Si une évaluation supplémentaire doit être entreprise durant la formulation, décrivez brièvement les principaux aspects qui devront faire l'objet d'une telle évaluation.

Pour toutes les actions : questions de conclusion

(Il faut répondre à ces questions durant la phase d'identification et les réponses sont présentées au QRG ; ces réponses peuvent être modifiées, le cas échéant, durant la phase de formulation et doivent être à nouveau présentées au QRG.)

1. Quels sont les principaux problèmes et/ou opportunités relatifs à l'environnement, à la biodiversité et au changement climatique dans le secteur de l'intervention ?
2. Quelles sont les mesures proposées pour remédier aux problèmes ou saisir les opportunités ?

Contribution de l'action au financement de la lutte contre le changement climatique et de la biodiversité

1. L'action doit-elle contribuer à l'engagement de l'UE d'affecter au moins 20% de ses dépenses à des actions liées au changement climatique (ce qui exige un marqueur de Rio de valeur 1 ou 2 pour l'adaptation au changement climatique et/ou son atténuation) ?

Oui/non

2. L'action doit-elle contribuer à l'engagement de doubler les ressources financières allouées pour soutenir les efforts des États en développement en faveur de la réalisation des objectifs internationaux relatifs à la biodiversité (ce qui exige un marqueur de Rio de valeur 1 ou 2 pour la biodiversité) ?

Oui/non

Pour rappel, trois éléments sont en principe nécessaires pour justifier un marqueur de Rio :

- Thème d'une des conventions de Rio évoqué comme une question pertinente pour l'intervention dans l'analyse du contexte ;
- Intention explicite de traiter ce thème exprimée au niveau des résultats et/ou des réalisations ;
- Activités et/ou critères de performance ou de décaissement répondant aux enjeux identifiés en rapport avec le thème considéré.

Si l'action ne doit contribuer au financement ni de la lutte contre le changement climatique, ni de la protection de la biodiversité, justifiez brièvement pourquoi.

Sous-annexe A : Sources essentielles d'information sur les effets du changement climatique et l'adaptation

Des sources d'information sur la vulnérabilité au changement climatique et les scénarios possibles sont accessibles sur divers sites internet. Elles fournissent une description des aléas liés au changement climatique et des informations scientifiques de base sur lesquels faire reposer un examen préalable rapide.

1. GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat), Organisation météorologique mondiale — PNUE

Le Cinquième rapport d'évaluation (AR5) du GIEC (2014) contient un rapport de synthèse et les rapports de divers groupes de travail. Ils sont disponibles en ligne à l'adresse <http://www.ipcc.ch>. Le rapport d'évaluation comprend trois publications, relatives respectivement aux éléments scientifiques ; aux incidences, à l'adaptation et à la vulnérabilité ; et à l'atténuation du changement climatique ; ainsi qu'un rapport de synthèse.

2. Rapports nationaux

Dans le cadre de la CCNUCC, tous les pays en développement sont tenus de soumettre des « communications nationales » comportant une section sur la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique. Elles sont disponibles à l'adresse :

http://unfccc.int/national_reports/non-annex_i_natcom/submitted_natcom/items/653.php

Les pays les moins avancés doivent élaborer un Programme d'action national d'adaptation au changement climatique (PANA). Ces rapports sont disponibles à l'adresse :

http://unfccc.int/cooperation_support/least_developed_countries_portal/items/4751.php

Les Plans nationaux d'adaptation (PNA) doivent quant à eux aider les pays à planifier l'adaptation au changement climatique à moyen et à long terme. Ils résultent d'un processus flexible s'appuyant sur les activités d'adaptation existantes au sein de chaque pays, qui aide à intégrer le changement climatique dans les mécanismes de décision nationaux. Les parties à la CCNUCC ont établi le processus de PNA en 2011 à Durban, en décrivant les contours de quatre éléments de planification flexibles.⁽⁴⁾ Par la suite, en 2012, un groupe d'experts de la CCNUCC⁽⁵⁾ a élaboré une série détaillée de directives techniques⁽⁶⁾ destinées à aider les pays en développement à préparer leur PNA.

3. Agences internationales

L'information contenue dans les rapports du GIEC et les documents nationaux donne des orientations préliminaires sur les incidences possibles du changement climatique au niveau régional et national, lesquelles devraient être affinées sur la base d'enquêtes locales au niveau des projets. Un examen préalable rapide des questions liées au changement climatique devrait également prendre en compte l'information provenant d'autres sources facilement accessibles et interprétables par le personnel de la délégation de l'UE. Il peut s'agir, par exemple, de rapports émanant des services météorologiques nationaux ou d'organes de recherche, ou encore de documents académiques clés qui fournissent de l'information de bonne qualité. Par ailleurs, plusieurs sources d'information sur le climat sont aussi disponibles en ligne. Par exemple :

- Les Profils du changement climatique par pays du PNUD présentent des données climatiques (observations et projections) pour 52 pays. Chaque rapport contient une série de cartes et de diagrammes qui illustrent les conditions climatiques observées et projetées du pays concerné sous la forme de séries chronologiques des valeurs moyennes par pays, ainsi que de cartes décrivant les changements projetés sur une grille de 2,5 x 2,5° de latitude/longitude et de tableaux de synthèse des données. Une partie

⁽⁴⁾ http://unfccc.int/files/adaptation/application/pdf/leg_four_elements_nap_expo_presentation_2013.pdf

⁽⁵⁾ https://unfccc.int/essential_background/convention/convention_bodies/constituted_bodies/items/2582.php

⁽⁶⁾ http://unfccc.int/adaptation/workstreams/national_adaptation_programmes_of_action/items/7279.php

narrative résume les données et les replace dans le contexte du climat général du pays (voir : <http://www.geog.ox.ac.uk/research/climate/projects/undp-cp/> ;

- La plateforme « Adaptation Learning Mechanism » (soutenue entre autres par le PNUD) donne accès à des résumés et documents ressources par pays sur les initiatives relatives à l'adaptation, ainsi que des informations détaillées sur certains programmes/projets d'adaptation. Ils sont disponibles en ligne à l'adresse : <http://www.adaptationlearning.net> ;
- Le Portail de données sur le changement climatique pour les professionnels du développement et les décideurs politiques géré par la Banque mondiale vise à fournir des données aisément accessibles sur le climat et les questions climatiques. Il est disponible en ligne à l'adresse : <http://sdwebx.worldbank.org/climateportal/>
- L'outil d'examen préalable ADAPT (« Climate and Disaster Risk Screening Tool ») aide les praticiens à mener à bien leur analyse des risques à l'étape de la planification et de la conception grâce à un système de classification des risques, et à identifier les lacunes dans les connaissances et les possibilités de minimiser les risques par secteur et sous-secteur, jusqu'au niveau des activités. Il est notamment conçu pour les secteurs ou thèmes suivants : l'agriculture, la protection contre les inondations côtières, l'énergie, les routes, l'eau et la santé ; il contient aussi un questionnaire général applicable à d'autres secteurs. En outre, il redirige les concepteurs de projets vers les ressources appropriées (voir. <https://climatescreeningtools.worldbank.org>).

Sous-annexe B : Exemples de mesures d'adaptation

Les activités d'adaptation peuvent être classées selon divers axes⁽⁷⁾. Vous trouverez ci-après des exemples concrets de mesures d'adaptation dans les secteurs les plus susceptibles d'être affectés par le changement climatique dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Les « notes d'information sur le changement climatique et le développement — Coopération de la CE : répondre au changement climatique »⁽⁸⁾ fournissent des indications supplémentaires et des exemples de mesures d'adaptation, ainsi que des options pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, pouvant aussi être bénéfiques pour le développement.

	Promotion des changements de comportement	Solutions technologiques et d'ingénierie	Stratégies de gestion des risques et de réduction de la vulnérabilité	Recherche
Pêche	Diversification des sources de revenus	Réduction des flottes et de l'effort de pêche	Amélioration de la cartographie et du suivi des stocks halieutiques ; adoption d'une approche écosystémique de la gestion des pêcheries	Renforcement de la recherche sur l'aquaculture durable

⁽⁷⁾ Par exemple, dans sa publication « *Weathering the Storm : Options for Framing Adaptation and Development* », l'Institut des ressources mondiales (2007) classe l'adaptation sur un continuum allant d'activités visant la vulnérabilité — qui recouvrent presque totalement les pratiques de développement traditionnelles — jusqu'aux activités très spécialisées visant exclusivement des impacts distincts du changement climatique. La CCNUCC identifie quant à elle six catégories d'options d'adaptation : les changements de comportement ; les options technologiques ; les stratégies de gestion et de réduction des risques ; la promotion de stratégies de gestion adaptative ; les dispositifs financiers ; et la promotion de pratiques de gestion des écosystèmes.

⁽⁸⁾ Ces notes d'information concernent l'agriculture et le développement rural ; l'éducation ; l'énergie ; la santé ; les infrastructures (y compris les transports) ; la gestion des déchets ; le commerce et l'investissement ; l'approvisionnement en eau et l'assainissement ; ainsi que la biodiversité et les écosystèmes.

	Promotion des changements de comportement	Solutions technologiques et d'ingénierie	Stratégies de gestion des risques et de réduction de la vulnérabilité	Recherche
Zones côtières et écosystèmes marins	Promotion d'installations humaines et d'activités économiques dans les zones moins exposées	Construction de digues, de protections côtières et de barrières	Mise en place de systèmes d'alerte précoce ; reboisement des côtes ; restauration des mangroves	Établissement de situations de référence et de tendances sur l'état des mangroves en utilisant des méthodes standardisées, afin de mieux comprendre les effets de l'élévation du niveau de la mer sur les mangroves et récifs
Réduction des risques et gestion des catastrophes	Sensibilisation à la manière de répondre aux alertes, évacuation, etc.,...	Construction d'abris	Mise en place de systèmes d'alerte précoce	Amélioration du suivi et des prévisions météorologiques
Santé	Prévention du paludisme parmi les populations nouvellement exposées	Amélioration de la protection des infrastructures de santé face aux événements météorologiques extrêmes	Mise en place de systèmes d'information sur les catastrophes liées au changement climatique ; promotion d'un environnement salubre pour réduire les lieux de reproduction des vecteurs	Renforcement et développement de systèmes de prévision à long terme des épidémies
Infrastructures	Sensibilisation des gestionnaires (publics et privés) des infrastructures aux risques liés au climat et aux options d'adaptation	Renforcement de la résilience des infrastructures urbaines, rurales et côtières (digues de protection contre les inondations, barrages, petites infrastructures hydrauliques)	Adoption de normes d'ingénierie et de construction appropriées ; renforcement de la résilience des nouvelles infrastructures face aux mauvaises conditions climatiques et aux catastrophes naturelles	Suivi des tendances dans les migrations et la réinstallation des populations, de manière à anticiper les besoins dans la planification des investissements dans les infrastructures
Approvisionnement en eau et assainissement	Collecte de l'eau de pluie ; promotion des techniques d'économie d'eau	Adoption de nouvelles technologies pour l'approvisionnement en eau potable des communautés côtières, pour combattre la salinité due à l'élévation du niveau de la mer	Protection des zones de recharge des eaux souterraines (par ex. en favorisant un type de végétation qui maximise la rétention et l'infiltration d'eau)	Amélioration des capacités de stockage de l'eau par la construction de réservoirs au niveau des communautés
Agriculture ⁽¹⁾	Promotion des pratiques de conservation des eaux et des sols	Adoption de nouvelles technologies d'irrigation	Renforcement de l'utilisation des prévisions météorologiques ; assurance contre les risques climatiques ; création ou renforcement de centres nationaux de conservation et d'utilisation de la biodiversité des espèces végétales alimentaires	Recherches sur les variétés culturales résistantes à la sécheresse, aux inondations et au sel

	Promotion des changements de comportement	Solutions technologiques et d'ingénierie	Stratégies de gestion des risques et de réduction de la vulnérabilité	Recherche
Approvisionnement en énergie et utilisation de l'énergie ⁽¹⁾	Promotion de l'utilisation de foyers améliorés, de la conservation de l'énergie et des énergies renouvelables	Promotion de l'utilisation de foyers améliorés et des énergies renouvelables ; introduction de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité énergétique, l'utilisation du bois de feu et la carbonisation	Meilleure utilisation de l'information et des prévisions météorologiques, ainsi que de l'information sur les catastrophes liées au changement climatique ; gestion durable des forêts, de la production et de l'utilisation de la biomasse	Appui à la recherche et au développement de technologies énergétiques durables et sobres en carbone

⁽¹⁾ Tant l'agriculture que l'approvisionnement en énergie et son utilisation offrent des opportunités considérables de promouvoir des trajectoires de développement sobre en carbone tout en renforçant les capacités d'adaptation

ANNEXE 4

Guide pour l'intégration des aspects relatifs à l'environnement et au climat dans les études d'identification et de formulation

Cette annexe donne des indications sur la manière de traiter les questions relatives à l'environnement et au climat lors de l'identification et de la formulation des actions, en particulier celles qui ne nécessitent pas

d'étude **spécifique** des risques environnementaux ou climatiques telle qu'une Évaluation des incidences sur l'environnement, une Évaluation environnementale stratégique ou une Évaluation des risques climatiques.

À L'ÉTAPE D'IDENTIFICATION

Les principales tâches à effectuer sont :

- L'examen préalable (« screening ») des questions relatives à l'environnement et au climat ;
- L'exploration préliminaire des enjeux, opportunités et risques clés relatifs à l'environnement et au climat (si le temps le permet) ;
- La préparation d'un résumé des résultats de l'examen préalable (et le cas échéant de l'exploration préliminaire) (à soumettre au QRG).

1. Examen préalable (« screening ») des questions relatives à l'environnement et au climat

L'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat doit être entrepris dès que les options générales concernant les axes d'intervention et la modalité d'aide probable (approche projet ou appui budgétaire) ont été déterminées. Si nécessaire, l'examen préalable peut être affiné et actualisé au fur et à mesure que des informations plus détaillées sur les objectifs de l'action, ses résultats attendus et ses modalités de mise en œuvre deviennent disponibles. Toutefois, il est recommandé de ne pas attendre la fin de la phase d'identification pour effectuer l'examen initial, et d'intégrer cet exercice dans les termes de référence des experts qui contribuent au travail d'identification (en veillant à y allouer les ressources nécessaires). En effet, l'examen préalable mené à un stade précoce permet de réaliser une exploration préliminaire des enjeux, opportunités et risques clés relatifs à l'environnement et au climat durant la phase d'identification, ce qui augmente les chances de les voir intégrer dans la conception du projet.

Le choix de la modalité d'aide détermine le processus d'examen préalable à mettre en œuvre. Il peut s'agir soit d'un examen préalable à l'Évaluation environnementale stratégique, qui est l'outil adapté aux approches programmatiques ou aux projets qui apportent un appui au niveau stratégique ; soit d'un examen préalable à l'Évaluation des incidences sur l'environnement et des risques climatiques, qui sont des outils adaptés aux approches reposant sur des projets individuels (voir l'[annexe 3](#)).

Dans la plupart des cas, le choix de la modalité d'aide générale et des principaux axes d'intervention est déjà effectué lors de la phase d'identification, de telle sorte que le processus adéquat d'examen préalable peut être mis en œuvre dès le départ. Si ce n'est pas le cas et qu'à l'issue de la phase d'identification le choix du processus d'examen préalable n'est toujours pas totalement clair, il est recommandé de réaliser l'examen initial sur la base du scénario le plus probable, voire de recourir aux deux approches, avant d'affiner ou d'ajuster le processus aux premières étapes de la formulation, lorsque les principales options techniques auront été déterminées.

Quel que soit le processus d'examen préalable appliqué, il est fortement recommandé d'impliquer les autorités environnementales nationales et/ou locales, afin qu'elles soient au courant de l'action envisagée, qu'elles soutiennent le processus du point de vue technique compte tenu des réglementations et procédures nationales (qui jouent également un rôle dans la détermination des résultats de l'examen, en particulier en ce qui concerne la nécessité ou pas de réaliser une Évaluation des incidences sur l'environnement) et qu'elles contribuent à l'identification des principaux aspects à traiter lors de la formulation.

2. Exploration préliminaire des enjeux, opportunités et risques clés

L'examen préalable soutient l'identification des enjeux, opportunités⁽¹⁾ et risques clés relatifs à l'environnement et au climat à prendre en compte dans la conception de l'action. Si le processus d'examen peut être mené à bien au début de la phase d'identification plutôt qu'à son terme, une exploration préliminaire de ces aspects pourra être

⁽¹⁾ Par exemple en ce qui concerne la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, le développement de moyens de subsistance durables, la résilience au changement climatique, le développement sobre en carbone, l'économie verte et les emplois verts.

entreprise dans le cadre du travail d'identification. Au-delà du simple examen préalable, l'exploration préliminaire présente les avantages suivants.

- Les enjeux, opportunités et risques liés à l'environnement et au climat sont mieux pris en compte dans la conception ultérieure de l'action⁽²⁾ ;
- Si le résultat du processus d'examen préalable indique qu'une étude *spécifique* des risques environnementaux ou climatiques est nécessaire, le travail d'exploration peut déboucher sur la préparation de termes de référence plus pertinents et précis pour l'étude ;
- Si le résultat du processus d'examen préalable indique qu'aucune étude *supplémentaire* des risques environnementaux ou climatiques n'est nécessaire mais que certains aspects clés doivent être envisagés lors de la formulation, le travail d'exploration peut mener à une meilleure intégration de ces aspects dans les termes de référence de l'étude de formulation ou de faisabilité technique.

3. Résumé des résultats de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat

Les résultats de l'examen préalable (et si nécessaire de l'exploration préliminaire) doivent être présentés dans le « Résumé des résultats de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat » inclus dans le formulaire d'évaluation des questions transversales (pour soumission au QRG). Quel que soit l'outil d'évaluation envisagé, on recense trois grandes options :

- Une étude spécifique (Évaluation environnementale stratégique, Évaluation des incidences sur l'environnement ou Évaluation des risques climatiques) sera réalisée ;
- Aucune étude *spécifique* ne sera entreprise, mais une évaluation supplémentaire des aspects clés sera effectuée dans le cadre de la formulation ;
- Aucune évaluation supplémentaire ne sera entreprise.

Une justification succincte de l'option sélectionnée doit être fournie, en particulier si la conclusion est qu'aucune évaluation supplémentaire n'est requise. Si une évaluation ultérieure est prévue (par le biais d'une étude spécifique ou dans le cadre du travail de formulation), les principaux aspects à prendre en compte doivent faire l'objet d'une brève description.

À côté des informations sur les résultats du processus d'examen préalable :

- Des réponses doivent être apportées à deux « questions de conclusion » sur les principaux risques et/ou opportunités liés à l'environnement, à la biodiversité et au changement climatique dans le secteur d'intervention, ainsi que les mesures proposées pour y faire face ou en tirer parti ;
- Des informations doivent également être données sur la contribution éventuelle de l'action :
 - à l'engagement de l'UE de consacrer au moins 20% de ses dépenses à des actions pertinentes pour la lutte contre le changement climatique : ceci nécessite un marqueur de Rio de valeur 1 ou 2, à savoir l'existence d'un « objectif important » ou « objectif principal » lié à l'adaptation au changement climatique et/ou son atténuation ;

⁽²⁾ Par exemple dans l'évaluation du contexte sectoriel et des politiques, l'analyse des parties prenantes, l'analyse des problèmes et l'identification des domaines d'appui prioritaires, l'identification des risques, l'analyse des enseignements tirés, l'identification d'éventuelles synergies et complémentarités avec d'autres actions, la compréhension des questions transversales, la formulation des objectifs et résultats attendus, et plus généralement la conception de la logique d'intervention.

- à l'engagement de l'UE de doubler les ressources financières allouées pour soutenir les efforts des États en développement en faveur de la réalisation des objectifs internationaux de protection de la biodiversité : ceci nécessite un marqueur de Rio de valeur 1 ou 2, à savoir l'existence d'un « objectif important » ou « objectif principal » lié à la diversité biologique.

L'annexe 8 explique la manière dont les marqueurs de Rio sont sélectionnés et leurs conditions d'attribution.

Dans la pratique, l'expérience a montré que relativement peu d'actions nécessitent une étude environnementale ou climatique spécifique, mais que la majorité des actions bénéficieraient d'une prise en compte plus systématique et exhaustive des enjeux, opportunités et risques relatifs à l'environnement et au climat lors de leur formulation. Pour certaines actions, ces aspects sont peu pertinents, mais dans la majorité des cas ils ont une certaine pertinence et ne devraient pas être écartés sans examen complémentaire. En plus d'assurer une meilleure durabilité des interventions de développement, une exploration plus minutieuse des aspects relatifs à l'environnement et au climat, débouchant le cas échéant sur l'intégration d'objectifs, d'activités et de mesures visant la durabilité environnementale et la résilience au changement climatique, soutient la mise en œuvre des engagements de l'UE en matière de financements liés au climat et à la biodiversité.

À L'ÉTAPE DE FORMULATION

Les principales tâches à effectuer sont :

- L'étude plus approfondie des enjeux, opportunités et risques clés relatifs à l'environnement et au climat et l'identification des options et mesures de réponse possibles ;
- L'intégration des opportunités et mesures d'atténuation des risques relatifs à l'environnement et au climat dans la conception détaillée du projet ;
- La mise à jour des résultats des processus d'examen préalable et d'évaluation (à soumettre au QRG).

1. Étude plus approfondie des enjeux, opportunités et risques clés

Si les résultats de l'examen préalable mené lors de l'étape d'identification suggèrent qu'une évaluation ultérieure des aspects relatifs à l'environnement et au climat est nécessaire, deux scénarios possibles se présentent à nous :

a. Une étude spécifique est réalisée durant la phase de formulation

Dans ce cas, l'étude relative aux aspects environnementaux ou climatiques fait généralement l'objet d'un contrat spécifique, distinct du contrat portant sur l'étude de formulation ou de faisabilité technique :

- L'évaluation environnementale stratégique (voir le modèle de TdR à l'annexe 5) porte généralement sur les risques et opportunités relatifs tant à l'environnement qu'au changement climatique (adaptation et atténuation) ;
- L'évaluation des incidences sur l'environnement est traditionnellement centrée sur la prévention ou l'atténuation des impacts négatifs d'un projet sur l'environnement, mais les termes de référence peuvent être renforcés pour englober les risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat (voir le modèle de TdR à l'annexe 6)⁽³⁾ ;
- L'évaluation des risques climatiques (voir le modèle de TdR à l'annexe 9) porte sur l'identification et l'atténuation des risques et vulnérabilités climatiques. Si certains aspects environnementaux autres que

⁽³⁾ Si, pour une raison quelconque, cette extension de la portée de l'EIE n'est pas faisable ou souhaitable, les aspects susmentionnés (risques, contraintes et opportunités) peuvent être inclus dans la portée de l'étude de formulation générale, tandis que l'EIE se concentrera sur les impacts sur l'environnement.

les risques climatiques doivent être envisagés, ils doivent l'être dans le cadre de l'étude de formulation générale.

Notons que quelquefois, pour diverses raisons dont le manque de temps et/ou de ressources adéquates lors de la phase de formulation, la décision est prise de réaliser une étude des risques environnementaux ou climatiques *après* la phase de formulation, soit durant la période de préparation technique qui précède la signature de l'accord de financement ou du contrat, soit durant la phase de mise en œuvre du projet ou programme. Dans de tels cas, une évaluation initiale des principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat (moins détaillée que celle à réaliser ultérieurement) doit néanmoins être effectuée dans le contexte de l'étude de formulation, comme décrit au point suivant. Ceci est nécessaire pour garantir que :

- Les enjeux, opportunités et risques relatifs à l'environnement et au climat soient suffisamment bien compris pour assurer leur intégration initiale dans la logique d'intervention et la conception de l'action, y compris dans la formulation des objectifs et résultats attendus, la planification des activités et le cadre logique (ou les critères détaillés de décaissement, pour les programmes d'appui budgétaire) ;
- Les aspects qui nécessitent une attention spécifique soient correctement identifiés et compris, soutenant ainsi la préparation de termes de référence plus pertinents et précis pour l'étude ;
- La conception de l'action soit suffisamment flexible (par ex. du point de vue des activités à mener, de l'allocation des ressources techniques et financières et du cadre de suivi) pour permettre l'intégration des conclusions et recommandations de l'étude dans les activités du projet durant la phase de mise en œuvre.

b. Les principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat sont évalués dans le cadre de l'étude de formulation

Si aucune étude spécifique n'est réalisée lors de la formulation, l'évaluation des principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat (tels qu'identifiés dans le contexte du processus d'examen préalable et compte tenu des opportunités, pas seulement de l'atténuation des risques) doit faire partie intégrante de l'étude de formulation ou de faisabilité technique. Dans ce scénario, en faisant l'hypothèse que des experts externes seront recrutés pour appuyer le processus de formulation, un contrat unique couvrira l'évaluation des aspects techniques et environnementaux. Un modèle de termes de référence pour l'évaluation des principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat (à intégrer dans les TdR du contrat d'appui à l'identification et à la formulation) est proposé à la fin de cette annexe.

Notons que cette approche nécessite l'intégration de compétences en matière d'environnement et de climat dans les exigences relatives aux profils des experts, ainsi que l'allocation de ressources correspondant à la charge de travail associée à cet aspect du processus de formulation, qui devrait être proportionnelle à son importance pour l'impact et la durabilité de l'intervention. Avant le démarrage du travail de formulation, il est recommandé d'identifier soigneusement les aspects clés (y compris les opportunités) à évaluer et à intégrer dans la conception du projet — ceci afin de maîtriser le coût marginal et le temps passé à traiter ces aspects et d'assurer que les efforts d'intégration portent sur les éléments essentiels.

2. Intégration des opportunités et mesures d'atténuation des risques dans la conception du projet

Que les aspects relatifs à l'environnement et au climat soient évalués au moyen d'une étude spécifique ou dans le cadre de l'étude de formulation générale, il est important que les conclusions et recommandations qui s'y rapportent, y compris en ce qui concerne les opportunités, soient disponibles en temps opportun pour influencer la conception de l'action (logique d'intervention globale, affinement des sections analytiques du document d'action⁽⁴⁾, définition des objectifs et résultats attendus, description des activités planifiées, choix des

⁽⁴⁾ Il s'agit des sections consacrées au contexte sectoriel, à l'évaluation des politiques, à l'analyse des parties prenantes, aux domaines prioritaires d'intervention et à l'analyse des problèmes, aux risques et hypothèses, aux enseignements tirés, à la complémentarité et aux questions transversales.

modalités et partenaires de mise en œuvre, budget, cadre logique et/ou critères de décaissement détaillés). Dès lors, le calendrier de l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat doit être soigneusement articulé avec le reste du travail de formulation pour permettre une telle intégration, si nécessaire sur la base d'interactions itératives entre les experts environnementaux et les autres experts techniques.

3. Résumé des résultats de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat

Le « Résumé des résultats de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat » (*qui fait partie du formulaire d'évaluation des questions transversales*) doit être mis à jour en fonction des résultats du travail d'évaluation effectué lors de la formulation, préalablement à sa soumission au QRG. À ce stade, la mise à jour devrait avant tout concerner les « questions de conclusion » et la contribution éventuelle de l'action aux objectifs de financement liés au climat et/ou à la biodiversité, par le biais de l'attribution de marqueurs de Rio.

Modèle de termes de référence pour l'évaluation des principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat dans les études d'identification et de formulation

(Les éléments décrits ci-dessous doivent être intégrés comme il convient (avec d'éventuels ajustements pour assurer la cohérence globale et la pertinence par rapport aux besoins et circonstances spécifiques) dans les termes de référence pour l'appui technique à l'identification et la formulation d'une action.)

1. CONTEXTE

On insèrera ici un bref aperçu de ce que l'on sait déjà sur les enjeux, opportunités et risques clés relatifs à l'environnement et au climat dans le secteur d'intervention. Le Programme indicatif pluriannuel, le Profil environnemental de pays (ou tout document similaire), les documents nationaux de politique et de stratégie, les rapports d'évaluation sectorielle, les rapports relatifs à des interventions passées y compris les enseignements tirés, etc., peuvent fournir des informations pertinentes. Les références à des documents clés peuvent être fournies ici ou dans une annexe aux TdR.

2. OBJECTIFS

En ce qui concerne l'intégration des aspects relatifs à l'environnement et au climat, le(s) expert(s) apporteront un appui à :

- L'identification et l'évaluation des enjeux, opportunités et risques clés relatifs à l'environnement et au climat qui sont pertinents pour l'intervention planifiée ;
- L'identification et l'évaluation d'options et mesures pratiques visant à prévenir ou atténuer les incidences négatives sur l'environnement (y compris, le cas échéant, les émissions de gaz à effet de serre), optimiser les impacts positifs, encourager la gestion durable des ressources naturelles et promouvoir la résilience au changement et aux risques climatiques ;
- La hiérarchisation des priorités relatives à ces options et mesures, et leur intégration dans la conception de l'action ;
- L'évaluation des éventuelles possibilités de contribuer de manière spécifique aux objectifs en matière de biodiversité, de désertification et/ou de changement climatique, compte tenu de la nature de l'action, de ses priorités et objectifs clés et du contexte national et/ou local ;

- Si ce potentiel est établi, l'adaptation du texte du document d'action, du cadre logique et de toute annexe technique pertinente en vue de justifier l'attribution d'un ou plusieurs marqueurs de Rio en tant qu'objectif important ou principal de l'intervention.

3. DESCRIPTION DE LA MISSION

3.1. PHASE D'IDENTIFICATION

Pour soutenir l'intégration des aspects relatifs à l'environnement et au climat :

- L'expert ou les experts entreprendront le processus approprié d'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat, conformément à l'[annexe 3](#) de ces lignes directrices, dès que les grandes options concernant les axes d'intervention et la modalité d'aide probable (approche projet ou appui budgétaire) auront été déterminées ;
- Sur cette base :
 - Ils détermineront si une étude spécifique (Évaluation environnementale stratégique, Évaluation des incidences sur l'environnement ou Évaluation des risques climatiques) doit être réalisée ([résultat a](#)) et, si c'est le cas, si elle peut l'être durant la phase de formulation ; ou si aucune étude spécifique n'est nécessaire mais qu'une évaluation des aspects clés relatifs à l'environnement et au climat doit être entreprise dans le cadre du travail de formulation ([résultat b](#)) ; ou si aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire ([résultat c](#)) ;
 - Pour les résultats a ou b, ils identifieront les principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat à prendre en compte lors de la formulation ;
- Si le temps le permet, c'est-à-dire si le processus d'examen préalable peut être mené au début de la phase d'identification plutôt qu'à son terme, et si les ressources disponibles le permettent, ils effectueront une exploration préliminaire des enjeux, opportunités⁽⁵⁾ et risques clés relatifs à l'environnement et au climat ;
- Ils reflèteront les conclusions initiales relatives aux aspects environnementaux et climatiques, en fonction de leur pertinence et de leur importance, dans le document d'action initial⁽⁶⁾, dans le projet de cadre logique et dans toute annexe technique pertinente ;
- Ils évalueront si l'intervention, compte tenu de sa nature, de ses priorités et objectifs clés et du contexte national et/ou local, peut contribuer de manière spécifique aux objectifs en matière de biodiversité, de désertification et/ou de changement climatique, et ainsi à l'engagement de l'UE d'augmenter le montant des financements consacrés à ces questions⁽⁷⁾ ;
- Ils soutiendront la sélection de valeurs appropriées pour les marqueurs d'aide à l'environnement et de Rio (objectif non ciblé, important ou principal), conformément aux orientations de l'[annexe 8](#) ; et si l'un

⁽⁵⁾ Par exemple en ce qui concerne la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, le développement de moyens de subsistance durables, la résilience au changement climatique, le développement à faibles émissions, l'économie verte et les emplois verts.

⁽⁶⁾ Les points d'entrée possibles comprennent les sections consacrées au contexte sectoriel, à l'évaluation des politiques, à l'analyse des parties prenantes, aux domaines d'appui prioritaires et à l'analyse des problèmes, aux risques et hypothèses, aux enseignements tirés, à la complémentarité et aux questions transversales, aux objectifs et résultats attendus, et (si elles sont déjà développées à la phase d'identification) aux activités indicatives et à la logique d'intervention.

⁽⁷⁾ Des engagements spécifiques ont été pris sur la biodiversité et le changement climatique — mais il va de soi que toute contribution à la lutte contre la désertification et la dégradation des terres est également très appréciée.

de ces marqueurs est sélectionné comme objectif important ou principal de l'intervention, ils veilleront à ce que le texte du document d'action initial, le projet de cadre logique et toute autre annexe technique pertinente répondent aux critères d'attribution du ou des marqueurs proposés ;

- Ils résumeront les résultats du processus d'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat dans le formulaire d'évaluation des questions transversales (voir l'[annexe 3](#) de ces termes de référence) ;
- *((Si nécessaire (résultat a), ils aideront l'autorité contractante à préparer les termes de référence de l'étude spécifique requise (Évaluation environnementale stratégique, Évaluation des incidences sur l'environnement ou Évaluation des risques climatiques).) (Remarque : ceci n'est possible que si des ressources et du temps ont été spécifiquement alloués à cette tâche. Dans le cas contraire, on ne peut pas attendre du ou des experts qu'ils apportent un tel soutien. Une alternative consiste à solliciter l'appui de la Facilité d'intégration de l'environnement et du changement climatique, via l'adresse courriel suivante : EuropeAid-C2-MAINSTREAMING@ec.europa.eu).*

Dans les programmes d'appui budgétaire, une attention particulière doit être portée, lors de l'évaluation préliminaire des cadres politique et institutionnel, au niveau d'intégration des considérations relatives à l'environnement et au climat dans les politiques et stratégies soutenues, ainsi qu'à l'adéquation des cadres institutionnel et juridique/réglementaire et des ressources budgétaires du secteur pour faire face aux défis, opportunités et risques dans ces domaines.

3.2. PHASE DE FORMULATION

Si les résultats de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat débouchent sur un résultat a (nécessité de réaliser une étude environnementale ou des risques climatiques spécifique durant la phase de formulation), et en supposant que les résultats de l'étude soient disponibles à temps pour être intégrés dans le travail de formulation, l'expert ou les experts :

- Analyseront les conclusions et recommandations de l'étude ;
- Adapteront la conception de l'action (logique globale d'intervention, affinement des sections « analytiques » du document d'action⁽⁸⁾, définition des objectifs et résultats attendus, description des activités envisagées, choix des modalités et des partenaires de mise en œuvre, budget, cadre logique et/ou critères de décaissement détaillés, selon le cas) afin d'intégrer les conclusions et recommandations pertinentes de l'étude.

(Si l'autorité contractante souhaite bénéficier d'un appui technique de l'équipe de formulation durant la réalisation de l'étude environnementale ou des risques climatiques, notamment sous la forme de commentaires sur les projets de rapport de cadrage et de rapport final, cela peut être spécifié dans les TdR, mais un tel service ne peut être demandé que si des ressources spécifiques ont été allouées à ce travail. Une alternative consiste à solliciter le soutien de la Facilité d'intégration de l'environnement et du changement climatique, via l'adresse courriel suivante : EuropeAid-C2-MAINSTREAMING@ec.europa.eu).

Si l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat donne un résultat b (évaluation des principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat dans le cadre du travail de formulation), ou un résultat a (étude environnementale et/ou des risques climatiques spécifique) sans qu'il soit toutefois possible de réaliser l'étude durant la phase de formulation, l'expert ou les experts :

- Effectueront une évaluation plus approfondie des principaux aspects relatifs à l'environnement et au climat identifiés dans le contexte du processus d'examen préalable (y compris les aspects relatifs au

⁽⁸⁾ Il s'agit des sections consacrées au contexte sectoriel, à l'évaluation des politiques, à l'analyse des parties prenantes, aux domaines d'appui prioritaires et à l'analyse des problèmes, aux risques et hypothèses, aux enseignements tirés, à la complémentarité et aux questions transversales.

cadre institutionnel et juridique/réglementaire, aux capacités institutionnelles et aux liens avec la lutte contre la pauvreté et les moyens de subsistance), dans le double objectif de comprendre les enjeux, opportunités et risques et d'identifier des options et mesures de réponse pratiques pouvant être intégrées en vue d'améliorer la durabilité globale de l'intervention. Ce travail doit porter sur une liste d'aspects à convenir avec l'autorité contractante avant le début de la mission de formulation, et être effectué à un niveau de détail correspondant au temps et aux ressources alloués à cet exercice spécifique ;

- Intégreront les principales conclusions de cette évaluation dans la conception de l'action (logique globale d'intervention, affinement des sections « analytiques » du document d'action, définition des objectifs et résultats attendus, description des activités envisagées, choix des modalités et partenaires de mise en œuvre, budget, cadre logique et/ou critères de décaissement détaillés, selon le cas).

Dans tous les projets et programmes, il est recommandé d'accorder l'attention nécessaire aux opportunités (par ex. en ce qui concerne la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, les moyens de subsistance durables, la résilience au changement climatique, le développement à faibles émissions, l'économie verte et les emplois verts), plutôt que de se concentrer uniquement sur l'atténuation des risques.

Dans les programmes d'appui budgétaire, une attention particulière doit être portée, lors de l'évaluation détaillée des cadres politique et institutionnel, au niveau d'intégration des considérations relatives à l'environnement et au climat dans les politiques et stratégies soutenues, ainsi qu'à l'adéquation des cadres institutionnel, juridique/réglementaire et de suivi et des ressources budgétaires du secteur pour faire face aux défis, opportunités et risques dans ces domaines. Si les aspects relatifs à l'environnement et/ou au climat sont considérés comme particulièrement pertinents pour la durabilité de la politique, de la stratégie ou du programme faisant l'objet d'un appui, il est essentiel de les refléter dans le cadre du suivi du programme et dans le choix des critères de décaissement. Si l'évaluation des cadres politique, institutionnel, juridique et réglementaire et/ou de suivi révèle des lacunes ou des faiblesses dans les capacités à faire face aux enjeux liés à l'environnement et/ou au climat, il est également recommandé de consacrer une partie des ressources disponibles pour un « appui complémentaire » pour remédier aux faiblesses identifiées.

Si l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat débouche sur un résultat c (aucune évaluation supplémentaire requise), les aspects relatifs à l'environnement et au climat ne nécessiteront aucun travail complémentaire (si ce n'est la formulation d'un avis sur la valeur des marqueurs d'aide à l'environnement et de Rio, voir ci-dessous).

Quel que soit le résultat de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat, l'expert ou les experts apporteront un appui à la sélection finale de valeurs appropriées pour les marqueurs d'aide à l'environnement et de Rio (objectif non ciblé, important ou principal), conformément aux orientations de l'[annexe 8](#) de ces lignes directrices et, le cas échéant, aux commentaires du QRG sur ces marqueurs. Si l'un d'entre eux est sélectionné comme objectif important ou principal de l'intervention, l'expert ou les experts doivent veiller à ce que le texte du document d'action, le cadre logique (ou les critères détaillés de décaissement, pour les programmes d'appui budgétaire) et toute autre annexe technique pertinente répondent aux critères d'attribution du ou des marqueurs proposés.

4. RÉSULTATS ATTENDUS

4.1. PHASE D'IDENTIFICATION

- Un document d'action initiale et, le cas échéant, un projet de cadre logique et toute autre annexe technique pertinente reflétant comme il se doit les enjeux, opportunités et risques clés relatifs à l'environnement et au climat, y compris la sélection de valeurs appropriées pour les marqueurs d'aide à l'environnement et de Rio ;

- Résultats du processus d'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat présentés de manière compréhensible et complète dans le formulaire d'évaluation des questions transversales ;
- Un rapport succinct⁽⁹⁾ présentant :
 - Un résumé du travail d'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat effectué durant la phase d'identification (par ex. examen de la législation et de la réglementation nationales sur l'Évaluation des incidences sur l'environnement, examen de sources documentaires, discussions avec les parties prenantes nationales et/ou les principaux partenaires de développement) et des principales conclusions à ce stade ;
 - Les éléments probants qui ont permis de déterminer les résultats du processus d'examen préalable, en se basant sur la liste de contrôle et/ou le(s) questionnaire(s) pertinent(s) tiré(s) de l'annexe 3 de ces lignes directrices, ainsi que sur la liste de contrôle et/ou le questionnaire d'examen préalable associé(e) (s) à la réglementation nationale en matière d'Évaluation des incidences sur l'environnement ;
- (Le cas échéant, un projet de termes de référence pour la réalisation d'une Évaluation environnementale stratégique, Évaluation des incidences sur l'environnement ou Évaluation des risques climatiques).

4.2. PHASE DE FORMULATION

- (Le cas échéant, des commentaires sur le projet de rapport de cadrage et de rapport final de l'Évaluation environnementale stratégique, l'Évaluation des incidences sur l'environnement ou l'Évaluation des risques climatiques) ;
- Un document d'action quasi-final et, selon les besoins, un cadre logique (ou des critères de décaissement détaillés, pour les programmes d'appui budgétaire) et toute autre annexe technique pertinente reflétant comme il se doit les enjeux, opportunités et risques clés relatifs à l'environnement et au climat ainsi que les réponses pratiques à y apporter, y compris la sélection de valeurs appropriées pour les marqueurs d'aide à l'environnement et de Rio ;
- Résultats du processus d'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat mis à jour de manière compréhensible et complète dans le formulaire d'évaluation des questions transversales ;
- Si un travail spécifique d'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat a été effectué durant la phase de formulation, un rapport succinct⁽¹⁰⁾ présentant :
 - Un résumé du travail réalisé (par ex. examen de la législation et de la réglementation nationales sur l'Évaluation des incidences sur l'environnement, examen de l'étude environnementale ou des risques climatiques spécifiquement réalisée, examen de sources documentaires supplémentaires, discussions avec les parties prenantes nationales et/ou les principaux partenaires de développement, ateliers, missions de terrain) ;
 - Les principales conclusions et recommandations pour l'intégration des aspects relatifs à l'environnement et au climat durant la phase de mise en œuvre (en complément de l'information fournie dans le document d'action et ses annexes, qui doivent rester concis et peuvent donc ne pas inclure tous les détails importants).

⁽⁹⁾ Il peut s'agir d'un chapitre du rapport de la mission d'identification.

⁽¹⁰⁾ Il peut s'agir d'un chapitre du rapport de la mission de formulation.

5. PROFILS DES EXPERTS

Les profils des experts et la composition de l'équipe d'experts doivent être déterminés de manière flexible de telle sorte que :

- Si les experts chargés de l'étude d'identification et de formulation disposent des compétences adéquates, ils puissent assurer l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat ;
- Dans le cas contraire, un expert environnemental ou autre expert spécialisé puisse être invité à apporter sa contribution spécifique sur ces aspects, à distance (si la contribution attendue est limitée) ou en participant à la mission dans le pays.

Cela implique notamment :

- Que le budget inclue une provision pour les éventuels frais de voyage de l'expert spécialisé⁽¹¹⁾ ;
- Si aucun expert spécialisé n'est nécessaire, que des jours de travail supplémentaires (par rapport à un scénario « sans évaluation environnementale ») soient alloués pour permettre aux autres experts d'effectuer le travail d'évaluation environnementale.

5.1. QUALIFICATIONS GÉNÉRALES

Pour l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat, au moins un membre de l'équipe doit :

- Être détenteur d'un diplôme de master ou de troisième cycle dans un domaine pertinent (par ex. les sciences environnementales, la gestion environnementale, l'économie de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, les sciences du changement climatique, le changement climatique et le développement) ou justifier d'une expérience professionnelle équivalente d'au moins 5 ans dans un domaine pertinent.

5.2. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE GÉNÉRALE ET SPÉCIFIQUE

Pour l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat, l'équipe d'experts considérée dans son ensemble doit :

- Justifier d'une expérience dans l'intégration de l'environnement et du changement climatique, et/ou dans la gestion des aspects relatifs à l'environnement et au climat, dans le secteur d'activité de l'intervention ou dans un secteur étroitement lié — à raison d'au moins trois missions effectuées dans le contexte du développement ou de la coopération internationale.

6. MOYENS ALLOUÉS

Les moyens alloués à l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat doivent être modulés en fonction de la pertinence et de l'importance estimées des enjeux, opportunités et risques associés. Les interventions dans des secteurs tels que la gestion des ressources naturelles, le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'énergie, le transport et les infrastructures, l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets, l'aménagement du territoire, le développement urbain, la réduction des risques de catastrophe et le développement du secteur privé nécessiteront généralement plus de temps et de moyens que les interventions dans d'autres secteurs. Toutefois, il faut également allouer suffisamment de temps et de moyens à l'évaluation

⁽¹¹⁾ Selon les niveaux de contribution attendus, un appui à distance pourra éventuellement suffire lors de la phase d'identification, tandis qu'un appui dans le pays sera apporté durant la formulation.

des aspects relatifs à l'environnement et au climat dans les interventions dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, la migration, le commerce et la gouvernance, où des opportunités importantes existent. Dans tous les cas, il est recommandé d'allouer les jours de travail de manière « indicative », afin de conserver une part de flexibilité pour réallouer les ressources entre les tâches en cas d'imprévu.

À titre indicatif, les ressources suivantes seront allouées à l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat :

- À la phase d'identification : (3 à 15) jours de travail. (*Compter deux jours de travail supplémentaires si les experts doivent contribuer à la rédaction de termes de référence pour une étude environnementale ou climatologique spécifique*) ;
- À la phase de formulation
 - Si une étude environnementale ou des risques climatiques spécifique est réalisée comme une mission distincte durant la formulation : (4 à 8) jours de travail — à convenir entre les parties et à confirmer par l'autorité contractante avant le démarrage du travail de formulation, en fonction de la manière dont l'étude spécifique est susceptible d'influencer la conception de l'action (choix et focus des activités, budget, modalités de mise en œuvre, etc.), et donc de nécessiter un surcroît de travail. (*Compter 2 ou 3 jours de travail supplémentaires si les experts doivent commenter les projets de rapport de cadrage et de rapport final*) ;
 - Si le travail d'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat est effectué dans le cadre du travail de formulation : (3 à 15) jours de travail, à convenir entre les parties et à confirmer par l'autorité contractante avant le démarrage du travail de formulation, en fonction du nombre de questions à traiter, du degré d'approfondissement attendu du travail d'évaluation, et du temps (éventuellement) consacré à l'exploration préliminaire de ces aspects durant la phase d'identification ;
 - Si aucun travail supplémentaire d'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat n'est nécessaire durant la formulation : aucun moyen spécifique ne sera alloué.

7. CALENDRIER INDICATIF

- Insérer les principales activités liées à l'évaluation des aspects relatifs à l'environnement et au climat dans le calendrier indicatif global de la mission, notamment pour le travail d'examen préalable et, le cas échéant, d'exploration préliminaire⁽¹²⁾ à mener durant la phase d'identification, et pour le travail d'évaluation et/ou l'intégration des conclusions et recommandations de l'étude spécifique (le cas échéant) à effectuer durant la phase de formulation ;
- Veiller à ce que le calendrier comporte un laps de temps suffisant pour faire place à l'évaluation des aspects liés à l'environnement et au climat à côté des autres exigences, en particulier si le travail de formulation ne peut être achevé avant que les conclusions et recommandations d'une étude environnementale ou des risques climatiques spécifique ne soient disponibles ;

Il est recommandé que le calendrier demeure indicatif, afin de conserver une certaine flexibilité pour le réorganiser d'un commun accord avant le démarrage du travail de formulation, en particulier lorsque le calendrier est susceptible d'être influencé de manière significative par les résultats de l'examen préalable des questions relatives à l'environnement et au climat.

⁽¹²⁾ Si les grands axes de l'intervention sont connus dès le début de la mission d'identification, l'examen préalable peut être entrepris à un stade précoce de la phase d'identification, ce qui permet d'effectuer un travail d'exploration préliminaire supplémentaire durant cette phase.

ANNEXE 5

Termes de référence pour une Évaluation environnementale stratégique (EES/SEA)

L'Évaluation environnementale stratégique (EES) est un processus visant à évaluer les implications environnementales d'une proposition de politique, plan ou programme. Le modèle de termes de référence proposé ici vise les EES réalisées dans le cadre de la formulation ou la révision d'une politique, d'un plan ou d'un programme sectoriel ou national (document de stratégie) et/ou d'un programme/projet d'appui sectoriel de l'UE. Il doit être adapté au contexte spécifique (par ex. la formulation d'un programme/projet d'appui sectoriel de l'UE peut ou non coïncider avec la formulation ou l'actualisation d'un document national de stratégie sectorielle), et refléter les exigences de la consultation (nécessaire) avec le gouvernement partenaire et les partenaires de développement disposés à soutenir l'exercice. La plupart des éléments de ces TdR seront également pertinents pour une EES réalisée lors de la mise en œuvre d'un document de stratégie existant. En effet, bien que conçue comme une évaluation *ex ante*, l'EES peut également être utile si elle porte sur des documents stratégiques existants, pour autant qu'il y ait une volonté politique d'utiliser ses conclusions

pour éclairer et orienter la poursuite de la mise en œuvre ou l'élaboration ultérieure des politiques (par ex. EES entreprise dans le cadre d'une revue du secteur ou de la révision périodique des documents stratégiques).

Dans la plupart des cas, l'EES se focalise sur l'évaluation du document de stratégie du gouvernement avec pour objectif de s'assurer que l'UE apporte un soutien à la mise en œuvre d'une politique, d'un plan ou d'un programme qui intègre de manière appropriée la durabilité environnementale et le changement climatique ; et sur l'apport d'un éclairage pour l'identification et/ou la formulation du programme/projet d'appui de l'UE. En fonction de la portée de cet appui, l'évaluation peut concerner un secteur dans son ensemble ou être limitée à certaines composantes du document de stratégie. Dans tous les cas, l'évaluation doit aussi couvrir les implications environnementales du programme/projet d'appui de l'UE.

Les explications ou passages à compléter en fonction du contexte particulier sont indiqués en *italiques*.

Termes de référence pour l'Évaluation environnementale stratégique du *(titre du document de stratégie sectorielle)* **en/au** *(nom du pays/de la région)*

1. CONTEXTE

Une Évaluation environnementale stratégique (EES) est nécessaire dans le cadre de la préparation du *(titre du programme/projet d'appui sectoriel)* et/ou en appui au *(titre du document de stratégie sectorielle)*

Les principaux documents stratégiques à prendre en compte sont *(liste des principaux documents avec leur statut ou état de préparation)*

(Mentionner toute autre information contextuelle jugée pertinente, telle que les principales parties prenantes, les exigences légales, l'existence d'un Profil environnemental de pays ou autre analyse similaire.)

(Mentionner les éventuelles alternatives au programme sectoriel que l'UE et le gouvernement partenaire souhaitent voir considérer dans cette évaluation. Indiquer également si aucune alternative n'a été définie.)

(Expliquer les raisons qui justifient une EES et les décisions qu'elle est susceptible d'influencer.)

2. OBJECTIFS

L'objectif de cette EES est d'identifier, de décrire et d'évaluer :

- Les probables incidences significatives de la mise en œuvre de *(titre du document de stratégie sectorielle et/ou du programme/projet d'appui de l'UE)* sur l'environnement ;
- Les principales contraintes liées à l'environnement, aux ressources naturelles et au changement climatique qui pèsent sur la performance du secteur ;
- Les possibilités pour le *(titre du document de stratégie sectorielle et/ou du programme/projet d'appui de l'UE)* de contribuer à améliorer l'état de l'environnement, renforcer la résilience au changement climatique du secteur et de la population, et promouvoir un développement sobre en carbone ainsi que la transition vers une économie verte.

Cette évaluation sera prise en compte dans la préparation, la revue ou la mise en œuvre de la stratégie *(biffer les mentions inutiles ou modifier comme il se doit)* et dans la préparation de l'appui apporté par l'UE. L'EES doit fournir aux décideurs (du pays partenaire, de l'UE et d'autres donateurs) une information pertinente sur les enjeux et opportunités relatifs à l'environnement et au climat en rapport avec le *(titre du document de stratégie sectorielle)* et/ou le *(programme/projet)* d'appui envisagé par l'UE. Cette information doit aider à garantir que les considérations environnementales soient dûment intégrées dans les processus de prise de décision et de mise en œuvre.

3. RÉSULTATS

L'EES est subdivisée en deux parties : une étude de cadrage («scoping» ou étude de portée) et l'étude d'EES proprement dite. L'étude de cadrage définira les principales questions à traiter dans l'étude, compte tenu du contexte spécifique dans lequel l'appui au secteur est élaboré et susceptible d'être mis en œuvre. Les activités détaillées et le calendrier de l'étude d'EES seront déterminés sur la base des conclusions de l'étude de cadrage.

L'étude de cadrage de l'EES («scoping») doit déboucher sur les résultats suivants :

- Une description du *(programme/projet)* sectoriel concerné et de ses alternatives ;
- Une description succincte du cadre politique, institutionnel et juridique du secteur, en se focalisant sur les aspects relatifs à l'environnement et au changement climatique ;

- Une brève présentation des politiques et objectifs du pays en matière d'environnement et de changement climatique qui sont pertinents pour le secteur ;
- L'identification des principales parties prenantes et un aperçu de leurs intérêts et préoccupations en rapport avec le (*document de stratégie*) ;
- L'identification des principales interactions entre le document de stratégie et l'environnement et le changement climatique ;
- Une description de la portée de l'étude sur l'état de référence de l'environnement à préparer dans le cadre de l'EES ;
- Une description des principales méthodes d'identification et d'évaluation des incidences à utiliser dans l'EES ;
- Une indication des délais, coûts et moyens nécessaires à la réalisation de l'étude d'EES (y compris une éventuelle réallocation des jours de travail entre les experts).

L'étude d'EES doit quant à elle déboucher sur les résultats suivants :

- Une évaluation environnementale du (titre du document de stratégie et/ou programme d'appui) prenant en considération les risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au changement climatique, et sa cohérence par rapport aux politiques et objectifs du gouvernement partenaire et de l'UE en matière d'environnement et de climat ;
- Des recommandations pour la formulation du programme/projet d'appui (portant notamment sur les indicateurs de performance, l'utilisation de l'assistance technique et autres modalités d'aide) et pour l'amélioration de la performance du document de stratégie sectorielle en matière d'environnement et de climat.

4. QUESTIONS À ÉTUDIER

4.1. ÉTUDE DE CADRAGE (« SCOPING »)

4.1.1. Aperçu du document de stratégie sectorielle et du cadre politique, institutionnel et juridique

Le processus d'élaboration des politiques et/ou de planification du secteur doit être décrit, y compris les alternatives éventuellement envisagées. Si nécessaire et sur la base d'une justification appropriée, des variantes supplémentaires peuvent être suggérées pour prise en compte dans l'étude d'EES proprement dite. Si un document de stratégie sectorielle existe déjà, ses principales caractéristiques doivent être décrites.

Une description doit être faite du cadre politique, institutionnel et juridique du secteur. Une attention particulière doit être portée aux institutions et entités responsables des aspects relatifs à l'environnement et au changement climatique dans le cadre de la mise en œuvre du document de stratégie sectorielle, ainsi qu'aux politiques et législations environnementales et liées au climat (y compris les engagements bilatéraux, régionaux et internationaux).

Les objectifs politiques nationaux relatifs à l'environnement et au changement climatique pertinents pour le secteur doivent être identifiés.

Les liens entre le processus d'élaboration des politiques et de planification (soit la préparation du document de stratégie sectorielle et/ou du programme d'appui de l'UE correspondant) et l'EES doivent être décrits, c'est-à-dire qu'il faut identifier les éléments se dégageant du processus d'élaboration des politiques et de planification

qui doivent alimenter le processus d'EES et vice-versa. Les décisions et processus spécifiques d'élaboration des politiques et de planification qui doivent être influencés par l'EES doivent être identifiés.

4.1.2. Description des principales parties prenantes et de leurs intérêts et préoccupations

La participation des parties concernées dans le processus d'EES est un facteur clé de succès. Les principales parties prenantes doivent être identifiées : groupes et institutions clés, agences environnementales, institutions en charge de la réponse au changement climatique, organisations non gouvernementales, représentants du public et autres, y compris les groupes potentiellement affectés par les incidences probables de la mise en œuvre du document de stratégie sectorielle sur l'environnement. Une attention particulière doit être accordée à la participation des groupes traditionnellement moins représentés, comme les femmes, les peuples autochtones et les minorités.

Les consultants doivent passer en revue les comptes-rendus de tout processus de consultation publique nationale éventuellement organisé dans le cadre de la préparation du document de stratégie sectorielle. Sur la base de cet examen et de consultations supplémentaires, ils doivent identifier les intérêts, préoccupations et valeurs des principales parties prenantes en rapport avec le document de stratégie sectorielle et proposer une stratégie d'implication des parties prenantes⁽¹⁾. Cette stratégie doit donner aux parties prenantes la possibilité d'influencer les décisions. Si certains acteurs identifiés ne sont pas habitués à s'impliquer dans un tel processus, en particulier au niveau stratégique, et en l'absence de précédents, il peut être important d'inclure une composante éducative dans le processus de participation.

En raison de l'ampleur de la zone géographique pouvant être concernée par le document de stratégie sectorielle, l'implication des parties prenantes peut être limitée aux partenaires essentiels, en ciblant particulièrement les groupes directement affectés et vulnérables ainsi que les acteurs clés qui n'auraient pas été adéquatement représentés lors de la préparation du document de stratégie sectorielle.

4.1.3. Description des principaux aspects à prendre en compte dans l'EES

Sur la base de l'analyse du cadre politique, institutionnel et juridique, ainsi que de la consultation des parties prenantes, les consultants doivent identifier les principaux aspects relatifs à l'environnement et au changement climatique à prendre en compte dans l'étude d'EES, à savoir les principales interactions entre la stratégie sectorielle, l'environnement et le changement climatique qui doivent bénéficier d'une considération et d'une attention particulière, à la lumière :

- Des incidences notables potentielles sur l'environnement, des contributions significatives aux émissions de gaz à effet de serre (au regard des émissions nationales) et de l'éventuel accroissement de vulnérabilité au changement climatique associés à la mise en œuvre du document de stratégie sectorielle ;
- Des principaux aspects liés à l'environnement, aux ressources naturelles et au changement climatique qui entravent la performance du secteur et semblent être insuffisamment pris compte dans le document de stratégie ;
- Des principales possibilités qu'offre la stratégie concernée de contribuer de manière significative à la durabilité environnementale, à la résilience au changement climatique, au développement sobre en carbone et à l'économie verte ; et
- Des conflits potentiels entre le document de stratégie sectorielle et les objectifs des politiques relatives à l'environnement et au changement climatique (au niveau national ou infranational).

⁽¹⁾ La stratégie d'implication des parties prenantes doit être convenue avec le gouvernement partenaire et la délégation de l'UE avant sa mise en œuvre, de façon à prévenir tout conflit inutile et pour éviter de susciter des attentes non réalistes.

En fonction des impacts attendus sur la société et de la portée des autres études, il faut également déterminer la mesure dans laquelle les impacts sociaux doivent être évalués⁽²⁾, notamment du point de vue des moyens de subsistance et de la réduction de la pauvreté.

(Un atelier regroupant les parties prenantes sera organisé afin de valider les principaux aspects identifiés. Le cas échéant, la liste de ces aspects sera adaptée pour tenir compte des résultats de l'atelier.)

4.1.4. Portée de l'étude de la situation environnementale de référence à préparer dans l'étude d'EES

Sur la base de l'information obtenue comme décrit ci-dessus, les consultants doivent déterminer la portée de la description de la situation environnementale de référence à inclure dans l'étude d'EES, en veillant à ce qu'elle constitue une base appropriée pour l'examen plus détaillé des aspects environnementaux clés identifiés ci-dessus. Ils feront notamment une proposition sur les entités géographiques à cibler. Toutes les entités géographiques identifiées comme devant être incluses dans l'étude de la situation environnementale de référence doivent être justifiées.

(L'identification d'entités géographiques spécifiques est généralement plus appropriée pour les programmes plus ciblés, et moins pour les politiques de portée nationale. Cette section devrait donc être adaptée en fonction de la nature du document de stratégie sectorielle faisant l'objet de l'évaluation.)

4.1.5. Recommandations sur les méthodes spécifiques d'identification et d'évaluation des incidences à mettre en œuvre dans l'étude d'EES

Les consultants doivent indiquer les méthodes d'identification et d'évaluation des incidences qui seront utilisées dans l'étude d'EES. Une attention particulière doit être accordée à l'identification des interactions environnementales qui nécessiteront des analyses quantitatives et de celles qui feront l'objet d'analyses qualitatives.

4.1.6. Indication des délais nécessaires à la réalisation de l'étude d'EES

Les consultants doivent évaluer les délais nécessaires à l'accomplissement de l'étude d'EES, en fonction des résultats de l'étude de cadrage. S'il apparaît nécessaire à ce stade d'étendre la durée initialement envisagée pour la mission et/ou de recourir à d'autres experts dotés de compétences particulières, ceci doit être soumis à la considération de l'autorité contractante.

(Le gouvernement partenaire/l'UE peut indiquer ici le budget maximum alloué à l'étude d'EES.)

4.2. ÉTUDE D'EES (EES PROPREMENT DITE)

L'étude d'EES devra se fonder sur les résultats de la phase de cadrage (après approbation du rapport de l'étude de cadrage) et inclure une étude de la situation environnementale de référence, l'identification des opportunités et contraintes liées à l'environnement et au changement climatique, l'identification et l'évaluation des incidences possibles sur l'environnement, une analyse des indicateurs de performance, une appréciation des capacités institutionnelles à relever les défis posés par l'environnement et le changement climatique, ainsi que des conclusions et recommandations.

4.2.1. Situation environnementale de référence

L'état actuel de l'environnement doit faire l'objet d'une description et d'une évaluation, en se concentrant sur les éléments clés de l'environnement identifiés dans l'étude de cadrage et nécessaires à une bonne compréhension

⁽²⁾ Si c'est le cas, les incidences sur les personnes doivent être ventilées par sexe, âge et autres critères sociaux pertinents.

des principaux enjeux mis en lumière. Les tendances relatives aux divers aspects de l'environnement, et les pressions dont ils font l'objet, doivent être mentionnées et une projection de l'état de l'environnement à court, moyen et long terme doit être établie (selon les besoins) dans l'hypothèse de la non-mise en œuvre du document de stratégie sectorielle — tout ceci en tenant compte des effets attendus du changement climatique (dans la mesure où ils peuvent être prévus avec un certain degré de fiabilité). Les facteurs externes doivent être pris en compte, y compris l'influence des politiques et plans stratégiques d'autres secteurs. Si le scénario de « non-mise en œuvre » n'est pas réaliste, le scénario le plus probable de type « business as usual » devra être choisi. Les unités géographiques (ou cartographiques) à prendre en compte seront décrites, le cas échéant.

4.2.2. Identification et évaluation des risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement

Les facteurs liés à l'environnement et au changement climatique qui peuvent affecter (positivement ou négativement) la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité de la stratégie sectorielle doivent être identifiés, décrits et évalués. Ces facteurs peuvent inclure la disponibilité des ressources naturelles nécessaires pour atteindre les objectifs de la stratégie, ainsi que les effets actuels et projetés du changement climatique. Cette partie de l'étude doit considérer les problèmes environnementaux auxquels le document de stratégie sectorielle est susceptible d'apporter une réponse. L'étude doit évaluer la mesure dans laquelle le document de stratégie apporte une réponse adéquate à ces contraintes et opportunités. Le cas échéant, l'étude doit évaluer, au vu des vulnérabilités identifiées, si le document de stratégie comporte une réponse adéquate en termes d'adaptation au changement climatique — ou peut au contraire donner lieu à une réponse inadéquate (« maladaptation »).

4.2.3. Identification et évaluation des incidences

Les conséquences environnementales potentielles de la mise en œuvre du document de stratégie sectorielle (y compris la contribution positive ou négative aux émissions de gaz à effet de serre, si celles-ci sont importantes par rapport aux niveaux d'émission du pays) doivent être identifiées et décrites pour chaque option envisagée. Leur importance doit être déterminée compte tenu des caractéristiques des incidences⁽³⁾, des opinions et préoccupations des parties prenantes et de la sensibilité de l'environnement. Les éventuelles incidences *cumulatives* des activités sectorielles envisagées doivent être identifiées, dans la mesure où elles peuvent différer de la somme des incidences de projets individuels. Les incidences notables doivent être évaluées en détail en tenant compte :

- Des opinions et préoccupations des parties prenantes ;
- De la compatibilité avec les engagements internationaux (accords bilatéraux et multilatéraux sur l'environnement) ;
- Des conséquences socioéconomiques (en particulier sur les groupes vulnérables et les minorités ethniques) ;
- De la conformité avec les règles et normes liées à l'environnement et au changement climatique ;
- De la concordance avec les politiques et objectifs relatifs à l'environnement et au climat ; et
- De leurs implications pour le développement durable.

Pour ce qui concerne l'atténuation du changement climatique, différentes stratégies peuvent donner différents résultats en termes d'émissions de gaz à effet de serre ou de séquestration du carbone. Si plusieurs alternatives sont envisagées et impliquent des différences nettes à cet égard, il faudra évaluer celles-ci.

⁽³⁾ Par ex. leur durée, leur probabilité, leur ampleur, la possibilité de les atténuer, et leur réversibilité.

(Des informations supplémentaires peuvent être fournies sur la manière dont la méthodologie présentée dans l'étude de cadrage doit être utilisée pour l'identification et l'évaluation des incidences.)

4.2.4. Identification et évaluation des incidences en termes de vulnérabilité aux risques climatiques

Les incidences directes et indirectes de la mise en œuvre du document de stratégie sectorielle en termes d'accroissement ou de réduction de la vulnérabilité à la variabilité du climat et au changement climatique doivent être considérées lorsque cela se justifie (par ex. la construction de nouvelles infrastructures dans des régions « sensibles sur le plan climatique » telles que les zones côtières peut entraîner une migration de population vers ces zones et exposer ainsi davantage de personnes aux risques climatiques ; en revanche, des mesures sectorielles peuvent contribuer à renforcer la résilience de la population face au changement climatique).

4.2.5. Analyse des indicateurs de performances

Les indicateurs de performance proposés dans le document de stratégie sectorielle (ou déjà envisagés par l'UE pour son programme/projet d'appui au secteur) doivent être évalués du point de vue de leur pertinence environnementale, c'est-à-dire du point de vue de leur utilité pour capter les effets environnementaux (positifs ou négatifs) de la mise en œuvre du document de stratégie sectorielle et pour assurer le suivi des contraintes environnementales et climatiques qui pèsent sur la stratégie. Sur la base de cette analyse, des propositions doivent être faites si nécessaire pour améliorer le cadre existant d'évaluation de la performance du secteur, ainsi que pour le choix des indicateurs de performance et la mise en place du système de suivi du programme/projet d'appui de l'UE.

4.2.6. Évaluation des capacités à faire face aux défis liés à l'environnement et au climat

La capacité des institutions de régulation à faire face aux problèmes identifiés en relation avec l'environnement et le changement climatique, tant en ce qui concerne l'adaptation que l'atténuation, doit faire l'objet d'une évaluation.

(Il peut être demandé aux consultants d'inclure dans l'étude des informations sur les moyens budgétaires disponibles et le cadre des dépenses à moyen terme.)

4.2.7. Implication des parties prenantes

Les parties prenantes doivent être impliquées tout au long de l'étude d'EES en vertu de la stratégie de participation convenue durant la phase de cadrage.

4.2.8. Conclusions et recommandations

Cette section résumera les principaux enjeux environnementaux du secteur concerné, y compris les contraintes politiques et institutionnelles, les défis à relever et les principales recommandations. Des recommandations doivent être formulées sur la manière d'optimiser les incidences positives et d'exploiter au mieux les opportunités liées à l'environnement, aux ressources naturelles et au changement climatique, ainsi que sur la façon d'atténuer les effets négatifs, de s'adapter aux contraintes environnementales et climatiques et de gérer les risques. Elles doivent également suggérer le choix d'une alternative (là où diverses alternatives sont envisagées), ainsi que les éventuels changements à apporter dans la conception du document de stratégie sectorielle, les modalités de mise en œuvre et de suivi, ou encore les actions de coopération.

En vue de la préparation d'un programme/projet d'appui, des recommandations doivent être faites pour soutenir l'évaluation globale du document de stratégie sectorielle ainsi que la formulation du programme/projet d'appui de l'UE.

Il convient de distinguer les recommandations visant à renforcer le document de stratégie sectorielle de celles destinées à la formulation du programme/projet d'appui de l'UE. Les premières doivent être incorporées dans le dialogue politique avec le gouvernement partenaire.

Les recommandations s'adressant à l'UE pour la formulation de son programme/projet d'appui au secteur peuvent porter sur des mesures complémentaires pour remédier à des faiblesses spécifiques qui seraient constatées au niveau du cadre institutionnel, juridique et politique relatif à l'environnement et au changement climatique. Elles doivent également comprendre des propositions d'indicateurs.

Les limites de l'EES et les hypothèses sur lesquelles elle repose doivent être présentées. Les recommandations doivent tenir compte des opinions exprimées par les parties prenantes, et la façon dont elles ont été intégrées doit être expliquée. Si certaines préoccupations n'ont pas été reflétées dans les recommandations finales, les raisons doivent en être données.

5. PLAN DE TRAVAIL

Le plan de travail doit inclure les activités suivantes, sans nécessairement s'y limiter :

Étude de cadrage

- Recueil d'informations et collecte de données ;
- Examen des consultations publiques antérieures (si pertinentes et accessibles) ;
- Identification des parties prenantes ;
- Implication des parties prenantes ;
- Analyse et préparation de recommandations et du rapport de cadrage ;
- Atelier rassemblant les parties prenantes afin de valider les aspects clés (avec l'agrément de l'UE).

Étude d'EES

- Recueil d'informations et collecte de données ;
- Visites de terrain ;
- Implication des parties prenantes ;
- Identification et analyse détaillée des incidences, contraintes et opportunités environnementales potentielles ;
- Préparation de recommandations visant à atténuer les incidences environnementales négatives, s'adapter aux contraintes, optimiser les effets positifs, exploiter les opportunités et, de manière générale, gérer et contrôler les risques liés à l'environnement et au climat ;
- Préparation du rapport provisoire de l'EES ;
- Préparation du rapport final de l'EES (intégrant les commentaires reçus).

Sur la base de cette ébauche de plan de travail et du calendrier esquissé dans ces TdR, les consultants doivent présenter leur plan de travail détaillé.

6. EXPERTISE REQUISE

L'équipe sera composée de (nombre) experts : un chef d'équipe, un expert sectoriel et *(compléter selon les besoins, par ex. un socio-économiste si les impacts sociaux doivent faire l'objet d'une évaluation spécifique, ou un expert thématique)*.

Le chef d'équipe doit au minimum être détenteur d'un diplôme de master dans un domaine pertinent tel que l'environnement, le changement climatique ou la gestion des ressources naturelles, et justifier d'au moins 10 années d'expérience professionnelle pertinente. Il/Elle a une expérience avérée dans la préparation d'EES, de préférence dans le contexte de la coopération au développement de l'UE. Il/Elle a acquis une expérience de chef d'équipe à l'occasion d'au moins trois missions, dont de préférence une pour la réalisation d'une EES. Il/Elle a une bonne connaissance du cycle des opérations de l'UE. L'expérience dans le secteur, le pays et la région sera considérée comme un atout.

L'expert sectoriel *(spécifier le secteur ou le thème)* doit au minimum être détenteur d'un diplôme de master dans un domaine pertinent *(spécifier)*, et justifier d'au moins deux années d'expérience professionnelle pertinente dans *(spécifier les domaines)*. Il/Elle doit avoir une expérience avérée en *(spécifier le pays ou la région)*. La participation à la réalisation d'EES et la connaissance du cycle des opérations de l'UE seront considérées comme des atouts.

Tous les experts doivent parler couramment *(l'anglais, le français, l'espagnol, le portugais)* et l'un d'entre eux au moins doit maîtriser *(spécifier une langue locale si nécessaire)*.

(Cette section doit être adaptée et complétée en fonction de l'expertise requise.)

Chaque candidature d'expert doit s'accompagner d'un curriculum vitae de (quatre) pages maximum, décrivant les qualifications et l'expérience pertinentes du candidat.

7. RAPPORTS

Tous les rapports doivent être imprimés recto-verso sur du papier recyclé ou certifié FSC, et remis également en version électronique (Microsoft Word pour la version provisoire, PDF pour la version finale).

Étude de cadrage

L'étude de cadrage doit être présentée selon le format donné en sous-annexe 1.

Le plan détaillé pour la consultation des parties prenantes doit être soumis *(deux)* semaines après le démarrage, en *(nombre)* exemplaires, à *(noms et organisations)* pour commentaire.

La version provisoire du rapport de cadrage doit être présentée en *(nombre)* exemplaires à *(noms et organisations)* pour commentaire au plus tard le *(date⁽⁴⁾)*. Les commentaires sont attendus au plus tard le *(date)*. Les consultants tiendront compte de ces commentaires dans la préparation du rapport final (maximum 45 pages sans les annexes). *(Nombre)* exemplaires du rapport final de l'étude de cadrage rédigé en *(langue)* doivent être remis au plus tard le *(date)*.

Étude d'EES

Les autorités concernées et l'UE formuleront leurs commentaires sur le rapport de l'étude de cadrage, qui doit déterminer la portée de l'étude d'EES, au plus tard *(nombre)* semaines après sa remise. L'étude d'EES proprement dite débutera au plus tard *(nombre)* semaines après cette date.

⁽⁴⁾ À définir selon la complexité de l'EES, mais normalement 4 à 6 semaines après le démarrage.

Le rapport de l'étude d'EES doit prendre en compte le format proposé en sous-annexe 2. Le contenu et la structure du rapport doivent être convenus avec l'UE.

(Selon le secteur et la portée de la stratégie sectorielle, il est souvent pratique de structurer le rapport par question clé, alors que dans d'autres cas, il peut s'avérer commode de l'organiser de manière plus linéaire).

Le rapport provisoire de l'EES en (nombre) exemplaires doit être présenté à (noms et organisations) pour commentaire au plus tard le (date⁽⁵⁾). (Liste des autorités concernées) transmettront leurs commentaires dans un délai de (nombre) semaines.

Les consultants tiendront compte de ces commentaires dans la préparation du rapport final. (Nombre) exemplaires du rapport final rédigé en (langue) doivent être remis au plus tard le (date).

8. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

L'offre doit indiquer comment les termes de référence ont été compris et comporter une description de l'approche générale proposée pour l'EES, conformément à ces TdR. Elle mettra spécifiquement en avant les éléments suivants : la méthodologie proposée pour assurer la participation des parties prenantes ; les approches proposées pour la définition de la situation de référence environnementale ; et les méthodologies envisagées pour l'identification et l'évaluation des incidences, risques et opportunités.

9. CALENDRIER ET ALLOCATION DES MOYENS INDICATIFS

(Insérer un calendrier et une allocation des moyens (en personnes-jours) indicatifs — en gardant à l'esprit qu'au moins deux missions doivent être organisées dans le pays et en tenant compte d'un intervalle de temps entre la remise du rapport de l'étude de cadrage et le démarrage de l'étude d'EES.)

Le bureau d'études devra réagir à ce calendrier et à l'allocation des ressources humaines proposée et indiquer dans son offre comment il compte organiser le travail.

10. SOUS-ANNEXES

Sous-annexe 1. Format-type du rapport de cadrage de l'EES

Longueur maximum du rapport principal (sans les annexes) : 25 pages.

Le texte suivant doit apparaître sur la deuxième de couverture du rapport :

Ce rapport est financé par l'Union européenne et présenté par (nom du consultant/consortium) pour (institution nationale) et l'Union européenne. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de (institution nationale) ou de l'Union européenne.

Structure du rapport :

1. Résumé
2. Description du document de stratégie sectorielle faisant l'objet de l'évaluation

⁽⁵⁾ À définir selon la complexité de l'EES, mais normalement 2 à 4 mois après l'approbation du rapport de cadrage.

3. Aperçu du cadre politique, institutionnel et juridique
4. Aperçu des principales parties prenantes, de leurs intérêts et préoccupations
5. Description des principaux aspects de l'environnement à prendre en compte dans l'EES
6. Portée de l'étude de la situation environnementale de référence à préparer dans l'étude d'EES
7. Recommandations sur les méthodes spécifiques d'identification et d'évaluation des incidences à mettre en œuvre dans l'étude d'EES
8. Indication des délais et moyens nécessaires à la réalisation de l'étude d'EES
9. Sous-annexes
 - a. Méthodologie d'implication des parties prenantes
 - b. Liste des parties prenantes impliquées ou consultées
 - c. Liste des documents consultés

Sous-annexe 2. Format-type du rapport d'EES

Longueur maximum du rapport principal (sans les annexes) : 100 pages.

Le texte suivant doit apparaître sur la deuxième de couverture du rapport :

Ce rapport est financé par l'Union européenne et présenté par (*nom du consultant/consortium*) pour (*institution nationale*) et l'Union européenne. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de (*institution nationale*) ou de l'Union européenne.

Structure du rapport ::

1. Résumé

Partie I : Contexte

2. Portée et objectifs
3. Contexte
 - a. Description du document de stratégie sectorielle
 - b. Alternatives envisagées
 - c. Cadre politique, juridique et institutionnel lié à l'environnement
 - d. Principaux enjeux identifiés
4. Approche et méthodologie
 - a. Approche générale
 - b. Unités géographiques, environnementales ou cartographiques
 - c. Hypothèses, incertitudes et risques
5. Objectifs et indicateurs relatifs à l'environnement et au changement climatique pertinents pour le secteur
6. Situation environnementale et climatique de référence

Partie II : Analyse des principaux enjeux

7. Enjeu clé 1: ...
 - a. Justification de la sélection de l'enjeu clé (synthèse)
 - b. Situation de référence (y compris le cadre institutionnel, politique et juridique spécifique à l'enjeu)
 - c. Analyse (y compris, selon le cas, une discussion de la façon dont l'état de l'environnement et/ou le changement climatique influencent la performance du secteur ; des incidences notables sur l'environnement potentiellement associées à la mise en œuvre de la stratégie sectorielle ; des possibilités pour la stratégie sectorielle de contribuer de manière importante à la durabilité environnementale, au développement sobre en carbone et à l'économie verte — l'analyse devant tenir compte d'aspects tels que la pertinence du cadre institutionnel et réglementaire, les capacités institutionnelles, etc.)
 - d. Analyse des alternatives
 - e. Recommandations
8. Enjeu clé 2: ...
 - a. Justification de la sélection de l'enjeu clé (synthèse)
 - b. Situation de référence (y compris le cadre institutionnel, politique et juridique spécifique à l'enjeu)
 - c. Analyse (y compris, selon le cas, une discussion de la façon dont l'état de l'environnement et/ou le changement climatique influence(nt) la performance du secteur ; des incidences notables sur l'environnement potentiellement associées à la mise en œuvre de la stratégie sectorielle ; des possibilités pour la stratégie sectorielle de contribuer de manière importante à la durabilité environnementale, au développement sobre en carbone et à l'économie verte — l'analyse devant tenir compte d'aspects tels que la pertinence du cadre institutionnel et réglementaire, les capacités institutionnelles, etc.)
 - d. Analyse des alternatives
 - e. Recommandations

Partie III : Conclusions et recommandations

9. Conclusions générales
10. Recommandations pour la formulation du programme/projet d'appui de l'UE
11. Recommandations pour le renforcement du document de stratégie sectorielle

Références

Annexes techniques

12. Cartes et autres illustrations non incluses dans le rapport principal
13. Autres informations techniques, données et résultats analytiques, selon les besoins (par ex. schémas, matrices)

Autres annexes

14. Méthodologie et plan de travail de l'étude (2-4 pages)
15. Itinéraire des consultants (1-2 pages)
16. Liste des parties prenantes consultées, avec leur affiliation et leurs coordonnées (1-3 pages)
17. Liste des documents consultés
18. Curriculum vitae des consultants
19. Termes de référence de l'EES

ANNEXE 6

Termes de référence pour une Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE/EIA)

L'Évaluation des incidences (ou Étude d'impact) sur l'environnement (EIE) est un processus d'analyse systématique des conséquences environnementales possibles de la mise en œuvre d'un projet⁽¹⁾. On réalise une EIE pour les nouveaux projets susceptibles d'avoir des impacts négatifs importants sur l'environnement. L'EIE est réalisée par le promoteur du projet avant l'investissement et soumise aux autorités de régulation concernées dans le cadre des procédures d'autorisation. Les instances de réglementation concernées autorisent la réalisation du projet, ordonnent son rejet ou requièrent des mesures d'atténuation. Il est important que l'EIE soit de grande qualité et envisage des alternatives susceptibles de minimiser les incidences environnementales et d'optimiser les avantages potentiels. Un Plan de gestion environnementale (PGE) est élaboré et permet aussi d'assurer le suivi des actions d'atténuation.

Une EIE est réalisée si elle est exigée par la législation nationale du pays partenaire et/ou si l'examen préalable (« screening ») des aspects relatifs à l'environnement et au changement climatique (voir l'annexe 3) conclut qu'elle est nécessaire. En général, le format et les termes de référence de l'EIE sont déterminés par la législation nationale. Cependant, la délégation de l'UE peut décider d'incorporer des éléments supplémentaires aux TdR de l'étude afin d'assurer sa conformité aux normes stipulées dans ces lignes directrices.

Le modèle de termes de référence proposé ici doit être adapté au projet spécifique et au contexte du pays.

Les explications ou passages à compléter en fonction du contexte particulier sont indiqués en italiques. Un format-type de rapport d'EIE est disponible ci-dessous (voir les sous-annexes).

Lorsqu'une EIE est requise, il est important de définir comment cette étude et d'autres seront intégrées aux différentes étapes de la phase de formulation. Quatre aspects doivent être pris en considération :

- La portée des études à mener lors de la formulation doit être clairement définie pour assurer la complémentarité et éviter un chevauchement entre l'EIE et d'autres études (telles que l'étude de formulation « générale » ou l'analyse financière et économique). Une coordination étroite est donc nécessaire lors de la préparation des TdR de ces différentes études, s'ils ne sont pas rédigés par la même personne.
- Le travail de formulation doit être mené de manière cohérente ; cela implique que les mêmes options soient examinées dans les différentes évaluations (technique, environnementale et économique, par exemple).
- Les études doivent s'appuyer sur des informations techniques suffisantes et évaluer des options réalistes. Elles doivent par ailleurs influencer sur le choix des options à retenir et sur la conception finale du projet.
- Idéalement, l'EIE doit précéder l'analyse économique, qui doit inclure les coûts des mesures de réduction des impacts et d'adaptation, et aussi éventuellement valoriser certaines externalités environnementales et certains coûts résiduels.

⁽¹⁾ Adaptation de la définition de l'OCDE, <https://stats.oecd.org/glossary>.

Termes de référence pour l'Évaluation des incidences sur l'environnement du (titre du projet)

1. CONTEXTE

En vertu des exigences de (*législation nationale et de*) l'Union européenne, une Évaluation des incidences sur l'environnement est nécessaire dans le cadre de la formulation du (*titre du projet proposé*). L'EIE doit examiner les incidences potentielles du projet sur l'environnement, ainsi que les options d'atténuation et/ou d'optimisation de ces effets.

(Optionnel⁽¹⁾) Par la même occasion, compte tenu de ce que la mise en œuvre du projet et la réalisation de ses objectifs dépendront également de risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat, il a été décidé d'inclure à l'étude une évaluation de ces aspects.

Le projet présente les caractéristiques suivantes : (*insérer une brève description, en faisant référence au cadre logique (à joindre en annexe) ; donner les informations clés, telles que les objectifs, la justification du projet, sa localisation, sa durée, les technologies à mettre en œuvre, le cycle de vie du projet, etc.*)

Les alternatives techniquement réalisables suivantes ont été identifiées : (*décrire les options éventuellement déjà été identifiées. Dans certains cas, il n'y en aura pas ; il conviendra alors de décider si l'identification d'options alternatives doit être menée durant la phase de conception ; le cas échéant, le texte des TdR peut suggérer que les consultants en charge de l'EIE envisagent eux-mêmes des options alternatives susceptibles de minimiser les impacts sur l'environnement (voir le point 4.1.1).*)

Des informations sur le projet et l'environnement sont disponibles dans (*mentionner les études et informations disponibles, y compris les résultats de la phase d'identification, et indiquer où et comment ces documents peuvent être obtenus/consultés*). En plus de l'EIE, il est prévu de mener les études suivantes (*mentionner toute autre étude prévue durant la phase de formulation, par ex. étude de faisabilité, analyse économique et financière ou évaluation des incidences sociales*).

(*Mentionner toute autre information contextuelle pertinente, telle que les projets connexes envisagés ou en cours dans la même zone, les principales parties prenantes, les exigences légales ou l'existence d'une EES relative au secteur.*)

2. OBJECTIFS

L'Évaluation des incidences sur l'environnement apportera aux décideurs du/de la (pays partenaire) et de l'Union européenne suffisamment d'informations pour justifier, du point de vue environnemental, l'acceptation, la modification ou le rejet du projet à financer et à exécuter. Elle servira également de référence pour les actions ultérieures, permettant ainsi d'assurer la bonne prise en compte des enjeux environnementaux identifiés dans la mise en œuvre du projet.

3. RÉSULTATS

L'EIE est subdivisée en deux parties : une étude de cadrage (ou étude de portée — «scoping») et l'étude d'EIE proprement dite. L'étude de cadrage définira les aspects à traiter dans l'étude, compte tenu du contexte spécifique dans lequel le projet sera mis en œuvre. Les activités, le calendrier et le budget de l'étude d'EIE seront déterminés sur la base des conclusions de l'étude de cadrage.

L'étude de cadrage de l'EIE doit déboucher sur les résultats suivants :

⁽¹⁾ S'ils ne rentrent pas dans le cadre de l'EIE, les risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat doivent être traités comme il se doit dans l'étude de formulation générale du projet.

- Un aperçu du projet et du cadre législatif et institutionnel applicable ;
- Une indication des alternatives au projet et des variantes à étudier ;
- Une description des principales parties prenantes et de leurs préoccupations ;
- Un plan d'implication des parties prenantes (à mettre en œuvre dans le cadre de la réalisation de l'étude d'EIE proprement dite) ;
- Une description des principaux aspects de l'environnement et des interactions clés entre le projet et l'environnement à prendre en compte dans l'EIE ;
- Une description de la zone géographique à prendre en considération dans l'étude de la situation environnementale de référence et pour l'identification des incidences ;
- Des recommandations sur les méthodes spécifiques d'identification et d'évaluation des incidences à utiliser dans l'EIE ;
- *(En option, une description de la méthodologie proposée pour identifier et évaluer les risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat) ;*
- Une indication des délais, coûts et moyens à mettre en œuvre pour réaliser l'étude d'EIE.

L'**étude d'EIE** proprement dite doit quant à elle déboucher sur les résultats suivants :

- L'identification et l'évaluation des incidences notables sur l'environnement que pourrait engendrer le projet dans ses diverses alternatives ;
- Des recommandations, y compris un Plan de gestion environnementale (PGE), pour la mise en œuvre des mesures proposées pour réduire les incidences négatives et optimiser les incidences positives ;
- *(En option, des recommandations sur la manière d'adapter la conception du projet (si nécessaire) afin d'optimiser l'exploitation des opportunités, de gérer les risques et de fonctionner en tenant compte des contraintes imposées par l'environnement naturel, y compris la variabilité du climat, le changement climatique et la disponibilité ou rareté des ressources naturelles.)*

4. QUESTIONS À ÉTUDIER

4.1. ÉTUDE DE CADRAGE DE L'EIE (« SCOPING »)

4.1.1 Aperçu du projet et de ses alternatives

Les consultants doivent décrire le projet et ses principales alternatives, en particulier celles qui présentent des différences significatives du point de vue de l'environnement (par ex. alternatives de localisation affectant des écosystèmes distincts, alternatives de production impliquant des différences importantes en termes d'émissions de GES et/ou de séquestration du carbone). Les consultants définiront également les contraintes à prendre en compte lorsqu'il s'agira de proposer des mesures d'atténuation ou d'autres changements par rapport au projet initial. Ils évalueront dans quelle mesure des variantes aux alternatives proposées valent la peine d'être étudiées.

4.1.2 Cadre législatif, institutionnel et de planification

Le cadre juridique et institutionnel applicable au projet et à l'EIE doit faire l'objet d'une description, avec une indication de la législation applicable, du processus de planification dans lequel s'inscrit le projet (par ex. en rapport avec l'aménagement du territoire), et des critères et normes à prendre en compte dans l'EIE. Référence sera faite, le cas échéant, au Profil environnemental de pays ou toute analyse similaire, et à une éventuelle Évaluation environnementale stratégique.

4.1.3 Description des principales parties prenantes et de leurs préoccupations

La participation des parties concernées dans le processus d'EIE est un facteur clé de succès. Les consultants doivent identifier les principales parties prenantes (principaux groupes et institutions, agences environnementales, ONG, représentants du public et autres, y compris les groupes potentiellement affectés par les incidences probables du projet sur l'environnement). Une attention particulière doit être accordée aux groupes traditionnellement moins représentés, comme les femmes, les peuples autochtones et les minorités. Les parties prenantes seront impliquées en vue d'identifier leurs préoccupations et leurs valeurs en rapport avec le projet envisagé. Leur participation contribuera à identifier les principales interactions entre le projet et l'environnement à traiter dans l'étude d'EIE. La stratégie d'implication des parties prenantes proposée doit être expliquée dans l'offre des consultants ; si nécessaire, elle sera révisée par le gouvernement partenaire et/ou la délégation de l'UE avant d'être mise en œuvre, de façon à prévenir tout conflit inutile et pour éviter de susciter des attentes non réalistes. Il faut conserver la trace de toutes les consultations et des commentaires reçus.

4.1.4 Description des principaux aspects de l'environnement et des interactions clés entre le projet et l'environnement à traiter dans l'EIE

Une attention particulière doit être portée aux incidences (directes et indirectes) susceptibles d'être les plus importantes ou « notables », compte tenu de la sensibilité de l'environnement, des pressions résultant du projet et des attentes des parties prenantes. Sur la base de ces considérations, de toute information existante sur l'environnement local ainsi que d'autres évaluations environnementales (y compris une éventuelle EES), les consultants devront identifier les questions environnementales particulières à approfondir dans les catégories suivantes :

- Environnement physique, comprenant le (micro)climat, la variabilité du climat et le changement climatique, la qualité de l'air, les ressources hydriques (de surface et souterraines), le sous-sol, le relief (géomorphologie), la qualité des sols et le risque de catastrophes naturelles ;
- Environnement biologique, y compris la biodiversité (notamment les écosystèmes et espèces rares, menacées et endémiques) et les ressources biologiques d'importance culturelle, sociale ou économique ;
- Environnement socio-économique : aspects qui dépendent des changements dans l'état de l'environnement (santé publique, vulnérabilité aux catastrophes, vulnérabilité à la variabilité croissante du climat et aux effets attendus du changement climatique⁽²⁾, accès aux ressources naturelles et conflits associés), aspects pouvant produire des incidences environnementales et, sur un plan plus général, conditions socio-économiques qui pourraient être affectées par le projet et ne font pas l'objet d'autres études durant la phase de formulation⁽³⁾.

Notons que les émissions de gaz à effet de serre liées au projet sont peu susceptibles d'être considérées comme « notables » à l'échelle globale. Néanmoins, à l'échelle d'un projet et de ses alternatives, il peut exister des opportunités de réduire considérablement les émissions, de stocker du carbone ou de mettre en œuvre le principe d'une « trajectoire de développement neutre du point de vue du climat ». Si c'est le cas, l'évaluation de telles opportunités doit faire partie de l'EIE.

4.1.5 Portée de l'étude de la situation environnementale de référence

Sur la base de l'information obtenue comme décrit ci-dessus, et compte tenu de la zone d'influence probable du projet, les consultants doivent fournir des indications sur la portée de l'étude de la situation environnementale de référence à inclure dans l'EIE. Des entités géographiques distinctes pourront être considérées selon le type d'incidences attendues (y compris les incidences indirectes). Toutes les entités géographiques identifiées doivent être justifiées

⁽²⁾ L'EIE devrait évaluer la mesure dans laquelle le projet envisagé peut augmenter ou au contraire réduire la vulnérabilité de la population aux effets du changement climatique.

⁽³⁾ Dans ce cas, les incidences sur les personnes doivent être ventilées par sexe, âge et autres critères sociaux pertinents.

4.1.6 Recommandations sur les méthodes à mettre en œuvre dans l'EIE pour identifier et évaluer les incidences

Les consultants doivent indiquer les méthodes d'identification et d'évaluation des incidences qu'ils envisagent d'utiliser. Une attention particulière doit être accordée à l'identification des interactions environnementales qui demanderont une analyse quantitative et de celles qui feront l'objet d'analyses qualitatives.

4.1.7 (Optionnel) Méthodologie proposée pour l'identification et l'évaluation des risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat

Les consultants doivent indiquer la méthodologie qu'ils comptent utiliser pour identifier et ensuite évaluer les risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement biophysique dans lequel le projet va opérer, y compris la disponibilité ou la rareté des ressources naturelles (sols, eau, énergie, matériaux, etc.), la variabilité croissante du climat et (dans la mesure où ils peuvent être prévus) les effets attendus du changement climatique.

4.1.8 Indication des délais, coûts et moyens nécessaires à la réalisation de l'étude d'EIE

Les consultants doivent estimer les délais nécessaires à la réalisation de l'étude d'EIE, compte tenu de ce qu'elle comprendra une description de la situation environnementale de référence, une analyse des alternatives, l'identification des incidences, (optionnel) l'identification des risques, contraintes et opportunités, leur évaluation, ainsi que la préparation de recommandations (y compris la définition des mesures d'atténuation / optimisation et un Plan de gestion environnementale).

Les considérations pratiques doivent être prises en compte, telles que les contraintes liées au besoin éventuel d'obtenir des données ou échantillons sur plusieurs saisons.

Une description et une estimation des moyens nécessaires (en termes de budget et de personnes-jours) doivent être présentées, avec une ventilation des coûts. S'il apparaît nécessaire à ce stade de recourir à d'autres experts dotés de compétences particulières, ceci doit être soumis à la considération du gouvernement national / de l'UE dans le rapport de l'étude de cadrage.

(Le gouvernement partenaire/l'UE peut indiquer ici le budget maximum alloué à l'étude d'EIE.)

4.2. ÉTUDE D'EIE (EIE PROPREMENT DITE)

La portée de l'étude d'EIE sera convenue avec le gouvernement partenaire et l'UE en collaboration avec les autres partenaires internationaux, sur la base des résultats de l'étude de cadrage.

4.2.1 Situation environnementale de référence

1. Environnement existant

L'étude de la situation environnementale de référence comprend une description de la situation environnementale qui prévaut dans la zone délimitée pour l'étude, une attention particulière devant être portée aux aspects qui peuvent être affectés par le projet. Le cas échéant, le consultant devrait également considérer les conditions susceptibles d'influencer l'efficacité ou la durabilité du projet. Dans la mesure du possible, des indicateurs (par ex. indices de qualité de l'environnement) doivent être identifiés et leur état (qualité de l'environnement) établi pour toutes les principales variables environnementales à étudier, afin d'obtenir une base de référence pour l'identification des incidences et leur futur suivi. Tous les indicateurs doivent être expliqués et justifiés de manière appropriée. Si des alternatives relatives à la localisation du projet sont envisagées, l'étude devra mettre en évidence les différences dans l'adéquation de l'environnement aux activités envisagées et sa sensibilité aux pressions générées par le projet.

2. Situation future attendue dans le scénario sans projet

Les consultants doivent décrire, pour les diverses variables environnementales, les tendances attendues et la situation future à court, moyen et long terme dans l'hypothèse où le projet ne serait pas mis en œuvre. Ce scénario « sans projet » tiendra lieu de référence pour la prédiction des incidences du projet sur l'environnement. Néanmoins, si la situation d'absence de projet semble peu réaliste, l'alternative la plus probable devra être utilisée comme référence. Les hypothèses retenues pour prédire la situation et les tendances futures doivent être discutées.

4.2.2 Identification et évaluation des incidences

Les consultants doivent identifier et décrire les incidences notables sur l'environnement susceptibles d'être générées par le projet et ses alternatives, et les évaluer.

Les incidences notables potentielles (directes et indirectes) doivent être identifiées en utilisant les méthodologies proposées dans l'étude de cadrage. L'identification des incidences doit tenir compte de facteurs tels que la sensibilité de l'environnement, le cadre juridique, les pressions résultant du projet et les attentes des parties prenantes. Elle doit porter sur les aspects de l'environnement présentés à la section 4.1.4 et identifiés dans l'étude de cadrage.

L'identification des incidences doit prendre en compte les aspects suivants du projet, sans nécessairement s'y limiter :

- Les activités du projet (dans les phases de construction, fonctionnement et déclassement) ;
- Les activités et structures associées (par ex. camps de base établis durant la construction) ;
- La localisation du projet ;
- Sa disposition générale, sa taille ;
- Sa durée de vie ;
- Les moyens, équipements et ressources nécessaires (par ex. consommation d'eau et d'énergie, utilisation de matériaux dangereux) ;
- Les émissions et rejets polluants ;
- Le bruit et les vibrations ;
- La production d'odeurs et les émissions lumineuses ;
- La production de déchets solides et dangereux ;
- Les exigences d'occupation de terrains ;
- La présence de travailleurs ;
- L'accès et les transports ;
- Le cas échéant, les effets sur la vulnérabilité de la population à la variabilité croissante du climat et aux effets attendus du changement climatique.

(Si le gouvernement partenaire et l'UE, sur la base de l'étude de cadrage, ont une préférence pour l'emploi de certaines méthodologies ou souhaitent voir porter une attention particulière à des aspects spécifiques, il faut le spécifier et l'expliquer ici.)

L'état de l'environnement qui résultera de la mise en œuvre du projet à court, moyen et long terme doit être décrit sur la base des mêmes indicateurs ou critères que ceux utilisés pour la situation de référence. L'évaluation des incidences du projet reposera sur une comparaison de l'état attendu de l'environnement dans les scénarios avec et sans projet.

Les incidences doivent être décrites selon leur nature et leurs caractéristiques (par ex. incidences directes ou indirectes, temporaires ou permanentes, continues ou intermittentes, réversibles ou irréversibles, positives ou négatives, à court, moyen ou long terme, de magnitude plus ou moins élevée, plus ou moins aptes à être corrigées ou compensées, éventuellement transfrontalières, cumulatives et interagissant ou non avec d'autres impacts). Selon le cas, les impacts sur les êtres humains doivent être ventilés par sexe, âge et autres critères sociaux pertinents.

Toutes les incidences ne doivent pas nécessairement être quantifiées. Dans certaines circonstances, les tentatives de quantification peuvent déboucher sur des chiffres dénués de signification et sans utilité pour la prise de décisions. Il importe donc de reconnaître dans quelles circonstances une description claire des caractéristiques de l'incidence et un jugement qualitatif motivé seront plus utiles (notamment pour proposer des mesures d'atténuation et fonder une décision) que des tentatives de quantification sans grande signification.

Les incidences doivent être identifiées pour les phases de construction, de fonctionnement et de déclassement du projet, et tous les développements connexes doivent être pris en compte (par ex. lignes électriques associées à la construction d'un barrage hydroélectrique, gestion et élimination des cendres générées par un incinérateur, prélèvement de matériaux pour des activités de construction).

4.2.3 Mesures et recommandations concernant les incidences

Des mesures doivent être proposées pour renforcer les incidences positives et éliminer, réduire ou compenser les effets indésirables. Ces mesures (souvent appelées mesures d'atténuation) doivent être techniquement faisables, économiquement justifiées et socialement acceptables (c'est-à-dire tenir compte de l'avis des principales parties concernées). Les consultants doivent chercher à optimiser ces mesures, de telle sorte qu'aucune mesure ne réduise l'efficacité des autres ou, pire encore, ne donne lieu elle-même à un impact indésirable significatif.

Les mesures préconisées peuvent poursuivre divers objectifs :

- Réduire l'ampleur, l'intensité ou la durée des activités dommageables au profit d'activités moins dommageables ou induisant des effets positifs ;
- Modifier les conséquences d'une activité sans modifier l'activité elle-même (par ex. placement de filtres anti-pollution) ;
- Renforcer la protection de l'environnement récepteur face aux impacts du projet et à d'autres dangers ;
- Réhabiliter ou restaurer les ressources endommagées ;
- Compenser les dommages, par ex. en améliorant des ressources similaires à celles qui ont été endommagées ou perdues.

Les impacts résiduels (à savoir les effets sur l'environnement qui subsistent après mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées) doivent être identifiés et évalués. Sur cette base, les alternatives doivent être comparées et des recommandations formulées sur la meilleure option. La comparaison des différentes options doit être résumée sous la forme d'un tableau.

4.2.4 Plan de gestion environnementale

Le Plan de gestion environnementale (PGE) est un document qui identifie les actions nécessaires à la mise en œuvre des recommandations de l'EIE, y compris le suivi environnemental requis lors de la phase de mise en œuvre du projet. Le PGE doit clairement traduire les recommandations de l'EIE sous la forme d'un plan opérationnel.

Le PGE du projet doit inclure :

- Un tableau (de type cadre logique) montrant les objectifs, résultats attendus, indicateurs objectivement vérifiables, activités (correspondant aux mesures d'atténuation et d'optimisation), et l'attribution des responsabilités pour la mise en œuvre de ces activités ;

- Les dispositions institutionnelles pour sa mise en œuvre et pour le suivi environnemental : responsabilités, rôle des autorités environnementales, rôle et participation des parties prenantes ;
- Des suggestions pour les contrats (clauses environnementales : normes à respecter, nécessité éventuelle de préparer un Plan de gestion environnementale propre à l'entreprise) et les modalités contractuelles (par ex. paiements liés aux résultats) ;
- Un plan de suivi et de contrôle (comprenant des indicateurs appropriés, la fréquence des activités de suivi, les moyens de collecte et d'analyse des données et le système d'établissement des rapports) ;
- Un plan de réponse en cas d'accident ou de résultats inattendus des activités de suivi environnemental ;
- Un projet de calendrier des activités (pour le suivi et la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'optimisation) ;
- Une indication des moyens nécessaires (notamment en personnel et véhicules) et des coûts de mise en œuvre du PGE.

4.2.5 Limites de l'EIE

Les consultants doivent expliquer les principales limites, faiblesses et incertitudes de l'étude. Ils doivent faire état de toutes les hypothèses retenues pour la prédiction et l'évaluation des incidences et risques potentiels pour l'environnement, pointer les domaines où l'information est insuffisante et expliquer comment les jugements sur le caractère significatif ou notable des incidences ont été posés, en se référant par exemple à des normes établies, des objectifs de qualité, l'opinion des parties prenantes ou leur jugement professionnel.

4.2.6 Conclusions relatives aux incidences sur l'environnement

Cette section récapitulera les principaux résultats de l'EIE, les recommandations (en se référant au projet de PGE en annexe) et l'évaluation des impacts résiduels. Les consultants doivent également fournir toute information utile pour une éventuelle analyse économique et financière ou pour l'étude de formulation générale. Les limites de l'EIE et ses principales hypothèses doivent être expliquées.

4.2.7 (Optionnel) Identification et évaluation des risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat

Les consultants doivent identifier et décrire les principaux risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement dans lequel le projet va opérer, y compris (mais sans nécessairement s'y limiter) les aspects suivants :

- La disponibilité — ou la rareté — et la qualité des ressources naturelles (par ex. eau, terres, sols, énergie, matériaux, minerais, espèces végétales et animales, services écosystémiques) dont dépendent la mise en œuvre du projet et la réalisation de ses objectifs, compte tenu des pressions existantes, des tendances actuelles et des effets projetés du changement climatique ;
- L'exposition aux risques liés au climat (par ex. ceux qui résultent de la variabilité croissante du climat et des effets attendus du changement climatique). Ceci se fera sur la base de l'examen d'études pertinentes réalisées au niveau national, sous-régional et local, portant sur les effets de la variabilité du climat et du changement climatique, et compte tenu des éventuelles réponses proposées par les parties prenantes pour gérer ces effets dans le cadre du projet (ces réponses peuvent inclure des composantes techniques, politiques et institutionnelles) ;
- L'exposition aux autres risques et contraintes liés à l'environnement (par ex. conditions biologiques, ravageurs, espèces envahissantes, feux de forêt ou de brousse, pollutions dues à des activités humaines externes au projet) ;

- L'exposition aux catastrophes naturelles et semi-naturelles et aux accidents technologiques, y compris les catastrophes sont la gravité ou la fréquence risque d'augmenter en raison du changement climatique.

Bien que l'analyse mette vraisemblablement en évidence surtout des risques et contraintes, il faut également explorer l'existence d'opportunités associées à l'environnement naturel (par ex. la disponibilité de ressources naturelles abondantes qui, bien gérées et utilisées, peuvent améliorer l'efficacité, l'efficience ou la durabilité du projet ; ou encore certaines évolutions favorables pouvant résulter du changement climatique).

Les principaux risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat et associés au projet doivent être identifiés en utilisant la méthodologie proposée dans l'étude de cadrage. Pour déterminer lesquels sont assez importants pour justifier un changement dans la conception du projet ou l'adoption de mesures spécifiques d'adaptation, il est suggéré de caractériser et d'évaluer les risques, contraintes et opportunités par rapport aux critères suivants :

- Pertinence : les risques, contraintes et opportunités identifiés sont-ils d'une façon ou d'une autre pertinents par rapport aux problèmes que le projet cherche à résoudre et aux objectifs poursuivis ?
- Efficacité : les risques, contraintes et opportunités identifiés peuvent-ils avoir une influence positive sur la réalisation des résultats et objectifs du projet, ou pourraient-ils au contraire les compromettre ?
- Efficience (c'est-à-dire le rapport entre ce que l'on investit ou les ressources que l'on consomme et ce que l'on obtient ou produit en retour) : les risques, contraintes et opportunités identifiés contribuent-ils à la production de résultats et produits à un coût « faible » ou « raisonnable » en termes de consommation de ressources, ou au contraire donnent-ils lieu à un rapport décevant entre les produits/résultats obtenus et les ressources employées ?
- Durabilité : les risques, contraintes et opportunités identifiés favorisent-ils ou au contraire empêchent-ils la production durable d'avantages au cours de la durée de vie prévue du projet, d'un point de vue financier, économique, environnemental et social ?
- Impact : les risques, contraintes et opportunités identifiés contribuent-ils à générer pour la société au sein de laquelle le projet va opérer des impacts positifs, ou au contraire négatifs, en termes de développement global ?

4.2.8 (Optionnel) Mesures préconisées d'adaptation et de gestion des risques

Si l'évaluation ci-dessus fait apparaître des risques, contraintes et/ou opportunités notables, les consultants doivent proposer des mesures et formuler des recommandations pour améliorer (si nécessaire) l'intégration de ces aspects dans la conception du projet. Les recommandations prendront en compte toute mesure déjà en place ou envisagée par les partenaires du projet, ainsi que leur capacité à les mettre en œuvre. Les actions proposées peuvent consister en des mesures visant à :

- Renforcer les capacités d'adaptation du projet et de ses partenaires face à la variabilité croissante du climat et au changement climatique (par ex. mise en place de mécanismes d'alerte précoce, de préparation et de réduction des risques de catastrophe, diversification des sources de revenus, accès amélioré aux services financiers y compris l'assurance, développement des capacités dans ces domaines) ;
- Contrôler ou gérer certains risques identifiés (par ex. choix de la localisation du projet pour réduire l'exposition aux catastrophes naturelles) ;
- Améliorer la capacité du projet à fonctionner sous des contraintes identifiées (par ex. choix de modes de production plus économes en eau ou en énergie) ;
- Mieux exploiter certaines opportunités offertes par l'environnement naturel (par ex. utilisation d'une source d'énergie renouvelable abondante au niveau local).

Si les mesures proposées d'adaptation, d'optimisation ou de gestion des risques impliquent des coûts supplémentaires (par rapport aux options actuellement envisagées), le rapport doit inclure une estimation de ces coûts. Il doit également identifier qui sera chargé de la mise en œuvre de ces mesures.

4.2.9 (Optionnel) Limites de l'évaluation des risques et des contraintes

Les consultants doivent expliquer les principales limites, faiblesses et incertitudes de l'étude. Ils doivent pointer les domaines où l'information fait défaut et expliquer comment les jugements sur le caractère significatif ou notable des risques, contraintes et opportunités ont été posés, en se référant par exemple à des objectifs de qualité, l'opinion des parties prenantes ou leur jugement professionnel.

4.2.10 (Optionnel) Conclusions relatives aux risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat

Cette section récapitulera les principaux résultats de la deuxième partie de l'étude, les recommandations qui en découlent et fera une brève description des risques résiduels (à savoir ceux qui ne peuvent être contrôlés ou gérés de manière satisfaisante dans le cadre limité du projet). Les consultants doivent également fournir toute information utile pour une éventuelle analyse économique et financière ou pour l'étude de formulation générale. Les limites de l'évaluation des risques, contraintes et opportunités et les principales hypothèses doivent également être résumées.

5. PLAN DE TRAVAIL

Le plan de travail doit inclure les activités suivantes, sans nécessairement s'y limiter :

Étude de cadrage

- Recueil d'informations et collecte de données ;
- Identification et implication des parties prenantes ;
- Analyse et préparation du rapport de cadrage ;

Étude d'EIE

- Revue des documents disponibles (par ex. PEP, EES pertinentes, rapports d'identification et de préféabilité) ;
- Revue de la littérature environnementale pertinente, du cadre politique et législatif relatif à l'environnement (législation, réglementations et normes) ;
- Travail et enquêtes de terrain, y compris la consultation des parties prenantes ;
- Identification et évaluation des incidences ;
- Élaboration des mesures d'atténuation et d'optimisation ;
- Préparation du PGE ;
- Préparation du rapport final de l'EIE.

Sur la base de cette ébauche de plan de travail et du calendrier esquissé dans ces TdR, les consultants doivent présenter dans leur offre un plan de travail détaillé pour l'étude d'EIE.

6. EXPERTISE REQUISE

La mission proposée ici sera réalisée par une équipe de (nombre) experts présentant les profils suivants

- Un expert avec au moins 10 ans d'expérience en matière d'évaluation des incidences sur l'environnement. Il/Elle dirigera l'équipe ;
- (Nombre) experts avec au moins 5 ans d'expérience pertinente (*ajuster si nécessaire*) et pouvant justifier d'une formation technique en (*spécifier*). (*Le nombre d'experts et leurs domaines de spécialisation peuvent être revus ou ajustés à un stade ultérieur sur la base des résultats de l'étude de cadrage.*)

L'équipe doit comprendre des experts disposant de connaissances et d'une expertise au niveau local ou régional. Les experts doivent avoir d'excellentes compétences en matière de (spécifier). (Spécifier la langue) sera la langue de travail ; le rapport final doit être présenté en (spécifier la langue).

Pour chacun des experts proposés, un *curriculum vitae* de (quatre) pages maximum résumant les qualifications et l'expérience pertinentes doit être soumis.

7. RAPPORTS

7.1. ÉTUDE DE CADRAGE

L'étude de cadrage doit être présentée selon le format établi en sous-annexe 1.

La stratégie détaillée d'implication des parties prenantes doit être soumise deux semaines après le démarrage, en (nombre) exemplaires, à (*noms et organisations*) pour commentaire.

La version provisoire du rapport de cadrage doit être présentée en (nombre) exemplaires à (*noms et organisations*) pour commentaire au plus tard le (*date*). Les commentaires des autorités concernées et de l'UE sont attendus au plus tard le (*date*). Les consultants tiendront compte de ces commentaires dans la préparation du rapport final. (Nombre) exemplaires du rapport final de l'étude de cadrage rédigé en (*langue*) doivent être remis au plus tard le (*date*).

7.2. ÉTUDE D'EIE

Les commentaires sur l'étude de cadrage, qui doit déterminer la portée de l'étude d'EIE, seront communiqués au plus tard (nombre) semaines après sa remise. L'étude d'EIE proprement dite débutera au plus tard (nombre) semaines après cette date.

Le rapport d'EIE sera présenté selon le format donné en sous-annexe 2. Les analyses sous-jacentes seront présentées dans les annexes au rapport.

Le rapport provisoire de l'EIE doit être présenté en (nombre) exemplaires à (*noms et organisations*) pour commentaire au plus tard le (*date*). (Liste des autorités) transmettront leurs commentaires dans un délai de (nombre) semaines.

Les consultants tiendront compte de ces commentaires dans la préparation du rapport final (maximum [X] pages hors annexes). (Nombre) exemplaires du rapport final rédigé en (*langue*) seront remis au plus tard le (*date*).

8. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

La proposition doit indiquer comment les termes de référence ont été compris et comporter une description de l'approche générale proposée pour l'EIE, conformément à ces TdR. Elle mettra spécifiquement en avant les éléments suivants : la méthodologie proposée pour assurer la participation des parties prenantes ; les approches proposées pour la définition de la situation de référence environnementale ; et les méthodologies envisagées pour l'identification et l'évaluation des incidences (y compris la description des outils spécifiques proposés).

(En fonction de la modalité contractuelle utilisée, le gouvernement partenaire ou l'UE indiquera la forme souhaitée pour la présentation de l'offre financière, par ex. une ventilation par postes de coûts. Le budget maximum disponible pour le contrat sera également indiqué.)

9. CALENDRIER INDICATIF

(Insérer le calendrier indicatif)

Le bureau d'études devra réagir à ce calendrier et indiquer dans son offre comment il compte organiser le travail pour respecter les délais. Le calendrier pourra être révisé en fonction des résultats de l'étude de cadrage.

10. SOUS-ANNEXES

Sous-annexe 1. Format-type du rapport de cadrage de l'EIE

Longueur maximum du rapport principal (sans les annexes) : 25 pages.

Le texte suivant doit apparaître sur la deuxième de couverture du rapport :

Ce rapport est financé par l'Union européenne et présenté par (nom du consultant) pour (institution nationale) et l'Union européenne. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de (institution nationale) ou de l'Union européenne.

Structure du rapport

1. Résumé
2. Description du projet faisant l'objet de l'évaluation et de ses alternatives
3. Législation environnementale applicable et cadre institutionnel
4. Principales parties prenantes et leurs préoccupations
5. Principaux aspects de l'environnement et interactions clés entre le projet et l'environnement à traiter dans l'EIE
6. Portée de l'étude de la situation environnementale de référence et zones influencées par le projet
7. Recommandations sur les méthodes spécifiques à utiliser pour l'identification et l'évaluation des incidences
8. *(Optionnel)* Méthodologie proposée pour l'identification et l'évaluation des risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat
9. Calendrier et moyens à mettre en œuvre pour réaliser l'EIE

10. Annexes techniques

- a. Méthodologie d'implication des parties prenantes
- b. Liste des parties prenantes impliquées ou consultées (avec leurs coordonnées)
- c. Comptes-rendus relatifs à l'implication des parties prenantes
- d. Liste des documents consultés

Sous-annexe 2. Format-type du rapport d'EIE

Le texte suivant doit apparaître sur la deuxième de couverture du rapport :

Ce rapport est financé par l'Union européenne et présenté par (*nom du consultant*) pour (*institution nationale*) et l'Union européenne. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de (*institution nationale*) ou de l'Union européenne.

Structure du rapport

1. Résumé
2. Contexte
 - a. Justification et objectifs du projet
 - b. Localisation du projet
 - c. Description du projet et des activités connexes
 - d. Alternatives envisagées
 - e. Cadre politique, juridique et institutionnel relatif à l'environnement
3. Approche et méthodologie

(Les effets cumulatifs et les interactions entre effets peuvent faire l'objet d'un point séparé pour s'assurer que ces aspects soient bien pris en compte. Des tableaux et diagrammes doivent être utilisés pour résumer et clarifier le contenu de ce chapitre.)

- a. Approche générale
 - b. Unités géographiques ou cartographiques
 - c. Indicateurs de qualité environnementale
 - d. Hypothèses, incertitudes et contraintes
4. Situation environnementale de référence
 5. Identification et évaluation des incidences

(Cumulative effects and interaction between effects could form additional subject headings to ensure that these aspects are not overlooked. Table and diagrams should be used to summarise and clarify findings in this chapter.)

6. Mesures d'atténuation et d'optimisation et impacts résiduels
7. Conclusions et recommandations concernant l'atténuation et l'optimisation des incidences
 - a. Déclaration d'impact

(Cette section doit comprendre l'une des trois « déclarations d'impact » proposées ci-dessous :

- *L'alternative ou les alternatives (nommer ou identifier par un numéro l(es) alternative(s) concernée(s) n'aura(ont) pas d'incidences environnementales notables pour autant que les mesures recommandées dans l'EIE soient effectivement mises en œuvre ;*
- *Même l'alternative (ou les alternatives) identifiée(s) comme étant la(les) moins dommageable(s) (nommer ou identifier par un numéro l(es) alternative(s) concernée(s) aura(ont) des incidences négatives importantes sur l'environnement, qui ne pourront pas être atténuées. Il est dès lors recommandé d'identifier et d'évaluer des alternatives supplémentaires, ou de s'assurer que les avantages sociaux et économiques soient suffisamment importants pour justifier le projet malgré son impact environnemental ;*
- *Chacune des alternatives identifiées aura des incidences environnementales significatives et inacceptables, quelles que soient les mesures d'atténuation et de suivi proposées. C'est pourquoi il est recommandé de retravailler en profondeur la proposition de projet et de réévaluer les options possibles.)*

b. Conclusions et recommandations

(Cette section doit exposer de manière claire les conclusions et recommandations sur les actions à mettre en œuvre pour s'assurer que les considérations environnementales soient adéquatement prises en compte dans les phases ultérieures de la préparation du projet, dans sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation. Ces conclusions et recommandations doivent être complètes mais concises et clairement formulées, de telle sorte que cette section puisse être incorporée aux divers documents relatifs au projet.)

8. (Optionnel) Identification et évaluation des risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat
9. (Optionnel) Mesures préconisées d'adaptation et de gestion des risques
10. (Optionnel) Conclusions et recommandations concernant les risques, contraintes et opportunités liés à l'environnement et au climat

11. Annexes techniques

- a. Éléments à intégrer dans la matrice du cadre logique du projet proposé (relatifs à la logique d'intervention, aux indicateurs, aux hypothèses et prérequis) ;
- b. Cartes de la zone du projet et autres illustrations non incluses dans le rapport principal ;
- c. Autres informations techniques et autres données, selon les besoins ;
- d. Comptes-rendus relatifs à l'implication des parties prenantes ;
- e. Projet de Plan de gestion environnementale.

12. Autres annexes

- a. Méthodologie et plan de travail de l'étude (2-4 pages) ;
- b. Itinéraire des consultants (1-2 pages) ; Liste des parties prenantes consultées ou impliquées (1-2 pages) ;
- c. Liste des documents consultés (1-2 pages) ;
- d. Curriculum vitae des consultants (une page par personne) ;
- e. Termes de référence de l'EIE.

ANNEXE 7

Suivi et indicateurs

INTRODUCTION

Cette annexe donne des orientations pour le développement d'un cadre de suivi des résultats et des impacts des actions (projets et programmes) sur l'environnement, le changement climatique et la biodiversité par rapport aux objectifs fixés. Elle répond à la nécessité de renforcer les capacités de l'UE à assurer le suivi des résultats en matière de développement et à les évaluer.

Les indicateurs sont utilisés pour mesurer la réalisation d'un objectif. Ils sont également utiles pour définir plus concrètement la véritable signification d'un objectif ou d'une cible, en particulier — dans la formulation d'une action — lorsque référence est faite à des concepts moins tangibles ou mesurables tels que la biodiversité, l'adaptation au changement climatique ou le développement durable.

En principe, le suivi des résultats et des effets ou impacts fait partie du cadre global de mesure des résultats et de la performance d'une politique, d'un programme ou d'une action particulière utilisé par le pays ou la région concernée. Un nombre croissant de pays sont dotés de cadres de mesure des résultats et font à présent régulièrement rapport sur l'état de leur environnement et la durabilité de leurs politiques nationales sur la base d'indicateurs, y compris des indicateurs d'émissions de gaz à effet de serre. Les pays partenaires sont également de plus en plus nombreux à adopter des systèmes de comptabilité verte.

Dans la mesure du possible, les cadres nationaux ou régionaux de mesure des résultats doivent être utilisés et joints aux documents de politique, de programmation ou d'action pertinents. Dans certains cas, les évaluations environnementales (y compris les évaluations stratégiques portant sur des politiques, plans et programmes) et les profils environnementaux de pays peuvent fournir les indicateurs et valeurs de référence nécessaires pour formuler des actions et prendre des décisions les concernant.

Cependant, dans de nombreux cas, les cadres disponibles n'incluent pas de critères ou d'indicateurs spécifiques portant sur les effets relatifs à l'environnement, au changement climatique ou à la biodiversité. En pareil cas, l'identification d'indicateurs spécifiques permettant l'intégration de ces thématiques dans le cadre de résultats de la coopération doit être encouragée. Le Cadre de résultats des interventions de développement et de coopération de l'UE, un document évolutif, constitue un point de départ important pour y parvenir. Ce cadre mesure les résultats à divers niveaux ; à chacun d'entre eux, des indicateurs sont proposés.

Les deux niveaux suivants sont directement pertinents pour l'intégration des questions relatives à l'environnement et au changement climatique :

1. Objectifs de développement de haut niveau.

Une première occasion ou un premier point d'entrée pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique est la *phase de programmation*, avec notamment les documents de programmation (Programme indicatif pluriannuel ou PIP). Sur la base de l'analyse des enjeux et opportunités, des actions pertinentes sont identifiées et des indicateurs qui reflètent les préoccupations relatives à l'environnement et au climat peuvent être inclus.

À ce niveau (impact), l'UE n'est généralement pas le seul donateur, et les divers acteurs contribuent ensemble à un objectif commun supérieur et à long terme. Les indicateurs retenus ici peuvent dès lors être convenus au niveau international, par exemple en rapport avec les Objectifs de développement durable ou les Objectifs du millénaire pour le développement, et ils s'appuient sur des données issues des systèmes statistiques internationaux. La DG DEVCO a également élaboré des notes sectorielles qui fournissent des listes d'indicateurs spécifiques à chaque secteur.

Les cibles mondiales liées aux ODD (voir l'[annexe 1](#) de ces lignes directrices) et le cadre d'indicateurs développé pour assurer leur suivi donnent une série d'indicateurs possibles sur la base desquels les pays signataires doivent faire rapport (voir la section 2 ci-dessous).

Parmi les indicateurs utilisés à ce niveau, citons à titre d'exemple la surface des zones protégées pour maintenir la diversité biologique en proportion de la *surface totale* (indicateur 26 des OMD, données du PNUE-WCMC), ou les *émissions de CO₂ par habitant et la consommation de CFC appauvrissant la couche d'ozone* (indicateur 28 des OMD, données du PNUE-Secrétariat de l'Ozone).

2. Réalisations et résultats en matière de développement

La *phase d'identification et de formulation* offre une deuxième opportunité ou un deuxième point d'entrée pour l'intégration de l'environnement et du changement climatique. Les documents d'action doivent fournir une analyse pertinente des préoccupations et opportunités relatives à l'environnement et au changement climatique qui nécessitent une action ou une attention particulière. Dès lors que l'environnement, le changement climatique et/ou la biodiversité sont identifiés comme des objectifs importants ou principaux ou comme des questions transversales importantes, des indicateurs pertinents doivent être inclus dans le cadre de résultats. Il en va de même, *mutatis mutandis*, pour les programmes d'appui budgétaire ou les opérations de mixage prêts-dons. Dans de tels cas, le dialogue politique doit inclure une discussion relative à l'inclusion d'indicateurs pertinents dans le cadre d'évaluation de la performance, et le cas échéant dans les critères de décaissement.

À ce niveau (réalisations et résultats), l'UE est plus directement responsable des résultats des actions financées (projets et programmes). La contribution de ces actions aux objectifs relatifs au développement durable, à l'environnement, au changement climatique ou à la biodiversité doit donc être démontrée. Les indicateurs utilisés ici sont directement liés aux résultats attendus et aux indicateurs décrits dans les documents de programmation pluriannuelle et, à un niveau inférieur, dans les documents d'action.

Parmi les indicateurs utilisés à ce niveau, citons par exemple la *longueur des côtes protégées par des mangroves réhabilitées ou plantées dans le cadre de l'appui de l'UE*, ou encore le *nombre de personnes ayant accès à de meilleurs systèmes de transport public sobres en carbone* (Banque interaméricaine de développement). Le cas échéant, les cibles mondiales liées aux ODD peuvent servir d'inspiration pour le choix des indicateurs.

Quoi qu'il en soit, les indicateurs sélectionnés doivent être :

- le mieux alignés possible sur les réalisations et résultats attendus ;
- clairement définis ;
- basés sur des sources de données robustes — ce qui peut nécessiter la collecte de données spécifiques pour les objectifs liés à l'environnement et au changement climatique ;
- alignés sur les indicateurs du Cadre de résultats de l'UE qui existent déjà pour l'environnement, le changement climatique et les ressources naturelles⁽¹⁾ ;
- alignés sur les indicateurs suivis dans le cadre de la stratégie du pays partenaire ;

⁽¹⁾ Voir le document de travail sur le Cadre de résultats de l'UE à l'adresse http://ec.europa.eu/europeaid/staff-working-document-launching-eu-international-cooperation-and-development-results-framework_en.

- alignés sur les indicateurs suivis par d'autres bailleurs de fonds.

Durant la phase de mise en œuvre, si l'inclusion d'indicateurs pertinents pour l'environnement et le changement climatique n'a pas fait l'objet de l'attention requise lors de la formulation, cette carence peut être constatée dans le cadre des opérations de suivi et d'évaluation, et des corrections peuvent être apportées afin de contribuer à la communication des résultats sur ces questions et d'alimenter le cycle de programmation et le dialogue politique.

INDICATEURS UTILISÉS AU NIVEAU MONDIAL

Le principal document politique définissant les objectifs, cibles et indicateurs en matière de coopération internationale est le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2016 et orientera la prise de décisions durant les 15 années à venir. Étant donné qu'il fait du développement durable l'objectif primordial de l'action en matière de développement, de nombreux objectifs (17) et cibles associées (169) contiennent des éléments qui font référence, entre autres, à l'environnement, à la résilience au changement climatique, à la protection des écosystèmes, ou encore à la consommation et la production durables.

Des indicateurs sont en cours d'élaboration pour assurer le suivi et la revue des cibles sur la base d'un ensemble d'indicateurs globaux. Ils seront complétés par des indicateurs suivis au niveau régional et national, qui seront mis au point par les États membres pour compléter les résultats du travail effectué pour établir les valeurs de référence des cibles pour lesquelles des données de référence n'existent pas encore au niveau national et mondial. Ce cadre de suivi devrait englober l'ensemble des objectifs et cibles de développement durable et fournir des données désagrégées de qualité, accessibles, fiables et disponibles en temps opportun pour contribuer à mesurer les progrès. Entretemps, la publication intitulée « *Indicators and a Monitoring Framework for the Sustainable Development Goals — Launching a data revolution for the SDGs* » (Indicateurs et cadre de suivi des Objectifs de développement durable — Lancement d'une révolution des données pour les ODD), fruit d'un effort de collaboration entre diverses organisations et des particuliers durant 18 mois, définit un cadre initial d'indicateurs. Les mises à jour de ce cadre peuvent être consultées à l'adresse <http://unsdsn.org/indicators>.

Ce cadre de suivi est particulièrement important dans la mesure où il contient des indicateurs qui seront mesurés et feront l'objet de rapports au niveau national et international. En plus d'être certains de la pertinence de ces indicateurs pour le développement durable, les services de coopération de l'UE peuvent avoir l'assurance qu'ils sont en adéquation avec les systèmes de suivi nationaux et régionaux — et peuvent très probablement compter sur un engagement substantiel à assurer la disponibilité et la qualité des données et à produire des rapports réguliers.

Un exemple d'indicateur proposé dans ce cadre, qui pourrait être utilisé pour intégrer les préoccupations relatives à l'adaptation au changement climatique lors de la formulation des programmes et actions, est présenté dans l'encadré ci-dessous. Il comporte une définition de l'indicateur ainsi que des considérations méthodologiques liées à la collecte et à l'analyse des données.

Objectif 1 : Mettre un terme à la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde — Indicateur 6 : Pertes dues à des catastrophes naturelles, par catégorie (événements climatiques et non climatiques) (en USD et en pertes humaines)

Justification et définition : Les villes des quatre coins du monde sont exposées de manière croissante aux risques naturels, notamment les événements climatiques extrêmes dont la fréquence et la gravité devraient augmenter avec le changement climatique. La croissance démographique et l'urbanisation affecteront également la vulnérabilité et l'exposition des villes.

Cet indicateur mesure les pertes humaines et économiques dues aux catastrophes naturelles, ventilées entre événements climatiques et non climatiques. Les catastrophes naturelles climatiques extrêmes comprennent :

- des événements hydrométéorologiques (tempêtes, inondations, mouvements de masse liés à ces phénomènes) ; et
- des événements climatologiques (températures extrêmes, sécheresse, feux de forêt et de brousse).

Les catastrophes naturelles non climatiques consistent principalement en événements géophysiques (tremblements de terre, éruptions volcaniques, tsunamis, mouvements de masse liés à ces phénomènes). D'autres catastrophes qui peuvent ou non être liées au climat incluent des événements de nature biologique (épidémies, invasions d'insectes, ruées d'animaux). Lorsqu'il y a un doute, nous proposons que les événements soient catégorisés comme « non climatiques ».

Des mesures efficaces d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe sont nécessaires pour réduire l'impact économique et social des catastrophes naturelles. Les pertes économiques comportent diverses dimensions, dont les dommages estimés à la valeur de remplacement des actifs physiques totalement ou partiellement détruits ; les pertes de flux économiques découlant de l'absence temporaire de ces actifs endommagés ; l'impact qui en résulte sur la performance macroéconomique consécutive à la catastrophe, en particulier du point de vue de la croissance économique (croissance du PIB), de la balance des paiements et de la situation budgétaire du gouvernement, selon la méthodologie d'évaluation des dommages et pertes mise au point par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies.

Les pertes humaines seront mesurées en nombre de personnes décédées ou disparues directement à cause de la catastrophe naturelle, telles que confirmées par des chiffres officiels. L'ampleur et la durée des déplacements de population constituent également un aspect important du coût humain.

Ventilation des données : Cet indicateur peut être ventilé dans l'espace (notamment selon la distinction zones urbaines/zones rurales) et selon l'âge et le sexe des personnes décédées. D'autres possibilités de ventilation des données doivent être envisagées, y compris selon le profil socioéconomique des personnes touchées.

Commentaires et limites : Certaines catastrophes biologiques (épidémies, invasions d'insectes et ruées d'animaux) peuvent être liées au climat. L'indicateur doit spécifier clairement quels événements sont considérés comme liés au climat.

Principales sources de données : Registres de population pour la mortalité (ou à défaut enquêtes auprès des ménages), et données administratives (comptabilité et statistiques nationales) pour évaluer les dommages et pertes économiques.

Agence(s) chef(s) de file potentielle(s) : Cet indicateur pourrait être suivi par l'UNISDR (Office des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe), en collaboration avec la FAO, l'OMS, le Centre pour la recherche et l'épidémiologie des catastrophes (CRED) et un consortium de compagnies de réassurance qui assurent le suivi de ce type de données. Ces données font l'objet de rapports exhaustifs dans le contexte du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Source : SDSN (2015) Indicators and a monitoring framework for the Sustainable Development Goals : Launching a data revolution for the SDGs. A report to the Secretary-General of the United Nations by the Leadership Council of the Sustainable Development Solutions Network

SÉLECTION D'INDICATEURS

La sélection d'indicateurs doit prendre en compte les aspects suivants :

La chaîne logique — Les résultats identifiés au niveau 1 (impacts à long terme sur le développement tels que décrits ci-dessus) doivent avoir un lien clair avec le niveau 2 (résultats et/ou réalisations) afin de pouvoir expliquer de manière cohérente comment une intervention contribue à des progrès durables au niveau supérieur (*pour en savoir plus, veuillez vous référer aux lignes directrices sur la Gestion du cycle des projets et programmes de l'UE*). Par exemple, si l'un des indicateurs sélectionnés dans le PIP est xxx, l'indicateur correspondant au niveau d'une action pourrait être yyy (*la logique voulant que yyy contribue à xxx*). Dès lors, durant la préparation d'un document d'action, il est utile de faire référence aux résultats et indicateurs définis dans le PIP et de veiller à la cohérence entre indicateurs. Lorsque les liens de cause à effet entre les deux niveaux sont difficiles à établir et que des indicateurs appropriés ne sont pas disponibles, il est utile d'envisager de fournir une explication qualitative en complément aux résultats quantitatifs

La couverture — Au niveau des PIP et des actions en particulier, il est important que le nombre d'indicateurs reste gérable, afin de garantir que l'agence concernée puisse effectivement collecter des données de qualité adéquate. Dans la mesure où la plupart des indicateurs portent sur les effets sur le développement, on n'identifie en général qu'un ou deux indicateurs liés au(x) résultat(s) pertinent du point de vue de l'environnement et du changement climatique.

L'agrégation des résultats — Idéalement, les indicateurs à inclure dans le cadre de résultats doivent pouvoir être agrégés entre les divers projets et programmes et, dans la mesure du possible, être basés sur des données produites par les services nationaux de statistique. Lorsqu'elles ne sont pas disponibles, les données peuvent être spécifiquement collectées par les mécanismes de suivi des projets et programmes. Dans les deux cas, les indicateurs doivent autant que possible être de nature quantitative, afin de permettre l'agrégation des données. Un indicateur doit également être accompagné de spécifications méthodologiques qui décrivent ce qui doit ou ne doit pas être inclus lors des calculs d'agrégation des données entre projets, programmes, pays ou régions. Dans certains cas, il est possible d'utiliser le travail méthodologique déjà effectué par d'autres donateurs et par les pays partenaires, qui se préoccupent souvent des mêmes questions transversales. Le Cadre de résultats de l'UE dispose déjà d'indicateurs permettant l'agrégation de résultats entre les projets et programmes. Pour l'environnement, le changement climatique et les ressources naturelles, ces indicateurs sont les suivants :

- Nombre d'hectares d'aires protégées gérées avec le soutien de l'UE ;
- Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui appliquent des pratiques de consommation et de production durables avec le soutien de l'UE ;
- Nombre de pays/régions dotés de stratégies sur le changement climatique a) développées et/ou b) mises en œuvre avec le soutien de l'UE.

Des notes méthodologiques ont été créées pour garantir que les résultats soient mesurés de manière cohérente. Elles sont disponibles à l'adresse <http://capacity4dev.ec.europa.eu/eu-rfi>

Valeurs de référence et cibles — Pour permettre une évaluation des résultats et des effets, il est nécessaire de disposer d'une information sur le point de départ (la « *situation de référence* » à un moment précis). C'est sur la base de cette information qu'une cible exprimant un niveau d'ambition peut être fixée.

Des indicateurs et cibles spécifiques ont également été définis pour évaluer le degré d'intégration de l'environnement et du changement climatique dans les portefeuilles de coopération, notamment sur la base des montants de financement alloués au changement climatique, à la biodiversité et à la désertification. Ils sont basés sur ce que l'on appelle les marqueurs de Rio.

L'UE s'est engagée à consacrer 20% de son budget 2014-2020 à des **actions pertinentes pour le climat**. L'augmentation des dépenses relatives au climat dans le portefeuille de la coopération au développement doit être réalisée sur la période budgétaire 2014-2020, et les marqueurs de Rio, qui font partie des procédures de notification du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, sont utilisés pour le suivi des progrès. L'[annexe 8](#) explique le concept et l'utilisation des marqueurs de Rio pour assurer le suivi des dépenses relatives à l'environnement, au changement climatique à la biodiversité et à la désertification.

Pour atteindre l'objectif de 20%, toutes les opportunités d'intégrer les considérations relatives au changement climatique dans les actions et mesures de soutien doivent être mises à profit et, une fois identifiées, être reflétées de manière explicite dans 1) l'analyse du contexte ; 2) les objectifs et résultats ; et 3) les activités correspondantes.

De même, l'UE s'est engagée, dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, à contribuer à **doubler le total des flux de ressources financières allouées à la biodiversité** dans les pays en développement à l'horizon 2015, au minimum à maintenir ce niveau jusqu'en 2020⁽²⁾. Cela nécessite d'intégrer la biodiversité dans l'ensemble du budget de coopération de l'UE. La Commission européenne a développé une valeur de référence et une méthodologie pour assurer le suivi des dépenses liées à la biodiversité dans le budget de la coopération internationale de l'UE, similaire à celle mise au point pour les dépenses pertinentes pour le climat, basée sur l'utilisation des marqueurs de Rio de l'OCDE (voir l'[annexe 8](#)) — même si l'utilisation de méthodologies plus précises dans les domaines où celles-ci sont disponibles n'est pas exclue.

Les indicateurs sont liés aux objectifs que l'on se fixe et aux activités à mettre en œuvre. Au niveau des actions, la décision d'allouer des cibles aux indicateurs varie d'une action à l'autre, selon le secteur, le donateur et le contexte du pays partenaire. S'il est préférable de déterminer des cibles pour chaque indicateur, cette tâche peut être ardue. En principe, les cibles doivent être définies en utilisant une approche ascendante (« bottom up ») et leur choix doit être guidé par les cadres de planification et la demande des pays partenaires.

INDICATEURS « RACER

RACER est l'acronyme anglais de « *Relevant, Acceptable, Credible, Easy, Robust* » (pertinent, acceptable, crédible, facile et robuste) :

Relevant (pertinent)

L'indicateur doit avoir une corrélation étroite avec l'objectif à atteindre. Par exemple, des indices composites très larges tels que l'empreinte écologique⁽³⁾ ou l'indice de durabilité environnementale⁽⁴⁾ (IDE) ne doivent pas être utilisés pour le suivi de la performance de politiques ou programmes sectoriels spécifiques. Autre exemple concernant le suivi de l'évolution des stocks halieutiques : le suivi ne peut pas reposer uniquement sur les prises de pêche, étant donné que des prises importantes peuvent refléter tant une pression de pêche élevée que la reconstitution des stocks halieutiques.

Acceptable

L'indicateur doit être facile à comprendre et accepté par l'ensemble des parties prenantes.

Crédible

Les indicateurs doivent être accessibles aux non-spécialistes, sans ambiguïté et faciles à interpréter.

Easy (facile)

Il faut pouvoir collecter les données avec les ressources disponibles, sur la base du principe d'« analyse proportionnée » ; s'il s'agit de conserver la biodiversité forestière, par exemple, nous ne pouvons envisager de recenser toutes les espèces qui vivent dans la zone d'intérêt, mais nous devons identifier les espèces ou « objets » (tels que les crottins d'éléphants) qui sont aisément détectables ; les méthodes de recensement relatives seront habituellement privilégiées, dans la mesure où elles sont économiquement plus rentables et suffisent généralement à suivre l'évolution d'une variable dans le temps.

Robuste

⁽²⁾ Décision adoptée par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique XII/3. Mobilisation des ressources, COP XII, point 14 à l'ordre du jour, Pyeongchang, République de Corée, 6-17 octobre 2014.

⁽³⁾ Voir Global Footprint Network (<http://www.footprintnetwork.org/>) et WWF (www.wwf.org).

⁽⁴⁾ Voir <http://sedac.ciesin.columbia.edu/data/collection/esi/>.

Les indicateurs doivent être suffisamment sensibles pour assurer le suivi des changements. Il est dès lors important de les sélectionner en fonction du temps qui doit s'écouler entre l'action et le changement attendu ; lorsque nous assurons le suivi des impacts environnementaux, le changement doit être remarqué avant qu'il ne soit trop tard pour adapter l'intervention ; pour cette raison, il convient de ne pas s'appuyer sur : a) des données anciennes ; b) des indicateurs développés pour effectuer des comparaisons entre pays (tels que l'IDE) ou situations, qui ne sont pas adaptés au suivi des changements ; c) des variables influencées par les impacts à long terme ; d) des variables qui sont fortement influencées par des changements incontrôlés à court terme, qui masquent les changements attendus à long terme. Pour le développement durable, un défi majeur consiste à trouver des indicateurs qui mettent en évidence les progrès actuels vers des améliorations futures ou à long terme : ces indicateurs comprennent les indicateurs de « capital » ou de « stock » (par ex. stocks de ressources naturelles) et, dans une perspective économique, les taux d'épargne véritable (épargne nette ajustée⁽⁵⁾).

SOURCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

1. Commission européenne. « Instructions for the Programming of the 11th European Development Fund (EDF) and the Development Cooperation Instrument (DCI) — 2014-2020 ». Bruxelles, mai 2012.
2. Commission européenne. « Paving the way for an EU Development and Cooperation Results Framework ». SWD(2013) 530 final.
3. Organisation des Nations Unies. « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » (2015).
4. SDSN. « Indicators and a Monitoring Framework for the Sustainable Development Goals — Launching a data revolution for the SDGs ». Rapport au Secrétaire général des Nations Unies par le Conseil de direction du Réseau des solutions pour le développement durable, juin 2015.
5. Jessica Marsden. « Environmental Mainstreaming and the Use of Indicators in European Commission Strategy Documents for Development Funding ». Bruxelles, juillet 2006.
6. Medarova-Bergstrom, K., Kettunen, M., Illes, A., Baldock, D., Rayment, M., et Hart, K. (2014). « Tracking Biodiversity Expenditure in the EU Budget, Part I — Guidance on definition and criteria for biodiversity expenditure in the EU budget ». Rapport final pour la Commission européenne — DG ENV, Institut pour une politique européenne de l'environnement, Londres/Bruxelles.
7. Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). « A guide to environmental mainstreaming: Best practice for integrating environmental objectives into development institutions, policies and plans — revealed from a 12-country survey and global review ». Barry Dalal-Clayton et Steve Bass, janvier 2009.
8. Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). « Profiles of Tools and Tactics for Environmental Mainstreaming No. 10 INDICATORS ». Publication de l'Initiative pour l'intégration de l'environnement (www.environmental-mainstreaming.org), avec le soutien de DFID et d'Irish Aid (2009).

⁽⁵⁾ Voir : <http://go.worldbank.org/EPMTVTZOMO>.

ANNEXE 8

Marqueurs de Rio et d'aide à l'environnement

EN QUOI CONSISTENT LES MARQUEURS D'AIDE À L'ENVIRONNEMENT ET DE RIO ?

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE identifie cinq marqueurs environnementaux qui permettent d'assurer l'identification des activités contribuant aux objectifs environnementaux et liés au changement climatique à travers divers secteurs. Plus précisément, ces marqueurs ont été introduits pour mesurer et assurer le suivi de l'appui financier fourni aux pays en développement dans le cadre de l'aide publique au développement et ciblant :

1. La gestion et la protection de l'environnement en général (marqueur d' « aide à l'environnement ») ;
2. Les thèmes plus spécifiques des « conventions de Rio »⁽¹⁾ (quatre « marqueurs de Rio »), à savoir
 - a. la biodiversité ;
 - b. la désertification ;
 - c. l'atténuation du changement climatique (c'est-à-dire la réduction ou le captage des émissions de gaz à effet de serre) ;
 - d. l'adaptation au changement climatique (y compris l'atténuation des risques climatiques et la réduction de la vulnérabilité).

COMMENT CES MARQUEURS SONT-ILS UTILISÉS POUR ESTIMER LE MONTANT DES FINANCEMENTS LIÉS À LA BIODIVERSITÉ ET AU CLIMAT DANS LES INTERVENTIONS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'UE ?

Les marqueurs d'aide à l'environnement et de Rio ont à l'origine été développés pour assurer le suivi de l'intégration des considérations environnementales dans la coopération au développement, plutôt que pour quantifier les financements. Cependant, la Commission européenne, à l'instar de nombreux autres donateurs, les utilise comme base pour estimer et notifier les montants d'APD consacrés à l'environnement et aux thèmes des conventions de Rio.

Selon de la méthodologie du CAD de l'OCDE, il existe trois valeurs possibles pour les marqueurs d'aide à l'environnement et de Rio. Pour générer des estimations des montants de financement à partir des statistiques extraites de la base de données CRIS, EuropeAid utilise l'approche suivante (appliquée aux interventions concrétisées dans des documents d'action, soit le niveau de « décision 1 ») :

Valeur	Statut du thème envisagé	% du budget de l'action considéré comme pertinent pour le thème
0	Non ciblé	0%
1	Objectif important	40%
2	Objectif principal	100%

⁽¹⁾ Soit la Convention sur la diversité biologique (CDB) ; la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) ; et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le calcul de montants spécifiques sur cette base permet d'estimer la contribution des interventions de coopération internationale et de développement de l'UE à deux **engagements financiers** importants :

- L'engagement de l'UE de consacrer au moins 20% de son budget dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020 à des dépenses « pertinentes pour le climat » (tant du point de vue de l'adaptation au changement climatique que de son atténuation). Le même engagement a été intégré au Fonds européen de développement ;
- L'engagement de l'UE et d'autres lors de la Conférence de 2012 des Parties à la Convention sur la diversité biologique, organisée à Hyderabad, de contribuer à l'objectif de « doubler le total des flux internationaux de ressources financières allouées à la biodiversité dans les pays en développement [...] en prenant comme référence les fonds annuels moyens consacrés à la diversité biologique pour les années 2006-2010, d'ici à 2015, et au minimum maintenir ce niveau jusqu'en 2020'.

Remarque : Pour estimer la contribution potentielle d'une intervention à l'objectif « de 20% », nous prenons en considération les montants associés à l'atténuation du changement climatique ainsi qu'à l'adaptation, et conservons le montant le plus élevé des deux (et non leur somme). Cela évite les doubles comptabilisations d'allocations financières qui contribuent à la fois à l'adaptation et à l'atténuation.

EN GÉNÉRAL, QUELS CRITÈRES SONT-ILS REQUIS POUR JUSTIFIER UN MARQUEUR ?

Idéalement, pour justifier un marqueur en tant qu'objectif important ou principal, les trois éléments suivants doivent être combinés dans le document d'action :

1. Contexte : Le thème est évoqué comme question pertinente pour l'intervention dans les informations contextuelles (en général la section consacrée au contexte sectoriel du document d'action) ;
2. Objectifs : Une intention explicite de traiter le thème est exprimée, de préférence au niveau de l'objectif global, du ou des objectifs spécifiques ou des résultats attendus ;
3. Activités : L'intervention inclut des activités qui répondent clairement aux enjeux identifiés en rapport avec le thème considéré.

L'existence d'indicateurs pertinents pour l'environnement ou un thème d'une convention de Rio dans le cadre logique contribue à justifier sa qualification d'objectif important ou principal.

Notons que :

- La contribution éventuelle d'un projet à un thème d'une convention de Rio sous la forme d'un « avantage connexe » hypothétique ou pas particulièrement intentionnel ne suffit pas à assurer la qualification du thème en question comme objectif important.
- Une référence vague à l'« agriculture durable » (*à quel égard ?*), à la « résilience renforcée » (face à quels risques ou chocs ?) ou aux « énergies durables » ne suffit pas à considérer que la protection de la biodiversité, la lutte contre la désertification ou encore l'adaptation au changement climatique ou son atténuation constitue un objectif. La durabilité, la résilience ou d'autres concepts similaires doivent être définis et il faut démontrer clairement qu'ils concernent un thème spécifique d'une convention de Rio justifiant un marqueur de Rio.
- Dans certains cas, un thème d'une convention de Rio est mentionné en tant que question transversale sans toutefois être suffisamment proéminent pour être considéré comme un objectif important. Ceci est parfaitement légitime, mais dans un tel cas de figure, l'intervention ne doit pas être automatiquement considérée comme contribuant à l'objectif de financement de la biodiversité ou du climat, et l'attribution éventuelle d'un marqueur de Rio doit être déterminée au cas par cas.

SUR QUELLE BASE UN CHOIX EST-IL OPÉRÉ ENTRE OBJECTIF « IMPORTANT » ET « PRINCIPAL » ?

Les directives pour l'établissement des rapports statistiques du CAD de l'OCDE spécifient qu'un thème d'une convention de Rio peut être qualifié d'« objectif principal » d'une activité lorsque cet objectif est explicitement mentionné comme fondamental dans la conception ou la motivation de l'activité. Par ailleurs, un objectif sera qualifié d'« important » s'il est explicitement promu sans pour autant constituer le moteur ou la motivation principale de l'activité en question.

La directive utilise la question « L'activité aurait-elle été conçue de cette manière ou réalisée sans cet objectif ? » pour établir si un objectif doit être considéré comme « principal » ou uniquement « important » :

- Si la réponse est négative (l'objectif occupe une place tellement centrale dans l'action que sans lui, elle n'aurait pas été entreprise ou conçue de cette manière), le thème concerné (l'aide à l'environnement ou l'un des thèmes d'une convention de Rio) constitue un objectif principal ;
- Si la réponse est positive (le thème concerné est un objectif important sans être l'une des principales raisons justifiant l'action), il s'agit d'un objectif important.

Dans les deux cas, il faut établir clairement et explicitement la relation entre l'activité et l'objectif concerné dans la description des activités, en particulier lorsque l'objectif est présenté comme « principal ».

Les activités qui facilitent l'intégration d'un thème d'une convention de Rio peuvent aussi justifier l'octroi d'un score « principal », par exemple dans le cas d'une activité essentiellement destinée à renforcer les capacités et développer des outils visant à intégrer la biodiversité, le changement climatique ou la dégradation des terres dans les cadres de politique, de planification et d'investissement au niveau national et sous-national.

En vertu des directives de l'OCDE, « la mise en œuvre d'une activité découlant d'un plan d'action ou d'une stratégie nationale pour la mise en œuvre d'une convention de Rio (par ex. stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité au titre de la CDB ; PANA, PNA, MAAN ou CPDN au titre de la CCNUCC ; et plans d'action nationaux au titre de la CLD) se voit automatiquement attribuer la valeur « objectif principal », étant donné que les conventions constituent la motivation de la conception de l'activité ».

LE MARQUEUR D'AIDE À L'ENVIRONNEMENT

Selon la définition du CAD de l'OCDE, « une activité doit être classifiée comme orientée vers l'environnement si elle a pour objet de produire une amélioration (...) de l'environnement physique et/ou biologique du pays, de la région ou du groupe cible intéressé ; ou si elle contient des mesures spécifiques pour intégrer les considérations environnementales dans les objectifs de développement à travers le soutien aux institutions et/ou le développement des capacités ». Cette définition est complétée par trois critères d'éligibilité :

- L'objectif est explicitement mis en évidence dans la documentation concernant l'activité ; et
- L'activité contient des mesures destinées à protéger ou améliorer l'environnement physique et/ou biologique, ou à remédier aux dommages déjà causés ; ou
- L'activité contient des mesures destinées à développer ou renforcer la politique, la législation et l'administration environnementales ou les autres organisations responsables de la protection de l'environnement'

Sur la base du deuxième critère d'éligibilité, il ne suffit pas d'éviter les incidences négatives pour justifier un marqueur. Par exemple, la réalisation d'une évaluation environnementale et la mise en œuvre de mesures d'atténuation des incidences sur l'environnement ne permettent pas à elles seules de qualifier l'action pour l'attribution d'un marqueur : il faut pour cela une action positive en faveur de l'environnement.

En vertu du troisième critère d'éligibilité, les projets qui visent à renforcer les institutions et les capacités en appui à la capacité globale à gérer l'environnement peuvent être marqués même s'ils ne contribuent pas directement à des améliorations sur le terrain.

Le marqueur d'aide à l'environnement doit notamment être sélectionné dans les cas suivants :

- Bien que la définition ne fasse pas directement référence à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, un accent mis sur la meilleure gestion de ressources naturelles telles que l'eau, notamment en situation de pénurie ou de menace pour la durabilité de la ressource, justifie généralement un marqueur dans la mesure où l'intervention devrait au final contribuer à améliorer l'environnement physique et biologique.
- Les projets qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action FLEGT⁽²⁾ sont admissibles pour l'attribution d'un marqueur environnemental comme objectif principal, même si les objectifs spécifiques de l'action (tels que formulés dans le document d'action) ne font pas explicitement référence à la protection de l'environnement. En effet, la protection et la gestion durable des forêts constitue le moteur central de l'initiative FLEGT.

(La valeur du marqueur d'aide à l'environnement ne doit pas être inférieure à la valeur la plus élevée parmi celles attribuées aux marqueurs de Rio, car les activités qui visent les trois conventions de Rio sont considérées comme correspondant toujours à la définition du marqueur d'aide à l'environnement.)

LE MARQUEUR RELATIF À LA BIODIVERSITÉ

Selon la définition du CAD de l'OCDE, « une activité devrait être classée comme « orientée vers la diversité biologique » si elle favorise au moins l'un des trois objectifs de la Convention [sur la diversité biologique] : la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses éléments (écosystèmes, espèces ou ressources génétiques) ou le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques » en contribuant à trois types d'activités qui constituent des critères d'éligibilité :

- la protection ou l'amélioration des écosystèmes, espèces ou ressources génétiques par la conservation in-situ ou ex-situ, ou en remédiant aux dommages déjà causés ; ou
- l'intégration des considérations liées à la biodiversité et aux services écologiques dans les objectifs de développement et la prise de décisions économiques des pays bénéficiaires (...) ; ou
- [l'appui aux] efforts des pays en développement pour se conformer à leurs obligations au titre de la Convention.

Sur la base du premier critère d'éligibilité, les projets qui contribuent à la protection d'écosystèmes ou types d'écosystèmes spécifiques (par ex. forêts, savanes, mangroves, zones humides, montagnes, etc.) bénéficient d'un marqueur même si le terme « biodiversité » ou « diversité biologique » n'est pas explicitement utilisé dans la description de l'action. En revanche, les projets qui contribuent à la protection de l'environnement en général mais qui ne visent pas d'écosystème ou d'espèce spécifique ni la protection ou l'utilisation durable de la biodiversité ne sont pas admissibles pour l'attribution d'un marqueur.

En vertu du deuxième critère d'éligibilité, les projets qui visent le renforcement des institutions et des capacités en appui à la capacité globale à protéger ou à utiliser de manière durable la biodiversité et les écosystèmes peuvent être marqués même s'ils ne contribuent pas directement à des améliorations sur le terrain.

Une liste d'activités justifiant l'attribution d'un marqueur est proposée plus loin.

⁽²⁾ Initiative « Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux » de l'UE.

LE MARQUEUR RELATIF À LA DÉSERTIFICATION

Selon la définition du CAD de l'OCDE, « une activité devrait être classée comme « orientée vers la lutte contre la désertification » si elle *vise à lutter contre la désertification ou à atténuer les effets de la sécheresse dans les zones arides, semi-arides ou sous-humides par la prévention et/ou la réduction de la dégradation des terres, la remise en état des terres partiellement dégradées ou la restauration des terres désertifiées » en contribuant à trois types d'activités qui constituent des critères d'éligibilité :*

- « la protection ou l'amélioration des écosystèmes concernés ou la réparation des dommages déjà causés ; ou
- l'intégration de la lutte contre la désertification dans les objectifs de développement des pays bénéficiaires (...) ; ou
- [l'appui aux] efforts des pays en développement pour se conformer à leurs obligations au titre de la Convention [sur la lutte contre la désertification] ».

L'attribution du marqueur de Rio nécessite une intention de s'attaquer à la désertification et/ou à la dégradation des terres, alliée à une focalisation sur les terres arides ou tout au moins sur les zones sujettes à la sécheresse⁽³⁾.

En vertu du deuxième critère d'éligibilité, les projets qui visent le renforcement des institutions et des capacités en appui à la capacité globale à combattre la désertification ou à gérer les effets de la sécheresse peuvent être marqués même s'ils ne contribuent pas directement à des améliorations sur le terrain.

Une liste d'activités justifiant l'attribution d'un marqueur est proposée plus loin.

LE MARQUEUR D'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Selon la définition du CAD de l'OCDE, « une activité devrait être classée comme « orientée vers l'atténuation du changement climatique » si elle *contribue à l'objectif de stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique en favorisant les efforts pour réduire ou limiter les émissions de GES ou renforcer la séquestration de ces gaz » en contribuant à une ou plusieurs des quatre types d'activités qui constituent des critères d'éligibilité :*

- « l'atténuation du changement climatique en limitant les émissions anthropiques de GES, y compris les gaz soumis au Protocole de Montréal ; ou
- la protection et/ou l'amélioration des puits et réservoirs de GES (tels que les forêts, les sols, etc.) ; ou
- l'intégration des considérations liées au changement climatique dans les objectifs de développement des pays bénéficiaires par le développement institutionnel, le développement des capacités, le renforcement du cadre politique et réglementaire, ou la recherche ; ou
- [l'appui aux] efforts des pays en développement pour se conformer à leurs obligations au titre de la Convention [-cadre des NU sur les changements climatiques] ».

Dans la pratique, pour faciliter la transparence, il est important que la relation entre l'activité et l'objectif soit clairement communiquée et explicitement décrite. Pour les interventions dans le secteur de l'énergie qui mettent un accent important sur l'efficacité énergétique et/ou les énergies renouvelables, l'atténuation du changement

⁽³⁾ La convention telle qu'initialement adoptée concerne la désertification. Cependant, ces dernières années, sa portée a dans les faits été étendue pour inclure la question plus large de la dégradation des terres, qui concerne davantage de pays et de territoires, y compris certains qui ne sont techniquement pas considérés comme des « terres arides ». Cette évolution n'ayant pas encore été transcrite dans la définition légale de la portée de la convention ni dans la définition du marqueur utilisée par le CAD de l'OCDE, un focus sur les terres arides ou à tout le moins les zones sujettes à la sécheresse doit rester un critère d'attribution du marqueur de désertification.

climatique est systématiquement considérée comme visée (en tant qu'objectif principal), étant donné que cela fait partie des objectifs primordiaux du soutien de l'UE dans ces domaines — même si pour une intervention spécifique d'autres objectifs (tels qu'un meilleur accès à l'énergie ou l'indépendance énergétique) sont plus importants du point de vue du partenaire. Cependant, pour se conformer au critère d'intention explicite, il est recommandé de mentionner explicitement la contribution au développement à faibles émissions dans le document d'action (par ex. dans la section relative au contexte ou aux questions transversales, si ce n'est pas fait au niveau des objectifs ou des résultats attendus).

(L'atténuation des risques liés au climat ne doit pas être confondue avec l'atténuation du changement climatique (définie ci-dessus) : l'atténuation des risques liés au climat est en fait une forme d'adaptation au changement climatique.)

Une liste d'activités justifiant l'attribution d'un marqueur est proposée plus loin.

LE MARQUEUR D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Selon la définition du CAD de l'OCDE, « une activité devrait être classée comme « orientée vers l'adaptation » si elle vise à réduire la vulnérabilité des systèmes humains ou naturels aux impacts actuels et attendus du changement climatique, y compris la variabilité du climat, en préservant ou en accroissant la résilience, par une plus grande capacité à s'adapter à ou à absorber les pressions et chocs ainsi que la variabilité induits par le changement climatique, et/ou en contribuant à réduire l'exposition à ces effets ». Une action peut se qualifier pour l'attribution d'un marqueur d'adaptation si « l'objectif d'adaptation au changement climatique figure *explicitement* dans la documentation se rapportant à l'activité » et si « l'activité comporte des mesures particulières correspondant à la définition (de l'adaptation) ».

Pour ce marqueur, l'intention explicite de contribuer à l'adaptation au changement climatique est particulièrement importante et toujours requise ; cela aide à garantir que toute activité de développement susceptible, d'une manière ou d'une autre, de contribuer à la « capacité d'adaptation » ou à une « plus grande résilience » ne soit pas automatiquement étiquetée comme intervention d'adaptation au changement climatique. Une approche en trois étapes est recommandée comme bonne pratique, en particulier pour justifier un score d'« objectif principal » :

- Déterminer le contexte des risques, vulnérabilités et impacts liés à la variabilité du climat et au changement climatique dans lequel l'intervention doit se dérouler ;
- Exprimer l'intention de faire face aux risques, vulnérabilités et impacts liés au climat dans la documentation du projet ;
- Démontrer un lien clair et direct entre les risques, vulnérabilités et impacts identifiés (tels que définis dans la description du contexte) et les activités spécifiques du projet.

Notons que la protection des nouvelles infrastructures contre les aléas climatiques peut constituer un cas limite : son caractère de bonne pratique « normale » (qui ne justifie pas un marqueur d'adaptation) ou de mesure visant à lutter contre la vulnérabilité climatique dans le cadre d'un objectif d'adaptation n'est pas toujours clair. Les directives de l'OCDE précisent que « la protection des infrastructures de transport contre les aléas climatiques en tant qu'exigence des politiques et stratégies de transport peut obtenir un marqueur d'adaptation si cela est dûment justifié ». Ainsi, l'inclusion de considérations liées au changement climatique dans la planification des transports (par ex. adaptation des constructions routières pour tenir compte des impacts du changement climatique et de la variabilité du climat) peut justifier un score d'adaptation de 1 ou 2. La rénovation d'infrastructures existantes pour les rendre plus résilientes au climat, quant à elle, reflète en principe une intention explicite de faire face à la vulnérabilité climatique, et justifie donc la qualification d'adaptation comme un objectif important, voire principal⁽⁴⁾.

Une liste d'activités justifiant l'attribution d'un marqueur est proposée ci-dessous.

⁽⁴⁾ En supposant, bien entendu, que les mesures/investissements de rénovation constituent une part suffisamment importante de l'intervention.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES MARQUEURS D'AIDE À L'ENVIRONNEMENT ET DE RIO

Tous les détails figurent dans les directives de l'OCDE, dans l'édition de 2016 du document [Converged Statistical Reporting Directives for the Creditor Reporting System \(CRS\) and the Annual DAC Questionnaire](#) : en particulier dans l'annexe 17, intitulée « Policy markers » et l'annexe 18 « Rio markers ». On y trouve également des exemples d'activités qui justifient l'attribution des marqueurs relatifs au changement climatique. Le site internet de l'OCDE propose des informations complémentaires : <http://www.oecd.org/dac/stats/rioconventions.htm>

Exemples d'activités justifiant l'attribution d'un marqueur relatif à la biodiversité :

- Le soutien à la gestion des aires protégées et « zones tampons » environnantes ;
- La protection d'espèces menacées ou vulnérables et de leurs habitats ;
- La protection et la gestion durable d'écosystèmes riches en biodiversité tels que les forêts, savanes, mangroves, zones humides, écosystèmes de montagne, etc. ;
- La protection et la réhabilitation des ressources en eau, la gestion des bassins versants en vue de protéger les services écosystémiques et la biodiversité qui en dépendent ;
- La lutte contre la désertification et la dégradation des terres en vue de protéger ou d'améliorer la biodiversité ;
- Les pratiques agricoles durables visant à protéger la biodiversité dans les écosystèmes agricoles ;
- La promotion de l'agrobiodiversité ;
- Le commerce durable d'espèces végétales ou animales précieuses et de leurs produits dérivés ;
- La promotion de la pêche durable dans les zones marines, côtières et les eaux intérieures ;
- Le développement de l'écotourisme en tant que moyen de promouvoir la protection et la gestion durable de la biodiversité et d'écosystèmes riches en biodiversité ;
- La préparation de plans, stratégies et programmes nationaux de protection de la biodiversité ;
- La recherche, le renforcement des capacités, la formation et la sensibilisation en matière de biodiversité.

Exemples d'activités justifiant l'attribution un marqueur relatif à la désertification :

- La restauration des terres, de la végétation, des forêts et/ou des ressources en eau en vue de stopper ou d'inverser la désertification ou la dégradation des terres ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de méthodes de conservation des eaux, de la végétation et des sols dans les zones arides ;
- Les pratiques durables d'irrigation dans l'agriculture et l'élevage pour réduire la pression sur les terres menacées par la désertification ;
- La préparation de stratégies et programmes d'action pour combattre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse ;
- La création de systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse, le renforcement des dispositifs de prévention et de gestion de la sécheresse ;
- La recherche, le renforcement des capacités, la formation et la sensibilisation en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des terres dans les zones arides ou sujettes à la sécheresse.

Exemples d'activités justifiant l'attribution d'un marqueur d'atténuation du changement climatique :

- Le développement de sources d'énergie renouvelables ;
- Le développement ou la réhabilitation d'infrastructures énergétiques pour promouvoir le changement de combustibles (par ex. du charbon ou du pétrole au gaz, lequel, même s'il est un combustible fossile, émet moins de carbone par unité d'énergie générée) ;
- La mise en application de normes d'efficacité énergétique pour les véhicules ;
- Le soutien à l'amélioration de l'efficacité énergétique (dans tous les secteurs, y compris la génération et la distribution d'électricité et de chaleur, le transport, la construction, l'agriculture, l'industrie, l'extraction minière, le commerce, les utilisations domestiques de l'énergie notamment pour la cuisine et le chauffage, les infrastructures publiques, etc.) ;
- La mise en œuvre de systèmes de transformation des déchets en énergie impliquant la production de biogaz ou la récupération du méthane et l'utilisation du gaz ainsi obtenu comme source d'énergie ;
- Le développement des transports publics, du transport non motorisé, de systèmes de gestion du trafic, de systèmes de transport multimodaux incluant les chemins de fer et voies navigables, visant ou contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports ;
- L'adoption de pratiques agricoles qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre (par ex. par l'utilisation plus rationnelle des engrais, la gestion du fumier avec utilisation de biodigesteurs) ou renforcent la séquestration du carbone dans les systèmes agricoles (par ex. agroforesterie, techniques agroécologiques, gestion durable des parcours d'élevage) ;
- L'intensification durable de l'agriculture en vue de réduire l'empiètement sur les forêts et d'autres puits naturels de carbone (par ex. tourbières, zones humides) ;
- La gestion durable des forêts, le boisement et le reboisement, la gestion des bassins versants, la protection et la réhabilitation de mangroves et de tourbières, la réhabilitation de terres dégradées et de zones affectées par la sécheresse et la désertification, visant ou contribuant à protéger ou renforcer la séquestration du carbone dans la biomasse et les sols ;
- La promotion de l'efficacité énergétique et d'autres normes environnementales devant permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les programmes de développement du secteur privé et d'assistance liée au commerce ;
- L'aménagement urbain, l'adoption de réglementations sur le zonage et la construction, visant à réduire l'utilisation d'énergie et l'intensité de carbone des systèmes de transport et des bâtiments dans les villes et autres zones de peuplement ;
- L'aménagement du territoire, la sécurisation des droits fonciers et droits d'utilisation du sol en vue d'éviter des changements d'affectation des terres susceptibles de mener à une augmentation des émissions de gaz à effet de serre ;
- L'élaboration de stratégies et de plans d'action pour un développement sobre en carbone ou à faibles émissions ;
- La préparation d'inventaires nationaux des gaz à effet de serre ;
- Le soutien à la définition et à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) ;
- La recherche, le renforcement des capacités, la formation et la sensibilisation en matière d'atténuation du changement climatique et de techniques associées.

Exemples d'activités justifiant l'attribution d'un marqueur d'adaptation au changement climatique :

- La gestion durable des ressources naturelles en vue de renforcer la résilience des écosystèmes et des services écosystémiques face au changement climatique ;
- L'adaptation basée sur les écosystèmes (par ex. réhabilitation de mangroves visant à réduire les inondations côtières et les dommages causés par les tempêtes et les fortes marées, restauration et gestion de zones humides visant à renforcer la continuité de l'approvisionnement en eau dans les zones sujettes à la sécheresse) ;
- La gestion des bassins versants impliquant la protection des forêts ou le reboisement en vue de réduire l'incidence et la gravité des inondations causées par de fortes précipitations ;
- La promotion de l'utilisation rationnelle, de la conservation et de la collecte de l'eau dans les zones soumises à un stress hydrique croissant en raison du changement climatique ;
- Le développement ou le renforcement d'infrastructures d'approvisionnement en eau résilientes au climat ;
- La promotion de pratiques agricoles résilientes au climat (par ex. utilisation de variétés culturales résistantes à la chaleur, à la sécheresse ou au sel, adaptation du calendrier agricole, développement de l'irrigation d'appoint dans les systèmes d'agriculture pluviale, adoption de techniques agricoles favorisant la conservation des eaux et des sols, etc.) ;
- La diversification des cultures et des moyens de subsistance en vue de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones rurales affectées par la sécheresse, les inondations et d'autres effets du changement climatique ;
- La promotion de pratiques de pêche durables permettant le suivi de / l'adaptation aux changements dans la composition, l'aire de répartition et la taille des stocks de poissons dans le contexte du changement climatique ;
- Le renforcement des réglementations relatives à la sécurité alimentaire, le développement de la réfrigération et d'autres systèmes de conservation des aliments dans les zones touchées par l'élévation des températures ;
- Le développement ou le renforcement de systèmes de suivi des maladies liées au climat (telles que le paludisme) et à la qualité de l'eau potable dans les zones affectées par l'élévation des températures, la sécheresse, les inondations ou la hausse du niveau de la mer ;
- Le renforcement des services de santé en vue de réduire la morbidité et la mortalité face au changement climatique ;
- La rénovation d'infrastructures existantes et la planification de nouvelles infrastructures en appui à l'adaptation au changement climatique (par ex. routes praticables par tous les temps, infrastructures énergétiques, de communication et industrielles résilientes au climat, infrastructures de protection contre les inondations) ;
- L'aménagement du territoire, l'adoption de réglementations sur le zonage et la construction en vue de réduire l'exposition ou la sensibilité aux catastrophes climatiques telles que les inondations, les feux de forêt ou de brousse dus à la sécheresse, les tempêtes, les fortes marées, etc. ;
- La mise au point de mécanismes d'assurance pour indemniser les agriculteurs et d'autres acteurs économiques affectés par la variabilité du climat et les impacts du changement climatique ;
- Le renforcement des systèmes de protection sociale en vue de réduire la vulnérabilité aux chocs climatiques ;
- L'observation et les prévisions météorologiques et hydrologiques, la mise au point de systèmes d'alerte précoce, le renforcement des mécanismes de préparation et de réponse aux catastrophes liées au climat telles que les inondations, sécheresses et tempêtes, etc. ;
- Le suivi des impacts du changement climatique, l'évaluation de la vulnérabilité climatique, l'évaluation économique des impacts du changement climatique et des options d'adaptation comme bases pour l'identification et la hiérarchisation des mesures d'adaptation ;
- L'élaboration de stratégies et de plans d'action pour l'adaptation au changement climatique (au niveau national ou local, pour des secteurs spécifiques, pour des types d'entreprises spécifiques telles que les petites et moyennes entreprises, etc.) ;
- La recherche, le renforcement des capacités, la formation et la sensibilisation en matière d'adaptation au changement climatique.

ANNEXE 9

Termes de référence pour une Évaluation des risques climatiques (ERC/CRA)

Le modèle de TdR proposé ici doit être adapté en fonction des caractéristiques du projet concerné et de son contexte. Pour s'adapter à diverses circonstances, ce modèle inclut une série de suggestions et d'options. Dans la pratique, **les TdR basés sur ce modèle seront généralement plus courts (max. 10 pages).**

Les explications ou passages à compléter en fonction du contexte particulier sont indiqués en *italiques*. Les informations complémentaires et de nature explicative sont proposées dans des encadrés.

Lorsqu'une ERC est nécessaire, il est important de définir comment cette étude et d'autres seront intégrées dans la phase de formulation. Quatre aspects doivent être pris en considération :

- La **portée des études** à mener lors de la formulation doit être clairement définie pour assurer la complémentarité et éviter un chevauchement entre l'ERC et d'autres études (telles que l'étude de formulation « générale », l'analyse financière et économique, ou d'autres études portant sur le climat, l'environnement et la vulnérabilité). Une

coordination étroite est donc nécessaire lors de la préparation des TdR de ces différentes études. Dans la mesure du possible, les différentes études doivent être intégrées dans un processus unique ;

- Afin d'assurer la **cohérence** dans la phase de formulation, les mêmes options doivent être examinées dans les différentes évaluations (technique, environnementale et économique, par exemple) ;
- Les études doivent s'appuyer sur des informations techniques suffisantes et évaluer des **options réalistes**. Elles doivent par ailleurs influencer sur le choix des options à retenir et sur la conception finale du projet par le biais de l'adoption de **mesures appropriées** ;
- Idéalement, l'ERC doit **précéder l'analyse économique**, qui doit inclure les coûts des mesures de réduction des impacts et d'adaptation, et aussi éventuellement valoriser certaines externalités environnementales et certains coûts résiduels associés aux risques potentiels liés au changement climatique.

Termes de référence pour l'Évaluation des risques climatiques du (titre du projet)

1. CONTEXTE

Le (nom de l'institution dans le pays partenaire) et l'Union européenne sollicitent une Évaluation des risques climatiques (ERC) dans le cadre de la formulation du (titre du projet proposé). L'ERC doit examiner :

- Les risques liés au climat pesant sur la bonne réalisation des résultats attendus du projet ;
- Les risques que le projet n'accroisse la vulnérabilité des populations humaines et/ou des systèmes naturels face à l'évolution et à la variabilité du climat ;
- Les risques que le projet ne contribue à la maladaptation ;
- Les mesures visant à réduire les risques liés au climat et favoriser l'adaptation au changement climatique, à décrire dans un Plan de gestion des risques climatiques (PGRC) ;
- Les possibilités de promouvoir la résilience et l'adaptation au changement climatique au-delà de la sphère du projet, et d'encourager le développement sobre en carbone ;
- (Autres points à examiner, par ex. la nécessité d'améliorer l'information relative à l'environnement et au climat).

Le projet présente les caractéristiques suivantes : (insérer une brève description, en faisant référence au cadre logique (à joindre) ; donner les informations clés, telles que les objectifs, la justification du projet, sa localisation, sa durée, les principaux bénéficiaires, les technologies et pratiques à mettre en œuvre, le cycle de vie du projet, etc.).

(Le cas échéant) Les alternatives suivantes ont été identifiées : (décrire les options alternatives éventuellement déjà identifiées).

Des informations sur le projet, l'environnement et le climat (y compris les conditions et tendances climatiques actuelles et les projections de l'évolution du climat) sont disponibles dans (mentionner les études et informations disponibles, y compris les résultats de la phase d'identification, et indiquer où et comment ces documents peuvent être obtenus/consultés). En plus de l'ERC, il est prévu de mener les études suivantes (mentionner toute autre étude prévue durant la phase de formulation, par ex. étude de faisabilité, analyse économique et financière ou évaluation des incidences sociales et/ou environnementales).

(Mentionner toute autre information contextuelle pertinente, telles que les projets connexes envisagés ou en cours dans la même zone, les principales parties prenantes, les exigences légales ou l'existence d'une EES relative au secteur).

2. OBJECTIF

L'ERC apportera aux décideurs du/de la (pays partenaire) et de l'Union européenne suffisamment d'information pour justifier, du point de vue de la durabilité et de la viabilité face au changement climatique, l'acceptation, la modification ou le rejet du projet à financer et à exécuter. Elle servira également de référence pour les actions ultérieures, permettant ainsi d'assurer la bonne prise en compte des risques climatiques et des besoins et options d'adaptation dans la mise en œuvre du projet.

3. PROCESSUS

L'ERC est subdivisée en deux parties : une **étude de cadrage (« scoping »)** qui définit la portée de l'ERC, suivie de l'**étude d'ERC** proprement dite.

L'étude de cadrage de l'ERC résume le projet, identifie les principales parties prenantes et décrit les aléas climatiques, vulnérabilités et risques qui en découlent à évaluer dans l'étude d'ERC, sur la base des informations relatives aux aléas et risques actuels et futurs disponibles dans les principales sources d'information sur le climat telles que les rapports du GIEC, les programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) et plans nationaux d'adaptation (PNA) au changement climatique, les communications nationales à la CCNUCC et d'autres sources (voir la sous-annexe I de l'[annexe 3](#) à ces lignes directrices). L'étude de cadrage spécifie également quels outils, méthodes et approches doivent être employés pour évaluer les principaux aspects des risques et de la vulnérabilité et les principales lacunes dans les connaissances. L'étude de cadrage peut identifier de manière générale les types de mesures de réduction des risques ou d'adaptation à évaluer, et déjà proposer des mécanismes de suivi et d'évaluation (S&E). L'étude de cadrage peut aussi définir les limites de l'ERC sur la base d'une étude de la disponibilité des données et d'autres ressources clés (par ex. accès aux données et projections climatiques ou aux modèles de calcul des impacts).

L'étude d'ERC proprement dite analyse les risques climatiques pesant sur le projet qui résultent des conditions et tendances climatiques actuelles et des projections climatiques à long terme. Elle doit porter :

- Sur les risques liés au changement climatique pesant sur les réalisations du projet, y compris les risques d'entrave à la bonne mise en œuvre du projet ou de certaines de ses composantes. Par exemple, la mise en œuvre d'un projet peut être perturbée par la survenance de conditions météorologiques extrêmes plus fréquentes ou intenses que prévu ; ou l'intégrité des infrastructures peut être menacée par une récurrence ou une magnitude accrue des événements climatiques extrêmes en raison du changement climatique ;
- Sur les risques liés au changement climatique pesant sur les résultats du projet. Ainsi, des pertes de récoltes ou une augmentation des prix alimentaires en raison des conditions climatiques peuvent aggraver la pauvreté, anéantissant les effets d'autres mesures de réduction de la pauvreté ; de même, l'aggravation du stress hydrique causée par la baisse des précipitations et la hausse des températures peut réduire à néant les bénéfices d'une utilisation plus rationnelle de l'eau ;
- Sur le déficit d'adaptation face à la variabilité et au changement climatiques actuels, qui rendent les communautés vulnérables aux risques climatiques.

L'étude de cadrage de l'ERC doit déboucher sur les résultats suivants :

- Un aperçu du projet, y compris son calendrier de mise en œuvre et l'échelle de temps visée pour ses résultats ;
- Une description des alternatives au projet, s'il y en a ;
- Un aperçu des cadres politique, législatif et institutionnel pertinents (s'ils existent) ;
- Une description du contexte géographique, environnemental et climatique dans lequel le projet sera mis en œuvre, y compris un résumé des informations facilement accessibles sur les tendances de l'évolution du climat pour la période durant laquelle le projet doit produire des effets ;
- Une description des principales parties prenantes susceptibles d'être concernées par le projet, avec une référence spécifique aux risques climatiques auxquels elles sont exposées ;
- Un plan d'implication des parties prenantes (selon la pertinence) ;
- Un résumé des principaux aléas climatiques actuels et attendus pertinents dans le contexte du projet, et de leurs risques et implications pour le projet, à prendre en compte dans l'ERC, tels qu'ils peuvent être identifiés sur la base de l'information disponible ;
- Un résumé des principaux enjeux liés à la vulnérabilité et à la capacité d'adaptation pertinents dans le contexte du projet, identifiés autant que possible sur la base de l'information disponible ;
- Une description des principales lacunes dans les connaissances et l'information eu égard aux aléas climatiques actuels et futurs et aux impacts récents et attendus du changement climatique ;
- Des recommandations relatives à la méthodologie d'identification et d'évaluation des risques, contraintes et opportunités liés au climat (y compris en ce qui concerne le traitement de l'incertitude) ; et au choix des méthodologies à utiliser dans l'ERC pour l'évaluation des risques et vulnérabilités ;
- Des recommandations relatives aux mesures de réduction des risques ou d'adaptation à identifier et explorer plus en détail dans l'ERC ;

- Une indication des délais, coûts et moyens nécessaires pour réaliser l'étude d'ERC.

L'étude d'ERC proprement dite doit quant à elle déboucher sur les résultats suivants :

- L'identification et l'évaluation des risques climatiques potentiels pesant sur la mise en œuvre du projet et la production effective des avantages attendus de celui-ci ;
- L'identification et l'évaluation des risques éventuels que la mise en œuvre du projet n'aggrave la vulnérabilité des populations humaines et des systèmes naturels à la variabilité du climat et au changement climatique et ne contribue à la maladaptation ;
- Des recommandations, y compris un Plan de gestion des risques climatiques (PGRC), pour la mise en œuvre des mesures proposées pour réduire les risques liés au climat et s'adapter au changement climatique. Le PGRC peut identifier et hiérarchiser diverses mesures alternatives de réduction des risques et d'adaptation, en précisant les arguments en faveur et en défaveur de chacune d'entre elles (par ex. en matière de coûts et d'impacts). Le PGRC doit aussi inclure un cadre de suivi et d'évaluation de la performance des mesures proposées ;
- Des recommandations sur les possibilités d'adapter la conception du projet (*si nécessaire*) afin d'optimiser les opportunités liées au changement climatique (*s'il y en a*), de promouvoir la résilience, l'adaptation et la capacité d'adaptation au climat de manière plus large (c'est-à-dire au-delà des mesures immédiatement nécessaires pour réduire les risques associés au projet), et de promouvoir un développement sobre en carbone.

4.1. ÉTUDE DE CADRAGE (« SCOPING ») DE L'ERC

4.1.1 Aperçu du projet (et de ses alternatives)

Cette section porte sur la description du projet et de ses composantes.

(Là où c'est possible, décrire les principales options alternatives, en particulier celles qui présentent des différences significatives du point de vue de l'exposition et de la vulnérabilité aux risques climatiques. Si le projet fait également l'objet d'une Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE), par souci de cohérence, les mêmes alternatives doivent être examinées dans les deux études).

4.1.2 Cadre législatif, institutionnel et de planification

Le cadre institutionnel et législatif pertinent pour le projet et son ERC⁽¹⁾ doit faire l'objet d'une description, avec une indication de la législation applicable, du processus de planification dans lequel s'inscrit le projet (par ex. en rapport avec l'aménagement du territoire), et des principales normes à prendre en compte dans l'ERC. Référence sera faite aux documents pertinents tels que le Profil environnemental de pays, le programme d'action national d'adaptation/plan national d'adaptation (PANA/PNA) ou autre plan ou stratégie national(e) d'adaptation, les communications nationales à la CCNUCC, et éventuellement l'une ou l'autre Évaluation environnementale stratégique.

⁽¹⁾ Si la législation relative à l'Évaluation des incidences sur l'environnement est souvent bien développée, celle qui porte sur l'ERC est généralement rare et/ou peu élaborée. Cependant, dans certains contextes, des réglementations pertinentes peuvent exister, par ex. concernant la distance par rapport au rivage de toute nouvelle construction ; on trouve de telles réglementations notamment dans certains petits États insulaires qui ont commencé à prendre en compte les risques associés aux marées de tempête, à l'érosion et à l'élévation du niveau de la mer dans le contexte de l'adaptation au changement climatique.

4.1.3 Description des principales parties prenantes et de leurs préoccupations

Dans une ERC, l'implication des groupes vulnérables (fort susceptibles d'être exposés aux risques climatiques) et des groupes spécifiquement vulnérables au changement climatique est particulièrement importante ; il peut s'agir par exemple de groupes dont les moyens de subsistance sont sensibles au climat, tels que les éleveurs et les petits exploitants agricoles, ou encore de ceux qui vivent dans des régions très exposées). Il faut faire en sorte d'impliquer autant de groupes d'intérêt concernés que possible (y compris les autorités locales, les ONG locales et régionales, les femmes et les peuples autochtones) dans la définition des questions qui seront traitées dans l'ERC.

La participation des parties concernées dans le processus d'ERC est un facteur clé de succès. Les parties prenantes du projet (principaux groupes et institutions devant bénéficier du projet, partenaires du projet, ainsi que tout groupe susceptible d'être affecté négativement — par ex. sur le plan environnemental ou en termes de déplacement) doivent être identifiées.

Une attention particulière doit être accordée aux groupes traditionnellement moins représentés, comme les femmes, les peuples autochtones et les minorités.

Les parties prenantes seront impliquées par le consultant en vue d'identifier leurs préoccupations eu égard aux risques et vulnérabilités climatiques actuels et anticipés, leurs perceptions sur la manière dont le projet peut modifier ces risques et vulnérabilités, et leur opinion sur les effets possibles de ces risques et vulnérabilités sur les résultats et impacts du projet. Leur participation contribuera à identifier les principaux risques potentiels, les interactions entre le projet et le climat, et les mesures possibles de réduction des risques ou d'adaptation à traiter dans l'ERC. La stratégie proposée pour l'implication des parties prenantes doit être expliquée dans l'offre des consultants ; si nécessaire, elle sera révisée par le gouvernement partenaire et/ou la délégation de l'UE avant d'être mise en œuvre.

4.1.4 Description des principaux risques liés au climat et des interactions clés entre le projet et le climat à traiter dans l'ERC

(Une attention particulière doit être portée aux risques climatiques encourus par le projet ou associés à celui-ci, potentiellement les plus importants au vu de la sensibilité du projet et des activités connexes aux aléas climatiques susceptibles d'être rencontrés durant la période de matérialisation des bénéfices du projet ; de la vulnérabilité des principales parties concernées à l'évolution et à la variabilité du climat ; des impacts possibles du projet sur la vulnérabilité ; et des attentes des parties prenantes).

Sur la base de l'information contextuelle disponible sur les aléas climatiques actuels et à venir, les consultants devront identifier les risques particuliers liés au climat à approfondir dans les catégories suivantes :

- Risques pesant sur la mise en œuvre réussie et dans les délais du projet ;
- Risques pesant sur la poursuite de la production des avantages attendus du projet au-delà de sa durée de mise en œuvre au sens strict (période de financement) ;
- Risques que le projet n'aggrave la vulnérabilité de certains groupes ;
- Risques que le projet n'aggrave la vulnérabilité des ressources ou systèmes naturels ;
- Risques que le projet ne contribue à la maladaptation, en augmentant la dépendance envers des ressources menacées par le changement climatique.

4.1.5 Résumé de l'information de référence disponible et de la portée des recherches à mener pour l'améliorer

L'étude de cadrage doit résumer l'information pertinente actuellement disponible concernant : (i) les conditions climatiques et environnementales actuelles ; (ii) les conditions climatiques possibles à l'avenir ; (iii) les aléas,

impacts et vulnérabilités liés au climat actuel et futur, et les risques associés. Les principales lacunes dans l'information disponible dans ces domaines doivent être identifiées, et l'étude de cadrage doit spécifier dans quelle mesure ces lacunes peuvent être comblées par une étude plus approfondie menée dans le cadre de l'ERC proprement dite ; elle doit aussi préciser la nature de toute information complémentaire sur ces aspects « d'état de référence » à générer durant l'étude d'ERC.

4.1.6 Recommandations sur les méthodes à mettre en œuvre dans l'ERC

Une indication des outils et méthodes les plus appropriés pour réaliser l'étude d'ERC doit être fournie, par ex. détermination des impacts ou études de sensibilité basés sur la modélisation, évaluations participatives de la vulnérabilité, planification basée sur des scénarios, cartographie basée sur des indicateurs ou autres méthodes telles que l'examen par un groupe d'experts. Les limites de ces outils et méthodes doivent être spécifiées, par ex. en ce qui concerne la résolution spatiale des produits des modèles climatiques, le degré de confiance des études de réduction d'échelle spatiale, la mesure dans laquelle les indicateurs clés captent les principales dimensions de la vulnérabilité, etc. Il faut également spécifier la façon dont l'incertitude sera appréhendée, par exemple en utilisant plusieurs modèles ou simulations, divers scénarios ou diverses hypothèses sur l'évolution future de la vulnérabilité.

4.1.7 Indication des délais, coûts et moyens nécessaires à la réalisation de l'étude d'ERC

L'étude de cadrage doit spécifier le cadre temporel et spatial de l'étude d'ERC, y compris l'identification des zones géographiques, communautés ou populations, institutions, systèmes naturels, secteurs, systèmes ou infrastructures à étudier.

(La méthode d'évaluation des risques sera essentielle pour déterminer le délai de mise en œuvre de l'ERC. Une étude basée exclusivement sur un examen par des experts devrait être relativement courte (de l'ordre de 20 à 30 jours) ; une étude impliquant une réduction d'échelle et/ou l'élaboration de modèles informatiques pour explorer les impacts peut durer de nombreux mois, voire 2 à 3 ans pour les projets de grande envergure. En l'absence de modélisation, d'autres considérations pratiques doivent être prises en compte, telles que le temps nécessaire pour la collecte des données (par ex. sous la forme d'entretiens et/ou d'enquêtes auprès des ménages pour évaluer les aspects de la vulnérabilité).

Une description et une estimation des moyens nécessaires (en termes de budget, de personnes-jours, d'infrastructures et ressources techniques) doivent être présentées, avec une ventilation des coûts. S'il apparaît nécessaire à ce stade de recourir à d'autres experts dotés de compétences particulières (par ex. spécialistes des sciences sociales pour l'évaluation de la vulnérabilité), ceci doit être soumis à la considération du gouvernement national / de l'UE dans le rapport de l'étude de cadrage.

(Le gouvernement partenaire/l'UE peut indiquer ici le budget maximal alloué à l'étude d'ERC.)

4.2. ÉTUDE D'ERC

La portée de l'étude d'ERC sera convenue avec le gouvernement partenaire et l'UE en collaboration avec les autres partenaires internationaux, sur la base des résultats de l'étude de cadrage.

4.2.1 État de référence des risques climatiques

1. Contexte actuel en matière de risques climatiques

Cette section décrira les conditions existantes suivantes, dans la mesure où elles sont pertinentes par rapport au projet :

- Le contexte géographique et environnemental du projet (en fonction de sa localisation), et les conditions climatiques qui prévalent dans la ou les zones associées au projet. Ceci doit comprendre une description des principaux aléas climatiques et de leurs impacts actuellement observés (par ex. fortes précipitations et inondations, sécheresse et insécurité alimentaire ou interruption de la génération d'énergie hydroélectrique, tempêtes ou marées de tempête et mortalité, déplacement de population et/ou destruction d'actifs et d'infrastructures) ;
- Le contexte de vulnérabilité actuel, à savoir le contexte dans lequel les aléas se traduisent en impacts, en identifiant quelles zones et populations, quels groupes, systèmes ou secteurs sont les plus affectés par les aléas climatiques, et quels sont les moteurs (par ex. sociaux, économiques, géographiques, politiques, etc.) de leur vulnérabilité ;
- Le niveau de capacité d'adaptation des divers groupes, populations, systèmes, secteurs et institutions concernés. On identifiera ici les options disponibles pour une réponse efficace en termes de gestion et de réduction des risques existants, ainsi que les contraintes qui empêchent la mise en œuvre d'actions de réduction des risques ?

2. Contexte relatif aux risques climatiques futurs

Cette section examinera comment les conditions peuvent évoluer à l'avenir, en ce qui concerne :

- L'évolution possible des aléas climatiques (tant pour les événements soudains que ceux à évolution lente). La caractérisation des aléas climatiques futurs peut s'appuyer sur des données provenant de modèles climatiques mondiaux et régionaux, d'études de réduction d'échelle, et/ou de modèles d'impact (par ex. sur les ressources en eau, le rendement des cultures, les systèmes côtiers, les écosystèmes, etc.). Elle peut également reposer sur des jugements d'experts, l'examen de situations analogues antérieures (par ex. événements et conditions climatiques extrêmes), ou encore des techniques statistiques (par ex. pour l'examen des impacts de changements dans la moyenne et la fréquence d'événements extrêmes sur la base de données historiques).
- L'évolution possible de la vulnérabilité, sur la base d'hypothèses plausibles quant à l'évolution des moteurs de la vulnérabilité en lien avec l'évolution des conditions économiques, démographiques, environnementales et autres.
- L'évolution possible des capacités d'adaptation, en fonction des changements attendus dans l'accès aux ressources et aux opportunités et des contraintes pesant sur les actions d'adaptation.

4.2.2 Identification et évaluation des risques liés au climat

Cette section porte sur l'identification et la description des risques climatiques potentiels associés au projet (*et à ses alternatives, s'il y en a*) et leur évaluation, sur la base de l'ensemble des considérations relatives aux aléas climatiques et aux aspects pertinents de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation.

L'identification des risques doit porter sur les aspects suivants (tels que résumés au point 4.1.4 ci-dessus) :

- Les risques pesant sur la mise en œuvre réussie et dans les délais du projet, par ex. ceux qui résulteraient d'une intensification des conditions climatiques extrêmes, lesquelles pourraient endommager les infrastructures du projet ou perturber sa mise en œuvre d'une autre façon ;
- Les risques pesant sur la production effective et soutenue des avantages attendus du projet au-delà de sa durée de mise en œuvre au sens strict (période de financement), par exemple ceux résultant d'effets du changement climatique qui mettraient en péril ou réduiraient à néant les bénéfices du projet (par ex. en termes d'impacts sur la pauvreté) ou réduiraient la disponibilité de ressources clés (eau, terres productives, etc.) dont dépend la production de ces avantages ;

- Les risques que le projet n'aggrave la vulnérabilité de certains groupes, par exemple en réduisant leur accès à des ressources clés, en limitant leurs options de réaction ou de réponse aux aléas climatiques et à leurs effets, et en compromettant leur capacité d'adaptation au changement climatique ;
- Les risques que le projet n'aggrave la vulnérabilité des ressources ou systèmes naturels, en amplifiant les effets négatifs du changement climatique sur ces ressources/systèmes et en accélérant la dégradation de l'environnement ;
- Les risques que le projet ne contribue à la maladaptation, en augmentant la dépendance envers des ressources menacées par le changement climatique ou en favorisant des trajectoires de développement non durables dans les conditions climatiques futures.

Les risques doivent être décrits pour les différents éléments du projet et pour différentes parties prenantes / divers groupes qui y participent ou sont affectés d'une manière ou d'une autre. Lorsque le projet est susceptible d'entraîner certains impacts négatifs (par ex. en matière de vulnérabilité ou de maladaptation), les scénarios avec et sans projet doivent être comparés, en envisageant les différentes options alternatives et en incluant pour chaque alternative les considérations relatives à l'incertitude.

(Les échelles de temps associées aux divers risques doivent être spécifiées, tout comme le degré de confiance dans l'identification des risques. Certains risques peuvent faire l'objet d'incertitudes importantes, notamment ceux dont la survenance n'est attendue qu'à moyen ou long terme, après la fin du projet, en raison de l'évolution incertaine des aléas climatiques et de la vulnérabilité. Le degré d'association entre les risques et certaines hypothèses sur l'évolution des conditions futures doit également être spécifié. L'étude d'ERC doit clairement décrire la manière dont les incertitudes relatives aux risques sont liées aux incertitudes relatives aux scénarios d'évolution du climat (et des conditions socioéconomiques) scenarios.

Les risques indirects doivent aussi être pris en compte. Ces risques peuvent découler du changement climatique et de ses impacts en dehors des zones où se dérouleront les activités du projet, dans la mesure où ils modifieraient le contexte global du projet et affecteraient les résultats et impacts de celui-ci (par ex. impacts sur les relations commerciales, les prix des produits de base, etc.)

L'étude doit s'efforcer d'évaluer l'importance de différents types de risques, par exemple en les classant selon des critères tels que la probabilité et le potentiel à mettre en péril les avantages attendus du projet. Dans la mesure du possible, des analyses et descriptions quantitatives des risques et des impacts associés doivent être présentées (par ex. en termes d'échelonnement dans le temps, de probabilités, de dommages et pertes potentiels), tout en admettant qu'une telle approche ne sera pas toujours possible et que la précision (des impacts modélisés, par exemple) n'est pas nécessairement garante d'exactitude (notamment si un seul modèle ou une seule simulation est utilisé(e), et/ou si les marges d'incertitude ne sont pas prises en compte).

4.2.3 Identification et évaluation des opportunités et avantages

(Des mesures doivent être proposées pour réduire les risques liés au climat qui ont été identifiés et, le cas échéant, s'assurer que les opportunités existantes soient effectivement mises à profit. Les mesures proposées doivent être techniquement faisables, économiquement justifiées et socialement acceptables (c'est-à-dire tenir compte de l'avis des principales parties concernées). Les consultants doivent chercher à optimiser ces mesures, de telle sorte qu'aucune mesure ne réduise l'efficacité des autres ou, pire encore, ne donne lieu elle-même à un impact indésirable significatif. Lorsque le projet se déroule sur une longue période, différentes mesures peuvent être nécessaires à différentes étapes, et il faut tenir compte de la manière dont les mesures à court terme interagissent avec celles à long terme. En toutes circonstances, les mesures visant à réduire les risques et promouvoir l'adaptation au changement climatique à plus court terme doivent être compatibles avec les besoins d'adaptation à plus long terme — et il faut s'assurer que les mesures mises en œuvre à court terme n'aggravent pas la vulnérabilité ou ne contribuent pas à la maladaptation à plus long terme).

Les consultants doivent envisager si des possibilités ou points d'entrée existent, dans le contexte du projet, pour encourager l'adoption de nouvelles pratiques résilientes au climat ou le développement sobre en carbone.

4.2.4 Mesures et recommandations concernant les risques et opportunités liés au climat

Des mesures doivent être proposées pour réduire les risques liés au climat qui ont été identifiés et, le cas échéant, s'assurer que les opportunités existantes soient effectivement mises à profit. Les mesures proposées doivent être techniquement faisables, économiquement justifiées et socialement acceptables (c'est-à-dire tenir compte de l'avis des principales parties concernées). Les consultants doivent chercher à optimiser ces mesures, de telle sorte qu'aucune mesure ne réduise l'efficacité des autres ou, pire encore, ne donne lieu elle-même à un impact indésirable significatif. Lorsque le projet se déroule sur une longue période, différentes mesures peuvent être nécessaires à différentes étapes, et il faut tenir compte de la manière dont les mesures à court terme interagissent avec celles à long terme. En toutes circonstances, les mesures visant à réduire les risques et promouvoir l'adaptation au changement climatique à plus court terme doivent être compatibles avec les besoins d'adaptation à plus long terme — et il faut s'assurer que les mesures mises en œuvre à court terme n'aggravent pas la vulnérabilité ou ne contribuent pas à la maladaptation à plus long terme.

Les mesures préconisées de réduction des risques et d'adaptation peuvent poursuivre divers objectifs :

- La réduction de l'exposition physique des infrastructures du projet aux aléas climatiques et impacts associés (par ex. catastrophes climatiques soudaines, aléas à déclenchement lent tels que l'élévation du niveau de la mer) ;
- L'amélioration de la capacité du projet à fonctionner sous des contraintes identifiées qui peuvent changer au cours de la durée de vie du projet ou au-delà, durant la période où le projet est censé continuer à générer des avantages (par ex. choix des options de production les plus économes en eau ou en énergie, évitement des régions où le changement climatique est susceptible d'intensifier le stress hydrique pour la localisation des activités qui nécessitent beaucoup d'eau) ;
- La réduction généralisée de la vulnérabilité des principales parties prenantes vis-à-vis des risques existants et émergents associés à la variabilité du climat et aux conditions météorologiques extrêmes, afin d'assurer le succès du projet (par ex. lorsque les objectifs sont centrés sur le court terme et/ou lorsque l'incertitude concernant les changements futurs est élevée) ;
- La neutralisation d'une éventuelle aggravation de la vulnérabilité causée par le projet, qui pourrait toucher certains groupes ou systèmes donnés (par ex. écosystèmes, ressources naturelles et paysages spécifiques) ;
- Des mesures ciblées visant à faire face à des impacts spécifiques du changement climatique identifiés au cours de l'étude (par ex. lorsque les projections relatives au changement climatique et aux impacts associés en rapport avec des aspects spécifiques du projet, tels que les infrastructures, ont un degré de certitude élevé) ;
- Le renforcement des capacités d'adaptation par le biais de mesures visant à améliorer l'accès à des ressources clés, à sensibiliser, à dispenser des formations sur les questions d'adaptation, pour garantir que la mise en œuvre du projet et les efforts pour assurer la production d'avantages à long terme tiennent bien compte du changement climatique ;
- L'élaboration de stratégies spécifiques de réduction des risques et d'adaptation, donnant un cadre au sein duquel des mesures peuvent être identifiées, mises en œuvre et réexaminées au fil du temps ;
- Une révision en profondeur du projet, si l'on conclut que le projet dans sa forme initialement proposée ou certains de ses éléments peuvent contribuer à la maladaptation.

Les risques résiduels après mise en œuvre des mesures de réduction des risques ou d'adaptation doivent être identifiés et évalués. Sur cette base, les alternatives doivent être comparées et des recommandations formulées sur la meilleure option (compte tenu des incertitudes et de leurs implications pour le choix de celle-ci). La comparaison des différentes options doit être résumée sous la forme d'un tableau.

Si les mesures préconisées de réduction des risques ou d'adaptation impliquent des coûts supplémentaires (par rapport aux options actuellement envisagées), le rapport doit inclure une estimation de ces coûts. Il doit également identifier les personnes responsables de la mise en œuvre de ces mesures.

Dans des circonstances exceptionnelles, on peut arriver à la conclusion qu'un projet comporte tellement de risques, ou des risques si considérables, que ses chances de succès sont extrêmement limitées. Dans ce cas, les experts peuvent recommander qu'un projet soit abandonné, ou qu'il soit remplacé par un ou plusieurs projets alternatifs susceptibles de produire des avantages comparables.

4.2.6 Plan de gestion des risques climatiques

Le Plan de gestion des risques climatiques (PGRC) est un document qui identifie les actions nécessaires à la mise en œuvre des recommandations de l'ERC. Le PGRC doit clairement traduire les recommandations de l'ERC sous la forme d'un plan opérationnel.

Le PGRC du projet doit inclure :

- Un tableau (de type cadre logique) montrant les objectifs, résultats attendus, indicateurs objectivement vérifiables, activités (correspondant aux mesures d'atténuation et d'optimisation), et l'attribution des responsabilités dans la mise en œuvre de ces activités ;
- Les dispositions institutionnelles pour sa mise en œuvre : responsabilités, rôle des acteurs clés, participation des parties prenantes ;
- Des suggestions pour les contrats (clauses techniques ou environnementales : normes à respecter, nécessité éventuelle de préparer un PGRC propre à l'entreprise) et les modalités contractuelles ;
- Un plan de suivi et de contrôle, décrivant comment mesurer la réduction des risques et l'adaptation et en assurer le suivi, comprenant des indicateurs appropriés (par ex. indicateurs relatifs à la vulnérabilité, aux capacités d'adaptation, à l'impact des mesures en termes de résultats de développement) et établissant la fréquence des activités de suivi, les moyens de collecte et d'analyse des données et le système d'établissement des rapports ;
- Un plan de réponse en cas de résultats inattendus des activités de suivi (par ex. conséquences non intentionnelles, signes que les mesures n'ont pas les impacts escomptés) ;
- Un projet de calendrier des activités ;
- Une indication des moyens nécessaires (notamment en personnel, en ressources techniques et autres exigences) et des coûts de mise en œuvre du PGRC.

4.2.5 Limites de l'ERC

Les principales limites, faiblesses et incertitudes de l'ERC doivent être soulignées. L'étude doit pointer les domaines où des lacunes majeures subsistent dans les connaissances et l'information, et où les incertitudes ne peuvent être quantifiées de manière réaliste. Lorsque les projections et évaluations sont basées sur des données limitées, ou sur un nombre limité de modèles, simulations ou scénarios, il faut le mentionner et identifier les éventuelles carences dans la construction d'un éventail raisonnable de scénarios futurs. Toute contradiction apparente entre les résultats des modèles et les observations doit être notée. Toutes les hypothèses retenues pour la prédiction et l'évaluation des risques potentiels liés au climat doivent être détaillés.

4.2.6 Conclusions relatives aux risques climatiques

Cette section récapitulera les principaux résultats de l'ERC, les recommandations (en se référant au PGRC) et l'évaluation des risques résiduels. Elle doit également fournir toute information utile pour une éventuelle

analyse économique et financière ou pour l'étude de formulation générale. Les limites de l'ERC et les principales hypothèses doivent également être expliquées.

5. PLAN DE TRAVAIL

Le plan de travail doit inclure les activités suivantes, sans nécessairement s'y limiter :

Étude de cadrage

- Recueil d'informations et collecte de données — clarification des TdR ;⁽²⁾
- Identification et implication des parties prenantes ;
- Analyse et préparation du rapport de cadrage ;

Étude d'ERC

- Revue des documents disponibles (par ex. PEP, PANA, PNA, communications nationales à la CCNUCC, EES pertinentes, rapports d'identification et de préféabilité, données relatives au climat) ;
- Revue de la littérature pertinente, du cadre politique et législatif (dans la mesure où il existe) ;
- Travail et enquêtes de terrain, collecte et analyse de données, y compris la consultation des parties prenantes ;
- Identification et évaluation des risques ;
- Élaboration des mesures de réduction des risques et d'adaptation ;
- Préparation du PGRC ;
- Préparation du rapport final de l'ERC.

Sur la base de cette ébauche de plan de travail et du calendrier esquissé dans ces TdR, l'offre des consultants doit proposer un plan de travail détaillé pour l'étude d'ERC.

6. EXPERTISE REQUISE

La mission proposée ici sera réalisée par une équipe de (*nombre*) experts présentant les profils suivants :

- Un expert avec au moins 10 ans d'expérience dans le secteur du changement climatique et une expertise spécifique dans un ou plusieurs des domaines suivants : impacts, vulnérabilité, évaluation des risques, adaptation et intégration (« mainstreaming ») du changement climatique. Il /Elle dirigera l'équipe ;
- (*Nombre*) experts avec (5) (10) ans d'expérience et pouvant justifier d'une formation technique en (*spécifier*). (*Le nombre d'experts et leurs domaines de spécialisation peuvent être revus ou ajustés à un stade ultérieur sur la base des résultats de l'étude de cadrage.*)

⁽²⁾ L'ERC étant un domaine de pratique émergent, avec lequel les spécialistes du développement sont généralement peu familiers, la clarification des TdR est susceptible de donner lieu à une révision en profondeur de ceux-ci, en particulier en ce qui concerne les méthodologies à employer et les limites de l'étude.

L'équipe doit comprendre des experts disposant de connaissances et d'une expertise au niveau local ou régional. Les experts doivent avoir d'excellentes compétences en matière de *(spécifier)*. *(Spécifier la langue)* est la langue de travail ; le rapport final est présenté en *(spécifier la langue)*.

Pour chacun des experts proposés, un *curriculum vitae* de *(quatre)* pages maximum résumant les qualifications et l'expérience pertinentes doit être soumis.

7. RAPPORTS

Tous les rapports doivent être imprimés recto-verso sur du papier recyclé ou certifié FSC, et remis également en version électronique (Microsoft Word pour la version provisoire, PDF pour la version finale).

7.1. ÉTUDE DE CADRAGE

L'étude de cadrage doit être présentée selon le format donné en sous-annexe 1.

La stratégie détaillée d'implication des parties prenantes doit être soumise deux semaines après le démarrage, en *(nombre)* exemplaires, à *(noms et organisations)* pour commentaire.

La version provisoire du rapport de cadrage doit être présentée en *(nombre)* exemplaires à *(noms et organisations)* pour commentaire au plus tard le *(date)*. Les commentaires des autorités concernées et de l'UE sont attendus au plus tard le *(date)*. Ces commentaires seront pris en compte dans la préparation du rapport final. *(Nombre)* exemplaires du rapport final de l'étude de cadrage en *(langue)* doivent être remis au plus tard le *(date)*.

7.2. ÉTUDE D'ERC

Les commentaires sur l'étude de cadrage, qui doit déterminer la portée de l'étude d'ERC, seront communiqués au plus tard *(nombre)* semaines après sa remise. L'étude d'ERC proprement dite débutera au plus tard *(nombre)* semaines après cette date.

Le rapport d'ERC sera présenté selon le format établi en sous-annexe 2. Les analyses sous-jacentes seront présentées dans les annexes au rapport.

Le rapport provisoire de l'ERC doit être présenté en *(nombre)* exemplaires à *(noms et organisations)* pour commentaire au plus tard le *(date)*. *(Liste des autorités)* transmettront leurs commentaires dans un délai de *(nombre)* semaines.

Ces commentaires seront pris en compte dans la préparation du rapport final (maximum [X] pages hors annexes). *(Nombre)* exemplaires du rapport final rédigé en *(langue)* seront remis au plus tard le *(date)*.

8. OFFRE FINANCIÈRE

(En fonction de la modalité contractuelle utilisée, le gouvernement partenaire ou l'UE indiquera la forme souhaitée pour la présentation de l'offre financière, par ex. une ventilation par postes de coûts. Le budget maximum disponible pour le contrat sera également indiqué.)

9. CALENDRIER INDICATIF

(Insérer le calendrier indicatif.)

Le bureau d'études devra réagir à ce calendrier et indiquer dans son offre comment il compte organiser le travail pour respecter les délais. Le calendrier pourra être révisé en fonction des résultats de l'étude de cadrage.

10. SOUS-ANNEXES

Sous-annexe 1. Format-type du rapport de cadrage de l'ERC

Longueur maximum du rapport principal (*sans les annexes*) : 25 pages.

Le texte suivant doit apparaître sur la deuxième de couverture du rapport :

Ce rapport est financé par l'Union européenne et présenté par (*nom du consultant*) pour (*institution nationale*) et l'Union européenne. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de (*institution nationale*) ou de l'Union européenne.

Structure du rapport

1. Résumé
2. Description du projet faisant l'objet de l'évaluation et de ses alternatives
3. Législation applicable et cadre institutionnel
4. Principales parties prenantes et leurs préoccupations
5. Principaux risques liés au climat et interactions clés entre le projet et le climat à traiter dans l'ERC
6. État de référence des risques climatiques et zones influencées par le projet
7. Méthodologie proposée pour l'évaluation des risques climatiques
8. Calendrier et moyens à mettre en œuvre pour réaliser l'ERC
9. Annexes techniques
 - a. Méthodologie d'implication des parties prenantes
 - b. Liste des parties prenantes consultées (avec leurs coordonnées)
 - c. Comptes-rendus relatifs à l'implication des parties prenantes
 - d. Liste des documents consultés

Sous-annexe 2. Format-type du rapport d'ERC

Le texte suivant doit apparaître sur la deuxième de couverture du rapport :

Ce rapport est financé par l'Union européenne et présenté par (*nom du consultant*) pour (*institution nationale*) et l'Union européenne. Il ne reflète pas nécessairement l'opinion de (*institution nationale*) ou de l'Union européenne.

Structure du rapport

1. Résumé

2. Contexte

- a. Justification et objectifs du projet
- b. Localisation du projet
- c. Description du projet et des activités connexes
- d. Alternatives envisagées (*selon la pertinence*)
- e. Cadre politique, législatif et institutionnel applicable

3. Approche et méthodologie

(Cette section doit présenter l'approche et la méthodologie utilisées pour l'ERC, et la façon dont les données et informations recueillies ont été incorporées dans les conclusions et recommandations).

- a. Approche générale
- b. Outils et méthodes d'identification et d'évaluation des risques
- c. Indicateurs pertinents
- d. Hypothèses, incertitudes et contraintes

4. État de référence des risques climatiques

- a. Risques climatiques actuels (aléas climatiques, vulnérabilité, capacité d'adaptation)
- b. Risques climatiques futurs

5. Identification et évaluation des risques

(Les risques indirects et les interactions entre (i) différents types de risques et (ii) les pressions liées et non-liées au climat peuvent faire l'objet de points séparés pour s'assurer que ces aspects soient bien pris en compte. Des tableaux et diagrammes doivent être utilisés pour résumer et clarifier le contenu de ce chapitre).

6. Conclusions et déclaration de risques

(Cette section doit exposer de manière claire les conclusions et recommandations concernant les actions à mettre en œuvre pour s'assurer que les risques climatiques soient adéquatement pris en compte dans les phases ultérieures de la préparation du projet, dans sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation. Ces conclusions et recommandations doivent être complètes mais concises et clairement formulées.

Cette section doit comprendre l'une des trois « déclarations de risques » proposées ci-dessous :

- *Le projet (et ses alternatives) ne comporte(nt) pas de risques notables liés au climat, pour autant que les mesures recommandées soient effectivement mises en œuvre ;*
- *Même l'alternative (ou les alternatives) identifiée(s) comme étant la(les) moins risquée(s) comporte(nt) des risques importants liés au climat, pour lesquels il n'apparaît pas réaliste de mettre en œuvre des mesures adéquates de réduction des risques ou d'adaptation. Il est dès lors recommandé d'identifier et d'évaluer des alternatives supplémentaires, ou de vérifier que les risques résiduels sont bien acceptables compte tenu des avantages attendus du projet.*
- *Chacune des alternatives identifiées comporte des risques liés au climat importants et inacceptables, quelles que soient les mesures proposées de réduction des risques, d'adaptation et de suivi. C'est pourquoi il est recommandé de retravailler en profondeur la proposition de projet et de réévaluer les options possibles.)*

7. Mesures de réduction des risques et d'adaptation et risques résiduels

Cette section doit résumer les principaux aspects du Plan de gestion des risques climatiques (PGRC) présenté plus en détail dans une annexe technique.

8. Annexes techniques

- a. Éléments à intégrer dans la matrice du cadre logique du projet proposé (relatifs à la logique d'intervention, aux indicateurs, aux hypothèses et prérequis) ;
- b. Données, analyse des données, documents de référence, schémas et cartes, autres illustrations non incluses dans le rapport principal ;
- c. Autres informations techniques et autres données, selon les besoins ;
- d. Comptes-rendus relatifs à l'implication des parties prenantes ;
- e. Plan de gestion des risques climatiques

9. Autres annexes

- a. Méthodologie et plan de travail de l'étude (2-4 pages) ;
- b. Itinéraire des consultants (1-2 pages) ;
- c. Liste des parties prenantes consultées ou impliquées (1-2 pages) ;
- d. Liste des documents consultés (1-2 pages) ;
- e. *Curriculum vitae* des consultants (une page par personne) ;
- f. Termes de référence de l'ERC.

Références

Publications

Agence européenne pour l'environnement, 2015. [Green economy](#), briefing.

Banque mondiale, 2008. [Country Environmental Analysis \(CEA\)](#), note de concept. Banque mondiale, Washington, DC.

Banque mondiale, 2010. [The Cost of Environmental Degradation: Case Studies from the Middle East and North Africa](#). Banque mondiale, Washington, DC.

Banque mondiale, 2011. [The Changing Wealth of Nations: Measuring Sustainable Development in the New Millennium](#). Banque mondiale, Washington, DC.

CE (Commission européenne), 2009. [Improving environmental integration in development cooperation](#), document de travail du personnel. CE, Bruxelles.

CE (Commission européenne), 2011a. [Un budget pour la stratégie Europe 2020](#), communication, COM(2011) 500 final. CE, Bruxelles.

CE (Commission européenne), 2011b. [Décision d'exécution de la commission du 16/08/2011 relative au programme d'action annuel 2011 en faveur de l'Égypte, à financer sur le poste 19 08 01 01 du budget général de l'Union européenne](#), C(2011)5791 — PE/2011/5652. CE, Bruxelles.

CE (Commission européenne), 2011c. [Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement](#), communication, COM(2011) 637 final. CE, Bruxelles.

CE (Commission européenne), 2014. [Décision d'exécution de la commission du 23.7.2014 concernant l'adoption d'un programme indicatif pluriannuel pour le programme thématique « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent » pour la période 2014-2020](#), C(2014)5072. CE, Bruxelles.

Commission des Communautés européennes, 2005. [La Politique de Développement de l'Union européenne - « Le Consensus européen »](#), communication, COM(2005) 311 final. CE, Bruxelles.

Commission européenne — iQSG, 2004. [Putting Mainstreaming into Practice](#).

Conseil européen, 2013. [Conclusions : Cadre financier pluriannuel](#), EUCO 37/13.

DEVCO (Direction générale du développement et de la coopération EuropeAid), 2012. [Study of sector wide approach in the water sector](#), Collection Outils et Méthodes Reference Document 16. CE, Bruxelles.

The Economist Intelligence Unit, 2015. [The cost of inaction: recognising the value at risk from climate change](#), report. *The Economist*, Londres.

Forum économique mondial, 2015. [Global Risks Report 2015, 10th ed.](#) Forum économique mondial, Genève.

Forum économique mondial, 2016. [Global Risks Report 2016, 11th ed.](#) Forum économique mondial, Genève.

GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), 2014. [Changements climatiques 2014: Incidences, adaptation et vulnérabilité - Rapport de synthèse](#), contribution des groupes de travail I, II et III au cinquième rapport d'évaluation du GIEC. GIEC, Genève.

Goldman Sachs, 2015. [The Low Carbon Economy](#), Equity Research.

IPE PNUD-PNUE (Initiative pauvreté-environnement du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement), 2015. [Intégration de l'environnement et du changement climatique pour la réduction de la pauvreté et le développement durable: Manuel de renforcement des processus de planification et de budgétisation](#). PNUD-PNUE, Nairobi.

OIT (Organisation internationale du travail), 2013. [Développement durable, travail décent et emplois verts](#), rapport V. OIT, Genève.

OMS (Organisation mondiale de la santé), 2015. [Changement climatique et santé](#), Aide-mémoire n° 266.

OMS et CDB (Organisation mondiale de la santé et secrétariat de la Convention sur la diversité biologique), 2015. *Connecting Global Priorities: Biodiversity and Human Health*. OMS, Genève.

ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), 2015. *Introduction to UNIDO: Inclusive and Sustainable Industrial Development*. ONUDI, Vienne.

Partenariat Pauvreté-Environnement, 2005. *Investing in Environmental Wealth for Poverty Reduction*. Nations Unies, New York.

Pillai, P. 2008. *Strengthening Policy Dialogue on Environment: Learning from Five Years of Country Environmental Analysis*, Banque mondiale, Washington, DC.

PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement), 2014. *XII/3. Mobilisation des ressources*, décision adoptée par la Convention sur la diversité biologique. UNEP/CBD/COP/DEC/XII/3.

Pratt, J., J. Palerm et A. Gakuba, 2012. *Strategic Environmental Assessment of the Agricultural Sector in Rwanda*, étude confiée par la Délégation de l'UE au Rwanda.

Seaman, L. 2015. *Stanford researchers' calculations reveal higher-than-expected global economic cost of climate change*, *Stanford Report* octobre 21.

Somda, J., et A. J. Nianogo, 2010. *TEEB case: Wetland valuation changes policy perspectives*, Burkina Faso. TEEB.

Stern, N. H., 2007. *The Economics of Climate Change: The Stern Review*. Cambridge University Press, Cambridge, R-U.

UE (Union européenne), 2010. Technical and administrative provisions Programa de Agua y Saneamiento en áreas periurbanas (PASAP), annexe II à l'accord de financement n° ALA/DCI/2010/021-937.

UE (Union européenne), 2012a. Bolivia: Action fiche support for the Sector Basic Sanitation Development Plan (PSDSB) – rural areas (DCI-ALA/2012/024-095).

UE (Union européenne), 2012b. Country Environmental Profile Lesotho, 2012. Préparé par Safege pour la Délégation de l'Union européenne, Maseru, Lesotho.

UE (Union européenne), 2014a. *Multiannual Indicative Programme (MIP) 2014–2016: Bolivia*.

UE (Union européenne), 2014b. *National Indicative Programme for Lesotho, 2014–2020*. 11th Fonds européen de développement.

Sites internet

Capacity4Dev, <http://capacity4dev.ec.europa.eu/>; scénarios sur le changement climatique disponibles sur <https://europa.eu/capacity4dev/public-environment-climate/minisite/tools-and-methods/climate-change-sector-scripts> ; notes de secteur disponibles sur <https://europa.eu/capacity4dev/public-environment-climate/minisite/tools-and-methods/sector-notes-integration-environment-and-climate-change>

Pages internet de la Commission consacrées à l'environnement, http://ec.europa.eu/environment/international_issues/agreements_en.htm

Commission européenne, instruments financiers novateurs, https://ec.europa.eu/europeaid/policies/instruments-financiers-innovants-mixage_fr

Commission européenne, critères pour des marchés publics écologiques, http://ec.europa.eu/environment/gpp/ue_gpp_criteria_en.htm

Accord de Paris sur le changement climatique, <http://unfccc.int/2860.php>

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, http://unfccc.int/portal_francophone/items/3072.php

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, <http://www.unccd.int/en/Pages/default.aspx>

Convention sur la diversité biologique, <https://www.cbd.int/>

Marqueurs de Rio, <http://www.oecd.org/dac/environment-development/rioconventions.htm>

Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

Objectif d'Hyderabad, <https://www.cbd.int/doc/press/2012/pr-2012-10-20-cop-11-fr.pdf>

Plateforme de connaissances sur le développement durable, <https://sustainabledevelopment.un.org/>

United Smart Cities, <https://sustainabledevelopment.un.org/partnership/?p=10009>

Comment prendre contact avec l'Union européenne ?

En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres d'information Europe Direct sont à votre disposition. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante : https://europa.eu/european-union/contact_fr

Par téléphone ou courrier électronique

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service :

- par téléphone : 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels)
- au numéro de standard suivant : +32 22999696
- par courrier électronique via la page https://europa.eu/european-union/contact_fr

Comment trouver des informations sur l'Union européenne ?

En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa à l'adresse https://europa.eu/european-union/index_fr

Publications de l'Union européenne

Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites et payantes à l'adresse <https://publications.europa.eu/fr/publications>. Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : <http://eur-lex.europa.eu>

Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail des données ouvertes de l'Union européenne (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) donne accès à des ensembles de données provenant de l'UE. Les données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non commerciales.

